

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
AVOCATS DU ROI

DEPUIS

LES ORIGINES JUSQU'A LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 6 juin 1912, à 3 heures

PAR

Eugène LEFÈVRE

DOCTEUR EN DROIT

LICENCIÉ ÈS LETTRES

ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES HAUTES-ÉTUDES

Président : M. A. ESMEIN.

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur.
CHÉNON, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

AVOCATS DU BAR

LA CHAMBRE DES AVOCATS

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
AVOCATS DU ROI

DEPUIS

LES ORIGINES JUSQU'A LA RÉVOLUTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 6 juin 1912, à 3 heures

PAR

Eugène LEFÈVRE

DOCTEUR EN DROIT

LICENCIÉ ÈS LETTRES

ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES HAUTES-ÉTUDES

Président : M. A. ESMEIN.

Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur.
CHÉNON, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1912

Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES AVOCATS DU ROI

DEPUIS

Les Origines jusqu'à la Révolution

PRÉFACE

On a déjà recueilli de nombreux renseignements sur les avocats du roi. Néanmoins, ces renseignements ne permettent pas de se faire une idée exacte de l'histoire si intéressante de ces magistrats. C'est qu'il ne suffit pas en effet de consulter les ordonnances et quelques arrêts isolés pour comprendre leur évolution. Il faut au contraire la suivre pas à pas dans les faits et dans la jurisprudence. Nous avons donc pensé qu'une étude générale sur les avocats du roi comblerait une lacune. Nous avons en outre d'autant moins hésité à entreprendre cette étude que nous pouvions mettre à contribution des monographies récentes sur les parlements et sur les bailliages et sénéchaussées.

Les avocats du roi, qui ne se distinguaient d'abord des autres avocats qu'en ce qu'ils avaient la clientèle du roi,

devinrent peu à peu des fonctionnaires et des magistrats (1). Au cours de cette transformation, leurs fonctions furent amenées à se constituer à titre distinct en face de celles des procureurs du roi. Ils n'avaient d'abord été pour ceux-ci que de simples conseillers chargés parfois de parler en leur nom. La délibération des affaires avec le procureur du roi et l'exercice de la parole pour le procureur du roi furent au contraire considérés par la suite comme une fonction appartenant en propre aux avocats du roi. En même temps d'ailleurs qu'ils devenaient ainsi les titulaires d'une fonction publique déterminée, ils devaient nécessairement se détacher de plus en plus des autres clientèles que celle du roi. C'est seulement à cette condition qu'ils pouvaient devenir des magistrats. Il nous faudra donc, après avoir retracé à grands traits l'histoire générale des avocats du roi, étudier en détail l'évolution historique de leurs rapports avec les procureurs du roi et l'évolution historique de leurs rapports avec les justiciables.

On nous permettra toutefois, avant d'aborder notre sujet, d'exprimer ici notre respectueuse gratitude à notre maître, M. le professeur A. Esmein, auprès duquel nous avons toujours trouvé des conseils et des encouragements.

(1) A. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français* ⁴⁰, p. 400 ; Brissaud, *Cours d'histoire générale du droit français public et privé*, t. I, p. 903.

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE GÉNÉRALE DES AVOCATS DU ROI.

L'histoire des avocats du roi se résume tout entière dans l'évolution de leur caractère. Cette évolution formera la base de nos développements. Il nous faudra néanmoins donner auparavant certains renseignements indispensables sur leur date d'apparition dans les diverses juridictions, sur le titre qu'ils portaient, sur leur nombre, sur leur nomination. Il nous faudra aussi, quand nous connaîtrons le développement historique de leur caractère, examiner les conséquences de ce développement sur leurs conditions d'admission, sur leur réception, sur les compatibilités et les incompatibilités que comportait leur office, sur leurs gages et surtout sur leurs fonctions.

§ 1. — Date d'apparition des avocats du roi dans les diverses juridictions.

On trouve des traces certaines des avocats du roi dans les bailliages et sénéchaussées plus tôt qu'au parlement. Dès 1300, le célèbre Pierre Dubois était avocat royal au bailliage de Coutances (1). Pour le parlement, au

(1) *De recuperatione Terrae Sanctae*, de Pierre Dubois, édit. Langlois, pp. V. VII.

En 1304, il y avait déjà également un avocat du roi dans la sénéchaussée de Nîmes. V. Ménard, *Histoire civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Nîmes*, VI, Nîmes, 1875, *Successions chronologiques relatives à l'histoire de la ville de Nîmes*, p. 12.

contraire, tout ce que l'on peut affirmer avec sûreté, c'est que Jean l'Orfèvre, déjà décédé à la date du 20 avril 1333, y fut de son vivant avocat du roi (1)

C'est là, avec les lettres de nomination de Gérard de Montaigu du 24 janvier 1332, le plus ancien témoignage

(1) *Bibl. nat., dép. des ms., fonds Moreau*, 1075, p. 31 (20 avril 1333): « Accordé est entre le procureur de Sedile jadis femme de feu maistre Jehan l'Orfèvre, jadis advocat le Roy en Parlement, d'une part ... » Texte cité par M. Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, 1885, p. 388, n. 4. — Dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, t. I, p. 70, la liste des avocats du roi du parlement de Paris commence par Jean le Bossu, dit de Bosco, qui aurait été avocat du roi dès l'an 1300, et par Jean Pastoureau qui l'aurait été en 1301. Cependant, Le Nain doutait beaucoup qu'ils aient été avocats du roi (*Arch. nat.*, U 495, p. 226). M. Delachenal, *op. cit.*, p. 164, n. 3, a exprimé le même doute au sujet du premier, et il semble qu'on doive aussi se montrer très hésitant au sujet de Paul Deprayeres signalé comme avocat du roi par plusieurs auteurs en 1315. Loisel, dans son *Dialogue des avocats* (édit. Dupin, dans Camus et Dupin, *Lettres sur la profession d'avocat*, 4^e édit., I, Paris, 1818, p. 220, nous fait connaître en effet, à propos de Pierre de Cugnières, que l'on sait aujourd'hui n'avoir pas été avocat du roi en 1329 lors de l'assemblée de Vincennes (V. Aubert, *Notes pour servir à la biographie de P. de Cugnières*, *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*, sept.-oct. 1884, pp. 134-137), qu'il suffisait à nos anciens auteurs de voir un personnage parler au nom du roi pour lui donner le titre d'avocat du roi. « Vous parlez correctement, dis-je, quand vous dites qu'on ne peut faillir de luy donner la qualité d'avocat du roy, puisqu'il défendoit la cause du roy. » C'est encore par une méprise semblable que M. Langlois, *Textes relatifs à l'histoire du parlement*, p. 244, qualifie Julien de Péronne, d'avocat du roi. M. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*¹⁰, p. 398, n. 2, a déjà fait remarquer avant nous que s'il parle souvent au nom du roi, il est visible néanmoins que c'est un membre du parlement. Il semble enfin qu'on doive n'accueillir qu'avec réserve l'assertion de Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, p. 803, que les registres du parlement témoigneraient d'un certain Jean de Vassoigne, avocat du roi au parlement en 1309.

bien établi de l'existence des avocats du roi au parlement (1). Cependant, si le procureur du roi au parlement n'apparaît pas nettement avant 1323 (2), rien ne

(1) V. ces lettres, *infra*, p. 29.

(2) Le premier procureur du roi au parlement dont on ne puisse douter est Pierre de Villebresmes, qui exerçait au moins depuis le 1^{er} mars 1323 (*Arch. nat.*, X^a 8844, f^o 154. — V. Aubert, dans son édition du *Stilus Curie parlamenti*, de Guillaume du Breuil, Paris, 1909, p. 156, n. 2). D'après M. Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII. Son organisation*, p. 202, un texte de 1277 établirait qu'il y avait déjà alors au parlement un procureur du roi et un avocat du roi. Dans ce document publié par M. Langlois, *Nouveaux fragments du liber Inquestarum de Nicolas de Chartres*, Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, année 1885, p. 445, il est bien en effet question des gens du roi. Cependant, cette expression y a le même sens que dans d'autres textes antérieurs et postérieurs où elle désigne non pas spécialement le procureur du roi et les avocats du roi, mais les agents du roi d'une façon indéterminée. V. par exemple un texte de 1261 et un texte de 1286 dans Langlois, *Textes relatifs à l'histoire du parlement depuis les origines jusqu'en 1314*, Paris, 1888, pp. 62, 133. C'est seulement plus tard que l'expression gens du roi devint technique pour les membres du ministère public. Pour deux autres textes de 1259 et 1260, où M. Aubert, *Le ministère public de saint Louis à François I^{er}*, *N. R. H.*, 1894, p. 488, a voulu voir des mentions du procureur du roi en parlement, et pour un texte de 1278 où il n'est question que d'un procureur du roi spécial, v. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*¹⁰, p. 398, n. 2. Quant à Simon de Bucy, qui d'après M. Aubert, *Histoire du parlement de l'origine à François I^{er}*, I, Paris, 1894, p. 391, n. 6, aurait été procureur du roi au parlement en 1311, le texte sur lequel s'appuie M. Aubert ne permet pas de distinguer s'il s'agit d'un procureur du roi de bailliage ou d'un procureur du roi au parlement. V. *Arch. nat.*, X^a 3, f^o 52 v^o : « *Ibid. Martis post Oculi mei præcepit curia quod in-quæsta facta inter villam de Condeto ex parte una et villam de Syri et de Sinesiis ex altera super debato quorundam pasturagiorum et super injuriis quibusdam tradetur ad custodiendum Magistro Simoni de Buciaci procuratori regis usque ad aliud parlamentum.* » — On lit très nettement dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, Paris, 1645, p. CXIII, qu'il n'y avait pas encore au parlement de pro-

s'oppose, en raison du caractère qu'eurent tout d'abord les avocats du roi (1), à ce qu'il y eût auparavant des avocats du roi au parlement (2).

Dans les divers bailliages et sénéchaussées, les avo-

cureur du roi en 1302. « Nous apprenons d'un arrest du parlement de Toussaincts l'an 1299 donné au profit de Mathieu quatriesme de Montmorency, Grand Chambellan de France, que nos Roys plaidoient lors conjointement par leur Baillif et Procureur du Bailliage. En l'an 1302, ils se contentèrent des mesmes procureurs qu'ils adstreignirent à faire le serment de calomnie en chaque cause, comme ceux des parties. L'article 20 de l'ordonnance de la mesme année 1302 pour l'establissement des deux séances du Parlement y est exprès. » Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, VI, Paris, 1893, p. 341, fait remarquer fort justement que cette ordonnance ne parle pas des procureurs du roi près le parlement, par cela même qu'elle impose aux procureurs l'obligation de prêter serment dans les assises des baillis et des sénéchaux (art. 15 de l'ordonnance dans Isambert, *Anc. Lois*, II, p. 769). Cela avait cependant échappé à M. Aubert, *Histoire du parlement de Paris de l'origine à François I^{er}*, I, Paris, 1894, p. 143. Nous remarquerons enfin qu'on peut éprouver quelque hésitation à attribuer avec Glasson, *Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre*, III, Paris, 1882, p. 344, la création du ministère public au parlement à l'ordonnance de 1318. V. ce texte dans *Ord.*, I, p. 677 : « Art. 10. Qu'il ayt en son parlement une personne qui ayt cure de faire avancier et delivrer les propres causes le roy et que il puisse estre de son conseil avec ses avocats. — Art. 11. Que en la chambre des enquestes ayt une autre personne, qui ayt cure de faire cerchier et delivrer les enquestes qui touchent le roy. »

(1) V. *infra*, p. 28.

(2) Il n'y a selon nous aucun compte à tenir de l'assertion contraire de de Miraulmont, *De l'origine et establissement du parlement et autres juridictions royales estans dans l'enclos du Palais Royal de Paris*, Paris, 1612, p. 188 : « Toutesfois, je ne doute aucunement qu'auparavant ny en eut eu d'autres (procureurs du roi en parlement), par ce que dès l'an 1315 maistre Raou de Projerces et 1328 maistre Pierre de Cuignieres estoient avocats du roy au parlement, ce qui ne pouvoit estre sans procureur general. »

cats du roi furent créés à des dates très différentes. Néanmoins, malgré la suppression des procureurs du roi dans les pays coutumiers tentée par Philippe le Long en 1318 (1), suppression qui devait atteindre évidemment aussi les avocats du roi déjà pensionnés (2), on constate qu'à la fin du xiv^e siècle, le roi avait des avocats dans de nombreux bailliages et sénéchaussées (3). Il en avait au Châtelet (4) et probablement aussi dans certaines prévôtés importantes. Il en avait également dans quelques cours d'église (5), à la chambre des aides (6) et à la chambre du trésor (7).

A la même époque, les requêtes de l'hôtel avaient déjà leur avocat du roi. Le 5 juillet 1400, Guillaume le Tur fut nommé à cette charge (8). Nous savons aussi que

(1) Ord. de 1318, art. 29 (*Ord.*, I, p. 660). — Sur les résultats éphémères de cette suppression, v. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*¹⁰, p. 398 ; *Histoire de la procédure criminelle en France*, Paris, 1882, p. 102 ; Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Son organisation*, p. 202 ; Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, VI, pp. 340-341.

(2) Cette suppression ne pouvait au contraire avoir aucun effet sur les avocats du roi qui n'avaient encore aucune pension et qui étaient seulement appelés à plaider pour le roi dans certaines circonstances particulières. V. *infra*, p. 28.

(3) V. les nombreux textes cités par M. Aubert, *op. cit.*, p. 228, n. 8.

(4) *Arch. nat.*, Y 5221, fo 68 vo, 9 février 1399.

(5) Delachenal, *op. cit.*, p. 163, n. 1 ; J. Viard, *Gages des officiers royaux vers 1329*, *Bibliothèque de l'école des Chartes*, LI, 1890, pp. 240-242.

(6) Aubert, *op. cit.*, p. 206, n. 4.

(7) Girard et Joly, *op. cit.*, II, p. 1884.

(8) *Bibl. nat.*, *ms. franç.*, 23.679, sans folio, à la date (Texte cité par M. Delachenal, *op. cit.*, p. 382, n. 10).

l'un des deux fils de Jean Lecoq fut avocat du roi en la chambre des comptes (1), et Pasquier nous révèle que Jean de Bailly portait ce titre en 1403 (2).

Cependant, les avocats du roi aux requêtes de l'hôtel et à la chambre des comptes furent longtemps, pour reprendre l'expression de Pasquier au sujet de celui de la chambre des comptes, des « oyseaux passagers, qui dans leurs tombeaux ensevelirent aussi leurs titres (3) ». L'avocat du roi aux requêtes de l'hôtel ne fut créé définitivement que par un édit de Charles VIII du 25 octobre 1493 (4). Quant à la chambre des comptes, le parquet de cette cour fut longtemps commun avec celui du parlement. La charge de procureur du roi à la chambre des comptes ne devint stable qu'en 1454 (5). Au témoignage de Pasquier, celle de l'avocat du roi ne le devint « que vingt ans après ou environ (6) ».

Lors de la création des parlements provinciaux, il y fut institué des avocats du roi (7). Dans certains même, le parquet de l'une des chambres fut constitué par la suite d'une façon indépendante et eut par conséquent un avo-

(1) Hauréau, *Jean Lecoq et quelques autres avocats de son temps*, *Le Droit*, 1862, p. 885, col. 4.

(2) E. Pasquier, *Recherches de la France*, Paris, 1665, p. 70, A.

(3) Pasquier, *Recherches de la France*, p. 70, A.

(4) Girard et Joly, *op. cit.*, I, p. 663.

(5) Ord. du 23 décembre 1454, art. 49 (*Ord.*, XIV, p. 347).

(6) Pasquier, *op. cit.*, p. 70, B.

(7) V. les renseignements donnés sur ce point par M. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, Rennes et Paris, 1902, p. 23.

cat du roi spécial. C'est ainsi qu'à Toulouse, il y eut, depuis 1691, un avocat du roi à la chambre des requêtes (1). Il y avait aussi au parlement de Provence un avocat général en la chambre des enquêtes (2). Il y avait enfin des avocats du roi spéciaux pour les diverses chambres de l'édit (3) et les divers semestres (4). Quand furent organisées les chambres des comptes et les cours des aides provinciales et aussi les tables de marbre ou les chambres des eaux et forêts des parlements provinciaux, il y eut des avocats du roi dans toutes ces juridictions (5).

Nous ne savons pas quand fut créé l'avocat du roi de la chambre des monnaies et l'avocat du roi de la table de marbre de Paris. Celui du grand conseil le fut en 1522 (6). Il n'y eut pas pour les élections et les greniers à sel d'édit général de création d'avocats du roi. Ces avocats du roi furent institués dans chaque siège par des lettres patentes particulières (7). Au contraire, les avocats du roi des maîtrises des eaux et forêts furent créés par un édit de février 1554 (8).

(1) De Bastard d'Estang, *Les parlements de France*, I, p. 283.

(2) Cabasse, *Essais historiques sur le parlement de Provence*, I, 1826, p. 148.

(3) Dubédat, *Histoire du Parlement de Toulouse*, I, Toulouse, 1885, pp. 588-589.

(4) Cabasse, *op. cit.*, II, p. 280.

(5) Cabasse, *op. cit.*, I, p. 51 ; Jousse, *Commentaire sur l'ordonnance des eaux et forêts du mois d'août 1669*, Paris, 1772, p. 189.

(6) Edit du 22 mai 1522 (Girard et Joly, *op. cit.*, I, p. CCCXVI).

(7) Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, Paris, 1634, pp. 272-273.

(8) Filleau, *op. cit.*, II, 1, p. 273 ; Jousse, *Commentaire sur l'ordonnance des eaux et forêts*, pp. 404, n. 1, 413-414.

Dans cette indication des dates d'apparition des avocats du roi dans les diverses cours de justice, nous n'avons pu, on s'en rendra aisément compte, aspirer à être complet. Les renseignements que nous venons de donner suffisent néanmoins pour nous permettre de constater que le roi ne tarda pas à avoir des avocats dans toutes les juridictions, à l'exception de celles des seigneurs. Il serait également sans intérêt d'insister sur la suppression à laquelle donnèrent lieu dans certaines juridictions royales les charges d'avocats du roi par suite de leur union à celles des procureurs du roi (1).

Nous ne saurions toutefois terminer cette revue rapide des diverses juridictions où apparaissent des avocats du roi sans dire un mot des avocats que les seigneurs avaient aussi dans leurs justices. Ces avocats y jouaient le même rôle que les avocats du roi dans les justices royales (2). Ils étaient qualifiés plus particulièrement d'avocats fiscaux ou d'avocats d'office (3). Dans la plupart des seigneuries, il n'y avait qu'un procureur fiscal. L'avocat fiscal ne se voit que dans des seigneuries importantes (4).

(1) V. à titre d'exemple la suppression de l'avocat du roi à la Table de marbre de Paris par lettres patentes du 25 octobre 1566 (Fontanon, *Les édits et ordonnances des rois de France*, II, Paris, 1611, p. 305). — V. aussi pour les juridictions inférieures de Bretagne, Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 29.

(2) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, Paris, 1771, p. 715.

(3) Boutillier, *Somme rurale*, éd. Charondas le Caron, p. 673 ; Jousse, *loc. cit.*

(4) Loyseau, *Traité des seigneuries*, ch. X, n° 72.

Il ne dépendait pas en effet des seigneurs d'en établir un. Ils ne pouvaient nommer d'avocat fiscal que si ce droit leur était acquis par une possession immémoriale ou s'il leur avait été accordé par le roi dans le titre primordial de leur justice (1).

Tous les avocats du roi dont nous venons de parler n'avaient en principe entre eux aucun lien de dépendance directe, et ils avaient chacun dans leur juridiction une situation sensiblement égale (2). Les avocats du roi des cours souveraines, en raison même de la plus grande importance de ces cours, acquirent vite néanmoins une situation prépondérante par rapport à ceux des juridictions inférieures. Cela se manifesta extérieurement, à partir d'une certaine époque, dans le titre que l'on donna aux uns et aux autres.

§ 2. — Du titre porté par les avocats du roi.

Pour faire abstraction de la qualité d'avocat fiscal qu'on ne rencontre que rarement appliquée aux avocats du roi (3), ils ne portèrent tous pendant longtemps que le titre d'avocats du roi auquel on voit s'adjoindre de très bonne heure celui de conseillers du roi (4). Primitive-

(1) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 718.

(2) V. sur ce point, Saulnier de la Pinelais, *op. cit.*, pp. 29-30. — Cf. aussi *infra*, pp. 26-27.

(3) V. par exemple Girard et Joly, *op. cit.*, I, pp. 473-559 ; J. Filteau, *op. cit.*, I, 2, p. 234.

(4) Guyot, *Répertoire*, v. *Avocat général*, p. 804. Pour les juridic

ment, cette qualification de conseillers signifiait tout simplement pour les avocats du roi du parlement qu'ils étaient les conseillers du roi comme les autres avocats étaient les conseillers de leurs clients (1). Elle prit cependant une tout autre portée lorsque les avocats du roi du parlement furent considérés comme membres de cette cour au même titre que les conseillers (2). Il en fut également de même pour les avocats du roi des autres cours souveraines et de certaines autres juridictions (3).

Quant aux avocats du roi des bailliages et sénéchaussées et des prévôtés, ils figuraient parmi les praticiens qui formaient le conseil du juge et ils y furent même pendant longtemps avec les procureurs du roi à peu près les seuls conseillers du roi (4). Les avocats du roi des bailliages et des sénéchaussées auraient dû perdre ce titre de conseillers par suite de la création des conseillers de

tions inférieures, v. trois exemples de 1357, 1360 et 1371 dans Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens, de 1300 à 1600*, Paris, 1906, p. XVIII, et deux exemples de 1373 et 1380 dans Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Son organisation*, p. 228, n. 8.

(1) Pour la qualité de conseillers donnée aux avocats du parlement, v. Boutillier, I, 43, p. 324 ; Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, dans *Lettres sur la profession d'avocat*, I, p. 238.

(2) V. *infra*, pp. 35-39.

(3) V. par exemple pour les requêtes de l'hôtel le texte cité *supra*, p. 7, n. 8.

(4) V. E. Champeaux, *Les ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du duché*, pp. CLXVI-CLXVIII ; Maugis, *op. cit.*, p. 52 ; Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en France à la fin du moyen âge*, Paris, 1902, pp. 249.256.

bailliage et de sénéchaussée sous François I^{er} (1), mais ils le conservèrent souvent en vertu d'un cumul érigé en règle en 1578 pour eux et pour les avocats du roi des prévôtés (2). Un édit de 1582 ordonna également que les avocats du roi des élections et greniers à sel auraient la qualité de conseillers en leur siège et y feraient fonction d'élus et de grenetiers (3). En outre, il était apparu, surtout depuis le xv^e siècle, un titre de conseiller du roi purement honorifique que les avocats du roi des juridictions inférieures portèrent souvent et pour lequel ils furent même contraints, comme tous les officiers de ces cours, de prendre finance (4).

C'est seulement au cours du xvi^e siècle que les avocats du roi du parlement de Paris se distinguèrent des autres avocats du roi par la qualification d'avocats généraux. Cette qualification était à l'origine commune à tous les

(1) V. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*¹⁰, p. 361.

(2) Edit d'août 1578 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, pp. 1243-1245). Pour la façon dont cet édit fut exécuté, v. *infra*.

(3) Edit de mars 1582 (Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 255), — V. également pour l'exécution de cet édit, *infra*, p. 63, n. 1.

(4) Edit de juin 1586 portant attribution, pour le ressort du parlement de Paris, du titre et qualité de conseillers du roi avec exemption de loger gens de guerre à tous les lieutenants généraux et particuliers, civils et criminels des bailliages et présidiaux et à tous les conseillers, les avocats du roi et procureurs du roi des présidiaux (*Arch. nat.*, X^{1a} 8638, f^{os} 205-206 v^o, 16 juin 1586). Sur le titre honorifique de conseiller du roi, v. Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, III, Paris, 1903, p. 278, n. 7; Saulnier de la Pinelais, *op. cit.*, p. 108.

avocats (1). Il résulte même d'une liste de prestation de serment du 11 mai 1403 qu'on évitait alors de donner aux avocats du roi la qualité d'avocats généraux (2). Cependant, cette liste est le dernier témoignage que nous ayons de cette qualification donnée à tous les avocats. Des textes du 2 septembre 1539 et du 27 janvier 1555 nous apprennent qu'on la considérait déjà alors, en ce qui les concerne, comme tombée en désuétude depuis longtemps (3).

Par contre, en même temps que les avocats cessèrent

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collect. Lenoir, Extraits des registres du parlement*, t. 14, *Additions aux jugés*, f° 186, 16 juin 1343 ; t. 220, *Abrégé historique des ordonnances*, f° 16 v°, 23 janvier 1352.

(2) Dans cette liste publiée dans *Ord.*, VIII, p. 580, et par M. Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 385-386, Jean Périer et Jean Jouvenel, avocats du roi, ne sont qualifiés que d'*advocatis*, alors que tous les autres avocats sont qualifiés de *generalibus advocatis*. On rencontre aussi cette qualification d'avocats généraux attribuée à tous les avocats à l'exclusion des avocats du roi dans l'ordonnance du 28 mai 1359, par laquelle le dauphin Charles rétablit ou réhabilita les officiers qu'il avait été contraint de destituer (*Ord.*, III, p. 346. V. Pasquier, *Recherches de la France*, p. 48, B ; Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, I, p. 238), et dans un passage des registres du parlement du 11 juillet 1373 (*Arch. nat.*, X^{1a} 1470, f° 25). — Cf. Delachenal, *op. cit.*, pp. 166-167 ; Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, I², p. 283, n. 13, commet pour l'ordonnance de 1359 une méprise inexplicable.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 9219, f° 9r° (2 septembre 1539) : « Cappel pour le procureur general du roy dict que l'office des advocats, principalement des cours souveraines, entre toutes autres du parlement de Paris, lesquels ès registres anciens d'icelle court s'appellent *advocati generales in curia jurati* est honorable. . . . » X^{1a} 4963, f° 124v°-125 (27 janvier 1555) : «... Quant aux advocats de la court de ceans, le tiltre à eulx donné anciennement par l'ordonnance ancienne de leurs sermens réitérez tous les ans leur faict tant d'honneur qu'ils sont appelez advocats généraulx et les procureurs procureurs généraulx. »

d'être appelés avocats généraux, les avocats du roi tendirent à se réserver cette qualification (1). Après quelques tentatives temporaires qui n'eurent aucune suite, Antoine Séguier fut le premier à prendre cette qualification d'une façon permanente (2). Les avocats du roi rencontrèrent d'ailleurs sur ce point l'opposition du procureur du roi qui avait pris la qualité de procureur général dès le xiv^e siècle (3). Un dernier écho de cette opposition se trouve dans les registres du parlement à la date du 29 mai 1597 (4).

Malgré le succès que semble avoir remporté alors sur ce point le procureur général (5), la qualification d'avocat général s'implanta définitivement dans l'usage (6), et

(1) Fournel, *Histoire des avocats au parlement et du barreau de Paris depuis saint Louis jusqu'au 15 octobre 1790*, II, Paris, 1813, p. 243 ; Delachenal, *op. cit.*, p. 167.

(2) Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, p. 804 ; Fournel, *op. cit.*, II, p. 371 ; de Bastard d'Estang, *Les parlements de France*, I, p. 297.

(3) Du Breuil, *Stylus parlamenti*, édit. Aubert, p. 28, n. c et n. e ; Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Son organisation*, p. 206 ; *Histoire du parlement de Paris de l'origine à François I^{er}*, I, p. 143 ; Delachenal, *op. cit.*, p. 166, n. 3.

(4) *Arch. nat.*, X^{1a} 1750, f^o 28 v^o. — Ce texte est cité et étudié par M. Delachenal, *op. cit.*, pp. 167-168.

(5) Dans l'arrêt pour l'information de vie et mœurs de Simon Marion, dont les lettres de provision avaient suscité la contestation mentionnée au texte parce qu'elles portaient la qualité d'avocat général, ces mêmes lettres ne sont désignées que comme donnant à Marion l'office d'avocat du roi. « La cour, après avoir vu les lettres de provision octroyées par le roy à maistre Simon Marion, président ès enquestes de l'office d'advocat du roy à la résignation de messire Antoine Séguier... (*Arch. nat.*, X^{1a} 1750, f^o 31v^o, 31 mai 1597).

(6) M. Delachenal (*op. cit.*, p. 168) a très justement fait remar-

nous ne constatons plus qu'elle ait suscité de nouvelles oppositions. Il suffit de remarquer que jusqu'à la fin du xviii^e siècle, aux audiences solennelles de rentrée du parlement, l'huissier appela toujours les avocats généraux au serment en les désignant seulement par les mots d'*advocati domini regis* (1). Les avocats du roi furent également toujours qualifiés d'avocats dudit seigneur roi dans le style des arrêts (2).

La qualification d'avocats généraux s'étendit d'ailleurs aux avocats du roi des parlements provinciaux et des autres cours souveraines. Toutefois, elle ne s'étendit pas aux avocats du roi établis spécialement aux requêtes à Toulouse (3), ni aux avocats du roi des chambres mi-parties (4).

En dehors des qualifications d'avocats généraux et d'avocats du roi, les avocats du roi portaient parfois éga-

quer que l'opposition du procureur général de la Guesle en 1597 ne pouvait s'expliquer que par un formalisme exagéré. On trouve bien avant cette date les avocats du roi du parlement qualifiés d'avocats généraux, même dans des documents officiels. Sans remonter au xiv^e siècle, où l'on n'a qu'un exemple dans des lettres de Charles, duc de Normandie, alors régent de France, du 21 février 1360 (*Ord.*, III, p. 447), on peut citer une lettre close de Henri II, qui porte cette suscription : « A nos amés et feaulx les advocats et procureurs generaulx de nostre court de parlement (*Bibl.nat.*, fonds Dupuy, 498, fo 34 v°). » — Cf. Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, p. 804 ; Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Son organisation*, p. 226, n. 2.

(1) *Encyclopédie méthodique*, v. *Parlement*, p. 393, col. 4.

(2) Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, p. 805.

(3) De Bastard d'Estang, *Les parlements de France*, I, p. 321.

(4) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, Bordeaux, 1617, liv. II, ch. VII, p. 101.

lement celles d'avocats civils, d'avocats criminels ou même d'avocats extraordinaires. Ces dernières qualifications sont étroitement liées au nombre des avocats du roi dans les diverses juridictions et à la façon dont les affaires étaient réparties entre eux. C'est ce point que nous allons maintenant examiner.

§ 3. — Du nombre des avocats du roi dans les diverses juridictions et de la façon dont étaient réglées entre eux la préséance et la répartition des affaires.

A mesure que le roi prit des avocats attitrés dans ses diverses juridictions, il se contenta d'un seul avocat dans chacune, sauf au parlement où il y en eut probablement toujours deux (1). Dans certains bailliages et séné-

(1) Les auteurs sont très partagés sur ce point. Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, pp. 804-805, et de Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, p. 313, croient qu'il y eut dès le principe deux avocats du roi au parlement de Paris. Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, Paris, 1631, pp. 234-235, et Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, dans *Lettres sur la profession d'avocat*, I, p. 434, prétendent au contraire qu'il n'y en eut d'abord qu'un. Charondas le Caron, dans le *Code Henri III*, Paris, 1622, f° 77, n. 1, nous déclare qu'il n'a pu observer dans une histoire manuscrite du règne de Philippe de Valois s'il y avait alors un avocat du roi au parlement ou s'il y en avait deux. L'ordonnance de 1318, art. 40 (*Ord.*, 1, p. 677) indique que le roi avait alors plusieurs avocats au parlement. Toutefois, il ne s'agit peut-être pas encore là de véritables avocats pensionnaires, mais tout simplement d'avocats appelés pour plaider les causes du roi suivant que l'occasion s'en présentait (V. *infra*, p. 28). Abstraction faite de ce texte cité *supra*, p. 5, n. 2), dès que les sources nous permettent de saisir au parlement la présence d'avocats pensionnaires du roi, elles semblent impliquer qu'il y en a au moins deux. Cf. Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Son organisation*, p. 227.

chaussées, il fut également institué de très bonne heure un second avocat du roi (1). Ce nombre de deux tendit à se répandre dans toutes les juridictions tant souveraines qu'inférieures et même d'exception (2). Il y eut au xv^e siècle une tentative infructueuse pour créer un troisième avocat du roi au parlement de Paris (3), mais cet avocat du roi, encore plusieurs fois créé et plusieurs fois supprimé par la suite, ne fut longtemps qualifié que d'avocat du roi extraordinaire (4). Cette troisième charge ne fut définitivement établie qu'en 1690 (5). Il y eut de même trois avocats du roi dans les parlements de Provence, de Franche-Comté et de Lorraine (6).

(1) M. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens de 1300 à 1600*, Paris, 1906, p. XVIII bis, fait commencer la liste des titulaires de la seconde charge d'avocat du roi dès 1387.

(2) Création d'un second avocat du roi extraordinaire en la cour des aides en 1466 (*Ord.*, XVI, p. 480) et érection définitive de la charge de second avocat du roi en cette cour en 1545 (*Bibliothèque du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Tables des mémoires de la Chambre des comptes*, t. III, f^o 390 v^o), création d'un second avocat du roi en chaque présidial par l'édit de 1557 (Jousse, *Traité de la juridiction des présidiaux*, Paris, 1764, p. 646). — Il est inutile d'insister sur la suppression de ce second office et sur sa réunion au premier dans certaines juridictions.

(3) L'histoire de cette tentative et du conflit soulevé à ce propos entre le roi et le parlement est racontée en détail par M. Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, Paris, 1885, pp. 179-185.

(4) Jacques Olivier fut fait avocat du roi extraordinaire en 1502 (*Arch. nat.*, X^{1a}, 1508, f^o 12 v^o, 17 décembre) et Olivier Alligret en 1529 (*Arch. nat.*, X^{1a}, 1533, f^o 55-55 v^o, 12 janvier).

(5) Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, dans Dupin, I, p. 434; de Bastard d'Estang, *Les Parlements de France*, I, p. 313.

(6) De Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, p. 314.

Les deux avocats du roi du parlement de Paris étaient choisis primitivement dans deux catégories bien distinctes de personnes : l'un était clerc et l'autre était laïc (1). Dès la fin du xv^e siècle, on constate qu'on admet moyennant dispense des laïcs à tenir l'office de l'avocat clerc (2). Cette pratique se généralisant et les deux charges étant tenues toutes deux par des laïcs, on finit par donner toujours à l'avocat du roi laïc la charge d'avocat du roi clerc toutes les fois que celle-ci était vacante. Cet usage fut même érigé en principe par des lettres royales du 10 juillet 1570 (3).

Cette distinction de l'avocat du roi clerc et de l'avocat du roi laïc disparut ainsi au parlement de Paris dans le cours du xvi^e siècle et fut inconnue à toutes les autres juridictions. Les parlements provinciaux, en particulier, furent pour la plupart créés à une époque où elle tom-

(1) Charondas le Caron dans le *Code Henri III*, f^o 77, n. 1 ; *Arch. nat.*, X^{1a}, 8312, f^o 14 v^o (27 avril 1471, plaidoirie de Ganay) : «... Dit que l'an 1466 le roy estant adverti dudit nombre et de la qualification des personnes bailla ses lettres déclaratoires et ordonna que n'y auroit que deux advocats, l'un d'église et l'autre lay... »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a}, 1498, f^o 243-243 v^o (19 juillet 1491) ; X^{1a}, 1513, f^o 192 (2 août 1510). Hallé justifiait sa nomination de troisième avocat en 1465 en disant qu'à l'avènement de Louis XI on avait pris deux avocats du roi laïcs et qu'ainsi il n'avait pas été en réalité avocat extraordinaire. «... Mais il y a plus, car c'estoit réduire selon les ordonnances à leur qualité *in personz* de Hallé puisqu'il estoit homme d'église, et posé ores que le nombre excédast, si estoit la qualité de l'église réduite en la personne dudit Hallé et quant à ce il n'estoit extraordinaire... » (*Arch. nat.*, X^{1a}, 1485, f^o 159 v^o-160, 24 mai 1471).

(3) *Arch. nat.*, X^{1a}, 1630, f^o 42 (10 juillet 1570).

bait déjà en désuétude à Paris. Certains d'ailleurs n'eurent d'abord qu'un avocat général (1).

La diversité primitive des fonctions des deux avocats du roi disparut elle aussi. Au parlement de Paris, l'avocat du roi clerc était chargé des affaires civiles et l'avocat du roi laïc des affaires criminelles (2). Quand la charge d'avocat du roi clerc fut laïcisée, les dénominations d'avocat civil et d'avocat criminel perdirent toute valeur réelle. Ils s'occupèrent indifféremment tous deux des affaires civiles et des affaires criminelles et servirent chacun par tour, de mois en mois, à l'audience de la tournelle (3). Cette organisation dut également s'implanter dans certains parlements provinciaux (4).

Si l'on fait abstraction du roulement établi ainsi entre les avocats du roi dans plusieurs parlements pour le service de la tournelle, la répartition des affaires entre les avocats du roi d'une même juridiction était dans un rapport étroit avec la question des préséances.

(1) Il en fut ainsi par exemple à Toulouse, à Bordeaux et à Aix. V. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, Rennes et Paris, 1902, pp. 22-23.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a}, 8312, f^o 91 (17 juillet 1471) : « Advocat lay et criminel... advocat clerc et civil du roy ». V. aussi les textes cités *supra*, p. 19, n. 2. En présence de ces textes, l'assertion contraire de Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, p. 804, perd toute valeur.

(3) Charondas le Caron dans le *Code Henri III*, f^o 77, n. 1 : « ...mais depuis y en auroient eu deux (avocats du roi), et l'un d'iceux auroit esté autrefois d'église : ce que n'avons veu de nostre aage, ains tous deux laïcs, comme ils sont à présent, qui vont par tour de mois en mois à l'audience de la tournelle. »

(4) De Bastard d'Estang, *Les parlements de France*, I, p. 314.

Quand il y avait au parlement de Paris un avocat du roi clerc spécialement chargé des affaires civiles et un avocat du roi laïc spécialement chargé des affaires criminelles, l'avocat clerc était le premier avocat du roi (1). Il conserva cette qualité quand sa dénomination d'avocat clerc ou civil devint purement conventionnelle et même quand elle disparut complètement (2). Dans toutes les juridictions où il y avait deux avocats du roi, on distinguait également entre le premier avocat du roi et le second avocat du roi. Le premier avait la préséance sur le second. En règle générale, le second succédait au premier, en sorte que la préséance appartenait en réalité presque toujours au plus ancien reçu (3).

Un arrêt de règlement rendu pour Guéret le 5 septembre 1703 porte que les procès étaient distribués également entre les avocats du roi et le procureur du roi (4). Cependant, pour les affaires d'audience, on reconnaissait au plus ancien des deux avocats du roi le droit de choisir

(1) Du Luc, *Placitorum summae apud Gallos curiae libri XII*, Paris, 1556, p. 90 ; Girard et Joly, *Trois livres des offices de la France*, I, Paris, 1645, p. CXIV. Cela ressort aussi de l'usage qui s'implanta au xvi^e siècle de donner à l'avocat laïc la place du clerc chaque fois que celle-ci devenait vacante. V. *supra*, p. 19.

(2) Le dernier témoignage que nous en ayons est du 5 janvier 1575 à la réception de Barnabé Brisson (*Arch. nat.*, X^{1a} 1646, f^o 215 v^o).

(3) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, p. 103 ; Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, II, 3, pp. 545-546.

(4) Guyot, *Répertoire*, XIII, v. *Procureur du roi*, p. 727 ; Jousse, *Recueil chronologique des ordonnances, édits et arrêts de règlement cités dans les nouveaux commentaires sur les ordonnances des mois d'avril 1667, août 1669, août 1670 et mars 1673*, II, Paris, 1757, p. 334.

celles dans lesquelles il voulait porter la parole (1). D'après la pratique la plus répandue dans les parlements, les avocats généraux ne participaient qu'exceptionnellement aux rapports des procès par écrit (2), mais la répartition des causes d'audience devait s'effectuer entre les avocats généraux d'après le même principe que dans les bailliages et sénéchaussées (3).

La résistance du parlement contre la création d'un troisième avocat du roi et la répartition régulière que nous venons de constater entre eux pour toutes les affaires judiciaires indiquent déjà par elles-mêmes que les

(1) Arrêt du parlement de Toulouse du 12 janvier 1619 dans Descorbiac, *Recueil de règlements touchant les officiers de judicature*, Toulouse, 1638, p. 291 ; Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, Paris, 1771, p. 685.

(2) Art. 5 de l'arrêt du conseil privé du 20 avril 1684 pour le parlement de Bordeaux, dans Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, I, Paris, 1727, v. *Avocats généraux*, p. 379 ; Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 90, 116, 134, 377. Cependant l'arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602 (Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 262) ne fait aucune distinction entre les avocats généraux et le procureur général pour le rapport des procès. Il en est de même de l'article 7 de l'arrêt du conseil privé du roi du 8 janvier 1603 pour le parlement de Bourgogne (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1250). L'arrêt de ce dernier parlement du 17 décembre 1608 est encore plus explicite. Il décide que les rapports seront faits en matière civile par l'avocat général qui aura charge du civil et en matière criminelle par l'avocat général qui aura charge du criminel sans distinguer entre les procès d'audience et les procès par écrit. Il reconnaît bien sans doute au procureur général le droit de rapporter des procès, mais seulement avec modération (Girard et Joly, *op. cit.*, I, p. 395).

(3) Cf. Saulnier de la Pinelais, *op. cit.*, pp. 370-372. V. aussi comme indiquant une pratique contraire l'arrêt du parlement de Bourgogne du 17 décembre 1608 cité à la note précédente.

avocats du roi ont perdu à une certaine époque le caractère de simples avocats pensionnaires du roi et qu'ils ont été considérés comme titulaires d'une fonction publique. Les modifications successivement apportées à leur mode de nomination vont confirmer cette impression. Leur étude servira d'introduction toute naturelle à celle de l'évolution de leur caractère.

§ 4. — Nomination des avocats du roi.

La nomination des avocats du roi traversa les mêmes vicissitudes que celle¹ des procureurs du roi. Au parlement de Paris, les avocats du roi furent d'abord nommés par le roi (1). Depuis l'ordonnance de janvier 1400 (2), ils furent élus par le parlement (3). Charles VII revint au système de la nomination directe par le roi (4). Mal-

(1) C'est ce qui résulte des lettres de provision de Gérard de Montaigu et de Robert le Coq. V. *infra*, pp. 29-30. Cf. de Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, 309.

(2) Art. 18 (Isambert, *Anc. lois*, VI, p. 858).

(3) En 1400, Juvénal des Ursins fut élu avocat du roi en parlement (Girard et Joly, *op. cit.*, I, p. XXI). En 1413, nous trouvons deux élections d'avocats du roi en parlement : celle d'André Cotin le 29 décembre (*Arch. nat.*, X^{1a}, 1479, f^o 280 v^o) et celle de Guillaume le Tur le 23 août (Douet d'Arcq, *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, I, pp. 366-367).

(4) On dit souvent que Charles VII ne revint au système de la nomination directe qu'après la réorganisation du parlement de Paris (Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, p. 169 ; Aubert, *Histoire du parlement de Paris de l'origine à François I^{er}*, I, p. 170). Cependant, dès 1431, au parlement de Poitiers, Charles VII procéda lui-même à la nomination de Jean Barbin. — *Arch. nat.*, X^{1a} 9194, f^o 11 v^o (2 avril 1431) : « Sur ce que naguères reçues les lettres du

gré une tentative faite sous Charles VIII pour introduire de nouveau la pratique de l'élection pour les gens du roi (1), on ne trouve plus trace dans la suite d'élections d'avocats du roi au parlement. D'ailleurs, à cette époque, la pratique des résignations était déjà parfaitement établie et le droit de nomination directe du roi se trouvait ainsi pratiquement assez limité (2).

Dans les juridictions inférieures, les avocats du roi furent aussi à l'origine nommés par le roi lui-même. Cependant, le roi se déchargeait souvent en fait de ce soin sur les baillis et les sénéchaux et leur donnait parfois même un mandement spécial pour procéder à cette nomination (3).

roy par lesquelles M^e Jehan Barbin a eu don de l'office d'avocat du roy ou lieu de messire Jehan Jouvenel à present évesque de Beauvais, la court avoit délibéré de rescrire au roy que il sembloit que on y devoit procedder par election, et depuis, avant que les lettres closes sur ce faictes aient esté portées, le roy a escrit son plaisir et vouloir, {la court a proceddé à election et a eleu et receu ledict Barbin audict office et lui a esté dit qu'il face refaire ses lettres par forme d'election en la manière accoustumée. » X^{1a} 9194, f^o 13 v^o (16 avril 1431) : « Veues lettres closes du roy itératives, délibéré a esté et ordené que aux lettres royaux par lesquelles le roy a donné l'office d'avocat du roy a M^e Jehan Barbin ou lieu de messire Jehan Jouvenel, évesque de Beauvais, sera escript au dos la réception dudit Barbin audict office et comment il a faict le serment et du jour qu'il le fist, nonobstant que la court election de luy faicte, eust ordené icelles lettres estre refaictes en forme d'election. » Ces deux textes permettent, comme on le voit, d'apporter une petite correction aux dates données pour Jean Barbin par M. Aubert, *op. cit.*, I, p. 393, dans sa liste des avocats du roi au xv^e siècle.

(1) Aubert, *op. cit.*, I, p. 145.

(2) V. Aubert, *op. cit.*, I, p. 146. — V. aussi Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*¹⁰, pp. 402-403.

(3) Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Son organisation*, p. 203.

Les procureurs du roi ayant été maintenus malgré la tentative de suppression de 1318, les baillis et les sénéchaux purent s'autoriser des termes mêmes d'un règlement de 1318 pour nommer eux-mêmes les procureurs du roi et probablement aussi les avocats du roi établis auprès d'eux (1). Philippe VI essaya de reprendre aux baillis et aux sénéchaux ce droit de nomination ou tout au moins de ne leur permettre de l'exercer qu'en vertu d'un pouvoir spécial du roi (2). Plus tard, Charles V rendit aux baillis et aux sénéchaux le droit général de nomination (3).

Quand le système électif fut appliqué aux gens du roi

(1) Ord. de 1318, art. 8 (*Ord.*, I, p. 677) : « *Item.* Il commande que tous les procureurs qui sont establis as baillies, et és terres qui se gouvernent par coustumes, soient ostez, et que l'en encharge aux baillis, que il soient bien diligent et curieux de garder le droit le roy, et devant euls et en parlement, et là, où li cas le requerra, à desfendre le droit le roy, que par devant euls il establissent une souffisante personne à ce faire, et en parlement se pour le droit le roy deffendre, il ont mestier de conseil, la cour leur en baudra souffisamment, et leur encharge l'en bien, quar le roy commande, et ordonne, que si deffaute y a par euls, le roy s'en prendra à euls pour li dedommager. » — Cf. Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, VI, p. 341.

(2) Huillard-Bréholles, *Titres de la maison ducale de Bourbon*, I, p. 398, n° 2312. — Cf. Glasson, *loc. cit.* ; Aubert, *loc. cit.*

(3) Ord. du 8 octobre 1371, art. 5 (*Ord.*, V, p. 428 ; Isambert, *Anc. lois*, V, p. 356) : « *Item.* Pourra faire faire et ordonner ledit bailliy. ès lieux dessusdits, advocats et procureurs pour garder le droict du roy nostre sire et de la couronne de France, ausquels advocats et procureurs, seront gages et pensions establis selon l'ordonnance de la chambre des comptes. » Bien que cette ordonnance soit spéciale à la Touraine, tout fait supposer qu'elle ne contient que l'application d'une règle générale.

du parlement de Paris, il s'étendit également aux avocats du roi des juridictions inférieures (1). Il est probable que pour eux comme pour les avocats du roi du parlement, Charles VII revint au système de la nomination directe, mais dès la seconde moitié du xv^e siècle, ce qui domine surtout, c'est la pratique de la transmission familiale et de la résignation (2). Il est toutefois nécessaire d'indiquer ici que, dans les juridictions où ils n'étaient pas en titre d'office, ils semblent avoir été parfois nommés par les avocats généraux (3). Il en résultait nécessairement une certaine subordination des avocats du roi de ces sièges vis-à-vis des avocats généraux. Cette subordination, nous

(1) On citait même une ordonnance qui dès 1388 aurait établi l'élection pour les avocats du roi et les procureurs du roi des bailliages. — V. Pasquier, *Recherches de la France*, I. IV, ch. XVII, p. 354, B. ; Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 234.

(2) Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. 53. M. Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, p. 164, prétend que certains cas isolés ne nous autorisent pas à penser que les avocats du roi réussissaient jamais à faire vraiment de leur office un patrimoine de famille. Cependant, ces cas isolés sont bien nombreux et ils se rapportent aux régions les plus diverses. Ils nous paraissent une justification suffisante de l'opinion exprimée au texte.

(3) M. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 29, n. 4, a cru relever des traces de cette pratique dans le ressort du parlement de Bretagne. Nous verrons plus tard qu'un arrêt de 1453 avait autorisé un avocat du roi du parlement de Paris à se nommer des substituts dans les mêmes conditions que le procureur général (du Luc, *Placitorum summæ apud Gallos curiæ libri XII*, p. 91). La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, I, II, ch. VII, p. 99, interprétait cet arrêt comme permettant aux avocats généraux de se nommer des substituts aussi bien dans les sièges inférieurs qu'au parlement.

l'avons déjà signalé (1), n'existait pas en principe entre les avocats du roi des cours inférieures et ceux des cours souveraines.

Tous les changements que nous venons de constater dans la nomination des avocats du roi ne peuvent s'expliquer que par une transformation profonde de leur caractère. Ce sont les diverses phases de cette transformation que nous allons maintenant nous attacher à décrire.

§ 5. — Caractère des avocats du roi.

D'après le tableau que nous fait Loisel de leur situation primitive, les avocats du roi ne se distinguaient pas d'abord des autres avocats (2). Néanmoins, les avocats du roi ne tardèrent pas à devenir des fonctionnaires en titre d'office. Ils devinrent aussi, comme tous les autres officiers, propriétaires de leur charge. Ils se rapprochèrent donc des membres des cours de justice auprès desquelles ils étaient en fonction et se différencièrent au contraire des simples avocats.

Ce sont ces trois aspects de l'évolution du caractère des avocats du roi que nous allons d'abord mettre en

(1) V. *supra*, p. 11.

(2) Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, I, p. 220 : «... Ce qui nous apprend deux choses, l'une que l'estat d'avocat du roy en tiltre est moderne en ce que les advocats du commun plaidoyent pour le procureur général. »

lumière. Après avoir montré comment la charge d'avocat du roi devint un office et dans quelles conditions s'y appliquèrent la vénalité et l'hérédité, nous rechercherons quelle fut, aux différentes époques, la position des avocats du roi vis-à-vis des juges et des avocats.

Nous essayerons ensuite de dégager quelles informations apporte à l'histoire de leur caractère l'étude de leur serment, de la place occupée par eux à l'audience, de leur recrutement et de leur carrière.

I. — *Comment la charge d'avocat du roi devint un office vénal et héréditaire.*

D'après Loisel et Boucher d'Argis, il y eut une époque où chaque fois qu'une cause intéressant le roi se présentait, on commettait un des avocats du parlement pour y défendre les droits du roi (1).

Il n'en fut pas longtemps ainsi, car dès le premier témoignage que nous ayons sur le caractère des avocats du roi du parlement, nous constatons qu'ils exercent déjà cette fonction d'une façon permanente.

Le 24 janvier 1332, Philippe de Valois prit en effet pour avocat Gérard de Montaigu avec charge de plaider

(1) Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, I, p. 220 : « Il n'y avoit point encore d'office d'avocat du roy, mais on prenoit pour la défense et remontrance des droits et causes du roy l'un des advocats généraux de la cour, selon que l'occasion s'en présentoit. » Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, I, p. 435 : « On commettait un avocat pour le roi à chaque cause où le roi avoit intérêt, »

ses causes civiles pendant la session qui venait de commencer et pendant les suivantes, aussi longtemps que le roi voudrait bien lui conserver son mandat. Le roi lui promettait les mêmes gages que ceux reçus par ses prédécesseurs (1). Les lettres de provision de Robert le Coq s'expriment déjà comme s'il s'agissait du titulaire d'un véritable office (2). Il en est de même d'une lettre de

(1) *Arch. nat.*, X_{1a}, 8848, fol. 201 v^o-202 (24 janvier 1332) : « *Philippus Dei gracia Francorum Rex. Universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod nos, recepto et habito fide dignorum relatu de ydoneitate et litteratura dilecti nostri magistri Girardi de Monteauto, advocato in Parlamento nostro, Parisius, ac de vita, moribus et honestate ipsius plenarie informati, ipsum magistrum Girardum advocatum nostrum, pro nobis et causis nostris civilibus, in parlamento nostro, presenti ceterisque parlamentis futuris, ad vadia consuetu, quandiu nostre voluntati placuerit, tenore presencium specialiter deputamus, illis causis duntaxat exceptis, de quibus, ante prestitum iuramentum ab eo, pro hujusmodi officio exercendo, secreta et merita noverat, et consiliarius fuerat patrocinando de ipsis. Quare mandamus dilectis et fidelibus thesaurariis nostris, ut eidem advocato nostro vadia consueta persolvant, aut persolvi faciant, anno quolibet, quandiu circa illud officium vacaverit, absque alterius mandati expectatione; que per dilectas et fideles gentes Compolorum nostrorum, Parisius, in dictorum thesaurariorum nostrorum compotis volumus allocari, ac de sua recepta deduci. Die XXIII^a januarii. Per dominum Regem, ad relacionem vestram. Verberg.* » Il résulte nettement de ces lettres que la fonction d'avocat du roi était dès lors permanente. V. en ce sens, Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, p. 803. M. Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, p. 163, en déduit un mandat temporaire, mais c'est parce qu'il prend trop à la lettre la formule *quandiu nostre voluntati placuerit*. On sait en effet que la clause : Pour jouir des estats tant qu'il nous plaira, était encore insérée dans les lettres de provision des offices à une époque où la vénalité était déjà pleinement introduite. V. La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements*, I, II, ch. VII (1), n^o 22, p. 87 (Cité par M. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*⁴⁰, p. 440, n. 1).

(2) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collect. Lenain, Extraits des registres*

don de la charge d'avocat du roi au comté de Ponthieu du 8 septembre 1375 (1).

Malgré la stabilité très grande que ces textes établissent incontestablement pour la charge d'avocat du roi, elle ne constituait pas encore en général un office. Dans des lettres patentes du 9 avril 1375, les avocats du roi ne sont encore qualifiés, ainsi que les procureurs du roi, que de pensionnaires du roi par opposition aux autres officiers du roi (2).

du parlement de Paris, t. 14, f^o 316 v^o-317 : « Philippe, par la grâce de Dieu, Roy de France. A tous ceux qui ces lettres verront salut. Savoir faisons que nous, confians du grant sens, loyauté et suffisance de nostre bien amé, maistre Robert le Coc, advocat en nostre parlement, icelli avons esleu et establi, eslisons et établissons, et députons, par ces lettres, nostre espécial advocat et conseiller, en lieu de maistre Pierre de la Forest, ad présent chancelier de nostre très-chier aîné fils, le duc de Normandie, en toutes nos causes et besoignes, qui sont et seront démenées, soit en nostre présence ou en nostre parlement, ou aultre part, là où il pourra estre ; lequel office nous li commettons tout en la manière que l'avoit et exerçoit ledit maistre Pierre ; et voulons que, en toutes choses, il use de la prérogative, droits et proffis, que ont usé et accoustumé à user ledit maistre Pierre et les autres, qui avant li ont exercé ledit office ; et, par la teneur de ces présentes lettres, mandons à nos améz et féaux gens qui tendront nostre Parlement prochain à venir que, receu le serment dudit maistre Robert de bien et loyaument garder et défendre nostre droict, icelli il instituent oudit office, en la manière accoustumée. En tesmoing de ce nous avons faict mettre nostre scel à ces lettres. Donné au Moncel lez Pont-Sainte-Maixence, le 17^e jour d'octobre, l'an de grâce 1347. »

(1) Léopold Delisle, *Mandements et actes divers de Charles V*, Paris, 1874, p. 604, n^o 1162, A : « Le roi donne à Jehan Pinchon, son avocat et conseiller au bailliage d'Amiens, l'office de son avocat et conseiller au comté de Ponthieu, vacant par la mort de Mailletus de Bourboch. »

(2) Lettres patentes du 9 avril 1375 (*Ord.*, VI, p. 184) : « ... à

Cependant, à la fin du ^{xiv}^e siècle, les ^aavocats du roi étaient devenus de véritables officiers en titre (1). S'ils étaient restés de simples avocats pensionnaires du roi, on ne saurait comprendre pourquoi on soumit leur nomination au régime de l'élection dans les premières années du ^{xv}^e siècle (2). D'ailleurs, la preuve directe que les avocats du roi sont déjà alors des officiers résulte

ycelles (les religieuses de Poissy) avons octroïé et octroïons de nostre plainne puissance, auctorité royal, certaine science et grace especial, que toutes leurs causes, plaiz et procès à mouvoir ou temps avenir, par quelconque maniere ou pour quelconque cause que ce soit ou puist estre, pour la dicte église, pour les membres, religieuses et autres personnes d'icelle données à ladicte église en corps et en biens, tant en général comme en especial, conjointement et divisément, tant en demandant comme en deffendant, en la cour de nostre parlement, par devant nostre prevost de Paris et touz autres noz juges quelxconques de nostre royaume, soient sustenuz, gardez, menés, poursuiuz, et deffenduz par noz advocas, procureur pensionnaires, ou autres, et par touz autres noz officiers royaulx quelxconques jusques à la fin et conclusion d'iceulx ; exceptez les causes et autres faiz qui pourroient estre entre nous et noz successeurs et lesdictes religieuses, pourveu que se lesdictes religieuses subcombent es causes, elles seront tenues de payer despens ; et aussi se leurs parties adverses subcomboient, elles paieront despens, tant aussi comme se nostre présente grace n'eust onques esté faicte. »

(1) Cette proposition n'est vraie, il est à peine besoin de le dire, que si on la considère comme exprimant la situation qui fut, à partir de la fin du ^{xiv}^e siècle, la situation la plus générale pour les avocats du roi. Les avocats du roi ne devinrent pas en titre d'office au même moment dans toutes les juridictions. Au ^{xvii}^e siècle, les avocats du roi du Mans, d'Angers et de Noyon n'étaient pas encore en titre d'office (*Arch. nat.*, X^{1a} 2026, sans folio, 5 avril 1630 ; X^{1a} 2027, sans folio, 18 avril 1630).

(2) V. *supra*, pp. 23, 26.

de l'apparition dès cette époque de la résignation (1). Dans la seconde moitié du x^v^e siècle, les résignations et et les survivances sont déjà très répandues pour les avocats du roi (2).

Néanmoins, les offices d'avocats du roi n'étaient pas encore vénaux et ils furent, comme ceux des procureurs du roi, parmi les derniers qui le devinrent (3). Nous savons que l'office d'avocat du roi au parlement de Paris devint vénal en 1573 (4). C'est sans doute aux environs

(1) En 1406, Raoul de Béry, avocat du roi à Amiens, résigna sa charge en faveur de son gendre. Cette résignation souleva de vives oppositions au siège d'Amiens. Néanmoins, elle avait été acceptée par le roi. V. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, pp. 52-53. C'est bien un exemple de résignation que nous avons au parlement de Poitiers le 15 mai 1433. *Arch. nat.*, X^{1a} 9194, f^o 44 : « Sur ce que M^e Jehan Morant a présenté à la court certaines lettres royaux patentes et autres lettres closes pour estre receu à faire le serment et exercer l'office d'advocat criminel en icelle court que le roy lui a donné du consentement de M^e Jehan Rabateau à présent président lay en la chambre des comptes qui paravant tenoit et exerçoit ledict office... »

(2) En 1497, Pierre de Courthardi résigne sa charge d'avocat du roi au parlement en faveur de Guillaume Volant. *Arch. nat.*, X^{1a}, 4503, f^o 246-246 v^o, 28 août 1497 : « Ce fait les gens du roy ont présente lettres-patentes du roy par lesquelles il a donne l'office d'advocat du roy que a tenu par cydevant ledit de Cohardi a M^e Guillaume Volant vacant par la resignation qui en a este faiscte par ledit Cohardy au prouffit dudit Volant ». Le 19 juillet 1491, Jean Lemaistre fut autorisé à se décharger d'une partie de ses fonctions sur Jean de Montmirail à qui la survivance de l'office était promise (*Arch. nat.*, X^{1a} 1498, f^o 243-243 v^o). Pour les bailliages et sénéchaussées v. Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, p. 164 ; Maugis, *op. cit.*, p. 53.

(3) Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 234 : « Et de faict, ces offices n'ont esté vénaux que les derniers de robe longue. »

(4) Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, I, p. 435 : « Dans la suite, cet emploi fut fixe et donné en titre

de cette date qu'il le devint également dans les autres juridictions (1).

La finance de cet office dans les diverses juridictions devait varier beaucoup suivant les provinces. Il n'est guère possible de donner pour toutes les juridictions des renseignements détaillés sur ce point. Pour nous limiter aux parlements, nous dirons que d'une façon générale la finance de la charge d'avocat général semble avoir toujours été environ un tiers de celle de la charge de procureur général et d'un tiers plus élevée que la finance des offices de conseiller (2).

Au xvi^e et au xvii^e siècle, la valeur moyenne d'un office d'avocat général pouvait être fixée à 50.000 livres environ (3). Cependant, les exemples ne manquent pas d'avocats généraux ayant payé leur charge beaucoup plus cher. M. Saulnier de la Pinelais cite un avocat général de Rennes qui, en 1660, aurait acheté sa charge 82.000 livres (4). C'est sans doute pour réprimer de tels abus qu'intervint la déclaration royale du 17 septembre 1665 (5). Elle fixait un maximum qu'on ne devait pas

d'office ; mais ce n'était pas à prix d'argent ; c'était la récompense du mérite jusqu'en 1573, qu'un avocat célèbre acheta cet office, au milieu des réclamations de tout l'ordre des avocats. »

(1) V. Maugis, *op. cit.*, p. 53.

(2) De Bastard d'Estang, *Les parlements de France*, I, pp. 114, 132, 308.

(3) De Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, p. 114 ; Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 77, n. 1.

(4) Saulnier de la Pinelais, *loc. cit.*

(5) De la Cuisine, *Le parlement de Bourgogne*, I, Dijon, 1864, L. — 3

dépasser. Cette déclaration ne semble pas d'ailleurs avoir été très respectée (1). Il nous suffira de remarquer que la charge d'avocat général au parlement de Paris eut toujours un prix bien supérieur à celui de la charge d'avocat général dans les parlements provinciaux (2).

D'ailleurs, les charges d'avocats généraux restèrent vénales jusqu'à la Révolution. A la fin du ^{xviii}^e siècle, le roi racheta au contraire les charges de procureurs généraux. A Paris, le dernier procureur général propriétaire de sa charge fut Armand de la Briffe, qui l'exerça de 1689 à 1700. Son successeur d'Aguesseau fut nommé directement par le roi (3). Des faits analogues eurent également lieu dans les autres parlements (4).

Contrairement à une opinion très répandue (5), les charges d'avocats du roi dans les parlements furent rendues héréditaires d'une façon générale comme toutes les charges de judicature par l'arrêt du privé conseil du 7 décembre 1604 qui institua la Paulette. Les procureurs généraux des parlements en étaient seuls exceptés, de même que les premiers présidents des parlements (6).

p. 68 ; Dubédat, *Histoire du parlement de Toulouse*, I, Paris, 1885, p. 275.

(1) V. de Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, p. 308 ; Saulnier de la Pernelais, *loc. cit.*

(2) V. de Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, p. 132.

(3) De Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, p. 308, n. 1.

(4) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 461, n° 41.

(5) V. par exemple Mariéjol dans Lavis, *Histoire de France*, VI, 2, Paris, 1905, p. 61, n. 2.

(6) Loyseau, *Du droit des offices*, Œuvres, Paris, 1678, p. 144, dit

En résumé, les avocats du roi devinrent des officiers royaux inamovibles et héréditaires dans les mêmes conditions que tous les autres officiers de judicature. Cette évolution fut seulement un peu plus lente pour les avocats du roi. Elle ne pouvait pas manquer néanmoins de s'effectuer pour eux comme pour les membres des diverses cours de justice. Nous savons déjà en effet que les avocats du roi portaient le titre de conseillers (1). Nous allons maintenant constater qu'ils ne tardèrent pas à en acquérir à bien des égards toutes les prérogatives.

II. — *Les avocats du roi et les juges.*

C'est dans une liste du 10 mai 1403 que nous trouvons pour la première fois les avocats du roi inscrits parmi les membres du parlement (2). C'est même là un fait exceptionnel pour l'époque (3). Cependant, bien avant cette

bien que tous les gens du roi des parlements ont été exceptés de la Paulette, mais on remarquera la façon dont il s'exprime. « Et en attendant, je dy que ces inconveniens peuvent estre moderez et diminuez, en ne comprenant point en l'édicte les offices de plus grande importance, comme j'ay ouy dire que les offices de présidens et gens du roy des parlemens en ont toujours esté exceptez. » D'ailleurs, il résulte nettement de plusieurs passages de la déclaration royale du 23 février 1621 pour le rétablissement du droit annuel que les avocats généraux bénéficiaient de la Paulette (*Code Henri III*, éd. de 1622, f° 400 r°, 400 v°, f° 401 r°).

(1) V. *supra*, pp. 11-13.

(2) Cette liste qui se trouve dans les registres du parlement (*Arch. nat.*, X^{1a}, 1478, f° 109 v°) est publiée par M. Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Son organisation*, pp. 374-375.

(3) On s'en rend aisément compte quand on constate qu'aucun des gens du roi ne figure dans les lettres de confirmation des membres du parlement du roi Charles V du 28 avril 1364 (*Arch. nat.*,

date, on voit les avocats du roi prendre part à des délibérations du parlement. Les exemples en sont nombreux à partir de l'année 1373 (1). Les avocats du roi participaient même fréquemment, à la fin du xiv^e siècle et au début du xv^e, à la délibération des arrêts que la cour avait à prononcer (2).

X^{ia} 8602, f^o 2 r^o) et dans le rôle des membres du parlement du 12 novembre 1408 (*Arch. nat.*, X^{ia} 1479, f^o 49 v^o-50). Ces deux documents sont publiés par M. Aubert, *op. cit.*, pp. 373-374, 375-376.

(1) *Arch. nat.*, X^{ia} 1470, f^o 40 r^o (23 février 1373) : « Mercredi 23 jour furent au conseil Monsieur le Chancelier, Messire Guillaume de Recourt, Messire Pierre Bornassel, Messire Jehan Hanieres, Messire Philippes Mainsart, Messire J. de Maisoncomte, le grand Prieur de France, le seigneur de Chastillon, *M. J. des Marés, M. J. Pastorel*,..... pour avoir avis sur le fait touchant l'arrest donné contre l'archevesque de Reims pour le procureur du roy et le comte de Flandres, et aussi sur le fait des lettres données et octroyées au procureur du roy et au duc de Bourgoigne contre les archevesques de Lyon, de Sens, et évesques de Langres, Dostun et de Chalon, dont le pape a nouvellement escrip au roy afin qui li veuille remedier. » X^{ia} 1471, f^o 423 (7-8 janvier 1380) : « Lundi VII^e et mardi VIII^e jours furent en parlement Monsieur le Chancelier, Messieurs de Parlement, plusieurs des seigneurs de la Chambre des comptes, plusieurs prélas, les procureur et advocats du roy, desquels les noms sont ou livre du conseil pour avoir advis sur la lettre et requestes que faisoient les gens des estas assemblés à Paris par le commandement du roy notre sire pour le fait et gouvernement des guerres du royaume. » X^{ia} 1478, f^o 25-25 v^o, 13 et 14 juillet 1401. Dans le premier de ces textes, les deux avocats du roi sont soulignés. Sur les dates où ils furent en fonction, v. Delachenal, *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, pp. 362-364, 371-374.

(2) V. par ex. *Arch. nat.*, X^{ia} 1477, f^o 600 v^o (6 mars 1394) : « Samedy VI^e jour, furent au conseil Messire Guillaume de Sens..., le procureur du roy, *M. P. l'Orphèvre, M. J. le Coq*, a conseiller l'arrest d'entre messire Jacques de Rousillon seigneur de Thulnis et de Montbreton, chevalier d'une part, et le procureur du roy deffendeur d'autre part. » Nous avons souligné les avocats du roi. Pour les dates où ces personnages furent avocats du roi, v. Delachenal, *op. cit.*, pp. 345-346, 381-382.

Sans doute, au milieu du xv^e siècle, ces exemples deviennent très clairsemés, et nous savons qu'on écarta alors de plus en plus les gens du roi des séances du conseil (1). Ce devint une règle ferme que les gens du roi ne pouvaient y assister qu'après y avoir été appelés par la cour (2).

Ils n'en continuèrent pas moins à être considérés comme faisant partie du parlement. La Roche-Flavin nous expose leur situation en termes très nets. « Combien que les gens du roy n'ayent point de séance ès hauts sièges de l'audience ; ny jurisdiction, ny voix délibérative, ains consultative seulement : et qu'ils soient assis aux bas sièges, *et in subseillis : et si quid orandum est, ex inferiore loco, ac stantes id faciant, aperto per initia capite, quoad præsidi fuerit visum* ; toutesfois, ils sont censés estre comprins en tous les privilèges octroyés à la cour, *veluti quoddam curiæ additamentum, quasique*

(1) *Arch. nat.*, X₁^a 1483, f^o 208-208 v^o (30 mai 1483) : « Finablement deliberé et conclut (*sic*) a esté que la court ne doit souffrir que ledit M^e Jehan Barbin, ne M^e Jehan Simon, advocats du roy, ne autres, viengnent, ne soient en ladite court ès jours de conseil, et que, quand ilz y voudront venir, que le facent dire et demander par un des huissiers, ainsi qu'il est acoustumé d'ancienneté, et que pour ce sera dit audit M^e Jehan Barbin que d'ores en avant il s'en abstiegne. » Cf. sur ce texte, Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 185-186, et Aubert, *Histoire du parlement de Paris des origines à François I^{er}*, I, p. 173, n. 4. V. aussi l'art. 83 de l'ordonnance de 1493 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. LVII).

(2) V. La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, I. II, ch. VII, n^o 45, p. 99.

corollarium, dict du Luc, qui dict ainsi avoir esté déclaré par arrest de Paris, au mois d'avril 1416 (1). »

Nous ne saurions entrer plus avant dans l'examen des rapports des avocats du roi des cours souveraines et des autres membres de ces cours. Les questions qu'ils soulèvent sont des questions communes à tous les gens du roi et non pas spéciales aux avocats du roi. Quant aux juridictions inférieures, il suffit de rappeler que les avocats du roi y devinrent conseillers avec tous les droits et les avantages dont jouissaient les autres conseillers de ces sièges (2). L'essentiel pour nous, c'est de préciser

(1) La Roche-Flavin, t. II, ch. VII, n° 41, p. 99. L'arrêt cité se trouve mentionné par du Luc, *Placitorum summae apud Gallos curiae libri XII*, p. 90. Avant cet arrêt, on rencontre bien les avocats du roi qualifiés de membres de la cour, mais il ne faut pas exagérer l'importance de ce fait. On sait qu'on considérait à certains points de vue tous les avocats comme faisant partie du corps du parlement (V. sur ce point, Delachenal, *op. cit.*, p. 124). C'est sans doute sans plus de portée que Regnaut d'Acy en 1357 et Jean des Marés en 1374 se qualifient de membres du parlement. *Arch. nat.*, X^{1a} 16, f° 323 v° (1^{er} juillet 1357) : «... et maxime cum ipse sit de collegio parlamenti de quo nullus alibi in causam trahi consuevit cum se paratum offert ibidem stare juri... » *Arch. nat.*, X^{1a} 1470, f° 167 (20 janvier 1374) : «... et aussi comment il est premier advocat du roy, et membre de ceste Court. » Sur l'époque où Regnaut d'Acy fut avocat du roi, v. Delachenal, *op. cit.*, pp. 332-334. V. aussi *infra*, p. 39, n. 2.

(2) V. *supra*, p. 13, et *infra*, pp. 62-63. Pour le détail des questions posées par suite de cette situation, nous nous contenterons de renvoyer à l'exposé de Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, pp. 703-706. Ces questions, d'un grand intérêt pratique dans notre ancien droit, sont, pour la plupart, bien peu intéressantes pour l'historien des institutions. On remarquera seulement que les avocats du roi conseillers, s'ils connaissaient en général de tous les procès comme les autres conseillers, ne pouvaient connaître des causes où le roi et le public avaient intérêt, ni de celles où ils avaient pris

que dès la fin du ^{xiv}^e siècle les avocats du roi étaient considérés au parlement comme faisant partie de la cour. C'est à partir de la même époque que nous allons les voir se détacher de plus en plus des autres avocats.

III. — *Les avocats du roi et les avocats.*

Bien que de très bonne heure on rencontre la qualification d'avocat du roi (1), très souvent, jusqu'au début du ^{xv}^e siècle, les avocats du roi sont qualifiés tout simplement d'avocats. Il en est ainsi dans les textes les plus divers (2).

des conclusions. La jurisprudence était partagée sur le point de savoir si les avocats du roi conseillers devaient être exclus du jugement de toutes les affaires sujettes à communication, mais l'opinion qui tendait à prévaloir les écartait d'une façon absolue de la connaissance de toutes les causes communicables. V. sur ce point, Jousse, *op. cit.*, I, pp. 704-705.

(1) *Arch. nat.*, X^{2a} 4, fo 4 (16 juin 1340) : « Et ainsi a esté dit a maistre P. de la Forest, advocat du Roy, qu'il le senefie au prevost (de Paris). »

(2) Compte des pensions payées par les échevins de Reims à leurs avocats pensionnaires, dans Varin, *Archives administratives de la ville de Reims*, II, 2, p. 1006 : « *Item*, à maistre Pierre de la Forest, advocat en Parlement, pour sa pension de l'an XLVI (1346), pour ce, XII liv. » Sur Pierre de la Forest, v. Delachenal, *op. cit.*, pp. 353-354. — Récit de l'assassinat de Regnaut d'Acy par les partisans d'Etienne Marcel le 22 février 1358, dans *Chronique des quatre premiers Valois*, édit. Siméon Luce, p. 68 : « ... Et ung avocat que l'en appelloit maistre d'Acy. » V. aussi les *Grandes Chroniques*, éd. P. Paris, VI, pp. 86-87 : « Et environ heure de tierce, un advocat de parlement, appellé maistre Regnaut d'Acy... » Sur Regnaut d'Acy, v. Delachenal, *op. cit.*, pp. 332-335. Les textes cités ici et celui rapporté par M. Delachenal, *op. cit.*, p. 334, n. 2, permettent de répondre à l'objection faite à cet auteur par M. Noël Valois, *Le conseil du roi aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles*, Paris, 1888, p. 28, n. 1. —

S'il ne faut pas s'étonner de les rencontrer souvent alors dans les distributions de conseil et dans les rete-

Lettres du roi du 1^{er} juillet 1357 en faveur de Regnaut d'Acy pour faire juger un de ses procès au parlement (X^{1a} 16, f^o 323 v^o) : « ... *Significavit nobis dilectus noster et magister R. de Aciaco advocatus in parlamento...* » — Arrêt du 18 juin 1365 (*Arch. nat.*, X^{1a} 1469, f^o 93) : « *Item* que le gouverneur (de Tournay) amendera au roy et à partie les injurieuses paroles qu'il a dites à maistre Jehan des Marés et Pastorel advocaz. » Il n'est guère douteux que Jean des Marés ait été avocat du roi à la date du 18 juin 1365 et il n'y a aucun doute à cette même date pour Jean Pastourel. Sur ces deux avocats du roi, v. Delachenal, *op. cit.*, pp. 362-364, 371-374, et sur le premier, *infra*, p. 231, n. 2. — Lettres du roi autorisant des avocats et procureurs à faire partie du conseil du fils aîné de Charles le Mauvais, roi de Navarre (*Arch. nat.*, X^{1a} 30, f^o 54, 18 mars 1381) : « Comme nostre très cher et très amé cousin Charles aîné fils du roy de Navarre garde et gouverneur de par nous des terres que souloit tenir en nostre royaume tant en langue d'oïl comme en celle d'oc le dit roy de Navarre son père, ait intention de retenir à son conseil audit parlement pour les causes touchans la garde et gouvernement desdites terres nos bien amez *Jehan Desmares* chevalier, *Maistre Jehan Canart*, Oudart de Moulins, Pierre l'Orfèvre et Jehan de Popaincourt advocats... » Les avocats du roi sont soulignés. Sur Jean Canart et Jean des Marés, v. Delachenal, *op. cit.*, pp. 341-343, 362-364. — Ordre donné par le parlement à des avocats de plaider contre le procureur général (*Arch. nat.*, X^{1a} 1475, f^o 75, 18 juin 1390) : « Ce jour la court a commandé à M^e Jehan le Coq, M^e Jehan de Poupaincourt, et Henry de Marle, advocas, et M^e Raoul Droville, procureur en parlement, qu'ils soient du conseil du duc de Lorraine contre le procureur du roy nostre sire, et il ont respondu qui soit enregistré. » Jean le Coq est déjà à cette époque avocat du roi ainsi qu'il résulte d'un fragment de compte du duché de Bourgogne. V. *Archives de la Côte-d'Or*, B 1467, fol. 22 v^o : « A maistre Jehan le Coq, advocat du Roy nostre seigneur en son parlement à Paris, pour ses pensions des diz II parlemens, à lui païé par l'ordonnance du dit chancellier comme il appert par certification rendue à court avec les lettres de ce présent compte et quittance du dit maistre Jehan donnée le XXIII^e jour de juillet IIII^{xx} et VII. L livres tournois. » V. aussi Delachenal, *op. cit.*, pp. 345-346. — Liste du 11 mai 1403 déjà citée, *supra*, p. 14, n. 2.

nues d'avocats pensionnaires (1), il est néanmoins intéressant de signaler qu'au ^{xiv}^e siècle et même dans les premières années du ^{xv}^e, ils y figurent sans qualification particulière, sans aucune distinction d'avec les autres avocats (2). Cependant, à partir du ^{xv}^e siècle, cette simple qualification d'avocats devient plutôt exceptionnelle pour les avocats du roi. C'est une constatation importante, puisque nous avons établi qu'à la fin du ^{xiv}^e siècle les avocats du roi étaient déjà de véritables officiers royaux (3).

(1) V. *infra*, pp. 192-196, 228-232.

(2) *Arch. nat.*, X^{ta} 1470, f^o 253 v^o (22 avril 1377) : « Et oultre Fourcy a eu plusieurs empeschemens de sa personne, tielx qu'il n'a peu aucunes fois plaidoyer, et en défaut de lui a convenu prendre à pension Marés et Germonville. » *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement, Parlement de Poitiers*, t. 2, f^o 123 v^o (1^{er} juillet 1420) : « Par distribution de conseil sont escheus du conseil de M^e Estienne de Tarbes, M^e Jean Jonnar, M^e Jean Rabateau et M^e Morin Hanairres, et du conseil de Jean de Sigur sont escheus M^e Guillaume le Tur, Girard Blanchet et Jean Pichons et procureur M^e Purra de Sarsay. » Contrairement à ce que dit M. Delachenal, *op. cit.*, p. 383, G. le Tur est encore avocat du roi au parlement de Poitiers à la date du 24 novembre 1422. V. *Bibliothèque du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement*, t. 212, f^o 30 v^o-31 r^o (Mandement pour payer les gages des officiers du parlement du 24 novembre 1422) : « Nous voulons et vous mandons que par nostre..... vous faites faire payement et distribution à nosdits conseillers et autres officiers de ladite cour pour le payement de leurs gaiges pour les trois premiers mois de cette présente année commençans le premier jour de ce présent mois de novembre et finissant le dernier jour de janvier prochainement venant inclus... Et avec ce à Maistre Guillaume le Tur nostre avocat par chacun desdits trois mois 41 livres, 13 sols, 4 deniers tournois. »

(3) V. *supra*, pp. 31-32.

Cette conclusion est aussi confirmée par les listes d'avocats au parlement relativement assez nombreuses que nous possédons. Jusqu'au début du xv^e siècle, on rencontre dans ces listes les avocats du roi sans aucune mention particulière permettant de les reconnaître au milieu des autres. C'est ainsi que dans la liste d'avocats au parlement de Paris placée en tête du règlement du 13 novembre 1340, P. de la Forest, déjà pourtant alors avocat du roi, ne figure que le quatrième (1). Dans la liste du 11 mai 1403, les deux avocats du roi sont placés en tête après le procureur général et qualifiés d'*advocatis*, à la différence des autres avocats qualifiés de *generalibus advocatis* (2). Dans quelques listes postérieures, ils sont encore considérés comme des avocats ainsi que le révèle nettement l'intitulé de ces listes. Néanmoins, ils sont toujours désormais inscrits en tête de la liste, quelquefois après le procureur général, et toujours avec la mention : avocats du roi (3).

Au début du xv^e siècle, les avocats du roi du parlement

(1) Cette liste est publiée par M. Delachenal, *op. cit.*, pp. 398-399. Sur Pierre de la Forest, v. Delachenal, *op. cit.*, pp. 353-354.

(2) Cette liste est aussi publiée par M. Delachenal, *op. cit.*, pp. 385-386. Sur Jean Périer et Jean Jouvenel, v. Delachenal, *op. cit.*, pp. 358-360, 389.

(3) Liste du 5 août 1417 publiée par Félibien, *Histoire de Paris*, IV, p. 564, et par M. Delachenal, *op. cit.*, pp. 386-387 ; Liste du 19 septembre 1418 publiée par Félibien, *op. cit.*, IV, p. 572, et par M. Delachenal, *op. cit.*, pp. 387-388 ; liste du 15 mars 1436 publiée par M. Delachenal, *op. cit.*, p. 134 ; listes des avocats aux Grands Jours de 1481 et 1533 (*Arch. nat.*, X^{1a} 9213, f^o 40 v^o ; X^{1a} 9226, f^o 7 v^o).

se rapprochaient déjà en effet bien plus des juges que de leurs autres confrères du barreau (1). Ils avaient déjà sur eux de nombreux privilèges et ils en acquirent toujours de plus nombreux (2). Ils finirent même par posséder sur les avocats un droit de surveillance générale auquel vint se superposer plus tard celui du bâtonnier.

Ce droit semble encore être contesté aux avocats du roi en 1525. Nous voyons en effet à cette époque un différend surgir entre l'avocat du roi Lizet et l'avocat Poyet. Ce dernier voulait dénier à l'avocat du roi le droit de requérir au parlement l'exécution des ordonnances concernant les avocats (3). Nous ne savons quelle suite le parlement donna à cette affaire. Quoi qu'il en soit, les registres du parlement établissent suffisamment que les avocats du roi exercèrent très activement par la suite ce droit de surveillance sur les avocats, sans que nous relèvisions de nouvelles contestations sur ce point (4).

Ce droit de surveillance leur est d'ailleurs reconnu indirectement par des arrêts et même des ordonnances.

(1) V. *supra*, pp. 35-37.

(2) Sur la façon dont s'est constitué dans les cours inférieures le privilège des avocats du roi sur les autres avocats pour remplacer les juges en cas d'absence, maladie, récusation ou autre empêchement, et aussi pour les départager en cas de besoin, v. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, pp. 694-697, qui expose toutes les variations de la jurisprudence. Ce privilège ne s'appliquait pas bien entendu dans les causes intéressant le roi et le public, dans les affaires criminelles et dans les affaires communicables.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 8342, f^o 254, 18 août 1525.

(4) *Arch. nat.*, X^{1a} 4972, f^o 46 v^o-47, 21 novembre 1558 ; X^{1a} 4983, f^{os} 36 v^o-38 v^o, 18 novembre 1560 ; X^{1a} 5022, f^o 12 v^o, 18 avril 1569.

C'est ainsi par exemple que les avocats généraux sont chargés de certifier les actes de notoriété délivrés par les avocats au parlement (1) et que l'article 16 de l'édit du mois d'avril 1679 leur donne mission de délivrer des attestations annuelles d'assiduité aux avocats du parlement candidats aux offices de judicature (2).

En dehors de ce droit de surveillance qui conférait aux avocats du roi une autorité réelle sur les membres du barreau, les avocats généraux, dès la seconde moitié du xvi^e siècle, ne se rattachaient plus à l'ordre que par des liens assez lâches. Nous les voyons encore à cette époque présenter au parlement les nouveaux avocats, mais ils font ressortir eux-mêmes qu'il y a là quelque chose d'exceptionnel (3).

On a déjà très bien indiqué en quel sens l'avocat du roi Pierre Séguier a pu dire dans un discours prononcé au parlement de Paris le 25 mai 1554 que les avocats du roi portaient la croix blanche alors que les avocats ordinaires portaient la croix rouge. Il ne faut pas y voir l'expression d'une particularité du costume judiciaire, mais

(1) *Journal des audiences et arrêts du parlement de Bretagne*, IV, p. 762.

(2) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 147.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 4977, fol. 100 v^o (28 novembre 1559) : « Ce jour d'huy Dumesnil, pour le procureur général du Roy a dit à la court qu'ilz n'ont estimé *istud deesse ab officio* de présenter à la court maistres Jehan et Christofle de Thou, pour estre receuz au serment de advocatz, lesquelz sont filz de maistre Cristofle de Thou, conseiller et président en la court de céans, et ont eu leur ayeul, feu M^r Augustin de Thou, pareillement président. »

il est très probable qu'il y a là une simple allusion à la croix blanche qui avait servi de signe de ralliement aux Français et à la croix rouge qui avait servi de signe de ralliement aux Anglais dans la guerre de Cent ans (1). Ce qui est bien plus digne de remarque, c'est que les avocats du roi, qui portaient primitivement le costume des avocats, cessèrent de le porter à une date qu'on ne peut préciser pour revêtir celui des conseillers (2).

Cependant, il resta jusqu'à la fin des traces du caractère primitif des avocats du roi. C'est sans doute en souvenir de l'époque où ils faisaient bien réellement partie du barreau qu'on les considérait au xvii^e siècle comme les chefs honoraires de l'ordre des avocats (3). Nous voyons vraisemblablement pour cette raison l'avocat général du Boisbaudry chargé d'aviser les avocats du parlement de Rennes de l'édit du 18 septembre 1675 transférant ce parlement à Vannes (4). A Rouen, le 8 octobre 1788, après l'échec des réformes projetées contre les parlements, les avocats étant réunis pour présenter leurs félicitations au parlement, les avocats généraux vinrent

(1) V. sur ce discours de Séguier, de Miraulmont, *Mémoire sur l'origine des institutions des cours souveraines et autres juridictions subalternes encloses dans l'ancien Palais Royal de Paris*, Paris, 1584, pp. 206-207 ; Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 297-298.

(2) De Bastard d'Estang, *Les parlements de France*, I, p. 168.

(3) De Ribbes, *L'ancien barreau du Parlement de Provence*, Aix et Paris, 1862, p. 124 ; Saulnier de la Pinelais, *Le Barreau du Parlement de Bretagne*, Rennes et Paris, 1896, p. 194.

(4) Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 125.

« réclamer le privilège glorieux pour eux de marcher à leur tête et de les présenter à la cour dans cet instant mémorable » (1). Nous allons voir bientôt qu'à Toulouse, jusqu'au xvii^e siècle, au renouvellement du serment à la rentrée de la Saint-Martin, les avocats généraux étaient à la tête des avocats et le procureur général à la tête des procureurs.

Bien qu'elle ne concerne pas uniquement les rapports des avocats du roi avec les avocats, l'étude du serment que les avocats du roi devaient renouveler chaque année et celle des conditions dans lesquelles ce renouvellement s'effectuait vont nous permettre en effet, tout en précisant à ce point de vue la transformation des avocats du roi en fonctionnaires, d'apprécier encore davantage la différenciation qui s'accrut de plus en plus entre ces derniers et les membres du barreau.

IV. — *Serment des avocats du roi.*

Nous ne connaissons pas la teneur du serment que Gérard de Montaigu prêta à Philippe de Valois quand ce roi le prit pour avocat (2). Le premier renseignement que nous ayons sur le contenu du serment des avocats du roi se trouve dans les lettres de provision de Robert le Coq. Elles imposent à cet avocat du roi l'obligation de prêter

(1) Floquet, *Histoire du parlement de Normandie*, VII, Paris, 1844, p. 267.

(2) V. les lettres de provision de Gérard de Montaigu citées *supra*, p. 29, n. 1.

lors de sa réception le serment de bien loyalement garder et défendre le droit du roi (1). L'ordonnance de 1493, dans son article 111, assimile les avocats du roi du parlement, quant à la formule de leur serment, à tous les autres officiers du parlement (2). Ils doivent faire, ainsi que le procureur général, un serment spécial relatif aux ordonnances les concernant. L'ordonnance de 1493 n'introduisait d'ailleurs aucune innovation sur ce point. En 1472, nous voyons déjà les avocats du roi faire serment d'observer les ordonnances (3). On ajouta plus tard, pour les avocats généraux comme pour les procureurs généraux, au contenu du serment des autres officiers des parlements, l'obligation spéciale « de tenir la main à la conservation des droits de la couronne, ainsi qu'à la punition des crimes, protéger la veuve et l'orphelin, et se comporter en bon officier du prince » (4).

Primitivement, les avocats du roi renouvelaient leur serment chaque année en même temps que les autres avo-

(1) V. le texte *supra*, p. 29, n. 2.

(2) Art. 111 de l'ordonnance de 1493 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 23) : « Et pareillement nos advocats et procureur généraux, les quatre notaires, greffiers et huissiers de nostredicte cour, feront le serment dessusdit de garder et entretenir nosdictes ordonnances chacun en son regard. »

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 1486, f^o 1 v^o (12 novembre 1472) : « *Postea vero advocati regis juraverunt observare ordinationes hostiis clausis, et deinde januis apertis intrarunt advocati et procuratores... et tam ab advocatis quam procuratoribus extiterunt juramenta recepta.* »

(4) De la Cuisine, *Parlement de Bourgogne*, I, p. 93 ; Carré, *Parlement de Bretagne*, pp. 107, 243-244 ; Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 58.

cats. On peut conclure de la liste du 13 novembre 1340, où Pierre de la Forest, déjà avocat du roi, ne figure que le quatrième (1), que les avocats du roi venaient renouveler leur serment suivant leur rang d'ancienneté au barreau ; sans que leur qualité d'avocats du roi leur conférât à cet égard une prééminence quelconque sur les autres avocats. Cependant, ils ne tardèrent pas sans doute à acquérir une préséance sur les autres. Cela dut même s'établir avant la fin du xiv^e siècle, car dès le début du xv^e, dans toutes les listes d'avocats où ils figurent, les avocats du roi sont en tête de la liste avec le procureur général (2). On peut en déduire avec certitude que les avocats du roi précédaient alors les avocats au moment de la prestation du serment.

La Roche-Flavin a vu encore à Toulouse les avocats généraux faire le serment de rentrée à la tête des avocats et le procureur général le faire à la tête des procureurs (3). Cela se passait sans doute ainsi au parlement de Paris au moment de l'érection définitive du parlement de Toulouse en 1443. Cependant, à Paris, dès la fin du xv^e siècle, les avocats du roi renouvellent leur serment à huis clos

(1) La liste du 13 novembre 1340 est publiée par M. Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 398-399.

(2) Sur ces listes, v. *supra*, p. 42.

(3) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, I. II, ch. VII, n° 30 : « Et ay veu que aux entrées de la S. Martin, lors de la prestation de serment publiq des advocats et procureurs, les advocats généraux estoient à la teste des advocats et le procureur général de S. Félix à la teste des procureurs, lequel rang puis peu d'années il a quitté et se range après le premier advocat général. »

avant l'entrée des avocats et procureurs (1). C'est encore ce qui se passe à Rennes au début du xvii^e siècle (2). A Rouen, en 1621, les avocats généraux et le procureur général prêtent serment avec les avocats qu'ils précèdent dans cette cérémonie (3). Ce fut également le cérémonial adopté à Toulouse quelques années avant la composition de l'ouvrage de La Roche-Flavin (4), et il était aussi pratiqué à Paris au xviii^e siècle au témoignage de Boucher d'Argis (5). Dans les parlements qui l'adoptèrent, il se maintint jusqu'à la Révolution (6).

De même que l'étude de leur serment, celle des places occupées à l'audience aux différentes époques par les avocats du roi va nous permettre encore de constater diverses modifications dont la date coïncide à peu près avec celles où nous avons vu déjà des transformations s'accomplir dans la situation générale des avocats du roi.

(1) V. le texte cité *supra*, p. 47, n. 3. V. aussi *Arch. nat.*, X^{1a} 1486, f^o 117 v^o (12 novembre 1473) : « *Hostiis clausis..... advocati regis non juraverunt suas (ordinationes eos tangentes) ex certa causa.* » Le 12 novembre 1552 (*Arch. nat.*, X^{1a} 1574, f^o 1 v^o), les avocats du roi font serment avec les conseillers à huis clos. Ensuite, les avocats et les procureurs sont appelés pour faire le leur.

(2) Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 58.

(3) Floquet, *Histoire du parlement de Normandie*, VII, p. 268, n. 1.

(4) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, l. II, ch. VII, n^o 30, p. 97 (Passage cité *supra*, p. 48, n. 3).

(5) Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, I, p. 399.

(6) V. Floquet, *Histoire du parlement de Normandie*, VII, p. 268, n. 1.

V. — *Place des avocats du roi à l'audience.*

Les avocats du roi n'eurent d'abord aucune place qui leur fût spécialement réservée. Ils étaient à ce point de vue encore absolument confondus avec les autres avocats. Cela dura peu. L'ordonnance du 11 mars 1344, dans son article 6, établit que les avocats du roi et les procureurs du roi avaient déjà alors, ainsi que les baillis, les sénéchaux et autres personnes d'importance le droit de prendre place sur le premier banc (1). D'après un annotateur du *Stylus parlamenti* de du Breuil, ce n'est qu'à la fin du xiv^e siècle que les gens du roi et quelques-uns des plus anciens et plus renommés avocats furent admis à se tenir sur les bas sièges du parquet, garnis de fleurs de lys (2). Un passage des registres du parlement nous indique que c'était encore l'usage en 1567 (3).

(1) Art. 6 de l'ordonnance du 11 mars 1344 (*Ord.*, II, p. 226) : « *Item. Dicti advocati novi debent defferre majoribus, et antiquis advocatis, tam in sedibus quam in aliis, nec sedere presumant in primo scamno, in quo advocati et procuratores regii, baillivi, senescalli, et alii potenciores et nobiles, esse debent et sedere consueverunt.* »

(2) *Bibl. nat.*, ms. lat., 4642, f^o 13 v^o, marge. Ce texte est cité par M. Aubert, *Histoire du parlement de Paris des origines à François I^{er}*, I, p. 240, n. 5. — Cf. Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, I, pp. 435-436. Sur les bas sièges garnis de fleurs de lys, v. aussi Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 83-84.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 5015, f^o 281 (7 août 1567) : « Le jour avant que ouvrir les huis pour l'audience de la cause dont cy-après est fait mention, d'autant que suivant les lettres patentes du roy et arrests sur ce suivis a esté ordonné que les présidents et conseillers tant de la chambre du parlement que ceux du conseil non récusez y assisteront et y estans survenus jusques à cinq maistres des requestes

Peu après la date de ce document, le procureur général prit au parlement de Paris l'habitude de se placer à la grand'chambre comme à la tournelle sur un banc spécialement aménagé pour lui dans le parquet. Les avocats généraux ne l'y suivirent pas tout d'abord, mais en 1589, sur une requête du procureur général, ils furent admis par le parlement à prendre place à ses côtés sur ce banc spécial pour faciliter les communications ou délibérations qui pouvaient être utiles entre les gens du roi (1).

outre l'évesque et duc de Langres, pair de France, ne s'est trouvé lieu de ce costé pour seoir ceux quy tiennent offices de conseillers lais quy sont desdites grand chambre et conseil, a esté advisé que aucuns desdicts conseillers descendroient es bas sièges du parquet et qu'ils seoiroient au lieu où les quatre notaires et gens du roy ont acoustumé seoir es jours de plaidoirie, estant les gens du roy de-mandeurs et appellans au premier bareau. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1714, f^o 27 v^o-28 (9 février 1589) : « Sur ce que M^e Edoard Molé, procureur général du roy, a remonstré à la court qu'estant en sa place aux audiences tant des grand chambre que tournelle, il s'offroit des causes où il estoit besoing communiquer à l'heure mesme avec ses collègues advocats généraulx et d'autant qu'ils estoient esloignés de luy et au rang des lieutenans des provinces, il estoit besoing pour conférer qu'ils s'aprouchassent ou luy se deplaçast, à ceste cause, a requis qu'il pleust à la court leur permettre de seoir au rang où estoit pour plus facilement conférer et communiquer pour requérir, à l'instant les chambres assemblées, la matière mise en délibération, la court a arresté et ordonné que lesdits deux advocats généraulx pour le roy seoiroient au rang et banc du procureur général pour conférer et communiquer de ce qui se présentera es causes des audiences tant de la grand chambre que Tournelle. » — Cf. sur ce texte les assertions erronées de Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, I, p. 436, et de Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, p. 805. — V. aussi de Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, p. 310, n. 1. Les gens du roi continuèrent d'ailleurs toujours aux petites audiences de se placer derrière le premier banc ou premier barreau (Guyot, *loc. cit.*).

Cet usage fut très long à s'implanter dans les parlements provinciaux. A l'époque de La Roche-Flavin, à Toulouse, les gens du roi avaient leurs places séparées au parquet de la grand'chambre, mais non à la tournelle. Ils allaient encore y plaider au bout du barreau proche de leur siège, comme ils n'avaient d'ailleurs cessé de le faire à la grand'chambre que depuis quarante ans à peine. Il n'y avait donc encore à la tournelle aucune distinction à cet égard entre eux et les avocats. La Roche-Flavin nous en donne même la raison. A la tournelle, en effet, les gens du roi étaient toujours parties et accusateurs. Cependant, La Roche-Flavin nous signale aussi qu'au moment où il écrivait les gens du roi venaient de faire installer depuis un mois une séparation de bois à la tournelle entre leurs places et celles des avocats (1).

Cette attribution d'une place spéciale aux avocats du roi des parlements s'imposait d'autant plus au xvii^e siècle que ces offices étaient alors bien souvent exercés, non pas par des avocats, mais par d'anciens conseillers. Nous

(1) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, l. II. ch. VII, n° 30, p. 97 : « Et n'a pas aussi quarante ans, que à l'audience de la grand chambre ils alloient plaider au bout du barreau proche de leur siège, comme ils font encores en la chambre de la tournelle, ou ils ne sont que comme parties et accusateurs : sauf lors de la présentation des édicts ou quand ils parloient pour le roy... Mais despuis trente ans ils se sont tellement autorisés... qu'ils plaident toutes causes dans le parquet de l'audience sans aller au barreau, sauf à la tournelle, où ils continuent d'estre assis, et plaider au bout d'un des bancs, sans avoir aucun siège dans le parquet, et sans aucune séparation des autres avocats, sauf puis un mois qu'ils y ont faicte une séparation de bois. »

allons un instant retenir notre attention sur cette variation de leur recrutement.

VI. — *Recrutement des avocats du roi.*

Alors que pendant le xiv^e et le xv^e siècle les avocats du roi du parlement de Paris sont exclusivement choisis parmi les avocats à ce parlement, nous voyons à partir du xvi^e siècle des conseillers du parlement et des maîtres des requêtes de l'hôtel abandonner leur charge pour prendre celle d'avocat du roi au parlement (1). On peut, il est vrai, considérer ces cas comme quelque peu exceptionnels, car finalement l'usage s'introduit de choisir les avocats généraux du parlement de Paris parmi les avocats du roi au Châtelet ou parmi les avocats généraux à la cour des aides. Dans les parlements provinciaux, on prenait les avocats généraux parmi les avocats du roi au

(1) *Arch. nat.*, X^{1a}, 1513, f^o 192, 2 août 1510 : Jean Lelièvre est reçu avocat du roi au lieu de Le Maistre, et René de Beaune, conseiller clerc, passe conseiller laïque au siège qu'avait Lelièvre. — *Arch. nat.*, X^{1a} 1519, f^o 227 v^o (29 juillet 1517) : « Maistre Pierre Lizet, conseiller en la court de céans, a ce jourd'huy présenté à la court toutes les chambres assemblées, lettres patentes du roy, par lesquelles appert que ledict seigneur luy a donné l'office de son advocat lay en icelle court que naguères souloit tenir maistre Rogier Barme, vacant par la promotion dudict Barme à l'office de quart président en la dicte court, et la matière mise en délibération, après que ledict Lizet a affermé par serment n'avoir baillé ne fait bailler ne promis, ne espère bailler aucune chose pour avoir ledict office d'advocat, a esté receu audict office et a faict le serment en tel cas acoustumé. » — *Arch. nat.*, X^{1a} 1669, f^o 241 v^o-242, 17 août 1580 : Jacques Faye, maître des requêtes, est reçu avocat général au lieu de Barnabé Brisson.

bailliage ou sénéchaussée établis près des parlements ou, dans les parlements où certaines chambres avaient un personnel spécial pour le service du parquet, parmi les avocats du roi attachés à ces chambres (1).

Nous comprendrons d'ailleurs beaucoup plus facilement que des conseillers du parlement aient recherché la charge d'avocat général quand nous aurons entrevu la carrière qui s'ouvrait parfois aux titulaires de cette charge.

VII. — *Carrière des avocats du roi.*

Dès le milieu du ^{xiv}^e siècle, la situation des avocats du roi du parlement de Paris était assez en vue pour leur permettre de parvenir aux plus hautes dignités. Pierre de la Forest, avocat du roi au parlement jusqu'en 1347, devint alors chancelier du duc de Normandie et chancelier de France en décembre 1349 (2). Guillaume de Dormans, avocat du roi au parlement de Paris en 1360, est chancelier de Normandie en 1362-1363, chancelier de Dauphiné en 1364-1365, et enfin chancelier de France en 1371 (3). Guillaume de Sens était encore avocat du roi au parlement de Paris quand il fut nommé troi-

(1) De Bastard d'Estang, *Les parlements de France*, I, p. 323. — Il est inutile d'insister sur les restrictions qu'apportait à ces règles le jeu des résignations et des survivances.

(2) Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 333-334.

(3) Delachenal, *op. cit.*, p. 348.

sième président le 3 février 1380 (1). Il devint plus tard premier président (2). Jean Pastourel, qui avait été avocat du roi au parlement jusqu'en 1373 et qui était alors devenu maître des requêtes de l'hôtel, se trouvait président de la chambre des comptes en 1382 (3). En 1400, c'est un avocat du roi au parlement, Jean de Popincourt, qui est appelé à occuper la première présidence (4).

Dans les parlements provinciaux, on voit aussi fréquemment les avocats généraux s'élever à la première présidence (5). Antoine Duprat, avocat général à Toulouse, parvint même à la dignité de chancelier de France (6). On voit des avocats généraux à la chambre des comptes passer conseillers au parlement sans examen (7), ou devenir président aux enquêtes (8), des avocats du roi aux aides y devenir conseillers (9), des avocats du roi aux présidiaux devenir conseillers de parlement (10).

(1) Delachenal, *op. cit.*, p. 381.

(2) Delachenal, *loc. cit.*

(3) Delachenal, *op. cit.*, pp. 371-374.

(4) Delachenal, *op. cit.*, p. 375.

(5) Dubédat, *Histoire du parlement de Toulouse*, I, pp. 92, 101, 474.

(6) Dubédat, *op. cit.*, I, pp. 93, 169.

(7) *Arch. nat.*, X^{1a} 1508, f^o 206, 2 août 1503.

(8) *Arch. nat.*, X^{1a} 1549, f^o 135 v^o, 6 juin 1542.

(9) En 1384, Jean Role est avocat du roi « *in camera juvaminum super facto guerrarum* » (*Arch. nat.*, X^{1a} 32, f^o 367) et nous le trouvons conseiller à la chambre des aides en 1396 (*Arch. nat.*, X^{1a} 43, f^o 193).

(10) Cabasse, *Essais historiques sur le parlement de Provence*, I, p. 44,

On voit parfois aussi des avocats généraux à un parlement prendre la charge de procureur général à ce parlement (1), mais cela demeura néanmoins l'exception. On ne constate pas en particulier pour les parlements l'usage qui dans les bailliages et sénéchaussées fit en général à partir de la seconde moitié du xvi^e siècle jusqu'à l'introduction de la vénalité transmettre la charge de procureur du roi au premier avocat du roi (2).

Il résulte néanmoins des cas que nous venons de citer que les avocats du roi du parlement avaient parfois, dès le xiv^e siècle, une carrière des plus brillantes. Ce côté de leur histoire nous fait connaître un des derniers aspects de leur caractère. Nous venons de suivre dans tous ses détails l'évolution subie par celui-ci. Nous allons aborder maintenant l'influence de cette évolution sur la réglementation de leur charge en commençant cette étude par leurs conditions d'admission.

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1586, f^o 267 v^o (27 septembre 1557) : « Ce jour, M^e Gilles Bourdin advocat clerc du roy en la court de céans, pourveu par ledict seigneur de l'estat et office de son procureur général en ladite Court par le décès de feu M^e René Brulart cy devant procureur général a esté receu en icelluy office et a faict le serment accoustumé. » On peut citer aussi pour le parlement de Bretagne le cas du célèbre avocat général La Chalotais. — V. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 404, n. 3.

(2) Cet usage fut même érigé en règle par l'article 51 de l'ordonnance d'Orléans de 1560. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, pp. 160, 630. — Cf. pour le parlement de Bretagne, Saulnier de la Pinelais, *op. cit.*, pp. 403-404.

§ 6. — Conditions d'admission des avocats du roi.

Quand la situation des gens du roi se fut rapprochée, dans les diverses juridictions, de celle des autres membres des compagnies judiciaires, ils furent soumis aux mêmes conditions d'admission que ces derniers. Nous ne saurions donc, en raison de cette identité presque complète, entrer à ce sujet dans les développements qui seraient nécessaires. Il ne pourrait même être question ici d'insister, quant à ces conditions d'admission, sur les particularités communes aux avocats du roi et aux procureurs du roi. Nous limiterons donc cette partie de notre étude aux questions qui se posent plus spécialement pour les avocats du roi ou les avocats fiscaux.

L'arrêt de règlement du parlement de Paris du 28 avril 1661 imposa aux procureurs fiscaux l'obligation d'être licenciés en droit. Cette disposition ne fut probablement jamais observée. Au contraire, en ce qui concerne les avocats fiscaux, on tendait plutôt, bien que la question restât douteuse, à considérer pour eux cette qualité comme nécessaire (1).

Nous avons vu qu'au parlement de Paris la charge d'avocat civil du roi, qui était primitivement toujours accordée à un clerc, était déjà complètement laïcisée à la fin du xvi^e siècle (2). Charondas le Caron, au xvii^e siècle,

(1) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, pp. 626.718.

(2) V. *supra*, p. 49.

déclare que les avocats du roi du parlement de Paris sont tous deux laïques (1). La question se posa donc de savoir si les ecclésiastiques étaient encore capables d'exercer les charges d'avocats généraux dans les parlements et cours souveraines ou d'avocats du roi dans les juridictions inférieures.

Cette question ne semble jamais avoir reçu une solution bien nette. Ce qui nous paraît résulter des textes, c'est que s'il y eut encore, postérieurement aux ^{xvi}^e siècle, des avocats du roi qui étaient ecclésiastiques, on considérerait néanmoins ces cas comme tout à fait exceptionnels (2).

Il y avait enfin au parlement de Bretagne une condition d'admission toute particulière pour les avocats généraux. L'édit d'érection de mars 1553 décidait en effet qu'une seule des deux charges d'avocats généraux pouvait être attribuée à un originaire de Bretagne. Malgré certaines infractions à la règle posée par cet édit, il en fut ainsi

(1) V. *suprà*, p. 20, n. 3.

(2) La Roche-Flavin, *Treize livres des Parlements de France*, l. II, ch. VII, n° 1, p. 92 : « Et présentement nous avons à Tholose le sieur de Calvière un de nos advocats généraux, qui est abbé et prieur et promeu au diaconat ; à cause de quoy il ne prend ny signe aucunes conclusions à mort. » Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 690 ; « Chopin, dans son *Traité de la police ecclésiastique*, l. II, ch. III, n° 12, rapporte un arrêt du 7 juillet 1579, qui obligea un avocat du roi qui s'était fait prêtre, de résigner son office, afin qu'il ne fût pas dans le cas de prendre des conclusions à mort contre un criminel. Néanmoins, j'ai ouï dire qu'il y a eu des procureurs du roi qui étoient prêtres et notamment celui de Laferté-Aleps, près d'Etampes. » Cf. de Bastard d'Estang, *op. cit.*, I, p. 313.

jusqu'à la déclaration royale du 15 octobre 1714. A partir de cette époque, les deux avocats généraux du parlement de Bretagne purent être indifféremment français ou bretons (1).

C'était surtout aux cours de justice qu'il appartenait d'examiner au moment de la réception des avocats du roi si ceux-ci remplissaient toutes les conditions requises. Bien qu'ils n'aient été pendant longtemps que de simples avocats pensionnaires du roi sans aucun caractère officiel, nous allons voir en effet que la formalité de la réception ne tarda pas à s'imposer pour les avocats du roi.

§ 7. — Réception des avocats du roi.

A l'origine, les lettres de provision émanées du roi constituaient pour les avocats du roi un titre suffisant. Dans les lettres de provision de Gérard de Montaigu du 24 janvier 1332, si l'on voit Philippe VI donner à ses trésoriers l'ordre de faire bénéficier Gérard de Montaigu des gages habituels, on ne constate aucune injonction au parlement relative à l'installation du nouvel avocat du

(1) Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 24-25. — Il y avait aussi dans les chambres de l'édit une condition particulière d'admission pour les avocats du roi. Ceux-ci devaient être protestants. Edit de Nantes de 1598, art. 37 (Isambert, *Anc. lois*, XV, p. 182) : « Seront aussi créés et érigés de nouveau en la chambre ordonnée pour le parlement de Bourdeaux, deux substituts de nos procureurs et avocats généraux, dont celui du procureur sera catholique, et l'autre de la dite religion : lesquels seront pourvus desdits offices aux gages compétens. » — Cf. pour la chambre de l'édit du parlement de Toulouse, Dubédat, *Histoire du parlement de Toulouse*, I, pp. 588-591.

roi (1). Cette réception par le parlement apparaît cependant dès avant que les avocats du roi soient devenus des officiers royaux. Les lettres de provision de Robert le Coq du 17 octobre 1347 contiennent expressément une clause ordonnant au parlement de recevoir le serment de Robert le Coq et de l'installer dans sa charge (2). Dès cette époque, les avocats du roi au parlement de Paris étaient donc assimilés quant à leur réception et sauf quelques particularités du cérémonial aux autres membres de la cour. Il en fut de même plus tard dans les parlements provinciaux.

Dans les bailliages et sénéchaussées, on sait que le roi, avant de les soumettre à l'élection, abandonna d'une façon plus ou moins complète la nomination des avocats du roi aux baillis et aux sénéchaux. Il est possible que cette nomination par le bailli n'ait pas été accompagnée d'une installation officielle. Rien ne permet de préciser ce point. Néanmoins, cette formalité dut s'introduire au cours du ^{xiv}^e siècle. Nous en avons un témoignage dès le début du ^{xv}^e (3). D'ailleurs, dans le courant du ^{xvi}^e siècle, plusieurs ordonnances décidèrent que les procureurs du roi aux présidiaux devaient être reçus, non plus au présidial, mais au parlement. Ces ordonnances, qui ne visaient pas les avocats du roi aux

(1) V. le texte *supra*, p. 29, n. 1.

(2) V. le texte *supra*, p. 29, n. 2.

(3) V. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. 52.

présidiaux, furent néanmoins interprétées par la jurisprudence comme ayant voulu les soumettre aussi à la réception en parlement. Cela fut jugé ainsi par un arrêt du 17 mai 1577 pour l'avocat du roi au présidial d'Amiens. On étendit même en pratique la disposition des ordonnances aux avocats du roi et aux procureurs du roi de tous les bailliages et sénéchaussées. C'est pourquoi Charondas le Caron leur dit qu'ils agiront prudemment en se faisant recevoir dans les parlements (2).

A cette époque d'ailleurs les avocats du roi, après leur réception, avaient encore souvent à se mettre en règle avec les ordonnances au sujet des incompatibilités que comportait leur charge.

§ 8. — Compatibilités et incompatibilités que comportait la charge d'avocat du roi.

Primitivement, les avocats du roi n'étaient soumis qu'aux mêmes incompatibilités que les avocats. Ils se virent cependant progressivement imposer, leur caractère de fonctionnaires publics s'accroissant de plus en plus, la plupart des incompatibilités dont furent atteints les autres officiers royaux. Nous réservons pour plus tard l'examen de l'évolution qui a peu à peu interdit aux avocats du roi d'accepter des fonctions ou des offices d'autres personnes que du roi. Ceci intéresse plus spécialement les rapports des avocats du roi avec les justiciables. C'est en particulier à ce propos que nous étudierons comment les avocats du roi ont cessé de pouvoir

(1) *Code Henri III*, f° 108 r°, n. 1.

être officiers des seigneurs et quelle fut leur situation à l'égard des charges municipales. La question qui va exclusivement nous occuper ici est à proprement parler celle du cumul de plusieurs offices royaux par les avocats du roi.

Avant qu'ils fussent devenus des officiers royaux, la question ne se posait même pas pour eux, et quand ils le devinrent, l'ordonnance du 27 janvier 1359, article 17, qui interdit pour la première fois le cumul des offices royaux, fut aussi mal observée pour eux que pour les autres officiers (1). Ce n'est guère qu'à partir de l'ordonnance d'Orléans de 1560 que l'interdiction du cumul devint effective pour les gens du roi comme pour les autres officiers (2).

Pour ne nous occuper ici que de ce qui est spécial aux avocats du roi, nous dirons que jusqu'à la fin de l'ancien régime on considéra comme compatibles les charges d'avocats du roi des bailliages et sièges présidiaux et celles de conseillers au même siège (3). A une certaine époque même, on a contraint par des mesures très rigoureuses les avocats du roi des bailliages ou des sièges pré-

(1) Art. 17 de l'ordonnance du 27 janvier 1359 (*Ord.*, III, p. 388). Sur la façon dont cet article fut appliqué et sur les lettres de dispense pour exercer deux charges à la fois, v. Aubert, *Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII, Son organisation*, pp. 71-72 ; *Histoire du parlement de Paris de l'origine à François I^{er}*, I, pp. 79-81.

(2) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 692.

(3) Jousse, *op. cit.*, I, pp. 157-692.

sidiaux à acquérir des offices de conseiller dans ces juridictions (1). Cependant, dès la fin du xvi^e siècle, on décidait qu'un avocat du roi à un bailliage ou siège présidial ne pouvait être en même temps avocat du roi en l'élection (2). D'autre part, quand on déclara au xvii^e siècle que les juges royaux ne pouvaient être professeurs dans les universités, on excepta expressément les avocats du roi de cette prohibition (3).

Nous montrerons plus loin en détail comment les avocats royaux des cours souveraines ont pu, pendant encore la plus grande partie du xvi^e siècle, continuer au barreau à prêter leur concours aux particuliers, malgré le caractère de fonctionnaires qu'ils avaient déjà revêtu, nous croyons l'avoir fait suffisamment ressortir, à la fin du xiv^e siècle. Nous verrons également comment, jusqu'à la fin de l'ancien régime, les avocats du roi des juridictions inférieures

(1) L'édit de 1578 (v. *supra*, p. 13) s'appliquait aussi aux avocats du roi des prévôtés et on procéda contre eux avec la même rigueur que contre ceux des bailliages et sénéchaussées. V. les arrêts cités dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, pp. 286-290. — Cf. Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat du roi*, p. 803. Pour les avocats du roi des élections et greniers à sel également conseillers en leur siège, v. Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 255 et *supra*, p. 13. Les édits de 1578 et de 1582 ne furent pas tout d'abord exécutés. Ils furent même suivis de deux édits de révocation et surséance en 1588 et en 1610. Cependant, ils furent définitivement confirmés par un édit de 1622. Ce n'est qu'en 1634 que les avocats du roi recouvrèrent la faculté de désunir l'office de conseiller joint à leur charge. Pour les détails, v. Filleau, *op. cit.*, I, 2, pp. 296, 307-308 ; Blanchard, *Compilation chronologique des ordonnances*, II, p. 1612.

(2) Arrêt du parlement du 4 juin 1598 pour Chartres (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1257).

(3) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 156.

ont pu également conserver la clientèle du public Cet état de choses, si contraire à nos conceptions actuelles, s'explique de la façon la plus simple. Les avocats du roi ne voulaient consentir à se consacrer exclusivement aux intérêts royaux et à l'intérêt général et à se priver ainsi des profits importants qu'ils pouvaient retirer de l'exercice de la profession d'avocat pour les particuliers que si le roi prenait de son côté l'engagement de les dédommager de cette abstention par des gages assez rémunérateurs. C'est en raison de l'insuffisance des gages royaux que les avocats du roi des cours souveraines purent longtemps, et que les avocats du roi près des cours inférieures purent toujours plaider pour le public. L'étude des gages des avocats du roi, surtout dans les cours souveraines, est donc d'un intérêt capital pour l'histoire de ces magistrats. C'est sur ce point que nous allons pendant quelques instants porter notre attention.

§ 9. — Gages des avocats du roi.

La composition des gages des avocats du roi aux divers parlements était aussi complexe que celle des gages des autres officiers des parlements. Il va sans dire qu'en ce qui concerne les avocats du roi des cours souveraines, nous étudierons ici non seulement les gages proprement dits, mais encore les pensions, les augmentations de gages acquises à titre onéreux et les dons ou gratifications octroyés exceptionnellement par le roi à ses avocats.

Le premier renseignement que nous ayons sur les gages ainsi entendus des avocats du roi au parlement de Paris est une lettre du roi en date du 27 juillet 1354 par laquelle il donne à son avocat Guillaume de Dormans une somme de cinq cents deniers d'or à l'écu à prendre sur deux mille deniers d'or à l'écu dus au roi par un couvent à titre de composition par suite de certains excès commis par les religieux de ce couvent et les gens à leur service (1). Nous n'omettrons pas de signaler que les religieux avaient été poursuivis au parlement pour ces faits par le procureur général, et que Guillaume de Dormans, en sa qualité d'avocat du roi, avait dû certainement s'occuper de cette affaire. Il est en effet assez curieux de voir le roi récompenser ainsi son avocat en lui cédant une partie de la créance pour la reconnaissance de laquelle il a eu recours à sa science et à son habileté.

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 15, f^o 226 v^o (26 juillet 1354) : « *Notum facimus quod nos dilecto et fideli advocato nostro Magistro Guillelmo de Dormano certis de causis quingentos denarios auri ad scutum dederemus de gratia speciali per ipsum Guillelmum percipiendos levandos et habendos in et super duobus millibus denariis auri ad scutum in quibus nobis tenentur religiosi abbas et conventus burgi de Douls ratione cujusdam compositionis per ipsos religiosos nomine ipsorum et sue abbacie facte cum dilectis et fidelibus gentibus nostris pro quibusdam casibus et excessibus per eos aut eorum gentes perpetratis de et super quibus in nostro parlamento per procuratorem nostrum proseguabantur, de qua quidem quingentorum denariorum auri ad scutum summa praefatus magister Guillelmus dictos religiosos erga nos acquittavit, quapropter réquiebat dictus magister Guillelmus dictos religiosos per nostram curiam in dicta summa condempnari ipsosque ad ipsum solvendam per detentionem temporalitatis ipsorum compelli.* »

Le 13 août suivant, le roi fait à son autre avocat Regnaut d'Acy un don d'une même importance (1).

Ces deux actes ne font pas connaître les raisons de la libéralité du roi à l'égard de ses avocats. Ils nous disent tout simplement que le roi agit ainsi pour certaines causes sur lesquelles ils ne donnent aucun détail. Nous ne savons pas non plus pourquoi Guillaume de Dormans reçut dans une autre occasion un don du roi de 253 livres parisis (2). Il nous est donc impossible de préciser la nature de ces diverses libéralités et toute hypothèse à ce sujet nous paraîtrait superflue. C'est sans aucune raison que M. Delachenal a émis l'idée qu'il s'agirait dans les deux premiers textes, les seuls qu'il ait étudiés, du paiement d'une pension (3). Il se pourrait tout aussi bien par exemple que nous soyons en présence de donations faites par le roi pour liquider un arriéré de gages. Dans les lettres royales du 27 juillet 1354, nous avons laissé entendre que nous nous trouvons peut-être tout simplement en présence d'un don exceptionnel destiné à remercier un avocat du roi du zèle qu'il a pu montrer dans une affaire déterminée.

Les trois documents que nous venons d'examiner ne peuvent donc pas nous permettre de formuler une conclusion quelconque sur l'importance des rétributions

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 15, f^o 234 v^o.

(2) H. Moranvillé, *Extraits de journaux du Trésor*, Bibliothèque de l'école des chartes, 1888, p. 187, n^o 150.

(3) Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, p. 186.

annuelles attribuées régulièrement par le roi à ses avocats au parlement de Paris vers le milieu du xiv^e siècle.

Nous savons même, par une preuve directe, que ces gages devaient être encore à cette époque très incertains et qu'il n'y avait encore à cet égard aucune règle précise. Nous apprenons en effet, par un extrait de compte du changeur du Trésor, que Guillaume de Sens, qui fut avocat du roi au parlement pendant quelques années avant d'être nommé troisième président en 1380, ne touchait aucuns gages, et que c'est pour l'en dédommager qu'il fut nommé plus tard premier président (1).

A la vérité, c'est dans un mandement relatif aux gages des officiers du parlement transféré à Poitiers que nous trouvons l'indication la plus ancienne sur l'importance des gages annuels des avocats du roi au parlement. D'après ce texte daté du 24 novembre 1422, Guillaume le Tur, quand il était avocat du roi, touchait à titre de gages la somme de 41 livres, 13 sols, 4 deniers tournois par mois (2). Il résulte également de ce document que ce traitement, sensiblement supérieur à celui du procureur

(1) Compte du changeur du Trésor pour le second semestre de l'année 1399, *Bibl. nat.*, ms. lat., nouv. acquis., 184, f^o 47 v^o : « *Dominus Guillelmus de Senonis, primus presidens in Parlamento in recompensationem hujus quod per plures annos servierat in dicto Parlamento, tanquam advocatus regis, absque remuneracione.* »

(2) Mandement pour payer les gages des officiers du parlement du 24 novembre 1422, *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement*, t. 212, f^o 31 v^o : « Et avec ce a maître Guillaume le Tur, nostre advocat, par chacun desdits trois mois 41 livres, 13 sols, 4 deniers tournois. »

général et des conseillers et à celui des maîtres des requêtes, n'était inférieur qu'à celui des présidents (1). Au parlement anglais, siégeant à Paris, Jean Rapiout est reçu avocat du roi le 21 février 1422 avec quatre cents livres de gages et à charge de ne plaider que pour le roi (2). Le procureur général Guillaume Barthélemy devait recevoir autant. Cependant, nous les voyons tous deux, à la date du 22 février 1432, menacer la cour de cesser leurs fonctions s'ils n'étaient payés de leurs gages. Ils n'avaient en effet rien touché depuis trois ans, puisqu'il leur était dû à chacun douze cents livres (3).

(1) Ce document établit en effet que le procureur général recevait 12 sous 6 deniers tournois par jour. Les quinze conseillers recevaient autant. Les gages des maîtres des requêtes étaient de 35 livres 15 sous tournois par mois. Les gages des trois présidents de 52 livres 20 deniers tournois par mois. Il faut remarquer en outre qu'au parlement de Poitiers les gens du roi faisaient taxer par la cour les écritures qu'ils faisaient pour le roi. C'est ainsi que le 9 mars 1423 nous voyons le parlement fixer de ce chef le montant de leur salaire pour cinq années d'exercice. Il est attribué à l'avocat du roi 272 livres parisis et au procureur général 864 livres parisis (*Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement, Parlement de Poitiers*, t. 1, f^o 123 v^o, 9 mars 1423).

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1480, f^o 247.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 1481, f^o 50 v^o-51. (22 février 1431) : « Maistre Jean Rapiout et maistre Guillaume Barthélemy procureur du roy... ont dit... comment environ l'an MCCCCXXI il pleust au roy et aux gens de son grant conseil de les retenir et furent retenus ledit Rapiout advocat et ledit Barthélemy procureur général du roy, chacun d'eulx à IIII livres de gaiges pour chacun an, et deslors le roy pour les plus astraindre et pour les faire entendre et vaquer plus diligemment en ses causes et besoingnes vout et ordena qu'ils délaissassent et deslors délaissèrent tous autres gaiges, toutes autres pensions et pratiques, et combien que depuis en ensivant et en obéissant à l'ordenance et au bon plaisir du roy ils eussent à telle charge et labeur et à telle diligence que la court a peu veoir et

Les lettres de provision de l'office d'avocat du roi clerc au parlement de Paris données à Jean le Lièvre le 7 juillet 1510 nous apprennent que Roger Barme, qui était avocat du roi laïque depuis l'année 1508 (1) recevait annuellement mille livres tournois de gages (2).

considérer, exercé leurs dits offices par l'espace de dix ans accomplis sans prendre gaiges ou pensions d'autre que du roy, néantmoins on avoit délaissé de leur paier leurs gages dessusdits par si longtemps que le roy a chacun d'eulx devoit d'arrérages de leursdits gaiges XII^c francs ou environ, et que pour ce que sans paiement convenable ils ne pouvoient bonnement plus avant servir et soubstenir les charges de leurs offices, ils avoient pieça et par plusieurs fois fait envers le roy et les seigneurs de son sang et les gens de son grant conseil plusieurs poursuittes et sommations à fin d'avoir paiement et provision raisonnable dont n'avoient aperceu aucun effect, jaçoit ce que sur ce leur eussent esté faites responses en paroles assez gratieuses, et que pour ce ils et chacun d'eulx avoient délibéré de venir et dire en la court et ont dit que par défaut de paiement et par nécessité qu'ils ne porroient bonnement et n'ont de quoy plus avant supporter lesd. charges et labeurs en l'exercice desdits offices, et qu'ils s'en sont déchargiez et deschargent supplians très humblement que la court y face pourveoir au bon plaisir du roy et des seigneurs de son conseil. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1511, f^o 73, 3 mars 1508.

(2) Lettres patentes du 7 juillet 1510, *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des mémoires de la chambre des comptes*, t. 10, f^o 46-47 v^o : « Louis, par la grâce de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Scavoir faisons que, pour la grande, parfaicte et entière confiance que nous avons de la personne de nostre amé et féal conseiller lay en nostre court de parlement à Paris, M^e Jehan le Liepvre, et de ses sens, loyauté, suffisance, littérature, prudhommie, expérience, et bonne diligence, en faveur mesme des profitables, laboureux et recommandables services qu'il nous a par cy-devant faictz, et à la charge publique de nostre royaume, au faict, exercice dudit office de conseiller, et espérons que plus fera à icelluy, pour ces causes, et autres à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, par ces présentes, l'office de nostre advocat clerc en nostre court de Parle-

C'est également cette somme que le roi attribue par ses lettres à Jean le Lièvre. Néanmoins, la chambre des comptes trouva le chiffre trop élevé. Elle décida formellement, le 22 novembre 1510, que Jean le Lièvre ne toucherait que cinq cents livres tournois à titre de gages. C'étaient là, déclare-t-elle, « les gages ordinaires et anciens, audit office appartenans ». Les cinq cents autres livres tournois seraient considérés comme un simple don annuel (1).

ment, à Paris, que souloit tenir et exercer feu M^e Jehan le Maistre, dernier possesseur d'icellui office, vacant par son trespas, depuis lequel n'y avoit esté pourveu par nous, pour ledit office avoir, tenir et doresnavant exercer par ledit M^e Jehan le Liepvre (jaçoit ce qu'il soit marié et pur lay, et que pour (*sic*) l'institution d'icelluy il soit dit qu'il seroit exercé par homme clerc), aux gages de mil livres tournois, qui sont tels et semblables, que les a et prend M^e Roger Barthe, aussi nostre advocat audit parlement, et aux honneurs, auctoritéz, prérogatives, droicts de manteaux, franchises, libertéz et émolumens, accoustuméz et audit office appartenans, tant qu'il nous plaira, à la charge toutefois qu'il ne plaidera, ne consultera que pour nos affaires, en quelque manière que ce soit. »

(1) *Bibl. du Palais-Rouge, Collection Lenain, Extraits des mémoires de la chambre des comptes*, t. X, f^o 46-47 v^o (22 novembre 1510) : « Nous, les gens des comptes du Roy nostre sire, à Paris, veues les lettres patentes dudit seigneur, signées Robertet, ausquelles ces présentes sont attachées, soubz l'un de nos signetz, à nous présentées par M^e Jehan le Liepvre, nagaires conseiller en la court de parlement, par lesquelles et pour les causes contenues et mentionnées en icelle, le dit seigneur a donné et octroyé audit le Liepvre l'office de son advocat clerc, à l'exercer en sa dicte court de parlement, que souloit tenir et exercer feu M^e Jehan le Maistre, dernier paisible possesseur d'icelluy, pour ledit office avoir, tenir, et doresnavant exercer par ledit le Liepvre, jaçoit ce qu'il soit marié et pur lay aux gages de mil livres tournois, telz et semblables que les prend M^e Roger Barthe, aussy advocat d'icelluy seigneur en ladite court, et aux honneurs, prérogatives, auctoritéz, droictz de manteaux, franchises,

Le but de la chambre des comptes en apportant cette réserve aux lettres de Jean le Lièvre était sans aucun doute de sauvegarder l'avenir en maintenant théoriquement les gages de l'avocat du roi clerc à la somme de cinq cents livres tournois. Cette inégalité de pure forme établie ainsi entre l'avocat du roi laïque et l'avocat du roi clerc était bien inutile et elle était en outre difficilement explicable. C'est ce que comprit sans doute la chambre des comptes elle-même, car elle enregistra le 28 février 1510 de nouvelles lettres du roi concédant à le Lièvre le droit de toucher ses mille livres par forme de gages (1).

La pension promise par François I^{er} à son avocat Pierre Lizet resta à l'état de simple promesse (2). Quant

libertéz et émolumens, accoustuméz et audict office appartenans tant que luy plaira, à la charge toutefois qu'il ne plaidera, ne conseilera que pour les affaires du Roy, nostre dit seigneur, en quelque manière que ce soit, ainsy et comme plus à plain lesdites lettres le contiennent ; considéré le contenu esquelles, qui a (*sic*) fait à considérer en ceste partie, consentons que ledit maistre Jehan le Liepvre soit païé, par chacun an, par les mains du receveur et paieur des gages des officiers de ladite court, de ladite somme de mil livres tournois, c'est assavoir de la somme de cinq cens livres tournois, qui sont les gages ordinaires et anciens audit office appartenans, et de pareille somme de cinq cens livres tournois, faisant le reste desdites mil livres tournois, par manière de don et bienfait et que ce [ne] puisse tourner à conséquence le temps advenir aux successeurs dudit M^r Jean le Liepvre susnommé audit office. »

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des mémoires de la chambre des comptes*, t. X, f^o 56.

(2) Lettres patentes du 29 juillet 1526 (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 273 : « François, etc. Scavoir faisons que nous, considérans les bons, agréables et recommandables services que notre amé et féal

à la donation de six mille écus faite par le roi en 1548 à son procureur général et à ses avocats du parlement de Paris, nous ne savons à quoi elle correspond. Pas plus que pour les actes ci-dessus étudiés de 1354, nous ne pouvons déterminer s'il s'agit là d'une gratification pure et simple, ou du paiement d'une pension, ou de la liquidation de gages arriérés (1).

Quoi qu'il en soit de ce fait, les gages des avocats du roi au parlement de Paris s'élevèrent d'une façon considérable au cours du xvi^e siècle. Un édit de septembre 1554 nous fait connaître qu'à cette époque ils recevaient comme le procureur général chacun deux mille livres de gages, auxquels on joignait également pour chacun d'eux et pour le procureur général une pension de cinq cents livres prélevée sur les amendes (2). Le 1^{er} juin 1571, ces

conseiller et advocat en nostre cour de parlement à Paris, maistre Pierre Lizet, nous a faits par cy-devant, tant en fait de son office que autrement en maintes manières fait, par chacun jour, et espérons qu'il fera cy-après et mêmement que de la pension de 500 livres tournois, par an, que outre ses gages ordinaires lui avions ordonnée en partie, à ce qu'il n'allât aux consultations des parties, ainsi qu'il avoit été fait à ses prédécesseurs, ne lui a été ny n'est continuée pour les grosses affaires qui nous sont survenues, au moyen de quoi il ne sauroit bonnement vivre ni soi entretenir de ses dits gages ordinaires sans aller aux consultations des procès des parties privées, qui ne nous touchent et où n'avons aucun intérêt ainsi qu'il se fait en nos autres cours de parlement. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 4943, f^o 20, 18 novembre 1550.

(2) Edit de septembre 1554 relatif au paiement des gages des officiers du parlement, *Arch. nat.*, X^{1a} 8619, f^o 292 : « aux deux noz advocatz et à nostre procureur general en ladicte court, la somme de six mil livres tournois, qui est pour chacun d'eulx également deux mil livres tournois, oultre cinq cens livres tournois que chacun d'eulx prent de pension sur lesdictes amendes. »

gages sont portés à 2.500 livres, et l'on maintient encore en plus la pension de 500 livres (1).

Les avocats du roi au parlement de Paris reçurent encore dans la suite diverses augmentations, mais à partir de la fin du xvi^e siècle, leurs gages restèrent de bien loin en arrière de ceux du procureur général.

La même augmentation inégale des gages des avocats généraux et du procureur général s'observe d'ailleurs aussi à partir de cette époque dans les parlements provinciaux (2). En définitive, à la fin de l'ancien régime et dans les divers parlements, le procureur général venait pour les gages au même rang que le premier président, et les avocats généraux se plaçaient, avec des gages d'environ la moitié de ceux du procureur général, après les présidents et avant les conseillers (3).

Dans les autres cours souveraines, les gages des avocats du roi restèrent inférieurs à ceux des avocats du roi aux parlements. Néanmoins, ils furent aussi augmentés très fortement dans le cours du xvi^e siècle (4).

Lors de la création de l'office d'avocat du roi au grand

(1) *Arch. nat.*, U 495, p. 208.

(2) Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 79-81.

(3) V. par exemple les gages des membres du conseil supérieur de Bayeux en 1771, dans Floquet, *Histoire du parlement de Normandie*, VI, 1842, p. 658.

(4) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Table des mémoriaux de la chambre des comptes*, t. III, f^o 245 ; Edit de rétablissement et confirmation de la cour des monnaies en septembre 1570 (*Code Henri III*, f^o 641 v^o).

conseil, le 22 mai 1522, ses gages furent fixés à trois cents livres (1). En 1536, on y ajouta une pension annuelle de 200 livres (2). Cette pension n'était accordée que pour quatre ans, mais en 1543, nous voyons encore de nouveau une pension annuelle de trois cents livres octroyée à l'avocat du roi au grand conseil (3). Ces gages et cette pension furent aussi augmentés par la suite (4).

Dans les bailliages et sénéchaussées, il résulte des témoignages rassemblés par MM. Viard et Dupont-Ferrier que les gages des avocats du roi subirent peu de changement au cours des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, et qu'ils variaient alors, suivant l'importance des juridictions, de 5 à 50 livres. Les gages les plus courants étaient ceux de 20 livres, et les gages supérieurs à 50 livres étaient tout à fait exceptionnels (5).

D'ailleurs, les avocats du roi n'étaient pas encore gagés dans tous les bailliages et sénéchaussées. En 1344, nous trouvons dans la sénéchaussée de Poitou un avocat du roi qui servait sans gages (6). Ce cas n'était certaine-

(1) Edit de création d'un avocat du roi au grand conseil du 22 mai 1522 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. CCCXVI).

(2) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Table des mémoriaux de la chambre des comptes*, t. III, f° 363.

(3) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Table des mémoriaux de la chambre des comptes*, t. III, f° 385.

(4) *Ibid.*, f° 415.

(5) J. Viard, *Gages des officiers royaux vers 1329*, *Bibliothèque de l'école des chartes*, LI, 1890, p. 252 ; Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, p. 162.

(6) *Archives historiques du Poitou*, XIII, p. 275.

ment pas isolé. Dans une ordonnance de 1535 relative aux taxations que peuvent faire les trésoriers de France et les généraux des finances pour les frais occasionnés par le recouvrement des revenus ordinaires et extraordinaires du roi, il est encore question du paiement des salaires et vacations des avocats du roi et des procureurs du roi qui n'ont pas de gages (1). Il ressort également d'un passage de l'édit de création des sièges présidiaux de janvier 1551 qu'il y avait encore à cette époque dans les bailliages et sénéchaussées des avocats du roi et des procureurs du roi non gagés (2).

La situation des avocats du roi ne s'était pas, quant à leurs gages, beaucoup améliorée dans les bailliages et sénéchaussées depuis la fin du xv^e siècle, mais l'édit de création des présidiaux fixa les gages des avocats du roi et des procureurs du roi à 100 livres tournois dans tous les présidiaux sans exception (3).

Ce chiffre n'était pas trop élevé, car le service des avocats du roi et des procureurs du roi était devenu très lourd dans les bailliages et sénéchaussées depuis la fin du xv^e siècle. A partir de cette époque, nous les voyons astreints à une assiduité plus rigoureuse que par le passé, et il n'est guère d'ordonnances relatives à l'organisation

(1) *Code Henri III*, fo 379 ro.

(2) Edit du mois de janvier 1551, art. 9 (Jousse, *Traité de la juridiction des présidiaux*, p. 379).

(3) Edit de janvier 1551, art. 9, et édit de mars 1551, art. 53 (Jousse, *Traité de la juridiction des présidiaux*, pp. 385, 413).

judiciaire ou à l'administration qui ne les mentionnent pas les uns et les autres pour leur imposer une obligation nouvelle. Sans doute, les avocats du roi des parlements avaient déjà été soulagés d'une grande partie de leurs occupations administratives par suite de l'organisation d'un parquet spécial auprès des autres cours souveraines. Néanmoins, l'importance toujours croissante des affaires judiciaires avait fortement compensé cet allègement. D'autre part, le roi leur donnait souvent des missions spéciales qui venaient s'ajouter à leurs travaux habituels. Pour eux aussi l'augmentation considérable que nous avons constatée dans le cours du xvi^e siècle était donc parfaitement justifiée. Nous allons nous en rendre compte de plus près en étudiant les fonctions des avocats du roi.

§ 10. — Fonctions des avocats du roi.

Si les avocats du roi des bailliages et sénéchaussées n'eurent jamais que des fonctions se rattachant à leur rôle de défenseurs judiciaires des intérêts royaux et de l'ordre public dans leur circonscription, la conception large que l'on se fit de ce rôle leur donnait l'occasion de s'occuper de beaucoup de choses qui n'avaient aucun caractère judiciaire. D'autre part, les avocats du roi des parlements furent parfois investis par le roi de certains mandats qui ne se rapportaient nullement à ce rôle. Les avocats du roi du parlement de Paris firent pendant

longtemps partie, à titre plus ou moins officiel, du conseil du roi, et ils furent souvent appelés ainsi à prendre une part importante à la direction des affaires publiques. En outre, dans toutes les cours souveraines, l'exercice des droits politiques qui furent reconnus à celles-ci donna fréquemment aux avocats du roi l'occasion de jouer un rôle dépassant de beaucoup leurs attributions judiciaires. Après avoir examiné les fonctions judiciaires des avocats du roi, il nous faudra donc consacrer un développement spécial à leurs fonctions extrajudiciaires.

I. — *Fonctions judiciaires des avocats du roi.*

Les fonctions judiciaires des avocats du roi consistaient essentiellement à former le conseil du procureur du roi des juridictions auprès desquelles ils exerçaient. Les avocats du roi devaient donc donner leur avis au procureur du roi toutes les fois qu'ils en étaient requis, et nous verrons même que cette consultation, d'abord facultative de la part des procureurs du roi, devint obligatoire pour ces derniers chaque fois qu'il s'agissait de quelque chose d'un peu important. Les avocats du roi devaient en outre prendre la parole au nom du procureur du roi dans toutes les causes où le procureur du roi était partie principale ou partie jointe. En dehors des procès civils et criminels où le roi et le public pouvaient avoir intérêt, les avocats du roi devaient également développer oralement devant les cours toutes les réquisitions et

toutes les remontrances que le procureur du roi jugeait conformes à la protection des droits royaux et au bien général (1).

Nous ne pourrions traiter en détail tous les points que nous venons de mentionner sans sortir des cadres que nous nous sommes fixés. Etudier d'une façon complète le rôle judiciaire des avocats du roi, ce serait en réalité écrire toute l'histoire du ministère public et en grande partie celle de l'action publique. Nous ne devons donc insister ici que sur ce qui est spécial aux avocats du roi.

Les questions principales qui les concernent sont la délimitation de leurs fonctions vis-à-vis de celles des procureurs du roi et l'étude des rapports que l'exercice de leurs fonctions respectives créait entre les avocats du roi et les procureurs du roi. Toutefois, ce sont là des questions si importantes pour l'évolution historique de nos magistrats qu'elles méritent bien l'examen spécial que nous leur réservons. Nous n'avons donc plus ici qu'à relever certains détails historiques qui sont de nature à préciser les conditions dans lesquelles les avocats du roi sont devenus des fonctionnaires. Les seuls que nous croyons utile de mettre en lumière à ce point de vue sont relatifs à l'assiduité qui leur fut imposée et à leur participation à toute l'administration judiciaire de leur ressort.

(1) Il est inutile de revenir ici sur les explications que nous avons déjà données sur la participation des avocats du roi aux délibérations des cours et aux jugements des procès. V. *supra*, pp. 35-39.

1. — *De l'assiduité imposée aux avocats du roi.* — Il est en effet intéressant de remarquer que l'ordonnance de 1493 impose avec la même rigueur aux avocats du roi et au procureur du roi du parlement de Paris l'obligation de venir bien matin au palais (1). L'ordonnance de 1535 pour le parlement de Provence décide que l'avocat du roi ne pourra s'absenter sans en avoir obtenu permission de la cour (2). Ces deux dispositions furent étendues par la suite indistinctement à tous les avocats du roi et procureurs du roi (3).

Il ne faudrait pas néanmoins exagérer, ni pour les uns, ni pour les autres, la portée de ces obligations. Les avocats du roi n'étaient nullement tenus d'assister à toutes les audiences. On peut argumenter en ce sens des termes mêmes de l'ordonnance de 1493. Si cette dernière

(1) Ord. de 1493, art. 80 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. LVII) : « *Item*, et pour ce que nostredicte court le plus souvent avant que entrer en la visitation ordinaire des procès a accoustumé de despescher les prisonniers et adjournez en personne : et sur ce ouyr le rapport de nos advocat et procureur en nostredicte court, et aussi plusieurs requestes qui nous touchent, pour l'expédition desquelles choses elle a accoustumé de mander nosdits advocat et procureur : ordonnons que iceulx nos advocat et procureur viennent bien matin à ce que prompte expédition se puisse faire de matières dont auront la charge ou seront mandez en nostredicte court. »

(2) Ord. de 1535, ch. II, art. 7 (Girard et Joly, *op. cit.*, I, p. 490) : « *Item*, et ne se pourront absenter nosdits advocat et procureur de ladite cour, sans exprez congé et licence d'icelle, et pour nos affaires, et de ladite cour, à peine de privation de gages par trois mois pour la première fois, de suspension d'office pour la seconde, et de privation d'office pour la tierce. »

(3) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 691.

requiert la présence des gens du roi à une heure si matinale, c'est précisément, comme elle le dit, parce que la cour, avant de procéder à l'examen des autres affaires, avait l'habitude de s'occuper des prisonniers, des ajournements personnels et des requêtes touchant les intérêts royaux (1). Toutes ces affaires ne pouvaient être expédiées sans les conclusions du procureur du roi et sa présence ainsi que celle des avocats du roi étaient donc nécessaires. Il semble en résulter qu'une fois ces questions tranchées les avocats du roi n'étaient pas plus tenus que le procureur du roi de rester à l'audience s'ils n'avaient aucune réquisition ou conclusion à y faire.

Nous croyons donc qu'en principe, et sous les réserves que nous venons de formuler, l'absence des gens du roi à l'audience ne nuisait ni à la régularité de la procédure, ni à la validité de la sentence. On peut d'ailleurs aussi invoquer en ce sens les commissions données par les parlements à certains avocats en cas d'absence de tous les gens du roi. Ces avocats ne devaient pas assister à toutes les audiences, mais seulement à celles où l'intervention du ministère public était nécessaire (2).

(1) V. le texte *supra*, p. 79, n. 1.

(2) V. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 366. — On tendait cependant de plus en plus à exiger la présence des gens du roi à toutes les audiences. V. par exemple l'arrêt du parlement de Dijon du 17 décembre 1608, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 395 : «... Qu'ils (les avocats et procureurs généraux) entreront toutes les matinées ez mesmes jours et heures des entrées ordinaires de la cour et ne sortiront qu'à la levée et yssuë de ladite cour. Et se trouveront tous ez au-

2. — *De la participation des avocats du roi à l'administration judiciaire.* — Représentants généraux des droits du roi et de l'ordre public auprès de leur juridiction, il était naturel que les procureurs du roi, pour sauvegarder efficacement les intérêts qui leur étaient confiés, se fussent immiscés dans les mesures administratives que rendaient nécessaires la préparation et l'exercice de leur action judiciaire. Il devait en être tout autrement à l'origine des avocats du roi, dont la mission se bornait à assister le procureur du roi de leur conseil et à plaider les causes où le procureur du roi était partie à un titre quelconque. Ce que nous savons de leur caractère primitif nous autorise à affirmer que tel était bien d'abord exclusivement leur rôle. C'est donc un des côtés importants de l'évolution qui a fait d'eux des magistrats sur lequel nous allons jeter quelque lumière en montrant comment ils furent étroitement associés aux procureurs du roi en tout ce qui concerne l'administration judiciaire.

Nous ne pouvons pas citer à cet égard de textes antérieurs à la fin du xv^e siècle, mais à partir de cette époque, toutes les ordonnances qui enjoignent aux procu-

diances du matin : et toutesfois où, pour l'expédition des affaires importantes et pressées, aucun d'eux par l'advis commun, seroit contrainct demeurer au parquet durant l'audience, faire le pourront. Et pour la relevée, entreront au Palais ez jours que ladite cour donnera audience publique, et à celles qui se donneront à huis clos, du moins celui qui sera en charge du civil : esquelles entrées de relevée ne se prendront aucunes conclusions par escrit. Comme aussi se trouveront ez audiences de miséricorde : ou du moins celui qui sera en charge du criminel. »

reurs du roi de prendre telle ou telle mesure inspirée par la nécessité d'assurer la poursuite en justice des droits du roi, la répression des crimes et délits et l'observation des ordonnances royales s'adressent toujours indistinctement aux procureurs du roi et aux avocats du roi. Ils sont toujours mis les uns et les autres sur la même ligne et leurs obligations sont égales. Les uns comme les autres, ils sont chargés de surveiller tous les fonctionnaires royaux et même les officiers des seigneurs et des villes. Inversement, pour les affaires qui intéressent plus spécialement certains organes administratifs, ils sont placés directement les uns et les autres sous l'autorité des hauts fonctionnaires de ces services.

C'est ainsi, pour ne citer que des exemples, que l'ordonnance de 1493 donne l'ordre aux avocats du roi et aux procureurs du roi d'assurer l'exécution des décrets et arrêts des cours (1). Nous savons par les registres du parlement que quand ses chambres allaient délivrer les

(1) Ord. de 1493, art. 86 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. LVII) : « *Item*, et pour ce que souvent nostredite court de son office, et pour le bien de justice, ordonne aucunes provisions de prinse de corps, adjournemens personnels, ou autres arrests interlocutoires ou deffinitifs, lesquels demeurent à exécuter par la négligence de nosdits advocat et procureur : Nous enjoignons et commandons à iceulz nos advocat et procureur sur le devoir de leurs offices, que toutes les provisions, arrêts, ou appointements de nostredite court, ils facent exécuter réalment et de fait par les juges des lieux ou aultrement, en manière que nostredite court en soit certifiée dedans le temps qui pour ce faire leur sera ordonné et prefix : desquelles expéditions le greffier de nostredite court sera tenu faire registre et du jour qui leur sera assigné. »

prisonniers, le procureur du roi et les avocats du roi au Châtelet devaient être présents (1). La réception des officiers et des maîtres des métiers ne pouvait avoir lieu dans les juridictions inférieures, en vertu de l'article 132 de l'ordonnance de 1498, qu'en présence des avocats du roi et des procureurs du roi (2).

L'arrêt de confirmation des lettres octroyées aux habitants de Bourges rendu par le parlement le 18 mai 1506 ordonne également que les avocats du roi et procureurs du roi à Bourges seront appelés aux assemblées tenues par cette ville (3). Tous les règlements ou arrêts postérieurs pour les autres villes sont conformes sur ce point. L'assistance des avocats du roi aux diverses assemblées de ville fut nécessaire jusqu'au milieu du xviii^e siècle (4). L'édit de Charles IX à Amboise de janvier 1572 pour les assemblées de police de la ville de Paris et des autres villes ayant un parlement donne aux avocats du roi et aux procureurs du roi des parlements la faculté de

(1) *Arch. nat.*, X^{1a}, 1502, fo 99, 24 avril 1495.

(2) Ord. de 1498, art. 132 (Girard et Joly, *op. cit.*, I, p. LXIX) : « Item, nous deffendons à tous nos baillifs, sénéchaux et juges, qu'ils ne fassent aucunes institutions d'aucuns officiers ou de maîtres de mestier, sans appeller nos advocat et procureur, et aultres ayans interests en la matière. En declarant tout ce qui auroit esté fait au contraire, de nul effect et valeur ».

(3) *Arch. nat.*, X^{1a}, 4847, fo 412 (18 mai 1506) : « La court ordonne que sur les dictes lettres sera mis *lecta publicata et registrata*, pourveu que les diz impétrans d'icelles seront tenuz appeler les procureur et advocat du roy à Bourges ès assemblées dont est faicte mencion ».

(4) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 699.

paraître à ces assemblées toutes les fois qu'ils le jugeront utile, mais sans y avoir d'ailleurs un rôle différent de celui des autres membres de ces assemblées et sans y faire fonction de ministère public (1).

Pour la direction des affaires concernant les revenus ordinaires et extraordinaires du roi, les avocats du roi des bailliages, sénéchaussées et autres juridictions inférieures sont placés, comme les procureurs du roi de ces juridictions, sous la subordination directe des trésoriers généraux par l'édit d'Henri II de janvier 1551 (2). L'ordonnance de 1554 décide que la taxe des frais de justice relatifs aux amendes, confiscations et autres profits de justice ne peut se faire par les lieutenants criminels et particuliers sans le concours des avocats du roi et des procureurs du roi (3). Ils doivent certifier et signer ensemble, d'après l'ordonnance de 1557, les comptes des receveurs du domaine pour les amendes, confiscations, aubaines, quints, requints, lods et ventes et autres profits féodaux (4).

D'après le *Code Henri III*, une ordonnance de 1586 aurait assimilé les avocats du roi aux procureurs du roi pour toutes les opérations préparatoires destinées à assurer la mise en adjudication des grains domaniaux dans les conditions requises et aussi pour l'adjudication des-

(1) *Code Henri III*, f° 277 r° ; Jousse, *op. cit.*, I, pp. 285-286.

(2) *Code Henri III*, f° 375 v°.

(3) Ord. de 1554, art. 30 (Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 22).

(4) *Code Henri III*, f° 381 r°.

dits grains (1). Les avocats du roi doivent également assister à la convocation du ban et de l'arrière-ban et à la fixation des taxes auxquelles cette convocation donne lieu. Ils doivent même en signer les rôles avec le procureur du roi (2).

Il serait superflu de multiplier les citations. Ces textes suffisent pour conclure que depuis la fin du ^{xv}^e siècle le caractère de fonctionnaires royaux était déjà si accusé chez les avocats du roi qu'on leur reconnaissait, pour tout ce qui intéressait l'administration judiciaire, une responsabilité solidaire de celle des procureurs du roi.

Plusieurs des occupations administratives que nous venons de signaler dépassaient de beaucoup le domaine de ce que nous appelons aujourd'hui l'administration judiciaire et donnaient aux avocats du roi l'occasion d'intervenir dans l'administration proprement dite. Le moment est donc venu de parler de leurs fonctions extrajudiciaires.

II. — *Fonctions extrajudiciaires des avocats du roi.*

Nous ne dirons rien des attributions régulières des avocats du roi dans les différentes branches de l'administration. Ils partageaient toutes ces attributions avec les procureurs du roi. Cette étude, au point de vue de l'histoire générale des avocats du roi, ne pourrait avoir d'autre intérêt que celui que nous venons de trouver dans

(1) *Code Henri III*, f° 381 v°-382 r°.

(2) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 699.

l'examen de leur participation à l'administration judiciaire. Elle formerait une répétition inutile. D'autre part, il ne saurait être question ici d'insister sur le rôle politique des avocats du roi dans les cours souveraines et, malgré l'importance du rôle qu'ont souvent joué les avocats du roi des parlements de province en leur qualité de commissaires du roi aux Etats provinciaux, nous ne pourrions songer également qu'à indiquer brièvement l'influence qu'ils pouvaient exercer à ce titre sur les questions administratives et même politiques intéressant plus spécialement leur province (1). Nous nous limiterons donc ici aux commissions administratives et aux commissions politiques qui étaient confiées par le roi à titre exceptionnel aux avocats généraux et à la séance et voix délibérative de certains d'entre eux au conseil du roi.

1. — *Des commissions administratives confiées par le roi aux avocats généraux.* — Les commissions administratives dont étaient chargés les gens du roi en dehors de leurs fonctions normales sont très fréquentes, surtout à partir du xvi^e siècle. En 1579, nous voyons le parlement de Paris se plaindre que les gens du roi avaient tant d'occupations en dehors de leur charge qu'ils ne pouvaient plus assurer leur service dans des conditions satisfaisantes (2). Les avocats du roi participaient largement à ces commissions et quelquefois même elles s'adres-

(1) On trouvera des indications sur ce point pour la Bretagne dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 344.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1664, f^o 33, 6 mai 1579.

saient exclusivement à eux. C'est ainsi par exemple que, lors de la réformation du collège du cardinal le Moine en 1544, Marillac, avocat du roi au parlement de Paris, fut choisi par le roi pour faire les fonctions de procureur du roi dans cette réformation (1).

Il est facile d'entrevoir le surcroît d'activité administrative que le roi imposait ainsi à ses avocats, dont les occupations d'administration courante étaient déjà si absorbantes. Le procureur du roi et les avocats du roi du parlement de Paris sont les plus souvent visés par ces commissions extraordinaires. Ils étaient en effet plus directement que tous les autres les conseillers particuliers du roi. Les commissions qui leur étaient confiées ainsi n'étaient pas d'ailleurs toujours exclusivement administratives. Elles touchaient parfois aux questions les plus importantes de la politique générale. Ce sont les commissions de cette sorte que nous allons maintenant examiner.

2. — *Des commissions politiques confiées par le roi aux avocats généraux.* — Comme cela avait lieu pour les commissions administratives, les avocats généraux partageaient le plus souvent les commissions politiques avec le procureur général. Cependant, certaines de ces commissions politiques étaient exclusivement confiées aux avocats généraux. Elles se rattachaient tantôt à la politique intérieure et tantôt à la politique extérieure.

On ne s'étonnera pas, quant à la politique intérieure, de nous voir passer sous silence la part prépondérante que

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1554, f^o 600 v^o-601, 2 avril 1544.

prit Pierre de Cugnières à la dispute de Vincennes en 1329. M. Aubert a démontré qu'il n'était pas alors avocat du roi (1). Sans prétendre être complet et à titre de simples exemples, nous signalerons la mission royale que reçurent le procureur du roi et les avocats du roi du parlement de Paris au sujet de la paix de Chartres entre le duc de Bourgogne et le duc d'Orléans, les conseils que donnèrent à la reine mère Dufaur de Pibrac, avocat du roi au parlement de Paris, et Duranti, avocat du roi à celui de Toulouse, pour la pacification et la conférence de Nérac (2).

La participation des avocats du roi du parlement de Paris à la politique extérieure par suite des commissions spéciales qui leur étaient ainsi confiées ne fut pas moins importante. On sait que Pierre de la Forest, avocat du roi au parlement de Paris, fut chargé par Jean II d'une mission diplomatique qui aboutit le 17 septembre 1351 à la conclusion d'une trêve avec les Anglais (3). C'est également un avocat du roi au parlement de Paris, Regnaut d'Acy, qui avec deux autres conseillers du roi se rendit, en août 1357, auprès de Jean II, alors captif en Angleterre, pour prendre connaissance du traité de paix en préparation avec les Anglais (4). La discrétion qu'il ob-

(1) Aubert, *Notes pour servir à la biographie de P. de Cugnières*, *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*, 1884, pp. 134-137.

(2) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, t. II, ch. VII, n° 20, p. 95.

(3) Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, p. 354.

(4) Rymer, III, 1740, p. 147. — Sur Regnaut d'Acy, v. *supra*, p. 39, n. 2.

serva à ce sujet lorsqu'il fut de retour mécontenta fort les Etats généraux et fut ainsi une des causes de sa mort (1). Quand le duc d'Anjou, le futur Henri III, fut élu roi de Pologne, c'est encore un avocat du roi au parlement de Paris, Dufaur de Pibrac, qui lui fut donné comme conseil (2).

On voit que le rôle politique des avocats du roi du parlement de Paris fut parfois considérable, tant pour les affaires intérieures que pour les affaires extérieures. Il en fut ainsi dès leur apparition, car nous allons constater que les avocats du roi du parlement de Paris eurent dès le début leur entrée au conseil du roi.

3. — *Les avocats généraux au conseil du roi.* — C'est seulement dans un règlement du 11 août 1578 que nous voyons pour la première fois attribuer aux gens du roi du parlement de Paris, entrée, séance et voix délibérative au conseil du roi. Cependant, ce règlement déclare d'une façon expresse qu'il ne fait que confirmer une pratique antérieure (3).

(1) Siméon Luce, *Bibliothèque de l'école des chartes*, XXI, p. 265.

(2) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, I, II, ch. VII, n° 20, p. 95.

(3) Règlement du 11 août 1578, art. 16 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 625) : «... Entendant sadite Majesté que les présidents de sa cour de parlement de Paris, le premier et second président de sa chambre des comptes et les gens du roy dudit parlement, ensemble les premiers présidents de ses autres cours de parlement, puissent entrer, avoir voix délibérative, et seoir audit conseil, comme ils ont cy-devant faict ; à ceste fin feront nouveau serment, comme les autres dudit conseil. » — V. aussi Guyot, *Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions, prérogatives et privilèges annexés en France à chaque office et à chaque état, soit civil, soit militaire, soit ecclésiastique*, II, Paris, 1787, p. 191. — Cf. Noël Valois,

En effet, le conseil du roi ne fut à l'origine qu'un service privé et domestique du monarque. Comme le fait observer fort justement M. Esmein, il existait primitivement en la même qualité que ces conseils d'avocats pensionnaires que l'on voit encore aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles auprès des princes et grands seigneurs (1). Ce conseil intime se fusionna dès le règne de Philippe le Long avec le conseil plus officiel qui naquit sous ce règne (2). Le conseil du roi conserva ainsi pendant longtemps encore des traces de son caractère primitif. Dès que le roi eut un procureur et des avocats pensionnaires en son parlement de Paris, ceux-ci eurent donc leur place marquée en son conseil.

Après la création des parlements provinciaux, les gens du roi de ces parlements n'eurent pas, comme ceux du parlement de Paris, leur entrée permanente au conseil du roi, mais ils durent certainement aussi y être appelés quelquefois et le règlement de 1578 ne changea rien à cette situation (3). Il faut d'ailleurs remarquer aussi que

Inventaire des arrêts du conseil d'Etat, I, Paris, 1886, *Introduction, Etude historique sur le conseil du roi*, pp. XII-XIII ; Aubert, *Recherches sur l'organisation du parlement de Paris au XVI^e siècle*, N. R. H., XXXVI, 1912, p. 73.

(1) Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*¹⁰, p. 460, n. 4.

(2) Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*¹⁰, pp. 461-462.

(3) C'est ainsi qu'en 1603, dans un arrêt du conseil privé du roi, nous trouvons Hugues Piquardet, procureur général au parlement de Bourgogne, qualifié de conseiller au conseil d'Etat. V. Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1230.

les avocats du roi du parlement de Paris eux-mêmes n'eurent pas jusqu'à la fin une grande influence au conseil du roi et que leur rôle y perdit toute importance au cours du ^{xvii}^e siècle (1).

Néanmoins, les textes nous prouvent qu'il avait été très grand dans le passé et nous devions pour cette raison en dire quelques mots (2). Nous terminerons par là le coup d'œil d'ensemble que nous avons voulu jeter sur les fonctions des avocats du roi.

(1) Denis Talon est le dernier avocat général dont la séance au conseil du roi nous soit attestée. V. Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat général*, p. 807.

(2) Le rôle des avocats du roi au conseil du roi fut considérable au ^{xiv}^e siècle. Regnaud d'Acy était l'un des principaux conseillers de Jean le Bon (V. l'ord. de mars 1357, art. 11, dans *Ord.*, III, p. 130. V. aussi Sécouse, *Mémoires pour servir à l'histoire de Charles II, roi de Navarre et comte d'Evreux*, I, Paris, 1758, pp. 126-127). Jean d'Ay, avocat du roi au parlement en 1375-1376 (Delachenal *op. cit.*, p. 338), faisait partie du conseil de régence éventuel organisé par Charles V en octobre 1374 (Noël Valois, *Le conseil du roi aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles*, p. 76). Oudard de Moulins, avocat du roi de 1386 à 1388 (Delachenal, *op. cit.*, p. 368), fréquentait parfois les séances du conseil (Noël Valois, *op. cit.*, p. 94). Nous savons par les ordonnances de 1454, de 1493 et de 1498, que le procureur général et les avocats du roi du parlement de Paris avaient pris part aux délibérations du conseil du roi où ces ordonnances s'étaient élaborées (V. la disposition finale de ces ordonnances : Par le roy en son conseil auquel... estiez ou estoient, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, pp. XLIV, LIX, LXXII). Les procès-verbaux des séances du conseil de régence du roi Charles VIII nous révèlent également que les gens du roi, surtout l'avocat du roi Robert Thiboust, y figuraient parfois (Bernier, *Procès-verbaux des séances du conseil de régence du roi Charles VIII pendant le mois d'août 1484 à janvier 1485*, Paris, 1836, pp. 43-44, 230, 232, 236, 238). Cependant, sur un total de 101 séances, dont les procès-verbaux ont été publiés par Bernier, les gens du roi ne sont représentés en tout que 6 fois.

Nous connaissons maintenant dans ses grandes lignes l'évolution générale de ces magistrats. Pour pénétrer plus avant dans les détails, il ne faut plus les considérer d'une façon isolée, comme nous l'avons toujours fait jusqu'à présent. Il faut au contraire les envisager surtout dans leurs rapports avec les procureurs du roi et avec les justiciables.

Si en effet nous savons maintenant comment les avocats du roi sont devenus des fonctionnaires, il nous faut encore apprendre comment leurs fonctions se sont dégagées peu à peu de celles des procureurs du roi et comment, dans les cours souveraines tout au moins, ils sont peu à peu devenus les agents exclusifs de la royauté, comment en un mot et dans quelle mesure ils ont progressivement constitué une pièce distincte de notre organisation judiciaire.

Au cours des recherches que nous venons de terminer, maintes fois les procureurs du roi se sont mêlés sous notre plume aux avocats du roi. Nous avons entrevu ainsi la difficulté de délimiter nettement leurs fonctions respectives et les conflits incessants qui devaient en résulter. Il importe donc de préciser tout d'abord comment les avocats du roi ont vu croître peu à peu leur liberté d'action vis-à-vis des procureurs du roi. C'est aussi cette étude que nous allons de suite entreprendre en étudiant dans leur évolution historique les rapports des avocats du roi et des procureurs du roi.

CHAPITRE II

LES AVOCATS DU ROI ET LES PROCUREURS DU ROI.

De tout temps, les avocats du roi furent les subordonnés des procureurs du roi. Le procureur du roi fut toujours le chef réel du parquet. On le constate aussi loin que nos documents nous permettent de remonter, et il suffit de lire sur ce point les ouvrages de nos anciens auteurs pour se convaincre qu'il en fut ainsi jusqu'à la fin (1). Sans doute, à l'époque où ceux-ci écrivent, les avocats du roi apparaissent, vis-à-vis du procureur du roi, comme des subordonnés à certains égards bien indépendants. Si le procureur du roi a la direction générale de toutes les affaires intéressant le roi ou le public et l'initiative pour toutes les réquisitions ou remontrances à adresser aux cours, si son influence est prédominante en tout ce qui concerne l'administration générale, il est reconnu aux avocats du roi certaines attributions qui sont considérées comme leur domaine propre. Le procureur du roi ne peut empiéter sur ces attributions que dans des cas exceptionnels minutieuse-

(1) V. La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, l. II, ch. VII, § 1, n° 21 ; de Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, v. *Procureur général*.

ment précisés. Dans l'exercice de ces attributions, les avocats du roi sont toujours sous la dépendance du procureur du roi en ce sens qu'ils n'agissent qu'en son nom et qu'ils sont toujours considérés comme ses représentants. Néanmoins, ils y ont une liberté d'action qui paraît à première vue bien surprenante et qui ne s'explique que si l'on en suit dans tous ses détails la formation historique. La situation respective des avocats du roi et des procureurs du roi, telle que nous venons de l'esquisser et telle que nous la font connaître nos auteurs des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles et les arrêts contemporains, n'est en effet que le résultat d'une longue et lente évolution.

§ 1. — De la subordination primitivement absolue des avocats du roi à l'égard des procureurs du roi.

Les textes anciens nous montrent qu'à l'origine les avocats du roi étaient dans une subordination absolue par rapport aux procureurs du roi. Les avocats du roi n'étaient pour ainsi dire que leurs simples auxiliaires. Ils n'étaient consultés par les procureurs du roi que lorsque ceux-ci le jugeaient utile (1). Leur avis ne pouvait donc avoir dans ces conditions que la valeur d'un simple conseil n'entravant en rien la liberté du procureur du roi. Il ne pouvait non plus alors être question entre eux d'un partage d'attributions nettement défini. En particulier,

(1) V. *infra*, pp. 139-141.

le procureur du roi pouvait prendre lui-même la parole devant les cours toutes les fois qu'il le désirait et sans que l'avocat du roi pût prétendre à cet égard un droit exclusif ou même un simple droit de préférence (1). La personnalité des avocats du roi disparaissait complètement devant celle des procureurs du roi.

C'est qu'en effet les procureurs du roi pouvaient être seuls considérés comme les représentants directs du roi. En vertu de la règle que le roi pouvait plaider par procureur contrairement à la maxime générale qui disait que « nul en France ne plaide par procureur », toute conclusion, réquisition ou remontrance, et en général tous les actes faits pour le roi ou le public étaient dressés au nom et sous la signature du procureur du roi. Les avocats du roi n'étaient donc en réalité que les simples mandataires de ce dernier.

Nous trouvons cette théorie exposée en détail par le procureur général du parlement de Paris à la date du 1^{er} août 1492. A la suite de certaines conclusions prises par les avocats du roi au nom du roi et non pas, comme cela devait se faire, au nom du procureur général, ce dernier, qui était alors Christophe de Carmonne, protesta vivement contre ces abus. Il requit qu'à l'avenir les avocats du roi fissent comme tous leurs prédécesseurs leurs requêtes et conclusions en son nom propre et non pas au nom du roi. Il demandait même que les avocats du

(1) V. *infra*, p. 138.

roi commençassent leurs plaidoiries et conclusions en indiquant qu'ils parlaient pour leur maître, le procureur général du roi (1). Si nous ne voyons pas qu'il fût sur ce dernier point tenu compte des prétentions du procureur général et si nous ne trouvons pas d'exemples de conclusions prises par les avocats du roi où ceux-ci reconnaissent d'une façon aussi expresse que le procureur du roi est leur maître, ce dernier mot caractérisait bien cependant la situation du procureur du roi par rapport aux avocats du roi.

Sans doute, à l'époque où Christophe de Carmonne

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1499, fo 282 (1^{er} août 1492) : « Aujourd'huy maistre Christophle de Carmonne, procureur général du Roy, a dit à la court que les causes et matières qui touchent le Roy se doivent desduire et mener au nom dudict procureur general, et doivent les advocatz dudict seigneur parler et requérir au nom d'icelluy procureur general du Roy, et ne se doivent faire les requestes et conclusions *nomine Regis*, mais au nom dudict procureur general, et que telle est la prerogative du Roy, et de l'office de procureur general du Roy. Oultre a dit que les advocatz dudict seigneur ont acoustumé de tout temps et doyvent, en l'introite et introduction de leurs plaidoiéz, dire : pour nostre maistre le procureur general du Roy, et prandre leurs conclusions en semblables paroles : pour nostre maistre le procureur general du Roy, et au surplus desduire leurs matières concernant le fait dudict seigneur, au nom dudict procureur general, sans faire, comme dict est, aucunes requestes ou conclusions au nom du Roy. Ainsi a esté fait de tout temps, mesmement du temps de feuz maistres Jacques Jouvenel, Henry Boileau, Jehan Barbin, Jehan Simon, Guillaume de Gannay, et autres grans et notables personnages advocatz dudict seigneur. Si a requis ledict procureur general que, en gardant les prerogatives du Roy et dudict office de procureur general, les advocatz dudict seigneur facent comme leurs predecesseurs, et s'oppose que autrement soit fait cy-après. »

affirme ainsi avec tant de force l'autorité du procureur du roi sur les avocats du roi, cette autorité a déjà subi bien des atteintes. Les faits qui ont donné à Christophe de Carmonne l'occasion de l'affirmer indiquent déjà par eux-mêmes qu'elle n'était pas toujours respectée. Deux ans plus tard, nous voyons le même procureur général appeler les avocats du roi ses compagnons, expression qui se rencontre souvent dans la suite et qui implique plutôt pour les avocats du roi par rapport au procureur du roi, l'idée d'une égalité complète que celle d'une subordination (1). Il ne faut pas néanmoins s'y tromper. Jusqu'à la fin de l'ancien régime, les avocats du roi présenteront toutes leurs requêtes, conclusions et remontrances et feront toutes leurs plaidoiries au nom du procureur du roi (2). Celui-ci restera toujours leur chef.

Le mot de « maître » employé par Christophe de Carmonne, quoique plus fort, répond cependant tout à fait à la situation primitive des avocats du roi par rapport au procureur du roi. Nous ne savons pas si, en réalité, les avocats du roi du xv^e siècle qualifiaient encore dans leurs conclusions le procureur du roi de leur maître, comme l'affirme Christophe de Carmonne. Nous ne savons même pas s'il en fut jamais ainsi. Cependant, jusqu'à la fin du

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1501, f^o 52 v^o (17 février 1494) : « Le procureur general du Roy, après recitation de l'arrest de la court donné ou moys d'aoust derrenier, touchant l'evesché de Chartres, dit que ses compagnons et lui ont veu ce qui a esté mis par devers eulx, par ordonnance de la court. »

(2) V. *infra*, p. 179.

xv^e siècle, on trouve dans les registres du parlement de Paris des textes où les avocats du roi sont considérés comme les avocats du procureur du roi (1). Cela implique nécessairement une dépendance absolue des avocats du roi à l'égard du procureur du roi.

On trouve même à la fin du xvi^e siècle un arrêt du parlement de Paris où la même dépendance est reconnue pour les avocats du roi des juridictions inférieures à l'égard du procureur général (2). Ils y sont aussi repré-

(1) *Arch. nat.*, U 495, p. 16 (25 mai 1458) : « *Habita deliberatione cum M^e J. Simon advocato meo sic peto Dauvet procurator regis.* » — *Ibidem* (12 juillet 1459) : « Aujourd'huy, le procureur general a dit par M^e Jean Simon son avocat. » — *Ibidem* (27 mars 1461) : « Le procureur general a dit par Ganay son avocat. » — *Ibidem*, p. 17 (26 juin 1462) : « Il semble au procureur général et ses avocats. » — X^{1a} 1496, f^o 323 v^o (17 août 1489) : Oy aussi sur ce le procureur general du Roy, lequel, par maistre Jehan le Maistre son advocat a exposé à ladite court... » — *Ibidem*, f^o 324 v^o (18 août 1489) : « Ce jour le procureur du roy par la bouche de maistre Jehan le Maistre son advocat a dit qu'il... »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1729, f^o 4-4 v^o (16 novembre 1593) : « Veue par la court la requeste presentée par les procureurs de la communauté des advocatz et procureurs de ladicte court, tendant à ce que, d'aultant que les consultants et autres officiers d'icelle, receuz en ladicte court, ont accoustumé de paier à leurs receptions, chacun d'eulx la somme de cens solz parisis (*sic*), lesquelz deniers ont, de tout temps, esté employéz aux frais nécessaires, tant pour le paiement de deux messes, qui se célèbrent chacun jour, l'une à six, et l'autre à dix heures du matin, en la chappelle du Pallais, à l'entrée et levée de ladicte court, que pour les luminaire, ornemens et autres choses, à ce requises, lequel droict, par obmission et faute de les (*sic*) de-mander, ores qu'il ait esté payé par les bailliz, seneschaulx, et lieutenans generaulx [à leurs receptions] en ladicte court, n'avoit esté payé par les lieutenans particuliers, consultants esdictz baillaiges, advocats et substitudz du procureur general du roy esdictz baillaiges, qui ont [ce dict] honneur d'estre receuz en ladite court, et que

sentés comme les avocats du procureur général dans les bailliages et sénéchaussées. Cependant, s'ils étaient eux aussi les avocats du procureur du roi de leur juridiction, ils ne dépendaient qu'indirectement du procureur général (1).

On peut remarquer d'ailleurs que si, dans les registres du parlement de Paris, à partir de la fin du xv^e siècle, le greffier fait parler directement l'avocat du roi au nom du procureur du roi (2), dans les registres plus anciens, le greffier suppose toujours au contraire que c'est le procureur du roi qui parle par la bouche de l'avocat du roi (3). Ce changement de formule n'est certainement que

à présent les supplians auront occasion de sattisfaire aux charges susdictes, ilz requièrent leur estre sur ce pourveu ; oy sur ce le procureur general du roy, et tout conseillé (*sic*), ladicte court, ayant egard à ladicte requeste, a ordonné et ordonne que les baillifz, senechaulx, lieutenans generaulx et particulliers, civilz et criminelz, consultants, advocatz et substitudz du procureur general, desdictz baillaiges et senechaulssées, qui seront cy-après receuz en ladicte court, seront tenuz de paier ledict droict de chappelle, qui sont (*sic*) cent sols parisis, pour leurs receptions. »

(1) Les avocats du roi des sièges inférieurs ne devenaient les subordonnés directs du procureur général que quand, en l'absence du procureur du roi, ils remplissaient accidentellement les fonctions de ce dernier. V. sur ce point, *infra*, p. 162, n. 2. V. aussi Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 29-30.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 4831, f^o 174 (22 mars 1490) : « Lemaistre, pour le procureur du roy, presuppose que *de jure*, le roy en son royaume est empereur. » — X^{1a} 4920, f^o 290 v^o (25 octobre 1543) : « Le Mais-tre pour le procureur general du roy a dict que ledit procureur general du roy luy faisoit dire qu'il y a... ».

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 1480, f^o 148 (20 septembre 1418) : « Ce jour maistre Jehan Agueuin procureur du roy fist dire à la court et ex-

l'écho d'un changement réel dans la situation respective des avocats du roi et des procureurs du roi. La formule primitive indique pour les avocats du roi une subordination beaucoup plus étroite.

Il nous faut donc rechercher comment les avocats du roi ont conquis peu à peu cette indépendance relative que leur reconnaissent nos auteurs des xvii^e et xviii^e siècles. Toute l'histoire des rapports des avocats du roi et des procureurs du roi se résume en somme dans une émancipation partielle progressivement accomplie en faveur des avocats du roi. Nous allons nous efforcer d'en préciser les étapes.

§ 2. — Des atténuations successivement apportées à la subordination des avocats du roi à l'égard des procureurs du roi.

A la fin du xv^e siècle, au moment où Christophe de Carmonne nous expose dans toute sa rigueur primitive la subordination des avocats du roi à l'égard du procureur du roi, cette subordination, nous l'avons déjà entrevu (1), avait déjà subi certaines atténuations. La plupart étaient

poser par maistre Pierre de Marigny, advocat du roy. — » *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement, Procès criminels*, t. 1, f^o 327 (12 juillet 1459) : « Aujourd'huy le procureur general a dit par M^e Jean Simon son advocat. » — *Arch. nat.*, U 495, p. 16 (27 mars 1461) : « Le procureur general a dit par Ganay son avocat. » — X^{1a} 1496, f^{es} 323 v^o. 324 v^o, 17 et 18 août 1489, textes cités *supra*, p. 98, n. 1.

(1) V. *supra*, pp. 97-100.

et restèrent toujours des atténuations de pur fait, nées spontanément au gré des circonstances. D'autres, au contraire, devaient acquérir la valeur de véritables principes. Nous examinerons successivement les unes et les autres.

I. — *Atténuations de fait.*

Si les avocats du roi acquièrent peu à peu une certaine liberté d'action vis-à-vis du procureur du roi, il faut en effet reconnaître que leur situation personnelle s'y prêtait tout particulièrement. Elle joua un rôle important dans l'évolution que nous allons décrire. C'est d'abord uniquement sur le terrain des faits, en dehors de tout changement de principe, que se prépara l'affaiblissement des liens de subordination, qui retenaient à l'origine les avocats du roi dans la dépendance absolue du procureur du roi.

Nous savons déjà que les avocats du roi du parlement de Paris ont joué dès le début un rôle important au conseil du roi (1). Leur influence y dut certainement prédominer parfois sur celle du procureur du roi. Cette supériorité reconnue ainsi dans certains cas au conseil aux avocats du roi sur le procureur du roi devait avoir son contre-coup dans leurs rapports au parquet. Les conséquences devaient également s'en faire sentir dans toutes les autres juridictions.

(1) V. *supra*, pp. 89-91.

D'autre part, lorsqu'ils devinrent des officiers royaux, les avocats du roi se trouvèrent soumis, comme tout officier, à l'autorité des cours (1). Cette autorité ne se faisait pas toujours sentir dans le même sens que celle du procureur du roi et les avocats du roi étaient ainsi à même de profiter des dissensions de ces deux autorités rivales pour s'affranchir à la fois de l'une et de l'autre.

Les ordonnances, en dehors des dispositions précises que nous étudierons plus tard, tendirent, elles aussi, à rapprocher les avocats du roi du procureur du roi. Nous avons vu qu'à partir de la fin du xv^e siècle elles les mettent toujours sur le même pied (2), ce qui favorisait sans aucun doute les prétentions des avocats du roi à l'égalité complète vis-à-vis du procureur du roi.

Enfin, il faut ajouter qu'en raison même du développement considérable de leurs fonctions, les procureurs du roi très occupés fermèrent plus ou moins les yeux devant certains empiètements des avocats du roi relativement à des affaires peu importantes ou à de simples

(1) Bien que l'on ait souvent dit le contraire (V. par exemple Brissaud, *Cours d'histoire générale du droit français public et privé*, I, p. 903, n. 3), il ressort des textes que les membres du ministère public n'étaient nullement indépendants des juges. M. Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 103, a fort bien mis en lumière qu'au xiv^e siècle, dans l'opinion commune, c'était le juge qui autorisait le procureur du roi à agir et non ce dernier qui mettait le juge en mouvement. Sur la situation postérieure des gens du roi vis-à-vis des cours de justice, v. un bon développement dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 141-154.

(2) V. *supra*, pp. 81-85.

détails de service, et que la nécessité, pour les gens du roi, dans l'intérêt même du bon accomplissement de leurs fonctions, d'agir autant que possible de concert, porta tout naturellement les procureurs du roi à laisser aux avocats du roi une certaine initiative dans l'administration du parquet et à donner leur approbation complète aux actes accomplis par ceux-ci dans les cas d'urgence en dehors de toute délibération générale au parquet.

Il résulta certainement de toutes ces circonstances réunies un terrain favorable à l'acquisition pour les avocats du roi d'une certaine indépendance vis-à-vis des procureurs du roi. Nous verrons plus loin que les circonstances que nous venons de mentionner ne furent pas d'ailleurs seules à agir en ce sens, mais celles que nous avons passées sous silence, si elles se firent d'abord aussi sentir uniquement sur le terrain des faits, ne tardèrent pas à donner naissance à des règles précises, s'imposant à l'égal de principes. Nous en ajournons l'étude pour le moment et nous ne parlerons ici que de celles qui ne donnèrent lieu à l'établissement d'aucune règle formelle ou qui ne furent sanctionnées que par quelques arrêts isolés, ne suffisant pas à faire jurisprudence.

Nous examinerons comment la subordination des avocats du roi à l'égard des procureurs du roi était dès le début fortement atteinte par la situation qu'occupaient parfois les avocats du roi vis-à-vis du roi et des cours, et comment la responsabilité solidaire reconnue à la fin du xv^e siècle par les ordonnances aux procureurs du roi

et aux avocats du roi devait favoriser aussi les tendances de ces derniers à s'affranchir un peu de la dépendance rigoureuse qui les liait aux procureurs du roi. Nous indiquerons dans quelle mesure les avocats du roi empiétèrent sur le droit d'abord exclusif du procureur du roi à la signature et dans quelle mesure ils se mirent directement en rapport avec les greffes ou avec les parties, sans attendre les communications à eux faites par les procureurs du roi. Nous insisterons enfin sur la part qui revenait aux avocats du roi dans la nomination des substituts du procureur du roi quand ceux-ci n'étaient pas eux-mêmes des officiers royaux et sur les limitations pratiques que subit le droit d'aveu et de désaveu du procureur du roi par rapport aux avocats du roi.

1. — *Situation des avocats du roi vis-à-vis du roi et des cours.* — La situation des avocats du roi vis-à-vis du roi et des cours est en effet selon nous le premier facteur qui permit aux avocats du roi de s'affranchir quelque peu de la subordination des procureurs du roi. Le crédit personnel des avocats du roi auprès du roi faisait souvent que les avocats du roi recevaient directement les ordres du roi (1). Cette attitude don-

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1571, f^o 36 (23 novembre 1551) : « Ce jourd'huy Maistre Pierre Seguyer advocat du roy a dict a la court que le dernier jour qu'il parla au roy en ceste ville avant son partement d'icelle, ledit seigneur luy commanda dire à ladite court de par luy qu'elle eust a mettre fin à ses lettres patentes qu'il a envoiées à ladite court touchant les petites dates et autres lettres de declaration pour les procurations passées et à passer *ut trahantur etiam ad preterita...* » — X^{1a} 1528, f^o 716 (23 août 1525) : « Ce jour sur ce

nait une certaine force aux prétentions des avocats du roi. C'est sans aucun doute de ces faits qu'ils s'inspiraient surtout quand, faisant abstraction eux aussi du procureur du roi, ils prenaient directement leurs conclusions au nom du roi (1). L'autorité du procureur du roi sur les avocats du roi ne subissait pas moins d'atteinte quand le roi consultait seulement un de ses avocats pour la conclusion de certains actes et que le procureur général, complètement tenu à l'écart, n'avait connaissance de ces derniers qu'au moment où ils étaient présentés au parlement (2). Il en était de même quand l'avocat du roi recevait directement les ordres du parlement et surtout quand ces ordres étaient en opposition avec ceux que lui avait donnés le procureur général (3).

que Maître Pierre Lizet advocat du roy en la court de ceans s'est voullu excuser de ne besongner aux articles qui ont esté ordonnés estre faits par les gens du roy dès le XXVII^e du moys passé à l'encontre de Messire Anthoine Duprat chancelier de France disant que Madame mère du roy régente en France luy avoit escript de ne s'en mesler... » — X^{ia} 4872, f^o 332 (30 juin 1523) : « Ce faict et après que Maistre Pierre Lizet pour ledit demandeur (le procureur général agissant contre le comte de Flandres et d'Artois en confiscation de fief pour cause de rébellion et désobéissance) auquel le roy a dit qu'il vouloit qu'il ne parlast de la personne dudit défendeur, mais seulement de son droit. »

(1) V. *supra*, pp. 95-96.

(2) *Arch. nat.*, X^{ia} 1631, f^o 326v^o (17 février 1571) : « A esté mandé led. M^e Guy Dufaur qui a supplié la court de l'excuser de porter la parole pour le procureur general du roy en cest affaire d'aultant que le roy luy avoit fait cest honneur de luy demander son advis sur le faict et fons de l'affaire, auquel il avoit respondu de ce qu'il en scavoit qu'il y avoit lieu de transaction. » Le procureur général voulait précisément s'opposer à cette transaction.

(3) V. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 147.

2. — *De la responsabilité solidaire reconnue par les ordonnances aux avocats du roi et aux procureurs du roi.* — L'autorité du procureur du roi sur les avocats du roi fut aussi indirectement amoindrie par les nombreuses ordonnances que nous avons déjà eu l'occasion d'examiner (1). En rendant les avocats du roi solidairement responsables du procureur du roi, non seulement dans la poursuite des affaires intéressant le roi ou le public (2), mais encore dans la plupart des actes purement administratifs qui incombait au procureur du roi, elles conféraient implicitement aux avocats du roi un droit de surveillance continue sur toute l'action judiciaire et administrative du procureur du roi.

3. — *Des empiètements des avocats du roi sur le droit de signature des procureurs du roi.* — Indépendamment du principe en vertu duquel les avocats du roi prenaient toujours la parole au nom du procureur du roi, la prépondérance du procureur du roi sur les avocats du roi se marquait extérieurement surtout en ce que toutes les pièces écrites, conclusions ou autres, devaient être signées par le procureur du roi et ne devaient même être signées que par lui. Les avocats du roi n'étant que de simples conseillers du procureur du roi, ce dernier, qui

(1) V. *supra*, pp. 84-85.

(2) On pourra se reporter pour cette responsabilité solidaire des avocats du roi et des procureurs du roi, aux exemples d'arrêts cités par La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, t. II, ch. VII, n° 51, p. 400.

seul représentait le roi, avait également seul qualité pour signer tous les actes. C'est un principe qui resta debout jusqu'à la fin, malgré les dérogations fréquentes qu'on y apporta. On peut dire d'une façon générale, abstraction faite des cas d'absence du procureur du roi, dont nous aurons à nous occuper plus tard (1), qu'il fut toujours reconnu au procureur du roi un droit exclusif à la signature. Cependant, nous allons voir bientôt que dès la fin du xv^e siècle les avocats du roi prirent souvent le droit de signer eux-mêmes les conclusions. Leurs empiétements sur ce point purent même s'autoriser de quelques arrêts isolés, mais ceux-ci ne parvinrent jamais à faire autorité. Nombreuses sont les décisions judiciaires qui refusent la signature aux avocats du roi. Elles s'échelonnent jusqu'à la veille de la Révolution. Leur fréquence même atteste d'ailleurs la multiplicité des abus commis à ce sujet par les avocats du roi.

Il suffit de parcourir les registres du parlement de Paris pour constater que les avocats du roi y signaient des conclusions, soit seuls, soit avec le procureur général (2). Nous savons aussi par des pièces mentionnées dans un arrêt du conseil privé du roi, qui fut rendu le

(1) V. *infra*, p. 162, n. 2.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 4829, f^o 401 (5 août 1488) : « *Sic signatum P. Luillier.* » — *Ibidem*, f^o 405v^o (7 août 1488) : « *Sic signatum P. Luillier.* » — En 1527, dans le procès du connétable de Bourbon, les conclusions du procureur général sont signées de lui et des deux avocats du roi. La signature du procureur général se trouve au milieu de celles des deux avocats du roi (*Arch. nat.*, U 495, p. 111).

14 juillet 1601 pour les gens du roi du parlement de Toulouse, que les avocats du roi participaient à la signature, non seulement dans ce dernier parlement, mais aussi dans beaucoup d'autres, en particulier aux parlements de Bretagne, de Bordeaux, de Provence et de Grenoble (1). Dans l'arrêt indiqué, le conseil ne fit même que confirmer un arrêt du parlement de Toulouse en date du 24 novembre 1597, par lequel cette participation avait été officiellement consacrée (2). Elle le fut même

(1) Arrêt du conseil privé du roi du 14 juillet 1601, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et réglemens notables*, 1, 2, p. 261 : «... Cahiers d'extraits des conclusions criminelles des années 1550, 1551, 1554, 1558, 1559, 1566, où lesdits avocats ont signé seuls, dix cahiers d'extraits des conclusions et appointemens par escrit du greffe civil des années 1551, 1552, 1553, 1554, 1557 et 1558, où les avocats Daiga et Mausencal signent seuls, parlant pour le procureur général du roy... Acte expédié par le greffier du parlement de Grenoble suivant l'ordonnance de la cour apposée à la requeste des défendeurs de l'usage et reglement que tiennent entr'eux les gens du roy de ladite cour du vingt-huictiesme octobre dernier, pareil acte d'usage du parlement de Provence signé du greffier d'iceluy par ordonnance d'icelle cour du 2 mars dernier, attestation signée Pontac de pareille usage du parlement de Bordeaux du dix septiesme février avec plusieurs requestes respondues ou arrests passez par expedient ès années 1590 et 1591 audit parlement par les avocats et procureur du roy indifferemment, quatre requestes expédiées à Rouen ès années 1599, 1600 et 1601 signées indistinctement desdits avocats et procureur general du roy, deux cayers signez du greffier du parlement de Bretagne ès années 1600 et 1601 où l'avocat general Brunel a signé en la pluspart... »

(2) Arrêt du parlement de Toulouse du 24 novembre 1597, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 259 : « Et néanmoins que les requestes et autres actes importans qui seront déliberez et arreztez au parquet seront signez par les avocat et procureur general, suivant l'ordre et séance qu'ils tiennent ès audiences de ladite cour. Et pour le regard des affaires de peu d'importance, desquels n'est requis autre délibé-

encore par un second arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602, qui précisa en outre que les expédients pris au parquet seraient signés indifféremment par celui ou ceux des gens du roi qui s'y trouveraient présents (1).

Comme on le voit par ces arrêts consécutifs, les procureurs du roi n'étaient pas sans opposer une sérieuse résistance aux prétentions des avocats du roi à la signature. L'édit d'érection en titre d'office des substituts des procureurs généraux de mai 1586 déniait en effet implicitement ce droit aux avocats du roi. Il déclarait formellement que ces substituts signeraient les conclusions en l'absence du procureur du roi (2). C'était dire d'une façon indirecte que toutes les conclusions devaient être signées par le procureur du roi.

Sans doute, les avocats du roi durent jusqu'à la fin continuer plus ou moins leurs usurpations du droit de signature, qui était pourtant exclusivement réservé en

ration, pourront estre expediez et signez par l'un des advocats et procureur general suivant l'ancienne observation. »

(1) Arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 263 : « Les expediens qui seront prins au parquet seront signez par celuy ou ceux desdits advocats et procureurs généraux qui y auront assisté. »

(2) Edit d'érection en titre d'office des substituts des procureurs généraux du roi de mai 1586 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 66) : « ... Lesquels substituts tiendront registres des conclusions prinses par nosdits procureurs et advocats généraux, pour y avoir recours quand il y escherra : et manieront toutes les affaires de nostre parquet, soubs et en l'absence de nostre procureur general, signeront les conclusions en ladite absence ou empeschement. »

principe au procureur du roi (1). Quoi qu'il en soit, de nombreux arrêts rendus pour les bailliages et sénéchaussées ou même pour des cours souveraines proclament de la façon la plus nette que la signature appartient au procureur du roi ou à son substitut. Certains sont antérieurs à l'arrêt du parlement de Toulouse mentionné plus haut, mais la plupart sont postérieurs et quelques-uns se placent même à la veille de la Révolution (2). Il en est qui sont tout particulièrement affirmatifs et qui précisent que les conclusions doivent être uniquement signées par le procureur du roi, refusant ainsi aux avocats du roi la liberté d'y joindre leur signature à celle du procureur du roi (3).

(1) V. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 90-91.

(2) Arrêt du 21 août 1574 pour Riom, dans Girard et Joly, *op. cit.*, II, pp. 1251-1252 ; Règlement du 17 avril 1601 pour Beaufort en Anjou, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 305 ; Règlement du conseil privé du roi du 26 septembre 1602 pour la chambre de l'édit de Nérac, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 263 ; Règlement du 7 septembre 1606 pour Forez, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 305 ; Règlement du 26 mars 1612 pour la cour des aides de Rouen, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 257 ; Règlement du 14 août 1624 pour Poitiers, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 303 ; Règlement du 17 janvier 1779 pour Provins, art. 14, dans Guyot, *Répertoire*, XIII, v. *Procureur du roi*, p. 727.

(3) Règlement du 22 novembre 1575 pour Amiens (*Arch. nat.*, X^{1a} 5060, f^o 67) commenté par M. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. 56. — Edit d'août 1581 confirmatif sur ce point des arrêts antérieurs, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 243 : « Et seront nosdits procureurs tenus mettre et employer leurs dites taxes au pied des conclusions, qu'ils délivreront et signeront seuls suivant les arrests de nostre dite cour

On n'admettait même pas en général que les avocats du roi signassent les écritures qu'ils rédigeaient eux-mêmes. Ces écritures devaient, elles aussi, être signées par le procureur du roi, et on autorisait seulement les avocats du roi à y apposer leur paraphe à côté de la signature du procureur du roi (1).

sur ce donnez. » — Règlement du 11 juillet 1562 pour Provins, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 268 : « ... et seroient lesdites escritures, inventaires, conclusions, requestes et autres expéditions signées du defendeur seul (le procureur du roi), sauf au demandeur (l'avocat du roi) de parapher les escritures qu'il auroit faites. » — Arrêt des Grands Jours de Lyon du 29 novembre 1596 pour Lyon, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 266 : « Ne pourront les advocats signer ni paraffer aucunes conclusions, ny escritures, plaidoiries ou expéditions : bien pourront paraffer avec la signature dudit substitut les escritures qu'ils auront faites ès procez appointez en droict, conformément audit arrest. » — Arrêt du 2 juillet 1622 pour Guéret, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 293 : « Que toutes les conclusions, tant préparatoires que définitives seront signées par ledit Bourgeois seul (le procureur du roi). Fait defenses audit Tourniol (l'avocat du roi) d'en signer aucune, à peine de nullité. » — Arrêt du 2 juin 1623 pour Poitiers, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 302 : « Nostredite cour a ordonné et ordonne que les conclusions et résolutions... seront signez par l'un desdits Mayaud et Jarno substitués seulement. » — Règlement de la cour des aides du 20 juillet 1629 pour l'élection et grenier à sel de Doullens, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 278 : « Et quant aux conclusions, seront signées par ledit substitut seul. » — Règlement du 13 août 1740 pour Rennes, dans Guyot, *Répertoire*, XIII, v. *Procureur du roi*, p. 723, n. 1 : « Ordonne que ledit substitut signera seul les conclusions, et qu'elles seront intitulées en son nom. »

(1) Règlement du 11 juillet 1562 pour Provins, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 268 ; arrêt des Grands Jours de Lyon du 29 novembre 1596 pour Lyon, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 266 (Textes cités *supra*, p. 410, n. 3). — Arrêt du 2 juillet 1622 pour Guéret, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 293 : « Ordonne la cour que les inventaires des procez, tant civils que criminels, où ledit Bourgeois (procureur du

Il est bon d'ailleurs de remarquer que, quels que fussent les abus tolérés par les cours au sujet de la signature que les avocats du roi s'attribuaient parfois en fait, jamais on ne trouva suffisante la signature des avocats du roi quand il s'agissait de quelque chose d'important. On voit par exemple le parlement de Paris rendre aux gens du roi des conclusions prises par eux sur un édit parce que ces conclusions n'étaient signées que d'un avocat du roi et déclarer qu'il fallait que ces conclusions fussent signées par le procureur général (1). Ce n'est également que pour les affaires de peu d'importance que le parlement de Toulouse, dans un arrêt déjà cité, reconnaissait suffisante la signature de l'un quelconque des gens du roi. Pour les actes importants, il décidait

roi) sera partie pour l'intérêt du roy et du public, seront par luy dressés et signés, et communiqués audit Tourniol (avocat du roi), qui sera tenu faire les escritures, lesquelles seront pareillement signées dudit Bourgeois. » — Règlement du 14 août 1624 pour Poitiers, dans Filleau, *op. cit.*, 1, 2, p. 304. — Règlement de la cour des aides du 20 juillet 1629 pour l'élection et grenier à sel de Doullens, dans Filleau, *op. cit.*, 1, 2, p. 278 : « Et au regard de la presseance, appartiendra icelle audit avocat, lequel portera la parole, et fera toutes les escritures esquelles le roy sera partie, et après qu'icelles auront esté releuës audit parquet, seront signées dudit substitut, et paraphées dudit avocat. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1599, f^o 507, (26 janvier 1561) : « A esté leu derechef l'édict dont est question, ensemble les conclusions prises sur icelluy ledict jour XXIII^e de ce mois signées Dumesnil, lesquelles leues et lesdicts gens du roy mandés leur a esté dict qu'il failloit qu'elles feussent signées par ledict procureur general du roy et leur ont esté rendues. »

que la signature de tous les gens du roi était nécessaire (1).

Les textes que nous avons invoqués suffisent d'autre part pour nous permettre de conclure que malgré ce dernier arrêt et quelques autres, l'exercice de la signature par les avocats du roi ne parvint pas à s'implanter d'une manière stable et que ce ne fut jamais pour eux un droit véritable, mais au contraire une simple tolérance. Il faut seulement faire exception pour les affaires d'audience où le droit de signature résulta pour les avocats du roi du partage d'attributions que nous verrons plus tard s'être effectué entre eux et les procureurs du roi (2).

4. — *Rapports directs des avocats du roi avec les greffes et avec les parties.* — Ce que nous avons dit de la signature s'applique également à la liberté prise par les avocats du roi dans les rapports du parquet avec les greffes et avec les parties. Le procureur du roi, en sa qualité de chef du parquet, avait seul le droit de se mettre en rapport direct avec les greffes et d'y retirer des pièces. C'est aussi à lui que les parties devaient faire les communications qui leur étaient imposées. Les ordonnances qui prescrivent la communication de certaines procédures au ministère public parlent toujours exclusivement des procureurs du roi (3). Néanmoins, on trouve aussi des

(1) Arrêt du parlement de Toulouse du 24 novembre 1597, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 259 (Texte cité *supra*, p. 408, n. 2).

(2) V. sur ce point, *infra*, p. 174, n. 1.

(3) Ord. de 1453, art. 31 (Isambert, *Anc. lois*, IX, p. 215) : « Et qu'incontinent que ledict criminel sera mis ès prisons de nostre-

arrêts qui reconnurent aux avocats du roi la faculté de retirer du greffe les pièces et procès au même titre que les procureurs du roi (1). C'était aussi un usage bien établi pour les parties de se mettre directement en rapport avec l'avocat du roi de service à l'audience pour tout ce qui concernait les affaires tranchées en audience publi-

dicte court, que ceux qui l'auront amené mettent par-devers icelle nostredicte court, les informations, confessions, charges et procès touchant la matière d'iceluy criminel ou prisonnier, lesquelles informations, procez et confessions, nous ordonnons promptement estre par les présidens baillez et distribuez à aucuns de noz conseillers en nostredicte court, ou à nostre procureur général, ainsi qu'ilz verront estre à faire, pour iceux veoir et rapporter en nostredicte court, pour sur ce estre ordonné comme il appartiendra par raison. » — Ord. de 1539, art. 145 (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 630) : « Et sitost que la plainte desdits crimes, excez et maléfices aura esté faicte ou qu'ils en aurent autrement esté advertis, ils en informeront ou feront informer bien et diligemment, pour incontinent après informations faites, les communiquer à nostredit procureur, et veuës ses conclusions (qu'il sera tenu promptement mettre au bas desdites informations, sans aucun salaire en prendre) être décerné par le juge telle provision de justice qu'il verra estre à faire selon l'exigence du cas. » Art. 147 : « Et après lesdicts interrogatoires parfaicts et parachevez et mis en forme, seront incontinent montrés et communiqués à nostre procureur, qui sera tenu les voir à toute diligence, pour avec le conseil de son advocat prendre les conclusions pertinentes. » — Ord. de 1670, tit. XIV, art. 17 (Isambert, *Anc. lois*, XVIII, p. 400) : « Les interrogatoires seront incessamment communiqués à nos procureurs ou à ceux des seigneurs, pour prendre droit par eux, ou requérir ce qu'ils aviseront. »

(1) Arrêt du parlement de Toulouse du 24 novembre 1597, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 259 : « La cour, les deux chambres assemblées, grande et petite tournelle, a ordonné et ordonne que le recouvrement des procez et autres pièces des greffes de la cour, se fera indifféremment par les clercs de l'avocat et procureur général du roy, lesquels s'en chargeront comme ont accoustumé sur les registres d'iceux. »

que qui rentraient, en vertu du partage d'attributions que nous étudierons plus tard, dans les procès spécialement dévolus aux avocats du roi (1). Malgré ces pratiques, les communications faites directement par les greffes ou les parties aux avocats du roi étaient contraires aux principes et elles ne reçurent jamais de consécration officielle d'une portée générale (2).

5. — *De la participation des avocats du roi à la nomination des substituts.* — Il en fut de même de l'usage qui s'implanta dans les parlements d'exiger pour la nomination des substituts du procureur général que les avocats du roi aient été consultés et aient approuvé le choix du procureur général. L'édit de 1586 qualifiait en effet les substituts de conseillers et substituts des procureurs généraux, faisant ainsi entendre qu'ils dépendaient surtout du procureur général (3). Si l'on trouve encore après la qualification de substituts des avocats et procureurs généraux (4) et la qualification de substituts des gens du

(1) V. Jousse, *Traité de la justice criminelle de France*, II, Paris, 1774, p. 766 ; Poullain du Parc, *Principes du droit français suivant les maximes de Bretagne*, XII, p. 559 ; *Journal des audiences et arrêts du parlement de Bretagne*, I, pp. 150-151. — Cf. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 214, n. 1, p. 357.

(2) V. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, pp. 683-684.

(3) Edit de mai 1586 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, pp. 65-66) : « Creons, erigeons et établissons en tiltre d'office formé, en chacune de nos cours de parlements, grand conseil, cour des aydes, et autres cours souveraines, où nous avons procureurs généraux, des substituts qui s'intituleront nos conseillers et substituts de nos procureurs généraux. »

(4) V. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, II, p. 193.

roi (1), elles sont plutôt exceptionnelles et il y a même des arrêts qui les condamnent très nettement (2). Il était donc naturel, en raison de leur situation qui faisait d'eux les subordonnés directs du procureur général et seulement à titre accessoire les subordonnés des avocats du roi, que, quand ils n'étaient pas en titre d'office, les substituts fussent nommés exclusivement par le procureur général. La participation des avocats du roi à cette nomination nous met donc en présence d'un nouvel empiétement des avocats du roi sur les droits des procureurs du roi. Il faut toutefois remarquer dès maintenant que c'était là un empiétement plus apparent que réel et que la participation des avocats du roi à la nomination des substituts du procureur général, si elle n'entraînait pas dans les principes qui devaient régir les rapports des procureurs du roi et des avocats du roi, résultait néanmoins de la logique des faits.

Il fut en effet une époque où le droit de se nommer des substituts appartenait aussi bien aux avocats du roi qu'aux procureurs du roi. Du Luc cite en ce sens un arrêt de 1453 (3). Ce n'est pas d'ailleurs le seul témoignage que nous ayons du droit reconnu aux avocats du

(1) V. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 26, n. 2.

(2) V. Saulnier de la Pinelais, *loc. cit.*

(3) Du Luc, *Placitorum summae apud Gallos curiae libri XII*, p. 94 : « *Ut regio cognitori subcognitorem, ita et causidico subcausidicum dare licere. Itaque a regio causidico suffectum admitti, et suffectiois tabulas in acta publica referri placuit. Id. decemb. M.CCCC.LIII.* »

roi de se nommer des substitués. Un passage des registres du parlement de Paris nous fait voir, à la date du 15 juillet 1452, un substitut de l'avocat du roi et un substitut du procureur général, qui prennent en commun des conclusions devant la cour (1). Nous ne pouvons pas citer d'exemples de substitués nommés par les avocats du roi des juridictions inférieures, mais il ne semble pas impossible que le droit d'en nommer leur ait été anciennement reconnu.

Quoi qu'il en soit, ce droit serait tombé en désuétude pour eux comme pour les avocats du roi des parlements par une conséquence directe de l'obligation qui incombait aux avocats du roi comme aux procureurs du roi de rétribuer à leurs frais leurs substitués (2). Bien que l'ordonnance de 1579, dans son article 157, admette encore implicitement la faculté pour les avocats généraux de se nommer des substitués (3), ce droit n'était plus depuis longtemps exercé que par le procureur général, qui continua comme par le passé à nommer seul ses substitués (4).

Il est néanmoins assez facile de comprendre qu'en raison du maintien théorique du droit de substituer des avo-

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1483, f° 37 v° (15 juillet 1452) : « Ce jour, après que M^e Pierre de Torcy substitut de M^e Jean Simon advocat du roy et M^e Jacques Ferrand substitut du procureur general du roy ont exposé à la cour que... »

(2) Ord. d'octobre 1351, art. 20 (*Ord.*, II, p. 456).

(3) Ord. de 1579, art. 157 (*Isambert, Anc. lois*, XIV, p. 419).

(4) Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 64.

cats du roi, ceux-ci aient pris l'habitude d'intervenir dans les nominations des substituts du procureur général. C'était là pour les avocats du roi une compensation de leur abstention de se choisir eux aussi des substituts. Depuis l'édit de 1554, qui permit aux avocats du roi et aux procureurs du roi de faire entrer en taxe les vacations de leurs substituts, les avocats du roi pouvaient en effet éprouver quelque velléité de mettre à profit leur droit de substituer (1). Aussi, l'intervention des avocats du roi ne semble avoir été admise d'abord que pour la nomination d'un des substituts du procureur général (2). Ce ne fut qu'ensuite que les avocats du roi furent appelés à donner leur avis pour la nomination de tous les substituts.

Cette intervention des avocats du roi devait disparaître en même temps que le droit de nomination du procureur général en vertu de l'édit de 1586, qui créa les substituts en titre d'office. Il n'en fut rien. On trouve encore après des substituts nommés par le procureur général et l'habitude de consulter sur ces nominations ou tout au moins sur l'une d'elles les avocats généraux semble s'être également conservée. La Roche-Flavin nous fait connaître que de son temps les substituts ne furent jamais reçus à Toulouse en office formé et qu'ils étaient nommés par le procureur général sur avis des avocats

(1) V. Rebuffe, *Les édicts et ordonnances des roys de France*, Lyon, 1575, p. 44, n. a.

(2) Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 64.

généraux (1). Un règlement du conseil privé du roi du 26 septembre 1602 pour la chambre de l'édit de Nérac déclare que le procureur du roi prendra ses substituts tels qu'il avisera, mais qu'il sera tenu d'en pourvoir un qui lui sera nommé par l'avocat du roi (2). On rencontre même des nominations de substituts faites seulement par un avocat général, mais il n'y a pas lieu de s'y arrêter en raison de leur caractère exceptionnel (3).

Bien que reconnue officiellement par quelques arrêts (4), la participation des avocats du roi à la nomi-

(1) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, I, II, ch. VII, nos 29 et 111.

(2) Arrêt du conseil privé du roi du 26 septembre 1602 pour la chambre de l'édit de Nérac, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 263 : « Le procureur prendra ses substituts tels qu'il avisera, entre lesquels sera tenu d'en pourvoir un qui luy sera nommé par l'avocat. »

(3) V. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 64.

(4) Arrêt du parlement de Toulouse du 24 novembre 1597, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 260 : « Et pour le regard des substituts dudit procureur general du roy necessaires au parquet, ordonne la cour que ledit procureur general en prendra le moins que luy sera possible, avec l'avis toutesfois dudit advocat general du roy. » — Arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 262 : « Les substituts du procureur general du roy, tant au parquet qu'aux judicatures des sieges royaux du ressort, esquels il n'y aura substitut en titre, seront pris et commis par le procureur general avec l'avis desdits advocats : et où celui que ledit procureur general aura prins, ne sera de la qualité requise, ledit procureur general en pourra prendre un autre avec aussi l'avis desdits advocats, et lors qu'il sera necessaire de bailler lettres de substitution, le procureur general seul les baillera, et prendra aussi seul les substituts pour les commissions ordinaires et extraordinaires, tant dans la ville de Tholose que hors d'icelle, sans pour

nation des substituts n'acquiesça d'ailleurs jamais la valeur d'un principe général et absolu. L'arrêt du parlement de Rennes rendu en 1632 pour le procureur général et un avocat général décidait encore que les substituts seraient nommés seulement par le procureur général (1). Ce n'est que par un accord intervenu en 1635 entre les gens du roi de ce parlement qu'il fut convenu que le procureur général ne présenterait aucun substitut sans en avoir conféré avec les avocats généraux (2). En raison de la nature de cet acte, la reconnaissance qui s'y trouve du droit des avocats généraux de participer à la nomination des substituts n'a aucun caractère officiel.

On peut donc dire que cette participation se présentait encore d'une façon générale comme une atténuation de pur fait à la subordination primitivement absolue des avocats du roi à l'égard des procureurs du roi. Elle n'empêchait pas le procureur général d'être le chef du parquet. Comme celles que nous venons d'examiner en dernier lieu, elle avait sa source dans une tolérance du procureur du roi.

C'est au contraire surtout de la situation spéciale reconnue aux membres du ministère public dans les inter-

ce regard prendre avis desdits avocats. — V. aussi l'arrêt du conseil privé du roi pour la chambre de l'édit de Nérac cité *supra*, p. 119, n. 2.

(1) V. Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 120.

(2) V. Saulnier de la Pinelais, *op. cit.*, p. 121.

ventions nécessitées par les intérêts dont ils avaient la garde que résultèrent les restrictions pratiques qui furent apportées à l'exercice par le procureur du roi de son droit d'avouer et de désavouer les avocats du roi.

6. — *Des limitations pratiques du droit du procureur du roi d'avouer et de désavouer les avocats du roi.* — Le droit du procureur du roi de désavouer les avocats du roi ne peut faire aucun doute. On en peut citer une application au début du xvii^e siècle contre l'avocat général Servin (1). Si ce dernier protesta, il se fonda uniquement sur la nature des réquisitions par lui faites et désavouées par le procureur général sans songer à nier le droit de désaveu de celui-ci (2). Ce droit resta intact jusqu'à la fin. Il reçut seulement certaines limitations pratiques, qui furent surtout la résultante des divers principes qui faisaient du procureur du roi un plaideur à bien des égards privilégié.

Dès la fin du xv^e siècle, on trouve affirmé le principe que les avocats du roi n'ont pas besoin d'être avoués par le procureur du roi (3). Cela n'empêchait pas sans doute

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1822, f^o 413 v^o, 6 février 1609.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1822, f^o 414 v^o (7 février 1609) : « Ledict advocat du roy Servin espere contenter ladicte cour par raisons sy pertinentes qu'elle jugera qu'elle n'a rien faict que bien et en la forme et au fond et que ledict procureur general n'a peu ny deu parler en termes de desadveu ny autres semblables contre ce qui a esté requis par luy advocat du roy et ordonné par arrest de la cour conformement au requisitoire. »

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 8312, f^o 91 (17 juillet 1471) : « Et aussi peuvent lesdits advocas et leur appartient de proposer, remonstrer, pour-

le procureur du roi de le faire et cela ne touchait en rien à son droit de désaveu. Néanmoins, cela pouvait aboutir en pratique à lui enlever certaines occasions de l'exercer. D'autre part, ce droit n'était pas d'une utilité absolue pour les procureurs du roi. Certaines facilités leur étaient accordées pour se relever de leurs fautes ou erreurs (1) et on ne pouvait pas leur refuser les mêmes facilités quand il s'agissait de fautes ou erreurs commises par les avocats du roi. Il semble donc que dans ces conditions le désaveu des avocats du roi était pour le procureur du roi un acte superflu, qu'il n'accomplissait que quand des circonstances particulières paraissaient l'exiger.

En dehors de ces restrictions qui s'imposèrent d'elles-mêmes dans la pratique, nous n'avons connaissance d'au-

suir et defendre les drois du roy, les ordonnances, l'auctorité, ordre, arrests et jugemens de la cour, obvier au dommage du roy et faire tout ce qui appartient, et pour le bien de justice, present ou non ledit procureur du roy, sans nécessité d'aucun adveu. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 5048, f^o 91 v^o (1^{er} mars 1574) : « Le roy n'a aucun besoing de desadvouer son procureur general parce que ledict procureur general ne peult faillir ny en faict ny en droict, c'est-à-dire sa faulte, si par fortune il tombe en aulcune ne peult faire ne tant ne quant de préjudice au roy. Tous M^{rs} de ceans presidents et conseillers sont tous procureurs du roy et ne prennent des conclusions de Monsieur le procureur general que ce quy est utile au roy. Il a y plus. Luy mesme, Monsieur le procureur general, par une simple requeste en papier, refaict, r'habille, corrige, repare, *si quid quacumque causa peccatum sit sive in jure sive in facto*. Il n'a aucun besoing ny d'être desadvoué ny de prendre requeste civile ny lettres de relief ou restitution d'aveu par une requeste verballe ou baillée en papier. Il est tousjours relevé. »

cun principe qui soit venu à un moment quelconque restreindre le droit de désaveu des procureurs du roi.

On serait peut-être tenté de citer comme énonçant un tel principe une phrase de la protestation faite devant le parlement par l'avocat général Servin après le désaveu dont il fut l'objet de la part du procureur général. Elle semble indiquer que le procureur du roi ne pouvait désavouer un avocat du roi qu'après en avoir eu un avis conforme de l'autre avocat du roi (1). Cette exigence aurait constitué une entrave importante pour le droit de désaveu du procureur du roi dans toutes les juridictions où il y avait plusieurs avocats du roi. On ne peut toutefois se contenter de l'affirmation de Servin, étant données surtout les circonstances dans lesquelles elle eut lieu, pour dire que l'obligation pour le procureur du roi, lorsqu'il voulait désavouer un avocat du roi, de consulter l'autre avocat du roi, devint un principe officiellement reconnu.

On trouve aussi dans un règlement du 14 août 1624 pour Poitiers une disposition qui interdit au procureur du roi de désavouer celui des avocats du roi qui aura été

(1) *Arch. nat.*, X¹⁸ 1822, f^o 413 v^o-414 (7 février 1609) : « Lesquels termes ledit advocat Servin a estimé debvoir relever mesmement après avoir sceu de l'advocat du roy Me Cadrin le Bret son collegue et que si ledict procureur general a tranché le mot de desadveu ce n'avoit pas esté de son advis n'ayant dit à icelluy advocat du roy Lebret qu'il voulust faire telle proposition ains seulement requerir qu'il pleust a la cour s'esclaircir de ce qui avoit esté resolu au parquet lors que l'appointement qui a esté présenté a la cour y fust arresté... »

obligé de parler et conclure sur-le-champ sans prendre l'avis du procureur du roi et de l'autre avocat du roi (1). Nous ne pensons pas non plus que cet arrêt isolé suffise pour nous faire voir dans cette restriction apportée au droit de désaveu du procureur du roi autre chose qu'une simple consécration officielle d'un usage plus ou moins généralement suivi. En principe, ce droit de désaveu était encore si illimité à l'époque où se place notre arrêt qu'on jugeait utile d'ajouter dans la disposition citée que le procureur du roi ne pourrait non plus désavouer l'avocat du roi qui après avoir conféré avec les autres membres du parquet concluait à l'audience conformément aux résolutions prises en commun. Malgré le caractère équitable et rationnel de cette dernière prescription, rien ne permet d'affirmer qu'elle acquit une portée générale.

Ces restrictions du droit de désaveu du procureur du roi ne nous font donc pas encore sortir du terrain des faits. En dépit de toutes les atténuations que nous venons de voir réduire la subordination primitive des avocats du roi à l'égard du procureur du roi, nous n'avons encore découvert aucun principe capable de faire sentir son action d'une façon continue. L'autorité du procureur

(1) Règlement du 14 août 1624 pour Poitiers, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, pp. 303-304 : « Ne pourront lesdits substituts, désavouer celui des advocats qui aura esté obligé de parler et conclure sur-le-champ, sans avoir eu le loisir d'en conférer, ny celui qui apres en avoir communiqué aura requis et conclu selon la résolution prise en commun. »

du roi sur les avocats du roi n'en conservait pas moins le plus souvent toute son efficacité première. Elles résultaient pour la plupart de concessions au moins tacites des procureurs du roi dans l'intérêt même du bon fonctionnement du service qu'ils étaient chargés d'assurer avec les avocats du roi. Quant à celles qui n'avaient pas cette origine, elles ne se faisaient pas sentir quand les relations des membres du parquet étaient à leur état normal. C'est ainsi que l'atteinte la plus sérieuse que nous ayons vu porter à l'autorité du procureur du roi sur les avocats du roi, celle qui résultait de la situation que pouvaient avoir les avocats du roi vis-à-vis du roi et des cours, n'était de nature à agir que dans des circonstances que l'on peut considérer comme tout à fait exceptionnelles. Si l'on fait abstraction de ces circonstances, le procureur du roi serait resté à même, malgré toutes les limitations que les faits apportaient à son autorité, de faire prévaloir celle-ci toutes les fois que l'intérêt du roi ou du public l'aurait exigé. Il serait demeuré le chef absolu du parquet et aurait conservé dans la direction des affaires une prépondérance incontestable.

Nous allons voir maintenant qu'il n'en fut pas toujours ainsi. C'est qu'en effet, à côté des restrictions que nous venons de passer en revue, d'autres beaucoup plus importantes firent aussi leur apparition et portèrent une atteinte beaucoup plus sérieuse à l'autorité du procureur du roi sur les avocats du roi. Elles furent d'abord comme les premières de simples atténuations de fait de cette au-

torité. Toutefois, comme elles étaient toutes de nature à faire sentir leur influence d'une façon permanente et non pas seulement à intervalles plus ou moins éloignés, elles ne tardèrent pas à devenir de véritables principes sanctionnés par les ordonnances ou par de nombreux arrêts. Le moment est venu de nous en occuper.

II. — *Atténuations de droit.*

Sans doute, le procureur du roi resta jusqu'à la fin le chef réel du parquet. C'est toujours à lui qu'appartint l'initiative en toute matière. Les avocats du roi parlèrent toujours exclusivement en son nom. Cependant, la supériorité du procureur du roi sur les avocats du roi eut à souffrir dès le début de la considération plus grande, dont on avait coutume, en dehors du parquet, d'entourer les avocats par rapport aux procureurs. L'analogie relative des fonctions des avocats du roi et des avocats d'une part et l'analogie relative des fonctions des procureurs du roi et des procureurs d'autre part conduisirent tout naturellement à faire admettre qu'entre les gens du roi la préséance appartenait aux avocats du roi et non aux procureurs du roi. C'était là, sans contredit, pour les procureurs du roi, un amoindrissement considérable de prestige. Leur prépondérance effective n'en subissait d'ailleurs aucune atteinte.

Il n'en fut pas de même lorsqu'à la fin du xv^e siècle plusieurs ordonnances imposèrent aux procureurs du roi l'obligation de consulter les avocats du roi pour cer-

taines affaires et de n'y agir qu'en conformité d'opinions avec eux. L'autorité du procureur du roi sur les avocats du roi subissait de ce fait un affaiblissement réel. Cet affaiblissement fut encore accru par l'usage qui finit par acquérir la sanction royale de réserver en principe la plaidoirie exclusivement aux avocats du roi. Non seulement les procureurs du roi furent désormais tenus de consulter en toute chose importante les avocats du roi, mais ils durent, sauf dans des circonstances exceptionnelles, s'abstenir, comme ils en avaient la faculté au début, de porter eux-mêmes la parole.

La conformité d'opinions finalement exigée en principe des gens du roi en toute matière d'importance était d'ailleurs parfois difficilement réalisable en pratique. Par une conséquence nécessaire de la division d'attributions que nous venons de mentionner, on fut amené à laisser aux avocats du roi une liberté de plus en plus grande dans l'exercice de la plaidoirie et à leur donner le dernier mot en tout ce qui avait trait aux affaires d'audience. Il en résulta que, bien que toujours les subordonnés du procureur du roi, les avocats du roi conquérèrent dans les fonctions qui leur furent spécialement réservées une liberté d'action qui abouti en pratique à une complète indépendance.

C'est l'évolution qui conduisit à ce dernier résultat que nous allons nous efforcer surtout de mettre en relief. Elle constitue, chacun s'en rendra compte, le côté de beaucoup le plus important de l'histoire des rapports des

avocats du roi et des procureurs du roi. Aussi, après avoir examiné l'atténuation toute extérieure qu'apportait à la subordination des avocats du roi à l'égard du procureur du roi la solution qu'on donna pour eux à la question des préséances, ce sont les étapes successives de cette évolution que nous retracerons en montrant comment la nécessité de délibérer avec les avocats du roi et de suivre l'opinion exprimée par la majorité du parquet fut imposée aux procureurs du roi pour tous les actes importants, comment la parole fut exclusivement réservée en principe aux avocats du roi et comment ils y obtinrent une liberté de plus en plus grande.

1. — *De la préséance entre les avocats du roi et les procureurs du roi.* — Si les procureurs du roi possédèrent bien d'abord vis-à-vis des avocats du roi les honneurs extérieurs que réclamait leur prépondérance effective sur ces derniers, la situation respective des uns et des autres ne tarda pas à subir sur ce point un changement si complet que ce furent bientôt au contraire les avocats du roi qui bénéficièrent relativement à ces honneurs d'une supériorité marquée sur les procureurs du roi.

A l'origine, ainsi qu'il ressort de certains textes, le procureur du roi avait la préséance sur les avocats du roi (1). Cependant, cela ne fut pas long à se modifier.

(1) Liste de serment du 11 mai 1403, dans *Ord.*, VIII, p. 579, et dans Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 385-386 ; Edit du roi Charles VI du 22 juillet 1418, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 201.

Dans un texte du 11 juin 1470, nous trouvons le procureur général du parlement de Paris mentionné seulement après le premier avocat du roi (1). Ce texte sur lequel nous reviendrons donne même ainsi au procureur du roi une place, qui ne lui était pas encore reconnue d'une façon définitive. Nous voyons un peu plus tard, en 1484, des contestations surgir à ce propos entre le procureur général Jean de Nanterre et le second avocat du roi Robert Thiboust. L'arrêt qui intervint alors, tout en décidant que le procureur du roi aurait séance tant au siège qu'aux plaidoiries au milieu des deux avocats du roi, ne statuait encore que « par manière de provision » et « sans préjudice du droit et possessions maintenues par chacune desdites parties (2) ».

(1) *Arch. nat.*, X^{4a}, 1485, f^o 69 v^o, 11 juin 1470. Les gens du roi : Simon, de Saint-Romain, Hallé et de Ganay, déclarent s'opposer aux aliénations du domaine et aux publications et enregistrements de plusieurs dons de terre, seigneuries et droits appartenant au roi.

(2) *Arch. nat.*, X^{4a}, 1492, f^o 2 v^o (18 novembre 1484) : « Entre Maistre Jehan de Nanterre procureur general du roy demandeur et requerant l'enterinement de certaine requeste par luy baillee a la court afin que le lieu d'entre les deux advocats du roy en ladite court civil et criminel luy fust par ladite court ordonne tant au siege que aux plaidoiries, et que en icelluy lieu il fust maintenu et gardé comme ses predecesseurs audit office de procureur du roy, et que en cas de delay l'estat dudit lieu luy fust fait et adjugé par maniere de provision d'une part, et Maistre Robert Thiboust avocat en ladite court defendeur à icelle d'autre part, veus par la court les advertissemens desdites parties lettres registres comptes extraits et informations mis et produits par chacune desdites parties pardevers ladite court, et tout considéré, il sera dit que lesdites parties produiront pardevers ladite court et pourroint informer plus amplement se bon leur semble dedans ung mois, et ce

De nombreux textes prouvent en effet que cette décision était une réaction contre un amoindrissement beaucoup plus considérable encore de prestige subi par le procureur du roi antérieurement à cet arrêt et même encore assez longtemps après. La solution de l'arrêt de 1484 ne semble avoir triomphé d'une façon absolue que vers la fin du xvi^e siècle. Jusque-là, on rencontre très fréquemment dans des documents de toute espèce le procureur général mentionné seulement après les deux avocats du roi, ce qui semble bien indiquer que ces derniers avaient alors tous les deux la préséance sur le procureur du roi. La prépondérance reconnue partout aux avocats sur les procureurs avait conduit à ce résultat.

Dans la confirmation du parlement du 12 septembre 1483, le procureur général est inscrit après les trois avocats du roi (1). Nous possédons quatre listes de l'année 1549 dans lesquelles le procureur général se trouve après les deux avocats du roi (2). Enfin, M. Saulnier de la Pine-lais fait remarquer que l'édit de création du parlement de Bretagne de mars 1553 nomme les avocats généraux avant le procureur général et que le même ordre fut observé dans

fait la court leur fera droit, et ordonne ladite cour que cependant par maniere de provision ledit de Nanterre sera au milieu desdits deux advocats tant au siege que aux plaidoiries, ainsi qu'estoit feu Maistre Jehan de Saint-Romain, son predecesseur immediat oudit office, le tout sans prejudice du droit et possessions maintenues par chacune desdites parties. »

(1) Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. CLX.

(2) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement*, t. 122 C, f^{os} 421-422.

les « listes de nos Seigneurs du parlement de Bretagne (1) ».

On finit sans doute par admettre cependant qu'en raison de la supériorité réelle du procureur du roi sur les avocats du roi, il était excessif d'accorder ainsi la préséance sur lui aux deux avocats du roi. Il se produisit alors un revirement d'opinion à la suite duquel on décida, comme dans l'arrêt cité de 1484, que le premier avocat du roi précéderait le procureur du roi, mais que celui-ci précéderait au contraire le second avocat du roi.

Quant aux raisons qui amenèrent ainsi à reconnaître la préséance du premier avocat du roi sur le procureur du roi tout en refusant de reconnaître celle du second avocat du roi, il est possible, comme l'indique La Roche-Flavin, qu'on ait déclaré que le procureur général serait assis entre les deux avocats du roi afin qu'il fût fourni de chaque côté de conseil (2). Toutefois, il semble bien, conformément à ce que dit du Luc, qu'on ne fut pas sans tenir compte de la qualité de clerc du premier avocat du roi du parlement de Paris pour lui laisser le pas sur le procureur du roi (3). Nous serions d'autant plus disposé

(1) Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 126.

(2) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, l. II, ch. VIII, n° 42, p. 99 : « Lequel du Luc rapporte un autre arrest du mesme parlement, par lequel fust dict, que le procureur general seroit assis entre les deux advocats du roy du mois de decembre 1484. Nous en avons cy-dessus conjecturé la raison ; affin qu'il fust forny de chasque costé de conseil : et ainsin s'observe entre eux en tous les parlements. »

(3) Du Luc, *Placitorum summæ apud Gallos curiæ libri XII*, p. 90 :

à admettre cette dernière opinion que dans le texte du 11 juin 1470, dont nous avons déjà parlé, le premier qui à notre connaissance fasse mention du procureur général au milieu des avocats du roi, Hallé, qui n'est pourtant que troisième avocat extraordinaire, mais qui est clerc, précède Ganay, qui est bien le deuxième avocat, mais qui est laïque (1).

Quoi qu'il en soit, l'arrêt de 1484, en déclarant que le procureur général aurait séance entre les deux avocats du roi, marquait une victoire pour le procureur général. Ce dernier regagnait en effet une partie du prestige qu'il avait perdu. Le parlement, il est vrai, ne statuait que par provision, et nous avons pu citer des faits contraires pendant la plus grande partie du xvi^e siècle. Si la solution de notre arrêt fut encore longue à s'imposer, elle finit néanmoins par triompher.

Nous voyons en 1503 le procureur général inscrit entre les deux premiers avocats du roi (2). En 1545, nous retrouvons le procureur général entre les deux avocats du roi (3). Le procureur général marchait au milieu des deux avocats du roi lors de l'entrée de Charles IX dans

« *Inter enim causidicos, alterum initiatum, alterum profanum, cognitorem medium, sedere placuit*, XVI cal. decembr. M. CCCC. LXXXIII. »

(1) V. *supra*, p. 129, n. 1.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1509, f^o 1 v^o, 13 novembre 1503. Les gens du roi sont inscrits dans l'ordre suivant : Jean Lemaistre, avocat du roi ; Jean Bourdelot, procureur général ; Guillaume Volant, avocat du roi.

(3) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement*, t. 122 C, f^o 303.

la ville de Paris en 1571 (1). La dernière tentative que nous ayons relevée de la part du second avocat général pour reconquérir la préséance sur le procureur général eut lieu au parlement de Rennes en 1603 et un arrêt de ce parlement daté du 26 mai de cette année-là condamna d'une façon définitive les prétentions du second avocat général (2). A cette époque en effet, la préséance entre les gens du roi, telle que la réglait l'arrêt de 1484, était déjà depuis un certain temps généralement consacrée.

Elle l'était non seulement dans les parlements, mais aussi dans les juridictions inférieures. De nombreux arrêts l'avaient déjà décidé. D'autres arrêts et plusieurs lettres patentes vinrent encore s'y ajouter par la suite (3). Il serait inutile d'insister sur tous ces textes aussi clairs que nombreux. Nous nous bornerons à signaler ceux d'entre eux qui contiennent quelque particularité intéressante.

Prévoyant l'absence du premier avocat du roi, un arrêt du conseil du 8 janvier 1603 rendu pour le parlement de Dijon déclare que le second avocat du roi ne pourra pas s'en autoriser pour précéder le procureur du roi (4). Il

(1) Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, II, 3, p. 456 : « A leur queue estoient les presidens des enquestes et conseillers tant laics qu'ecclesiastiques, avec les deux advocats et procureur general, marchant au milieu desdits advocats, tous portant robes d'escarlata et chaperon fourré de menu vert. »

(2) Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 127.

(3) V. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 688.

(4) Arrêt du conseil privé du 8 janvier 1603 pour le parlement de

est vrai d'ailleurs qu'une solution contraire résulte des termes d'un arrêt du parlement de Bretagne pour le présidial de Rennes (1).

Un surcroît de complication surgissait aussi dans les juridictions inférieures en ce qui concerne la préséance des membres du parquet par suite de la qualité de conseillers que possédèrent, comme nous l'avons vu, à une certaine époque les avocats du roi de ces juridictions. Plusieurs arrêts s'en préoccupent. Ils sont intéressants à relever en raison de la distinction qu'ils établissent relativement à la préséance entre les cérémonies publiques auxquelles les compagnies assistent en corps et les cérémonies particulières. D'une façon générale, ils n'admettent pas pour les premières que le second avocat du roi en sa qualité de conseiller précède le procureur du roi, mais ils l'admettent pour les dernières (2).

Dijon, art. 11, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1251 : « Pour le regard de l'ordre et seance qui doit estre gardé entre eux, soit à marcher ou seoir, ledit procureur general sera toujours au milieu, sans que pour l'absence du premier advocat, le second puisse pretendre le preceder. »

(1) Arrêt du parlement de Bretagne du 13 août 1740 pour le présidial de Rennes, dans Guyot, *Répertoire*, XIII, v. *Procureur du roi*, p. 723, n. 1 : « Que l'ancien avocat du roi précédera le substitut au parquet, aux audiences, à la chambre du conseil et ailleurs ; qu'il se tiendra debout lorsque ledit ancien portera la parole ; ce qui aura pareillement lieu, lorsqu'en l'absence du premier avocat, le second portera la parole ; et lorsque les deux avocats seront présents, le substitut précédera le second. »

(2) Arrêt du 2 avril 1609 pour Bourges, cité dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 235 : « Et ordonné qu'aux assemblées publiques où le presidial assistera en

Pour prévenir toute équivoque, des arrêts précisent que dans les sièges où il n'y a qu'un avocat du roi, ce dernier doit avoir la préséance sur le procureur du roi et que dans les sièges où il y a deux procureurs du roi, le plus ancien des procureurs du roi précédera le second avocat du roi, qui précède lui-même le second procureur du roi (1). Dans les justices des seigneurs, la préséance appartenait également à l'avocat fiscal sur le procureur fiscal (2). Si l'on trouve encore jusqu'à la fin des arrêts qui règlent autrement la préséance des avocats du

corps, les avocats du roy y assisteront avec ledit substitut du procureur general après les conseillers, sans pouvoir se desunir d'avec luy, le plus ancien avocat étant au dessus dudit substitut et le dernier receu au-dessous, sans déroger au rang desdits avocats avec les conseillers selon l'ordre de leur reception de conseillers es autres assemblées où le presidial n'assiste en corps. » — Arrêt du 5 septembre 1703 pour Guéret, dans Jousse, *Recueil chronologique des ordonnances*, II, pp 335-336 : « Dans toutes les cérémonies publiques et assemblées où la compagnie du presidial sera en corps, les avocats du roi et le substitut du procureur général dudit seigneur tiendront le même rang qu'ils ont au parquet, et dans les autres cérémonies et occasions particulières, le second avocat du roi, comme conseiller dudit siège, pourra précéder le substitut dudit procureur général. »

(1) Arrêt du 19 décembre 1579 pour Poitiers, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 4253 : « Dict a esté, que lesdits avocats du roy et substituts marcheront et seront assis, scavoir est, le plus ancien desdits avocats selon l'ordre de sa reception le premier, et apres luy le plus ancien desdicts substituts, aussi selon ledit ordre de reception, et après luy le second avocat, et au dernier l'autre desdicts substituts. » — Arrêt du 6 juillet 1706 pour Gien cité dans Jousse, *Traité de l'administraion de la justice*, I, pp. 688-689.

(2) Arrêt du parlement de Rouen du 12 décembre 1613, rapporté par Basnage, *Coutume de Normandie*, titre de la Juridiction, p. 14.

roi et du procureur du roi, ce sont des singularités dont il ne faut tenir aucun compte. Nous considérerons comme tels les arrêts qui fixent la préséance des avocats du roi ou des avocats fiscaux vis-à-vis du procureur du roi ou du procureur fiscal uniquement d'après les dates de leurs réceptions respectives (1).

La préséance reconnue au premier avocat du roi sur le procureur du roi entraînait en outre une conséquence importante sur laquelle quelques arrêts se prononcent. Malgré sa qualité de chef réel du parquet, ce n'était pas le procureur du roi qui présidait les délibérations du parquet. C'était au contraire le premier avocat du roi et c'était à ce dernier que revenait le soin de demander les avis et opinions (2). Le procureur du roi n'opinaït aussi qu'après le premier avocat du roi. Ce n'est que dans les affaires dont il était lui-même le rapporteur que le procureur du roi opinait le premier (3).

(1) Arrêt du 26 février 1661 pour le procureur fiscal et l'avocat fiscal de la Roche-sur-Yon et arrêt du 29 janvier 1669 pour Dreux, mentionnés par Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 689.

(2) Arrêt du parlement de Toulouse du 24 novembre 1597, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 260 : « Lequel advocat general presidera et demandera les advis et opinions aux délibérations qui seront faites au parquet. »

(3) Règlement du conseil privé du roi du 26 septembre 1602 pour la chambre de l'édit de Nérac, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 264 : « Lorsque l'advocat ou les substituts du procureur rapporteront au parquet ou que les advocats pour les parties y communiqueront le procureur opinera le dernier : mais quand ledit procureur rapportera luy mesme, il opinera le premier. »

A la question des préséances entre les gens du roi se rattache intimement celle de l'attitude qu'ils devaient prendre quand l'un d'eux portait la parole. Il fut admis à cet égard que le procureur du roi devait se tenir debout ainsi que le second avocat du roi quand le premier avocat du roi prenait la parole, que le premier avocat du roi pouvait rester assis, mais que le second avocat du roi devait se lever quand c'était le procureur du roi qui parlait et qu'enfin le premier avocat du roi et le procureur du roi pouvaient rester assis quand l'orateur était le second avocat du roi. Il se peut, comme semble le dire La Roche-Flavin, que la cause première de ces diverses attitudes ait été dans une certaine disposition matérielle des salles d'audience (1). Quoi qu'il en soit, les principes que nous venons de formuler étaient, à part quelques exceptions, universellement observés. On peut citer en ce sens beaucoup d'arrêts (2). S'il nous semble impossible de préciser l'époque où ces divers principes firent leur apparition, on peut dire qu'ils sont nécessairement postérieurs au règlement définitif des préséances entre les gens du roi et que d'autre part ils étaient fixés un peu

(1) La Roche Flavin, *Treize livres des parlements de France*, I, II, ch. VII, n° 42, p. 99 : « Bien est vray, que le procureur general ne se leve, ny se tient debout, que quand le premier ou plus ancien advocat parle ou plaide, et non quand le second, à cause de sa préséance, qui empescheroit le second de voir, ny d'estre veu de la cour. » — Cf. Carré, *Le parlement de Bretagne après la Ligue*, Paris, 1888, p. 108.

(2) V. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, pp. 685-686 ; Guyot, *Répertoire*, XIII, v. *Procureur du roi*, p. 727.

avant le milieu du xvii^e siècle. Nous n'insisterons pas ici sur des détails de réglementation qui nous feraient répéter ce que nous avons dit plus haut pour la préséance elle-même. Nous rappellerons seulement que les gens du roi tenus de se lever pendant que parlait celui qui avait sur eux la préséance devaient également ôter leur bonnet quand l'orateur ôtait le sien (1).

Malgré la préséance conservée sur le second avocat du roi au procureur du roi, le prestige de ce dernier vis-à-vis des avocats du roi avait certainement beaucoup souffert de l'établissement des diverses règles que nous venons d'exposer. Avant même cependant que ces règles fussent devenues générales et incontestées, la législation royale avait fait subir au procureur du roi un amoindrissement beaucoup plus considérable de son autorité première sur les avocats du roi. Ce n'était pas d'ailleurs comme pour les préséances une simple atteinte à sa situation honorifique. Son autorité réelle en était au contraire fortement diminuée.

La collaboration des avocats du roi, d'abord facultative pour les procureurs du roi, fut de plus en plus imposée à ces derniers. Ce n'est qu'à la fin du xv^e siècle que l'on recontre des ordonnances générales en ce sens, mais ces ordonnances ne sont que la conséquence d'un mouvement qui se dessine bien longtemps auparavant. Ce mouvement continua à s'accroître après elles et ses

(1) V. Jousse, *loc. cit.* ; Guyot, *loc. cit.*

résultats postérieurs vinrent se fixer à leur tour dans de nouvelles ordonnances. C'est ainsi que les avocats du roi devinrent pour les procureurs du roi, non seulement des conseillers dont la consultation s'imposait pour toutes les affaires importantes, mais encore des conseillers dont l'opinion ne pouvait être négligée, puisque dans toutes ces affaires les gens du roi durent à partir d'une certaine époque ne se décider que par avis commun. L'autorité prépondérante que le procureur du roi avait sur la direction des affaires en sa qualité de chef réel du parquet en fut considérablement amoindrie. Il est donc pour nous du plus grand intérêt de rechercher comment on parvint progressivement à formuler le principe que les procureurs du roi devaient en toute matière importante concerter leur action avec les avocats du roi.

2. — *Comment les procureurs du roi devinrent progressivement tenus de consulter les avocats du roi pour toutes les affaires importantes et d'y agir en communauté d'opinions avec eux.* — Bien que le concours des avocats du roi ne fut pas à l'origine une nécessité pour les procureurs du roi, il ressort nettement des textes que le procureur du roi ne manquait jamais, chaque fois qu'il le croyait utile, de consulter les avocats du roi et de se laisser guider par leurs conseils. Dans de nombreux passages des registres du parlement de Paris, nous voyons au xv^e siècle, avant toute ordonnance lui imposant cette obligation, le procureur du roi faire ses réquisitions et conclusions par délibération prise entre lui et les avocats

du roi (1). Il lui arrive parfois de requérir un délai à la cour afin de pouvoir conférer avec eux (2).

C'était surtout à l'occasion de l'enregistrement des édits et des lettres royales de donation que le procureur du roi, quand il n'avait pas eu le loisir d'en entretenir les avocats du roi, demandait à la cour de surseoir afin qu'il eût la facilité de le faire (3). On le voit même en pareil cas, les deux avocats du roi étant absents, demander à la cour de le pourvoir de conseil et de lui désigner un avocat (4).

D'ailleurs, cette consultation des avocats du roi n'était

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 8308, f^o 242-242 v^o (9 juillet 1464) : « Le procureur general du roy... requiert par deliberation prinse entre luy et sesdits avocats... » — X^{1a} 1493, f^o 21 (10 décembre 1485) : « Sur... les conclusions prises par ledit procureur du roy par deliberation de ses advocats. »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1477, f^o 554 (14 juin 1395) : « Le procureur du roy requiert un peu de delay pour parler à son conseil qui lui est octroïé à demain. »

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 4798, f^o 215 (27 juin 1440) : « ... dit Simon pour le procureur du roy que... et pourtant doit M^e Jacques Jouvenel advocat du roy estre attendu... » — Pasquier, *Recherches de la France*, I, II, ch. IV, p. 58 B : « Car comme Charles d'Anjou requist, que l'on eust à publier en la cour la donation qui luy avoit été faite par le roy, des terres de Saint-Maixent, Mesles, Civray et autres, à quoy le procureur general du roy fit lors response, que les deux advocats estoient absens, et que sans leur conseil il ne pouvoit rien : et que par le conseil du comte fut repliqué qu'il n'estoit besoin de conseil en la cause qui lors s'offroit ; il se leva lors un evesque qui remonstra que le dauphin l'avoit là envoyé expressément, pour faire publier ces lettres. »

(4) *Arch. nat.*, X^{1a} 4799, f^o 275 (23 juillet 1543) : « Le procureur general du roy a dit que les deux advocats du roy estoient et sont absens, et qu'il n'avoit point de conseil pour le roy, et de lui seul ne pouvoit rien faire, et a requis à la court que lui pourveist de conseil et advocatz pour le roy, et le deu de son office. »

pas toujours, dès le xiv^e siècle, facultative pour les procureurs du roi. Si aucune prescription légale ne l'imposait à ces derniers, le parlement dans certains cas décidait expressément que les avocats du roi seraient appelés à donner leur avis. En 1346 et 1347, au sujet de lettres royales présentées pour l'enregistrement, le parlement déclare qu'elles seront montrées au procureur du roi et aux avocats du roi (1). Le 1^{er} juillet 1440, après avoir entendu le procureur général, le parlement ne statue que par provision et suspend sa sentence définitive jusqu'au moment où il aura entendu les avocats du roi (2). L'usage pour les gens du roi d'arrêter en commun leurs réquisitions et conclusions remonte sans doute à l'époque où les avocats du roi pensionnaires firent leur apparition. Cet usage fut même très vite, nous venons de le voir, sanctionné par les cours dans une certaine mesure. Cependant, c'est seulement à la fin du xv^e siècle que des ordonnances générales en proclamèrent le principe.

Le premier point qui attira l'attention royale fut celui

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement, Lettres, arrêts et jugés*, t. II, f^o 147 r^o (24 janvier 1346) : « *Quas quidem litteras curia nostra preposito nostro parisiensi et Thomas la Chievrevis locumtenenti ac procuratori et advocato nostris ostendit.* » — *Ibidem* (13 avril 1347) : « *Quibus litteris in dicta curia nostra visis ac procuratori et advocatis nostris ostensis.* »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a}, 1482, f^o 143 (1^{er} juillet 1440) : « Et ordonne la court que par maniere de provision et jusques à ce que les advocats du roy absens ouis en soit autrement ordonné... » Le procureur du roi n'avait requis de surseoir que jusqu'à l'audition d'un des avocats du roi, M^e Jacques Jouvenel. — V. le texte cité *supra*, p. 140, n. 3.

des adjonctions faites par le procureur du roi. Elles apportaient nécessairement du retard dans la procédure. Il importait donc qu'elles ne fussent pas faites sans raison. Aussi, l'article 87 de l'ordonnance de juillet 1493 enjoignit aux avocats du roi et aux procureurs du roi de ne s'adjoindre à aucune cause sans en avoir délibéré entre eux et sans avoir reconnu qu'il y allait du droit et de l'intérêt du roi (1). Cette prescription fut d'ailleurs confirmée par d'autres ordonnances postérieures (2).

En 1498, dans l'ordonnance de Blois, c'est la mise en mouvement des actions où le procureur du roi figurait comme partie principale qui est directement visée. Dans son article 62, après avoir édicté qu'aucun ajournement ne sera fait à la requête du procureur du roi en matière criminelle sans qu'il y ait eu un décret du juge, cette ordonnance décide également que le procureur du roi ne pourra intenter aucune action en matière civile sans avoir le conseil de l'avocat du roi. Elle ajoute même qu'en cas d'infraction à cette dernière disposition, le procureur du roi qui succomberait dans un procès s'exposerait à des dommages-intérêts envers la partie poursuivie à tort et à une amende arbitraire envers le roi (3).

(1) Ord. de 1493, art. 87 (Fontanon, *Les édits et ordonnances des rois de France*, I, p. 606) : « Afin que les procez ne soyent delaissez ne les parties travaillees, au moyen de l'adjonction de nostre procureur, nous enjoignons à nos advocat et procureur, qu'ils ne facent aucune adjonction, que premierement la matière ne soit deliberee entre'eux, et qu'ils ne cognoissent que nous avons droict et interest en ladite matiere, dont nous chargeons leur honneur et conscience. »

(2) V. Guénois, *Conférence des ordonnances*, I, Paris, 1678, p. 476.

(3) Ord. de 1498, art. 62 (Isambert, *Anc. lois*, XI, p. 350) : « Que

Ces deux ordonnances ne faisaient probablement qu'étendre à toutes les justices royales des usages déjà reçus dans le plus grand nombre d'entre elles. Nous trouvons pour la Touraine une ordonnance de 1455 qui enjoint aux avocats et procureurs du roi de conférer ensemble de toutes les causes qu'ils doivent soutenir pour le roi devant le bailli et son conseil (1). Pour la Bourgogne, une ordonnance du duc Charles de Bourgogne du 31 décembre 1474 et une ordonnance de Louis XI du 20 janvier 1480 contiennent, tant pour le parlement que pour les juridictions inférieures des dispositions analogues à celles de l'article 62 de l'ordonnance de 1498 (2).

Si l'on combine cette dernière et l'ordonnance de 1493, on voit que le concours des avocats du roi n'était obli-

aucun en matière criminelle ne sera ajourné à la requête de nostre procureur, sinon qu'il y ait decret de juge, et ne pourra intenter nostredit procureur action, ne procès en matière civile sans avoir le conseil de nostre avocat ès lieux où avons avocat, sur peine d'estre condamné en son propre et privé nom, en dépens, dommages et interest de la partie interessée, et en amende arbitraire envers nous, au cas qu'il soit trouvé calomnieusement, et pour vexer aucun, avoir intenté ledit procès contre nostre presente ordonnance.»

(1) Art. 11 de l'ordonnance des Grands Jours de Thouars du 21 octobre 1455 (Beautemps-Beaupré, *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVI^e siècle*, II^e partie, *Recherches sur les juridictions de l'Anjou et du Maine pendant la période féodale*, II, Paris, 1893, p. 469) : « Item, que les advocat et procureur du roy conferent et ayent conseil ensemble des causes qu'ilz auront à traicter pour le roy par devant ledit bailli avant que les desduire en jugement, affin que les matieres soient myeux digerées et discutées. »

(2) V. ces ordonnances dans Champeaux, *Les ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du duché*, pp. 212-213, 252-253.

gatoire pour les procureurs du roi que dans les cas où il s'agissait de se porter partie jointe dans un procès déjà engagé entre deux particuliers et dans les cas où il s'agissait d'exercer des poursuites civiles. Pour l'accomplissement de tous les autres actes, les procureurs du roi restaient libres dans leur action sans avoir besoin d'en référer aux avocats du roi.

Cependant, nous avons déjà constaté que dès avant ces deux ordonnances l'habitude pour les procureurs du roi de conférer avec les avocats du roi s'étendait déjà en pratique à un bien plus grand nombre de questions. Cet usage continua comme par le passé pour celles d'entre elles qui n'étaient pas prévues par les ordonnances. En particulier, le procureur du roi consulte toujours les avocats du roi avant de donner ses conclusions pour la publication des édits (1). Il tient même en pareil cas à prendre l'avis des deux avocats du roi et nous voyons au parlement de Paris le procureur général et un avocat du roi mandés pour conclure sur un édit refuser de le faire sous prétexte que l'autre avocat du roi est absent (2). Il arrive bien au procureur général de présenter des édits

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement, Conseil et conseil secret*, t. 8, f° 352 (15 avril 1521) : « Oy sur ce le procureur general du roy, lequel par deliberation des advocats dudit seigneur a consenty la publication desdites lettres de edict. »

(2) *Arch. nat.*, U 495, p. 122 (18 février 1549) : « Le procureur general et un advocat general mandés pour prendre conclusions sur un edict, ont dit ne le pouvoir faire sans l'avocat general qui estoit absent. »

avec l'assistance d'un seul des deux avocats du roi, mais il croit nécessaire alors d'indiquer qu'il a reçu à ce sujet un mandement exprès du roi ou qu'il y a urgence (1). Les gens du roi délibéraient également ensemble sur les lettres qu'ils adressaient au chancelier (2) et sur leurs plaidoiries. A un ordre du roi de rayer du registre l'une de ces dernières, ils justifient leur résistance en disant que cette plaidoirie a été faite par délibération prise entre eux (3).

Les cours continuèrent d'ailleurs elles aussi à sanctionner toutes ces pratiques. Dans un règlement du parlement de Paris en date du 15 janvier 1538 pour le bailliage d'Amiens, il est dit que le procureur du roi devra désormais communiquer aux deux avocats du roi toutes les lettres royales quelles qu'elles soient, tous les procès où il avait à intervenir et d'une façon générale toutes les affaires concernant le roi et qui seront de conséquence. Il y est aussi déclaré que les conclusions seront faites selon ce qui sera avisé par la majorité (4).

(1) *Arch. nat.*, U 495, p. 127 (19 mai 1554) : « Les gens du roi dirent qu'ils ont avisé nonobstant l'absence de Ryant leur compaignon estant de present au pays du Perche pour le service dudit seigneur, de presenter les quatre edits y mentionnés parce qu'ils en ont receu mandement expres du roy et que l'affaire est urgente. »

(2) *Arch. nat.*, U 495, p. 304, 21 octobre 1536.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 1517, f^o 49 (17 janvier 1514) : « ... *deliberatione inter eos habita videntes aliter non posse tueri jus regis* furent plaidez les faits contenus en leur plaidoye... »

(4) *Arch. nat.*, X^{1a} 4907, f^o 198-198 v^o (15 janvier 1538) : « Et en tant que touche le second poinct ladite cour ayant egard quant à ce aux conclusions dudit procureur general a ordonné et ordonne que

Les ordonnances de 1535, 1539 et 1554 confirmaient à leur tour les décisions des cours pour la procédure criminelle en imposant aux procureurs du roi l'obligation d'y bailler leurs réquisitoires et conclusions par l'avis et conseil des avocats du roi (1). D'ailleurs, les nombreux

les lettres de remissions, pardons, edicts, de foyres, francs marchés, institutions d'offices et quelzconques aultres lettres, proces et negociés concernans le roy et qui seront de quelques consequences seront doresnavant communiqués par ledict procureur du roy audict siege Damyens aux deux advocats du roy audict siege et seront faictes les conclusions selon ce qui sera advisé par les deux d'eulx trois, toutefois, ou le tiers qui ne sera d'opinion des deux auroit quelques raisons pour prendre aultres conclusions que celles qui auront esté advisées par les deux aultres, en ce cas il en pourra faire remonstrance verballe au juge seulement, sans en rien bailler par escript, aussi ou il adviendrait que l'ung desdits advocats feust absent ou empesche d'empeschement legitime ledict procureur du roy pourra communiquer de ce dont sera lors question avec l'avocat du roy qui sera present, et eux deux ensemble pourront bailler les conclusions qu'ils adviseront. »

(1) Ord. de 1535 pour la Provence, ch. XIII, art. 24 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 520) : « *Item*, et ce fait sera appointé que l'on procedera extraordinairement, où les parties seront ouyes en jugement et en plain auditoire, avant qu'y donner appointement : et ce fait seront lesdites parties appointées par nostredite cour ou nosdits juges ou leurs lieutenans ainsi que de raison devra, lesdictes informations et confessions demeurans secrettes devers le greffier, sinon que nostre procureur par le conseil de nostre advocat vouloist prendre droict par ladicte confession. Auquel cas la partie adverse desdits adjournez, arrestez ou emprisonnez sera appelée, et luy sera ladite confession communiquée, si elle le requiert, par les mains de nostre advocat et procureur, afin de déclarer si elle veut prendre droict ou non sur icelle ». — Ord. de 1539, art. 147 (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 630) : « Et après lesdicts interrogatoires parfaits et parachevez et mis en forme, seront incontinent montrés et communiqués à nostre proçureur, qui sera tenu les voir à toute diligence, pour avec le conseil de son advocat, prendre les conclusions pertinentes. » — Ord. de 1554, art. 25 (Girard et

arrêts qui suivirent ces ordonnances n'en conservèrent pas moins, en ce qui concerne l'obligation pour les procureurs du roi de prendre l'avis des avocats du roi, la même généralité que les arrêts antérieurs. Les règlements postérieurs proclament tous la nécessité pour les procureurs du roi de consulter les avocats du roi et d'agir de concert avec eux, non seulement dans toutes les affaires criminelles, mais encore dans toutes les affaires civiles où le ministère public est intéressé à un titre quelconque.

En 1557, un règlement du parlement pour Angers porte que le procureur du roi devra communiquer indistinctement toutes les affaires du parquet à l'avocat du roi et que l'un d'eux ne pourra rien faire sans l'autre. Exception n'est faite qu'en cas de récusation, absence, maladie ou empêchement et pour les affaires qui requièrent célérité. En dehors de ces circonstances, tout ce qui est fait par l'un d'eux seul est déclaré nul et celui qui agit ainsi menacé d'une suspension de six mois (1). Le parlement,

Joly, *op. cit.*, I, pp. 64-65) : « ...Mais leur enjoignons (à nos avocats, procureurs et leurs substituts), et par expres commandons, qu'incontinent et le plustost que faire se pourra, délaissées toutes autres occupations, ils entendent à voir lesdites informations et procesz, et bailler leurs requisitoires et conclusions selon que la matiere y sera disposee. Et que nosdits procureurs seront tenus faire communication, et prendre advis et conseil avec nos advocats, comme ils sont tenus faire par les ordonnances... »

(1) Règlement du 28 mars 1557 pour Angers, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 245 : « Dict a esté... que lesdits advocat du roy et substitut du procureur general s'assembleront ez jours qui ne sont de plaidoyrie en la chambre

interprétant un arrêt antérieur rendu entre les avocats du roi et le procureur du roi de la prévôté du Mans, décide en 1558 que le procureur du roi ne pourra expédier aucune conclusion définitive, ni aucune interlocutoire de peine afflictive de corps, ni aucun décret de prise de corps sans le consentement des deux avocats du roi ou de l'un d'eux (1).

Les autres arrêts que nous pourrions encore citer ne

pour ce faire destinee, ou qu'il sera ordonné par l'exécuteur du present arrest, depuis les sept heures du matin jusques à dix heures, pour par eux adviser et consulter des affaires concernans l'intérêt du roy et de sa justice : et qu'à ceste fin toutes les charges et informations, tant de justice ordinaire qu'extraordinaire, interrogatoires, confessions de prisonniers actuellement détenus et adjournez à comparoir en personne, recollemens et confrontations de tesmoins, les greffiers de la ville d'Angers seront tenus apporter en icelle chambre, sans les bailler plutost à l'un qu'à l'autre : de toutes autres affaires, tant civiles que criminelles esquelles le roy aura interest, iceux advocat et substitut dudit procureur general d'Angers communiqueront ensemble, sans que l'un d'eux puisse rien faire sans l'autre, sinon en cas de recusation, absence, maladie ou empeschement de l'un d'eux, ou que le cas qui s'offrira requist si grande et prompte celerité, que la chose ne peust porter dilation et delay d'eux assembler, et non autrement : le tout sur peine que ce qui aura esté fait par l'un d'eux seul, soit déclaré nul et de nul effet et valeur, et le contrevenant à ce à estre privé de suspension de son estat pour six mois. »

(1) *Arch. nat.*, U 564, p. 385 (3 février 1558) : « Les deux avocats du roy en la prévôté du Mans ayant présenté requête, et par icelle requis l'interprétation d'un arrêt de règlement donné entr'eux et le procureur du roy audit siège, sur l'expédition desdites requestes, la cour, interprétant ledit arrêt, a dit que le procureur du roy ne pourra expédier aucunes conclusions définitives, ni aucunes interlocutoires de peine afflictive de corps, ni aucuns décrets de prise de corps, sans le consentement desdits avocats ou l'un d'eux, et pourra ledit procureur expédier seul les causes autres que les dessusdites. Le tout par provision. »

font, abstraction faite de certaines particularités, que répéter ceux que nous venons d'examiner (1). Il faut cependant nous arrêter au règlement fait en parlement le 21 août 1574 pour le siège présidial de Riom. Ce règlement acquit en effet force législative quelques années plus tard. Dans l'édit de suppression des offices de procureur du roi dans les juridictions des prévôts des maréchaux, en août 1581, le roi ordonne que ce dernier règlement sera à l'avenir observé dans tous les bailliages et sénéchaussées (2).

Après les arrêts déjà étudiés, il décide que dans toutes les affaires civiles et criminelles le procureur du roi et les avocats du roi ne pourront requérir ou conclure que par l'avis commun ou à la majorité (3). Toutefois, il

(1) On pourra se reporter par exemple à l'arrêt du 11 juillet 1562 pour Provins, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 268, et à l'arrêt du 13 juin 1572 pour Châlons, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 246.

(2) Edit d'août 1581 (Filleau, I, 2, pp. 242-244) : « Et afin d'oster toute dispute d'entre nos advocats et procureurs en chacun de nos sieges tant presidiaux que royaux, voulons et ordonnons que le reglement fait par arrest de nostredite cour de parlement pour le siege presidial de Ryon en Auvergne, entre nos advocats et procureurs audit siege le 21 jour d'aoust 1574 dont coppie est attachee sous le contrescel de nostre chancellerie, sera pour l'advenir gardé et observé par tous lesdits sieges avec defenses que leur faisons d'y contrevenir, à la charge de participer par nosdits advocats et procureurs par moitié aux salaires qu'ils prendront pour la visitation des procez : lesquels salaires leur enjoignons taxer modiquement, sur peine de repeter sur eux. Et seront nosdits procureurs tenus mettre et employer leurdites taxes au pied des conclusions, qu'ils délivreront et signeront seuls suivant les arrests de nostredite cour sur ce donnez. »

(3) Arrêt du 21 août 1574 pour Riom (Girard et Joly, *Trois livres*

s'efforce de prévenir toute difficulté nouvelle en délimitant avec soin la catégorie des actes que le procureur du roi peut faire seul et celle des actes pour lesquels il lui faut le concours des avocats du roi. La théorie qu'il formule ainsi resta définitive. A part quelques modifications, dont les unes ne se rencontrent que dans des arrêts isolés et dont les autres sont plutôt à dire vrai de simples précisions, on peut dire que les décisions de notre arrêt sur ce point subsistèrent intactes jusqu'à la fin de l'ancien régime. Il fut donc désormais acquis que les procureurs du roi, soit au civil, soit au criminel, étaient tenus en toute chose de prendre l'avis des avocats du roi et de n'agir qu'en conformité d'opinions avec eux. Le procureur du roi ne pouvait procéder seul qu'en matière sommaire et dans les affaires peu importantes qui s'expé-

des offices de France, II, p. 1251) : « Dict a esté... que ladite cour a ordonné et ordonne, que lesdits advocats et substitut dudit procureur general du roy à Rion seront tenus eux assembler en la chambre du parquet dudit siège, ès jours de mardy et vendredy, et autres esquels l'on a accoustumé de plaider au siege dudit lieu depuis sept heures jusques à dix heures du matin, ensemble l'apres dinee desdicts jours, s'il en est besoin, pour conferer l'un avec l'autre des affaires concernans l'interest du roy et du public, et à ceste fin seront toutes les charges, informations, interrogatoires, et confessions des prisonniers, et adjournez à comparoir en personne, recollements et confrontations de tesmoins, et autres procez tant civils que criminels, esquels le roy et le public auront interest, apportez sur le bureau dudit parquet par le greffier dudit siege, pour estre sur le champ (si faire se peut) expediez, sinon distribuez esgalement entre eux, pour à la première assemblée ensuivant en faire rapport, et prendre conclusions ensemblement, sans qu'ils puissent faire aucune chose, requérir ou conclurre, sinon que par l'advis commun et par la pluralité. »

diaient sur requête et pour lesquelles toute intervention de conseil aurait été superflue (1).

L'édit de 1581 ne visait que les juridictions de droit commun, mais une déclaration royale du 28 novembre 1578 avait par avance étendu la clause de cet édit sur les avocats du roi et les procureurs du roi de ces juridictions aux mêmes magistrats des juridictions d'exception. La déclaration citée enjoignait en effet aux avocats du roi et aux procureurs du roi des élections de se comporter les uns envers les autres comme le faisaient les avocats du roi et les procureurs du roi des bailliages et sénéchaussées. Elle défendait aussi aux procureurs du roi des élections, à peine de nullité et d'amende arbitraire, de prendre des conclusions ou de faire des expéditions sans les avocats du roi (2). Des règles analogues ne tardèrent

(1) Arrêt du 21 août 1574 pour Riom (Girard et Joly, *op. cit.*, II, p. 4234) : « Pourra neantmoins ledict demandeur (le procureur du roi) prendre toutes conclusions, et faire toutes requisitions es matieres sommaires, et qui ne demandent advis de conseil, comme ès matieres d'injures verbales non atroces, pour excez faicts en flagrant delict, requestes afin d'avoir delay, de faire arrest et emprisonnement aux perils et fortunes, pour informer de tous excez et delicts, faire saisies de biens meubles et immeubles, consentir *pareatis*, et autres semblables menuës affaires qui ont accoustumé, et se peuvent expedier sur requestes, et esquelles ne gist grande cognoissance de cause. »

(2) Déclaration royale du 28 novembre 1578 (Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, II, 3, p. 30) : « Disons et declarons aussi qu'en faisant ledit édict, nous avons entendu creer et pourvoir un advocat pour nous en chacune eslection, soit qu'il y eust procureur ou non : et ceux qui en ont eslé et seront par nous pourvus, les exercent et en jouyssent concurremment, avec et tout ainsi que nos procureurs esdites eslections, tant en icelles que tous

pas non plus à s'implanter dans les justices seigneuriales pour les procureurs fiscaux et les avocats fiscaux (1).

On peut donc considérer comme terminée par l'édit de 1581 l'évolution qui a progressivement imposé aux procureurs du roi l'obligation de suivre les conseils des avocats du roi. Néanmoins, certains arrêts postérieurs sont intéressants à relever parce qu'ils donnent des formules destinées à délimiter les conditions d'application du principe général posé par l'arrêt de 1574. C'est ainsi que s'affirme nettement dès le début du xvii^e siècle la théorie qui distingue pour les délibérations du parquet entre les conclusions préparatoires ou d'instruction et les conclusions définitives et qui n'exige le concours des avocats du roi que pour ces dernières (2).

autre sieges et jurisdictions, esquelles ils ont accoustumé d'assister, requérir et prendre conclusions, aux gages par nous pour ce à eux ordonnez, et à pareils et semblables droicts, exemptions, franchises et immunitiez que nosdicts procureurs ausquels nous defendons de les y troubler ou empescher, prendre conclusions ny faire aucunes expéditions sans eux, à peine de nullité, et d'amende arbitraire : et sans que nosdits advocats puissent estre aussi troublez ou empeschez par autres nos advocats, qui n'ont esté pourveus et payé finances, suivant nostredit edict, ausquels nos advocats et procureurs ès eslections, nous enjoignons se comporter en l'exercice de leursdicts offices les uns envers les autres, ainsi que font et doivent faire ceux de nos bailliages et seneschausseez : leur donnant voix et opinion deliberative en l'assiette des deniers de nos tailles, et autres, immédiatement apres les presidens, esleus et controolleurs. »

(1) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, pp. 674, 680, 681.

(2) V. l'accord de 1605 entre le procureur général et l'un des avocats généraux du Parlement de Rennes, dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 115-116 ; — Arrêt du 2 juillet 1622 pour Guéret, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et*

Parmi les arrêts que nous rencontrons postérieurement à 1581, il en est d'ailleurs qui sont relatifs aux gens du roi des parlements. Ils nous montrent que l'évolution que

règlements notables, I, 2, p. 293 : « Et pourra ledit Bourgeois (procureur du roi) seul requérir et prendre conclusions tant à l'audience que hors d'icelles ez matieres qui ne requierent advis de conseil, comme préparatoires, injures verbales non atroces, excez en flagrant délit, saisies de biens meubles et immeubles, provisions, examens, auditions de comptes, tutelles, curatelles et descharge d'icelle, inventaire, visitation et monstres, requestes à fin d'avoir delay, de faire arrest et emprisonnement aux perils et fortunes des parties, permission d'informer, moyens de faux, nominations de tesmoins, reception d'officiers, tant dudit siege de Guéret que sieges subalternes, mestier, police et autres matieres dont le retardement seroit prejudiciable au public et bien de la justice. » — Arrêt du 6 mai 1628 pour Riom, dans Filleau, I, 2, p. 278 : « Ce faisant et iceux interpretant ledit Vallette (procureur du roi) pourra prendre seul conclusions sur procez verbaux et toutes informations à decreter, recollemens et confrontations de tesmoins ; interrogatoires des accusez, et toutes conclusions preparatoires, qui ne sont que pour l'instruction sans en communiquer, si bon ne luy semble, auxdits Broé et Desegaux nos advocats, comme aussi sur la reception des notaires, sergens et autres officiers, qui ne sont receus en l'audience ou chambre du conseil. » — Arrêt du 23 juin 1629 pour Guéret, art. 2, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 295 : « Esquelles jurisdictions pourra ledit Bourgeois (procureur du roi) seul prendre conclusions sur procez verbaux et informations pour decreter sur interrogatoires, pour recoller et confronter tesmoins et toutes autres préparatoires expliqués par ledit arrest du 2 juillet, qui ne sont que pour l'instruction. » Art. 4 : « Et pour les affaires de conséquence et autres, où il escherra prendre conclusions deffinitives, seront tenus lesdits Bourgeois et Tourniol (l'avocat du roi) s'attendre l'un l'autre, et ne pourront estre reputés absens, sinon apres trois jours de sejour hors la ville et fauxbourg dudit Gueret : desquelles conclusions sera fait registre qui demeurera au parquet, en la garde dudit Bourgeois. » — Arrêt du conseil privé du roi du 8 janvier 1603 pour le parlement de Bourgogne, art. 1, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1250 : « A ordonné et ordonne, pour oster à l'advenir toute occasion de dispute en-

nous venons de suivre s'y est effectuée dans les mêmes conditions que dans les juridictions inférieures. Ils nous font voir également que l'autorité du procureur général a aussi subi dans les cours souveraines pour les affaires d'ordre politique, vis-à-vis des avocats du roi, les mêmes restrictions qu'en matière judiciaire.

Un arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602 décide expressément que les gens du roi devront délibérer en commun sur tous les édits, toutes les lettres patentes et toutes les lettres de cachet (1). En 1613, comme il était question de faire des remontrances au conseil du roi, le parlement de Paris ordonne que les gens du roi en aviseront entre eux (2). Pour tout ce qui concernait les affai-

tr'eux : que toutes conclusions, tant verbales que par escrit, sur les requestes ou pieces à eux communiquees, seront deliberees et prinses en l'assemblee de leur parquet, fors et excepté ez causes legeres, comme les requestes servans seulement à l'instruction de la cause, reparation des griefs, profits de defaults, acquiescements entre particuliers, et ès causes esquelles le roy n'a interest que de l'amende ; et generalement en toutes instructions et preparatoires, qui ne porteront préjudice à la decision de la cause : ausquelles le dit procureur general pourra seul conclurre : en quoy sa majesté n'entend que les prinses de corps et adjournements personnels sur informations soient compris, mesmes si c'est entre personnes et pour crimes qualifiez. »

(1) Arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602, dans Filleau, *op. cit.*, I. 2, p. 262 : « Les édits, lettres patentes, et lettres de cachet du roy adressees aux advocats et procureurs generaux, seront remises es mains dudit procureur general, lequel les apportera au plutost au parquet pour apres la deliberation prinse estre delivrees à l'un des advocats pour les presenter à la cour. »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1851, sans folio (16 mars 1613) : «... a este arresté que les gens du roy ce requerant adviseront entre eulx sur la remonstrance et la feront entendre au conseil du roy. »

res publiques, les procureurs généraux devaient prendre l'opinion des avocats du roi. Il n'y avait exception à cette règle que pour ce dont l'adresse était faite en particulier au procureur général (1).

D'ailleurs, l'accord exigé ainsi entre les membres du parquet pour toutes les questions importantes de quelque nature qu'elles soient n'était pas toujours facilement réalisable. Nous avons déjà eu l'occasion de remarquer qu'on suivait, quand une divergence d'opinions se produisait, l'avis exprimé par la majorité (2). Cela aboutissait en pratique à contraindre le procureur du roi, dans le cas où il était mis en minorité, à suivre malgré lui l'opinion des avocats du roi. Son autorité disparaissait alors complètement. Cependant, ce n'était là qu'une conséquence indirecte du principe majoritaire admis dans les délibérations du parquet. Cette situation ne résultait pas d'un principe portant atteinte à la prépondérance du procureur du roi.

La preuve en est dans ce qui se passait dans les cours où il n'y avait qu'un avocat du roi ou même dans celles qui en avaient plusieurs quand les gens du roi étant en nombre pair, deux opinions contraires ralliaient chacune le même nombre de suffrages. De nombreux arrêts dé-

(1) Arrêt du conseil privé du roi du 20 avril 1684, art. 8, dans Brillonn, *Dictionnaire des arrêts*, I, v. *Avocats généraux*, p. 380 : « Sera le procureur general tenu de donner communication aux avocats generaux de toutes les affaires qui concerneront le service du roy : à la reserve de celles dont l'adresse lui sera faite en particulier. »

(2) V. *supra*, pp. 145, 149.

cident que les avocats du roi et les procureurs du roi seront alors départagés par le plus ancien des avocats du siège (1). On trouve aussi des arrêts qui reconnaissent aux avocats du roi et aux procureurs du roi le droit de consigner chacun par écrit leur opinion personnelle sur une même feuille de papier (2). Cependant, la solution qui tend de plus en plus à prévaloir, c'est celle qui attribue en présence d'une contrariété d'opinions voix prépondérante au procureur du roi (3). Son autorité réelle

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 5060, f^o 67, 22 novembre 1575, dans Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. 56, VII. — Arrêt du 30 juin 1623 pour Guéret, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 294 : « Et outre ordonne qu'en concurrence d'opinions contraires, l'ancien advocat dudit siege seroit appellé, et les conclusions arrestées suivant la pluralité des voix. »

(2) Règlement du 14 août 1624 pour Poitiers, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 303 : « Et si nosdits advocats et substituts se trouvent différents en opinions, seront leurs conclusions arrestées à la pluralité des voix tant en matiere civile que criminelle ; et si les voix sont esgales, nosdits advocats et substituts escriront et parafferront chacun son opinion dans un seul et mesme cahier, qui sera signé par l'un desdits substituts. »

(3) Règlement du 17 avril 1601 pour Beaufort en Anjou, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 305 : « Sur lesquelles, si les conclusions ne peuvent estre incontinent prises, seront distribuez entr'eux, et expédiez à la première assemblée par advis commun, et si leurs opinions se trouvent différentes, le deffendeur (procureur du roi) signera et délivrera si bon luy semble les conclusions selon la sienne. » — Règlement du 7 septembre 1606 pour Forez, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 304 : « Que les charges et informations et les procez civils et criminels, esquels le procureur du roy sera partie, seront portez par le greffier, audit parquet, pour sur iceux prendre conclusions ensemble promptement, et s'il ne se peut faire, s'en charger esgallement, pour les expédier à la première assemblée par leur advis commun ; et si les opinions se trouvent différentes, le deman-

était donc ainsi sauvegardée. Nous verrons qu'en principe elle le restera jusqu'à la fin. Des dérogations furent toutefois apportées à cette règle au profit des avocats du roi pour toutes les affaires judiciaires qui se traitaient à l'audience et on y apporta aussi des atténuations pour toutes les affaires politiques ou administratives qui donnaient lieu de la part des gens du roi à des réquisitions et à des remontrances orales.

Ces dérogations et ces atténuations portèrent un nouveau coup à la supériorité du procureur du roi sur les avocats du roi. Elles vinrent encore accroître l'affaiblissement d'autorité déjà si grand qui résultait pour le procureur du roi de l'obligation où il était de prendre conseil des avocats du roi et d'agir en communauté de vues avec eux (1). Nous n'en saurions d'ailleurs comprendre ni l'ori-

deur (procureur du roi) signera lesdites conclusions et les pourra faire délivrer suivant son avis. » — Arrêt du 20 février 1616 pour Beaufort, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 306 : « Et où les opinions se trouveront contraires et différentes les conclusions seront signées et délivrées selon l'avis dudit Cousin (procureur du roi) si bon leur semble. » — Arrêt du 2 juillet 1622 pour Guéret, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 293 : « Et où leurs opinions se trouveront contraires et différentes celles dudit Bourgeois (procureur du roi) sera suivie. »

(1) Il nous faut pourtant signaler ici que la séparation des fonctions dont nous les verrons plus tard résulter eut pour effet de déterminer dans la pratique une certaine réaction contre l'obligation imposée au procureur du roi de délibérer toutes les affaires avec les avocats du roi. Jousse nous fait connaître qu'au parlement et au Châtelet de Paris, ce n'est qu'exceptionnellement que les procès par écrit étaient de son temps communiqués aux avocats du roi. Ceux-ci ne s'y occupaient plus que des affaires d'audience. « Au parlement, le procureur général prend seul ses conclusions, sans en communiquer aux avocats généraux sur le rapport qui lui en est fait par ses

gine ni le développement si nous ne nous arrêtons pas d'abord un moment sur une évolution qui avait auparavant conféré à un autre point de vue aux avocats du roi une certaine indépendance vis-à-vis du procureur du roi.

Celui-ci en effet, qui à l'origine pouvait plaider pour le roi au même titre que les avocats du roi et avait même sur eux la préséance dans l'exercice de la plaidoirie, se vit peu à peu dépouiller de ce droit de porter lui-même la parole. Il ne le conserva que dans une mesure singulièrement réduite. C'est donc maintenant qu'il va nous falloir préciser comment la parole devint progressivement le domaine de plus en plus exclusif des avocats du roi.

3. — *Comment les avocats du roi acquirent pour la parole un droit à peu près exclusif.* — Indépendamment des nombreux textes où nous voyons le procureur du roi prendre lui-même la parole, ce droit résultait nécessairement pour lui du caractère primitif du rôle des avocats du roi. Le procureur du roi, nous l'avons vu, pouvait d'abord agir seul (1). Le concours des avocats du roi était pour lui facultatif. Il avait donc toute latitude pour parler lui-même chaque fois qu'il trouvait bon de le faire (2).

substitués. Les avocats généraux ne s'occupent que des affaires d'audience, excepté dans les affaires d'un ordre majeur, où le procureur général communique aux autres gens du roi. Il en est de même au Châtelet de Paris. » Jousse, *Traité de la justice criminelle de France*, IV, p. 824).

(1) V. *infra*, pp. 139-141.

(2) Certains textes indiquent que primitivement, c'était le procureur général qui parlait le plus souvent. Nous trouvons particulièrement intéressante à ce point de vue une formule qu'on rencontre

En même temps que la collaboration des avocats du roi devint de plus en plus nécessaire pour le procureur du roi, une séparation très nette d'attributions tendit au contraire à s'implanter entre le procureur du roi et les avocats du roi. On s'habitua à considérer qu'il devait y avoir entre les gens du roi la même répartition du travail qu'entre les procureurs et les avocats des particuliers. C'est ainsi que la plume resta au procureur du roi, mais que la parole fut de plus en plus réservée aux avocats du roi.

Cette évolution, qui n'était qu'une conséquence du mouvement qui imposa au procureur du roi la consultation des avocats du roi pour des actes de plus en plus nombreux, suivit une marche symétrique. Bien que cette consultation s'appliquât dès le début à des actes de toute nature, elle ne fut d'abord obligatoire que pour les affaires judiciaires (1). C'est également dans ces dernières que les avocats du roi virent reconnaître en premier lieu leur droit à la parole. Ce droit ne tarda pas cependant à leur être reconnu aussi pour les affaires publiques, où il reçut également une extension toujours plus grande.

parfois dans les plus anciens registres de plaidoiries. — V. par exemple *Arch. nat.*, X^{1a} 4789, f^o 109 (12 mai 1411) : « Le procureur du roy ou l'advocat du roy en l'absence dudit procureur dit que... » Le Nain avait constaté dans un registre de plaidoiries qu'en 1438 le procureur général avait la préséance dans l'exercice de la parole. Les avocats du roi ne parlaient qu'après lui (*Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement*, t. 127, f^o 4 v^o, 13 mars 1438).

(1) V. *infra*, pp. 141-144.

a) *Affaires judiciaires.* — L'attribution exclusive de la parole aux avocats du roi dans les procès civils et dans les procès criminels, qui n'a pu être sanctionnée par l'autorité royale avant les ordonnances de la fin du xv^e siècle qui rendirent nécessaire l'intervention des avocats du roi, est déjà implicitement reconnue par ces ordonnances. C'est uniquement aux avocats du roi que s'adresse l'article 84 de l'ordonnance de 1493 dans les instructions qu'elle donne pour les plaidoiries des gens du roi en matière criminelle (1).

Nous savons en effet par un passage de la *Pratique* d'Imbert qu'avant l'ordonnance de 1539 sur la procédure criminelle, c'était toujours un avocat du roi qui prenait la parole au parlement de Paris quand il s'agissait de requérir le règlement à l'extraordinaire (2). D'ailleurs,

(1) Ord. de 1493, art. 84 (Isambert, *Anc. lois*, XI, p. 241 : « Et quant aux matières des prisonniers et gens ajournez à comparoir en personne, ou autres qui cherront en plaidoirie, nous voulons et ordonnons que nostre dit avocat, qui plaidera la matière pour nous, récite bien au long les charges, informations et confessions, et prenne conclusions pertinentes, à ce que les délinquans puissent connoistre leurs fautes et que ce soit exemple à tous. » — Cf. l'ordonnance de 1535 pour la Provence, ch. II, art. 6.

(2) Imbert, *Pratique*, l. III, ch. 10, n° 6 : « La litiscontestation est quand, après l'audition du prisonnier, les parties comparent par devant le juge, et déclare le prisonnier, en venant en personne avoir été oüy et son audition communiquée aux advocat et procureur du roy et requiert estre absous ou à tout le moins, estre receu en procès ordinaire et eslargy en baillant caution... et par le demandeur partie civile est insisté au contraire et requis qu'il soit procédé contre l'accusé extraordinairement par récolement et confrontation de tesmoins, et avoir pendant procez provision d'aliments et médicaments. Et en aucun lieux comme en la cour de

l'ordonnance de 1535 pour la Provence pose déjà de la façon la plus formelle le privilège de parole des avocats du roi en matière judiciaire (1).

Un arrêt du parlement pour Angers du 28 mars 1557 décide que l'avocat du roi pourra plaider seul privativement au procureur du roi (2). La même disposition se retrouve dans un arrêt du parlement de Toulouse pour le présidial de Toulouse en date du 15 mai 1566 (3). Dans le règlement fait au parlement de Paris pour le présidial de Riom en 1574 et étendu par l'édit de 1581 à tous les bailliages et sénéchaussées du royaume, il y a également une clause qui réserve la plaidoirie aux avocats du roi dans tous les procès où le roi et le public auront intérêt (4).

parlement l'advocat du roy plaide le faict de l'accusation contenue en l'information et conclust qu'il soit procédé extraordinairement comme dit est, et en autres lieux, ils mettent leurs conclusions au pied de l'audition. »

(1) Ord. de 1535, ch. II, art. 13 (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 451) : « *Item*, avons ordonné et ordonnons que nostredit procureur sera tenu de faire enroller à chacune audience nos causes, pour estre plaidoyées en chacune audience des premières par nostre advocat. Sans ce que nostredit procureur puisse plaidoyer en présence de nostredit advocat, autrement que par nostredite cour ne soit ordonné, soit en cas de suspicion, récusation ou autrement. »

(2) Arrêt du 28 mars 1557 pour Angers, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, pp. 245-246 : « Et generalement ez causes où il faudra plaider, où le roy aura interest, iceluy demandeur (avocat du roi) pourra plaider seul privativement audit defendeur (procureur du roi), sinon ez cas susdits, et après en avoir toutefois communiqué à iceluy defendeur. »

(3) Descorbiac, *Recueil de règlements touchant les officiers de judicature*, tit. VII, ch. 6, p. 285.

(4) Arrêt du 21 août 1574 pour Riom, dans Girard et Joly, *Trois*

La même règle était appliquée dans les parlements. Nous pouvons nous en rendre compte par un arrêt du parlement de Toulouse de 1602, un arrêt du parlement de Dijon de 1603 et un accord conclu en 1605 par le procureur général et un avocat général du parlement de Bretagne (1).

Cependant, la séparation de la plume et de la parole qu'attestent tous ces documents ne fut pas plus complète pour les gens du roi que pour les procureurs et les avocats. Indépendamment du droit réciproque des avocats du roi et des procureurs du roi de se remplacer mutuellement en cas d'absence, maladie, récusation ou empêchement (2),

livres des offices de France, II, p. 1251 : « Et quant aux plaidoyries, ordonne la cour que ès causes esquelles le roy et le public auront interest, qui se traicteront en l'audience dudict siege, l'un desdicts advocats plaidera et prendra conclusions, ayant auparavant l'audience communiqué ensemblement audict parquet, du mérite de la cause et prins conclusions, lesquelles ne pourront estre changees en ladicte plaidoyerie, s'il n'y avoit cause evidente et survenante pour ce faire du commun advis de tous, ou de deux d'iceux. »

(1) Arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 262 : « Et quant aux causes, la playdoyerie d'icelles, les conclusions préalablement accordées entre lesdits advocats et procureur generaux, appartiendra ausdits advocats sinon en cas d'absence, recusation ou legitime empeschement, ausquels cas ledit procureur general plaidera, ou celui qu'il y commettra. » — Arrêt du parlement de Dijon du 8 janvier 1603, art. 10, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1251. — Accord de 1605 pour les gens du roi du parlement de Bretagne, dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 116.

(2) Accord de 1605 pour le parlement de Bretagne, dans Saulnier de la Pinelais, *op. cit.*, p. 117 ; Ord. de Blois de 1579, art. 158 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 419) ; Règlement du conseil privé du roi du 26 septembre 1602 pour la chambre de l'édit de Nérac, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 263.

on reconnut toujours aux procureurs généraux le droit de plaider dans une mesure qui ne pût porter atteinte aux prérogatives des avocats généraux (1) et on reconnut toujours aussi aux avocats généraux le droit de faire rapport des procès par écrit avec la même modération (2). De plus, le procureur du roi put toujours continuer à conclure lui-même oralement pour tout ce qui n'était relatif qu'à l'instruction et pour tout ce qui n'exigeait pas l'avis des avocats du roi (3).

Dans les parlements, les avocats généraux dressaient eux-mêmes les dires par écrit pour les procès civils ou criminels dont ils avaient fait le rapport au parquet (4), et dans les juridictions inférieures, les avocats du roi faisaient pour tout procès les écritures correspondantes à celles dont le soin revenait partout aux avocats des particuliers, c'est-à-dire les avertissements, les contredits et les salvations (5).

(1) Accord de 1603 pour le parlement de Bretagne, dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 117 ; Arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 262 ; Arrêt du parlement de Dijon du 8 janvier 1603, art. 10, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1251.

(2) Accord de 1603 pour le parlement de Bretagne, dans Saulnier de la Pinelais, *op. cit.*, p. 116 ; Règlement du 26 septembre 1602 pour la chambre de l'édit de Nérac, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 264.

(3) Arrêt du 10 mai 1602 pour le parlement de Toulouse, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 262 ; Jousse, *Traité de l'administration de la justice* I, p. 682.

(4) Arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1602, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 262.

(5) Règlement du 11 juillet 1562 pour Provins, dans Filleau, *op.*

Il faut même remarquer que la réserve imposée aux avocats généraux à l'égard du rapport des procès par écrit ne s'étendait pas aux avocats du roi des juridictions inférieures. De nombreux arrêts décident au contraire qu'ils doivent être à ce point de vue traités sur le même pied que les procureurs du roi et que ces procès par écrit doivent être distribués également entre le procureur du roi et les avocats du roi. On ne peut même citer que quelques arrêts qui donnent à ce sujet une situation de faveur au procureur du roi (1).

Malgré ces empiétements réciproques, la séparation de la plume et de la parole était réalisée entre les avocats du roi et les procureurs du roi pour les affaires judiciaires dès le début du xvi^e siècle. Elle ne tarda pas non plus à se faire sentir dans les affaires publiques. Cependant, elle n'y fut jamais aussi complète que dans le domaine judiciaire. Si les avocats du roi conquièrent aussi un droit de plus en plus large à la parole dans les affaires publiques, ils n'y obtinrent jamais vis-à-vis du procureur du roi le monopole à peu près exclusif que nous venons de constater pour eux en matière judiciaire.

b) *Affaires publiques*. — L'accord de 1605 passé entre le procureur général et l'un des avocats généraux du parlement de Rennes attribue le privilège de la parole à

cit., I, 2, p. 268 ; Arrêt du 21 août 1574 pour Riom, dans Girard et Joly, *op. cit.*, II, p. 4251 ; Arrêt du 2 juillet 1622 pour Guéret, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 294. — V. aussi Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 683.

(1) V. Jousse, *op. cit.*, I, p. 685.

l'avocat général, non seulement pour les résolutions et conclusions relatives aux procès civils et criminels, mais encore pour celles relatives aux affaires publiques (1). Nous savons également comment la règle posée dans cet acte fut pratiquée par la suite au parlement de Bretagne. Si le procureur général conserva toujours le droit de développer lui-même devant la cour les réquisitions ou remontrances d'ordre politique, administratif ou disciplinaire arrêtées en commun par les gens du roi, il ne le faisait que dans les cas où il se présentait seul devant le parlement. Quand il était accompagné de ses collègues du parquet, il laissait à l'avocat général le soin de prendre la parole. Il arrivait d'ailleurs aussi que ces réquisitions et ces remontrances étaient formulées à la cour par un avocat général qui paraissait seul devant elle sans être assisté du procureur général (2).

S'il ne se dégage pas de ces faits une règle bien précise, celle-ci nous est fournie au contraire par un arrêt du conseil privé du roi du 20 avril 1684 pour le parlement de Bordeaux. Cet arrêt déclare expressément dans son préambule faire l'application pour les gens du roi du parlement de Bordeaux de la pratique suivie par les gens du roi du parlement de Paris. Il décide, dans son

(1) Accord de 1603, dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 116 : « L'avocat général portera la parole de toutes les résolutions et conclusions arrêtées au parquet qui seront proposées à la cour tant aux affaires publiques que es audiences. »

(2) V. Saulnier de la Pinelais, *op. cit.*, p. 339.

article 7, que la parole appartiendra au procureur général dans toutes les affaires publiques. Il ne fait exception que pour celles de ces affaires qui seront portées à l'audience. C'est seulement dans ces dernières que la parole appartiendra aux avocats généraux (1).

Dans les juridictions inférieures, la pratique généralement suivie à l'égard des réquisitions faites par les gens du roi pour la discipline du siège et le bien de la justice aboutissait comme dans les parlements à les attribuer aux avocats du roi ou aux procureurs du roi selon qu'elles étaient présentées à l'audience ou en la chambre du conseil (2).

Parmi les remontrances présentées par les gens du roi, les mercuriales de rentrée avaient une importance toute particulière. Au parlement de Paris, Pasquier nous apprend qu'elles étaient déjà devenues le patrimoine exclusif des avocats du roi dès la première moitié du xvi^e siècle. Elles étaient alors toujours faites par le premier avocat du roi (3). Dans la deuxième moitié de ce

(1) Règlement du conseil privé du roi du 20 avril 1684 pour le parlement de Bordeaux, art. 7, dans Brillou, *Dictionnaire des arrêts*, I, v. *Avocats généraux*, p. 380 : « La parole appartiendra au procureur general seul, quand il s'agira d'affaires publiques, ou concernant les enregistremens des edits, et declarations, ou touchant les intérêts de sa majesté, sauf lorsque les affaires de cette qualité seront ou devront être portées à l'audience, auquel cas la parole appartiendra aux avocats généraux. »

(2) V. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 673.

(3) Pasquier, *Recherches de la France*, I, IV, ch. 23, p. 373, B : « Lors que je vins au palais (qui fut au mois de novembre 1549) cette façon de haranguer n'estoit en usage. Mais en ouvrant le pas

siècle, l'avocat du roi Baptiste Dumesnil leur donna une ampleur qu'elles n'avaient encore jamais eue (1) et il concéda à son collègue Guy Dufaur de Pibrac, second avocat du roi, de les faire alternativement avec lui (2). A partir de ce moment-là, l'usage fut donc de confier au premier avocat du roi la mercuriale de la Saint-Martin et au second avocat du roi la mercuriale de Quasimodo (3). Dans les parlements provinciaux, les mercuriales étaient prononcées tantôt par le premier président et tantôt par le procureur général. Les avocats généraux ne semblent pas y avoir acquis le même privilège qu'à Paris (4). Cepen-

aux octaves de la S. Martin, et de Pasques, si entre les deux parlemens les gens du roy avoient observé quelques fautes aux advocats, procureurs, ou solliciteurs en l'exercice de leurs charges, le premier advocat du roy, après la lecture des ordonnances, remonstroit sommairement tout ce qu'il pensoit estre de ce sujet prenant conclusions convenables. »

(1) Pasquier, *op. cit.*, p. 373, C : « Le premier qui y apporta de la façon fut Maistre Baptiste du Mesnil, en l'an 1557, personnage de singulière recommandation. »

(2) Pasquier, *loc. cit.* : « Celtuy (Guy Dufaur de Pibrac) ayant obtenu de Monsieur du Mesnil, par forme de courtoisie, de faire l'ouverture du parlement le lendemain d'une Quasimodo, se voulut donner plus ample carrière que n'avoit fait son compagnon. Et lors ces deux beaux esprits commencèrent de haranguer à l'envy l'un de l'autre, à qui mieux mieux. Du Mesnil à la S. Martin, et Pibrac après Pasques. Chose depuis tournée en coutume en leurs successeurs. » Guy Dufaur avait été reçu second avocat du roi le 28 mai 1565 en remplacement d'Aymon Boucherat (*Arch. nat.*, X^{1a} 1613, f^o 187).

(3) Guyot, *Répertoire*, XIII, v. *Procureur général du roi*, p. 729, dit cependant qu'au xviii^e siècle les mercuriales de rentrée étaient faites alternativement par le procureur général et par le premier avocat général.

(4) V. de la Cuisine, *Le parlement de Bourgogne*, I, p. 163 ; Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 252-253.

dant, c'est également aux avocats du roi qu'on tendait de plus en plus dans les juridictions inférieures à reconnaître le droit au discours de rentrée (1).

Quelle que fût d'ailleurs l'influence exercée par les gens du roi sur la marche des affaires publiques au moyen des diverses réquisitions et remontrances qu'ils pouvaient présenter dans l'intérêt général, c'étaient les conclusions données par eux à l'occasion de l'enregistrement des ordonnances royales dans les cours souveraines qui leur permettaient surtout de jouer un rôle politique. C'est précisément à ce point de vue que la conquête de la parole par les avocats généraux fut la moins complète. Ces conclusions sont toujours présentées par le procureur général, soit par écrit, soit verbalement (2). Si au parlement de Paris, c'était toujours le premier avocat général qui prenait la parole quand un refus d'enregistrement donnait lieu à un lit de justice (3), nous voyons au contraire dans les parlements provinciaux le procureur général prendre lui-même la parole quand dans des situa-

(1) Arrêt du 5 septembre 1703 pour Guéret, dans Jousse, *Recueil chronologique des ordonnances*, II, p. 335 : « Les harangues qui se font chaque année à l'ouverture des audiences, seront faites alternativement par les avocats du roi, sauf au substitut du procureur général dudit seigneur à faire telle réquisition qu'il jugera à propos pour le dû de sa charge. » — Cf. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 688.

(2) Règlement du conseil privé du roi du 20 avril 1684, art. 7 (Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, I, v. *Avocats généraux*, p. 380).

(3) V. Guyot, *Répertoire*, X, v. *Lit de justice*, p. 883 ; de Bastard d'Estant, *Les parlements de France*, I, pp. 307-308.

tions analogues l'enregistrement était effectué devant un commissaire représentant le roi (1).

Bien que les avocats du roi n'aient jamais eu dans les affaires publiques le droit à peu près exclusif de parole qu'ils avaient obtenu dès le xvi^e siècle en matière judiciaire, on peut constater néanmoins que le droit de parole leur était reconnu dans tous les domaines d'une façon de plus en plus large. C'était là incontestablement pour eux un nouvel affaiblissement assez sensible des liens de subordination qui les plaçaient sous la dépendance des procureurs du roi. Cet affaiblissement fut encore accru par les conséquences qu'on tira de la distinction très nette d'attributions que nous venons de voir s'établir entre les avocats du roi et les procureurs du roi.

Au lieu de considérer les premiers comme les subordonnés des seconds, on les considéra comme investis les uns et les autres de fonctions différentes pour lesquelles ils devaient posséder une indépendance réciproque. C'est ainsi qu'en cas de partage égal entre les membres du parquet, le procureur du roi cessa d'avoir toujours voix prépondérante. Si cette prépondérance lui fut toujours conservée pour tout ce qui était relatif à la plume, des atténuations et même des dérogations furent apportées à cette règle pour tout ce qui concernait la parole.

(1) V. le récit de l'enregistrement des édits de 1788 dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, pp. 275-279. A Toulouse, on semble toutefois avoir adopté pour les enregistrements d'édits ordonnés par commissaire la même règle qu'à Paris (v. de Bastard d'Eslang, *loc. cit.*).

Nous venons de préciser comment les avocats du roi ont conquis peu à peu celle-ci et comment même ils ont acquis pour elle un monopole presque complet en matière judiciaire. Nous allons voir maintenant comment il leur fut concédé vis-à-vis du procureur du roi une liberté et une indépendance de plus en plus grandes dans l'exercice de la parole.

4. — *Formation et développement de la liberté de parole des avocats du roi.* — Quand commença à se dégager, à la fin du xv^e siècle, le droit de préférence des avocats du roi pour la parole, ce droit se présentait, nous l'avons vu, comme une conséquence directe du principe nouveau qui imposait aux gens du roi l'obligation d'agir toujours de concert. Ce dernier principe ne possédait pas encore toute la portée qu'il reçut par la suite. Il ne pouvait donc être question, lorsqu'on admit le droit de parole des avocats du roi, de leur y laisser une liberté d'action incompatible avec un principe dont on songeait encore à étendre la sphère d'application.

Si donc la concession de plus en plus exclusive de la parole aux avocats du roi tendait certainement à relâcher leur subordination vis-à-vis du procureur du roi, l'autorité de celui-ci ne subissait aucune atteinte nouvelle dans son efficacité. Les avocats du roi devenus les principaux titulaires de la parole ne purent d'abord y manifester aucune initiative personnelle. Ils étaient tenus de développer les conclusions arrêtées en commun au parquet avec le procureur du roi. En cas de désaccord entre eux,

nous savons même qu'on admettait de plus en plus, quand un seul avocat du roi prenait part à la délibération, que l'avis du procureur du roi devait être suivi aussi bien pour les plaidoiries que pour les écritures (1).

Cependant, le partage des fonctions qui résultait pour les gens du roi de l'attribution de la parole aux avocats du roi, en s'accroissant davantage, obscurcissait de plus en plus la subordination des avocats du roi par rapport au procureur du roi. La servilité dans laquelle on les tint tout d'abord était incompatible avec la souplesse que réclamait l'exercice particulièrement délicat de la plaidoirie. On leur y accorda donc une liberté de plus en plus grande. Ils cessèrent d'être obligés de développer oralement l'opinion du procureur du roi quand ils étaient en divergence d'avis avec lui.

Toutefois, de même que la conquête de la parole fut moins complète pour les avocats du roi dans les affaires publiques que dans les affaires judiciaires, ce n'est que dans ces dernières qu'ils obtinrent pour la parole une liberté complète en cas de partage égal des voix entre les membres du parquet. Dans les affaires publiques, on leur accorda bien aussi la faculté de développer dans les mêmes conditions leur opinion personnelle, mais on n'alla pas dans la liberté de parole qu'on leur reconnut ainsi, comme on le fit pour les affaires d'ordre judiciaire, jusqu'à la conséquence dernière du principe de la sépa-

(1) V. *supra*, p. 156.

ration de la plume et de la parole. L'avis du procureur du roi ne s'effaça jamais complètement en cas de partage pour les affaires publiques qui donnaient lieu à des conclusions, réquisitions ou remontrances orales, comme cela eut lieu finalement pour les procès d'audience.

Dans l'arrêt du parlement de Paris de 1574 pour le présidial de Riom, on peut constater que si le droit des avocats du roi à la plaidoirie est expressément déclaré, on ne leur confère encore pour elle aucune indépendance. Cet arrêt mérite une attention toute particulière puisqu'il fut étendu par l'édit de 1581 à tous les sièges royaux. Il y est dit que les plaidoiries des avocats du roi devront être conformes en tout point aux conclusions prises en commun au parquet avec le procureur du roi. Aucune modification ne pouvait être apportée à ces conclusions. S'il survenait une circonstance nouvelle qui nécessitait un changement, on ne permettait de le faire à l'avocat du roi chargé de plaider qu'à condition qu'il prenne tout au moins sur ce point l'avis d'un des autres membres du parquet (1). -

Jusque vers le quart du xvii^e siècle, on trouve, tant pour les cours souveraines que pour les cours inférieures, des arrêts qui ne sont pas plus larges (2). Cependant, on

(1) Arrêt du 21 août 1574 pour Riom, dans Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1231 (v. le texte, *supra*, p. 161, n. 4).

(2) Arrêt du 10 mai 1602 pour le parlement de Toulouse, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 262 (v. le texte, *supra*, p. 162, n. 1). — Règlement du conseil privé du 26 mars 1612 pour la cour des aides de Rouen, dans Filleau, *op. cit.*,

apportait déjà alors le plus souvent des exceptions au principe rigoureux posé par l'arrêt de 1574. On reconnaissait d'ordinaire aux avocats du roi le droit de parler en toute liberté pour les affaires sommaires et peu importantes et aussi pour les questions incidentes d'ordre secondaire (1).

Ces atténuations qui s'étaient introduites dans les juridictions inférieures comme dans les parlements reçurent ensuite dans ces derniers une extension beaucoup plus grande. En 1635, dans un acte passé entre les gens du roi du parlement de Rennes, il est accordé aux avocats généraux une indépendance complète pour tout ce qui est relatif à l'exécution de l'audience. On leur concède

I, 2, p. 257 : « Seront tenus ez causes de l'audience en playdant suivre les conclusions qu'ils auront prises entr'eux audit parquet. » — Arrêt du 2 juillet 1622 pour Guéret, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 293 : « A ordonné et ordonne, que lesdits Bourgeois (procureur du roi) et Tourniol (avocat du roi) s'assembleront en leur parquet les jours d'audience à sept heures du matin, et à deux heures de relevée, si besoin est, pour conférer ensemblement et résoudre par avis commun ce qu'ils auroient à requérir sur l'occurrence des affaires publics et plaidoyries où ledit Tourniol portera la parole, sans pouvoir prendre autres conclusions que celles qui auront esté arrestées entre eux, s'il ne survient à l'audience occasion et cause evidente de les changer. Ce qu'il pourra faire par l'avis neantmoins dudit Bourgeois. »

(1) Règlement du conseil privé du 26 septembre 1602 pour la chambre de l'édit de Nérac, dans Filleau, *op. cit.*, I, 2, p. 263 : « L'avocat ne pourra prendre aucunes conclusions en l'audience sans au préalable les avoir délibérées avec le procureur, sinon pour causes sommaires et de peu d'importance, esquelles ledit avocat pourra prendre telles conclusions que bon luy semblera. » — Accord de 1605 pour le parlement de Rennes, dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 116 : « Ne pourra prendre

à cet égard le droit d'empiéter sur le privilège du procureur général quant à la plume (1). La latitude plus grande qui résultait pour les avocats du roi de l'établissement de ces règles nouvelles ne pouvait d'ailleurs se faire sentir qu'en matière judiciaire ou disciplinaire et l'insignifiance habituelle des occasions qui lui donnaient lieu de se manifester n'était pas de nature à faire subir une diminution d'autorité importante au procureur du roi.

Il n'en fut pas de même des solutions qui apparaissent dans les premières années du xvii^e siècle pour le règlement des divergences d'opinions entre les membres

(l'avocat général) aucunes conclusions en l'audience sans auparavant les avoir délibérées avec le procureur général, sinon pour causes sommaires et de peu d'importance, esquelles ledit advocat général pourra prendre telles conclusions que bon luy semblera. » — Règlement du 14 août 1624 pour Poitiers, dans Filleau, I, 2, p. 303 : « Ne pourront aussi lesdits substituts en quelque matière et occasion que ce soit, pour legere et peu importante qu'elle puisse estre, porter la parole en presence de nosdits advocats, ou l'un d'eux, ausquels à cette fin les informations et autres procedures de l'audience seront baillees par le greffier pour y requerir sous le nom dudit substitut, ce qui aura esté auparavant résolu entr'eux au parquet par avis commun, sinon en en matieres incidentes et legeres, esquelles il est necessaire de parler et requerir sur le champ. »

(1) Acte de 1635 entre les gens du roi du parlement de Bretagne, dans Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 120 : « Que la parole et toute l'exécution de l'audience, comme acquiescements, expédients, avis sur requêtes civiles de les plaider ou appointer, et autres avis sur causes d'audiences renvoyées pour être vidées au parquet seront signés par lesdits advocats généraux, exclusivement au procureur général. » — Cf. l'arrêt du conseil privé du 20 avril 1684 pour le parlement de Bordeaux, art. 4 (Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, I, v. *Avocats généraux*, p. 380) : « Les expediens en affaires d'audience seront visez par les avocats generaux. »

du parquet. Le principe qui reconnaissait en cas de partage égal voix prépondérante au procureur du roi tendait, nous l'avons vu, à prévaloir de plus en plus (1). Dès les premières années du xvii^e siècle, il reçut cependant une atténuation importante. Si l'on reconnaît toujours que l'avis du procureur du roi doit prévaloir, on donne aux avocats du roi la liberté d'exprimer leur opinion personnelle dans leurs plaidoiries. Les conclusions écrites sont bien rédigées suivant les vues du procureur du roi, mais les avocats du roi peuvent émettre en plaidant un avis contraire (2).

Cette indépendance conférée aux avocats du roi dans l'exercice de la parole aboutissait parfois à une situation qui correspondait d'assez près à la situation faite encore aujourd'hui aux fonctionnaires du ministère public vis-à-vis des ordres qu'ils reçoivent de leurs supérieurs hiérarchiques. On caractérise cette situation en disant : *la plume est servie, mais la parole est libre*. La position res-

(1) V. *supra*, p. 156.

(2) Règlement du conseil privé du 26 septembre 1602 pour la chambre de l'édit de Nérac, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 263 : « Leurs conclusions seront conformes, si faire se peut, et en cas de contrariété le procureur du roy signera son avis, et vaudra comme conclusion, comme aussi l'avocat du roy conclurra selon son avis en plaidant. » — Accord de 1603 pour le parlement de Bretagne, dans Saulnier de la Pine-lais, *Les gens du roi au parlement de Bretagne*, p. 116 : « Leurs conclusions seront conformes, si faire se peut ; et en cas de contrariété, le procureur général signera son avis et vaudra pour conclusions, comme aussi l'avocat général conclura selon son avis en plaidant. »

pective des avocats du roi et des procureurs du roi étant cependant assez différente, la maxime moderne ne traduirait pas en toute fidélité les conséquences pratiques qui résultaient pour les avocats du roi de leur liberté de parole en cas de contrariété d'opinions et de partage égal des voix entre les membres du parquet. Aussi, cette maxime ne se trouve chez aucun de nos vieux auteurs.

Nous ne connaissons pas de témoignage de cette liberté de parole avant le début du xvii^e siècle. Si la règle de l'avis prépondérant du procureur du roi sans aucune atténuation n'est attestée que par des textes relatifs aux juridictions inférieures (1), il y a tout lieu de supposer qu'elle a été aussi pratiquée à une époque déterminée dans les parlements. Ces textes reconnaissent d'ailleurs déjà le privilège de parole des avocats du roi et ils prouvent ainsi que la liberté de parole que nous constatons dans les premières années du xvii^e siècle ne s'est dégagée que postérieurement à la reconnaissance de ce privilège.

Dès les premières apparitions du principe qui donne ainsi aux avocats du roi, quand il y a partage égal des voix, toute latitude pour développer oralement leur opinion personnelle, on en fait l'application indifféremment pour les affaires judiciaires et pour les affaires publiques. Pour ces dernières, il marque même la limite où l'on s'arrêta quant à la concession aux avocats du roi d'une in-

(1) V. ces textes, *supra*, p. 156, n. 3.

dépendance de plus en plus grande dans la plaidoirie. L'avis du procureur du roi y prévalut toujours relativement aux conclusions écrites et les avocats du roi ne pouvaient qu'exprimer le leur verbalement.

La faculté dévolue ainsi aux avocats du roi n'était pas d'ailleurs sans importance aussi bien en matière judiciaire qu'en matière politique, administrative ou disciplinaire. Nous savons en effet que les avocats du roi, à la différence des avocats des particuliers, n'étaient pas soumis à la nécessité de se faire avouer. Bien que l'avis du procureur du roi rédigé par écrit et signé de lui valût seul pour conclusions aux yeux de la cour, les observations orales de l'avocat du roi avaient donc juridiquement la même valeur que si elles avaient été formulées par le procureur du roi lui-même. Il n'en était autrement que dans les circonstances de plus en plus rares où le procureur du roi faisait usage de son droit de plus en plus simplement théorique de désaveu (1).

D'autre part, on connaît la règle ancienne qui faisait de tous les juges des procureurs du roi. On en concluait que la cour ne devait prendre des conclusions du procureur du roi que ce qu'elle croyait utile (2). Il en résultait ainsi qu'elle avait toute liberté du choix entre les conclusions écrites du procureur du roi et les développements oraux

(1) Sur le droit de désaveu du procureur du roi, v. *supra*, pp. 121-124.

(2) V. à ce sujet le texte cité *supra*, p. 122, n. 1.

de l'avocat du roi. C'est à elle qu'il appartenait en définitive de trancher le conflit.

Si considérable que fût par conséquent l'atteinte portée par la liberté de parole des avocats du roi au principe de la voix prépondérante du procureur du roi, on jugea cependant que l'indépendance ainsi accordée aux avocats du roi était encore insuffisante en matière judiciaire. On pensa qu'il était préférable d'y pousser plus loin les conséquences de la séparation de la plume et de la parole. Aussi, plus on avance dans le xvii^e siècle, plus on voit se multiplier les décisions qui en cas de partage égal des voix déclarent que l'avis du procureur du roi ne l'emportera que dans les procès par écrit et que dans les procès d'audience c'est au contraire l'avis de l'avocat du roi qui prévaudra (1). Cette solution était généralement

(1) Arrêt du conseil privé du 21 mai 1624 pour Guéret, dans Fil-leau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 294 : « Ordonne qu'aux conclusions par escrit l'opinion du procureur de sa majesté prévaudra, et aux audiences en celles de l'avocat du roy. » — Règlement du conseil privé de 1669 pour le parlement de Provence cité dans Cabasse, *Essais historiques sur le parlement de Provence*, III, p. 14. — Arrêt du 5 septembre 1703 pour Guéret, dans Jousse, *Recueil chronologique des ordonnances*, II, p. 335 : « ...mais seront les conclusions arrêtées à la pluralité des voix, dans lesdits cas où elles doivent être délibérées en commun : et néanmoins où il ne se trouveroit qu'un des advocats du roi avec le substitut dudit procureur général, en cas qu'ils soient d'avis contraire, l'opinion du substitut du procureur général prévaudra dans les procès par écrit, et celle de l'avocat du roi dans les causes d'audience dans les cas ci-dessus. » — Règlement du 13 août 1740 pour le présidial de Rennes, dans Guyot, *Répertoire*, XIII, v. *Procureur du roi*, p. 723, n. 1 : « En cas d'absence de l'un d'eux, l'avis de l'avocat du roi qui portera la parole prévaudra, ainsi que celui du substitut

admise à la veille de la Révolution. Elle constituait, quant aux procès d'audience, non pas une simple atténuation, mais une dérogation très nette à la règle de la voix prépondérante du procureur du roi. C'était en outre l'atteinte la plus importante de toutes celles que nous avons vu porter jusqu'ici à l'autorité du procureur du roi sur les avocats du roi.

§ 3. — Ce qui resta jusqu'à la fin de la subordination des avocats du roi à l'égard des procureurs du roi.

Malgré tous ces amoindrissements, la subordination des avocats du roi à l'égard du procureur du roi subsista jusqu'à la fin. Le procureur du roi disposa toujours à peu près seul de la signature. C'est donc à lui qu'appartenait l'initiative en toute matière. Les avocats du roi n'étaient en somme que ses conseillers. L'importance de plus en plus grande attachée à leurs avis et la liberté de plus en plus complète qui leur fut concédée dans leurs plaidoiries ne firent jamais disparaître leur qualité de simples représentants du procureur du roi. Ils durent toujours parler en son nom et il ne leur fut jamais permis de requérir, de conclure ou de faire des remontrances directement au nom du roi. Le procureur du roi conserva

dans les conclusions sur procès par écrit. » — Arrêt du 17 janvier 1779 pour Provins, art. 8, dans Guyot, *op. cit.*, XIII, p. 727 : « Ordonne que dans le cas d'avis contraire, celui de notre avocat prévaudra dans les causes d'audience, et celui du substitut de notre procureur général dans les procès par écrit. » — V. aussi Guyot, *Répertoire*, XIII, v. *Procureur général*, p. 729.

toujours au moins en théorie le pouvoir de désavouer les avocats du roi. Il eut toujours aussi la direction à peu près exclusive de tout ce qui concernait l'administration. En un mot, il resta jusqu'à la fin le seul représentant du roi au parquet et le chef véritable des gens du roi. A part les quelques atténuations et les quelques dérogations que nous avons relevées, il fut toujours à même de faire prévaloir sa prépondérance sur les avocats du roi.

Néanmoins, la situation de ceux-ci, telle que nous l'avons trouvée à la fin de l'ancien régime, s'était modifiée depuis leur apparition d'une façon considérable à l'égard du procureur du roi. Leur privilège et leur liberté de parole, leur consultation imposée au procureur du roi pour tous les actes importants leur conféraient, vis-à-vis de lui, une indépendance qui se faisait peut-être encore plus sentir dans la pratique que les brèves formules des arrêts nous permettent de l'entrevoir. En matière judiciaire, ils étaient finalement parvenus à conquérir la direction à peu près complète et à peu près absolue de toutes les affaires d'audience. S'ils restèrent toujours jusqu'à la fin les subordonnés du procureur du roi, ce rapport de subordination tendait de plus en plus à se transformer en une véritable division d'attributions.

Ce sont surtout les attributions des avocats du roi que nous avons vues se constituer en étudiant leurs rapports avec les procureurs du roi. Cette fixation progressive de leurs fonctions n'est certainement pas le côté le moins intéressant de l'évolution historique de leur ca-

ractère. C'est en effet en participant d'une façon de plus en plus étroite à l'action du procureur du roi et en devenant de plus en plus les véritables titulaires de la parole que les avocats du roi ont cessé de pouvoir être considérés simplement comme des avocats ordinaires ayant la clientèle du roi et qu'ils commencèrent à pouvoir être réellement regardés comme investis d'une fonction publique.

Cependant, ce résultat n'aurait pu être atteint si les avocats du roi avaient toujours continué à prêter leur concours aux particuliers avec la liberté qui leur fut d'abord reconnue à cet égard. Ils ne pouvaient d'une façon complète devenir des magistrats qu'en s'attachant exclusivement au service du roi et en renonçant aux autres clientèles. Cette évolution ne fut entièrement réalisée que dans les cours souveraines, mais elle ne fut pas sans produire des résultats appréciables dans les juridictions inférieures. Ce sont ses diverses phases que va surtout nous permettre de préciser l'étude des rapports des avocats du roi avec les justiciables.

CHAPITRE III

LES AVOCATS DU ROI ET LES JUSTICIABLES

Les avocats du roi ne furent d'abord que de simples avocats auxquels le roi confiait ses intérêts. Il était naturel que cette clientèle n'entraînât aucune obligation spéciale pour ceux qui en bénéficiaient. Ils pouvaient comme leurs autres confrères prêter leur concours à tous les plaideurs qui voulaient bien s'adresser à eux. Si le roi prit très tôt l'habitude d'avoir des avocats pensionnaires (1), cette pension ne créait entre lui et ses avocats que les liens qui existaient entre les autres avocats et les particuliers qui les prenaient à pension.

D'autre part, dans l'exercice même de leurs fonctions, les avocats du roi étaient traités à l'origine comme des avocats ordinaires. Ils ne jouissaient d'aucun avantage spécial et d'aucune faveur dans la direction des procès où ils intervenaient pour le procureur du roi. Ils n'y encourageaient pas d'autres responsabilités que celles incombant à tout avocat et il n'y avait pas non plus pour eux de causes spéciales d'abstention. Ils pouvaient enfin librement accepter des rétributions des parties.

(1) V. *supra*, pp. 28-30.

Cette situation, parfaitement conciliable avec le caractère primitif des avocats du roi, devenait de plus en plus anormale en même temps que ceux-ci se présentaient de plus en plus comme des fonctionnaires chargés dans des conditions nettement définies de soutenir les intérêts du roi, ceux du royaume et l'ordre public. Elle devait donc se modifier aux deux points de vue que nous venons d'indiquer.

On tendit de plus en plus à retirer aux avocats du roi le droit d'avoir d'autres clients que le roi et on les mit également à certains égards dans la direction des procès royaux et dans tous ceux intéressant le roi ou le public dans une position toute particulière qui les rapprochait beaucoup des juges.

Nous ne dirons rien de ce dernier point, car c'est une évolution qui n'a rien de spécial aux avocats du roi et qui concerne en réalité l'histoire générale du ministère public.

Nous nous attacherons au contraire à suivre dans tous ses détails le mouvement qui rattacha les avocats du roi de plus en plus exclusivement au roi.

En raison des transformations profondes que nous avons relevées dans leur caractère et dans leurs fonctions, la liberté primitive des avocats du roi, en ce qui concerne l'exercice de la plaidoirie pour les particuliers et en général l'exercice de toute charge ou fonction privée, ne pouvait en effet se maintenir. Elle fut d'abord restreinte et elle disparut même complètement pour les

avocats royaux des cours souveraines. On ne tarda pas non plus à considérer qu'en raison de la nature de leurs fonctions, les avocats du roi, en acceptant leur charge, prenaient des engagements d'un caractère tout particulier et que ces engagements produisaient des effets beaucoup plus énergiques que les engagements similaires contractés par un avocat pensionnaire vis-à-vis de son client. On affranchit donc de plus en plus complètement les avocats du roi des obligations prises à titre d'avocat avant leur entrée en charge envers des particuliers et on décida également qu'en cessant leurs fonctions ils ne recouvreraient pas envers le roi toute leur liberté d'action antérieure.

C'est cette évolution, dont nous venons d'indiquer les principaux aspects, que nous nous proposons maintenant de dépeindre. En voyant les avocats du roi devenir progressivement les mandataires exclusifs de la royauté, nous constaterons finalement à cet égard, au moins dans les cours souveraines, leur assimilation complète aux autres magistrats. C'est donc le point le plus important de l'histoire des avocats du roi que nous abordons.

A la lecture des ordonnances qui marquent le point d'aboutissement du mouvement qui conduisit à interdire aux avocats du roi des cours souveraines de plaider et consulter pour les particuliers et à le défendre également aux avocats du roi des cours inférieures dans les causes où le roi était intéressé, on a d'abord l'impression que ce mouvement s'est poursuivi dans les mêmes conditions

pour les procureurs du roi et pour les avocats du roi. L'ordonnance de 1579 vise les procureurs généraux aussi bien que les avocats généraux (1). L'article 34 de l'ordonnance de 1498 s'applique dans les mêmes termes aux procureurs du roi et aux avocats du roi (2). On pourrait donc être tenté d'en conclure que les procureurs du roi ont eu à l'égard des causes et des emplois privés la même liberté que les avocats du roi et que ce sont seulement l'article 35 de l'ordonnance de 1498 et l'article 20 de l'ordonnance de 1566 qui vinrent pour la première fois établir dans les juridictions inférieures une différence entre eux à ce point de vue (3).

Une telle conclusion serait cependant contraire* aux faits les plus nettement établis. Si les ordonnances de 1498, 1566 et 1579 trouvent encore utile de défendre aux procureurs du roi de prendre en main les causes des particuliers, cela s'explique sans doute par la nécessité de mettre fin à des écarts individuels. Bien avant même l'ordonnance de 1498, il était acquis que les procureurs du roi ne devaient s'occuper que des affaires du roi.

C'est le principe déjà posé par l'article 14 de l'ordonnance de 1302 (4). Sans doute, à cette époque, il n'y avait

(1) Ord. de 1579, art. 115 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 410). — V. le texte, *infra*, p. 264, n. 2.

(2) Ord. de 1498, art. 34 (*Ord.*, XXI, p. 185). — V. le texte, *infra*, p. 248, n. 2.

(3) Ord. de 1498, art. 35 (*Ord.*, XXI, p. 185) ; Ord. de 1566, art. 20 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 194).

(4) Ord. de 1302, art. 14 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de*

très probablement pas encore au parlement de procureur général (1). Quand celui-ci parut, quelques années plus tard, il semblerait toutefois bien étrange qu'on ne lui eût pas imposé la règle de cette ordonnance. Cette règle était encore en effet proclamée de la façon la plus énergique par l'échiquier normand de 1400. Il interdit aux procureurs du roi tout comme aux lieutenants des baillis et des vicomtes de postuler ou patrociner au pays où ils sont officiers et où s'étend leur pouvoir (2). Au parlement de Paris, nous ne voyons jamais le procureur général figurer dans les distributions de conseil et nous ne le voyons jamais non plus plaider pour des particuliers ou recevoir des pensions privées. Quand Pierre Le Cerf, l'avocat pensionnaire des échevins de Reims, fut reçu procureur général en 1394, il renonça à sa pension et les échevins choisirent pour le remplacer Eustache de Laitre (3). Nous ne connaissons qu'un seul passage des registres du parlement où il soit question que le procureur général s'occupait des affaires privées. Le 14 no-

France, II, p. 1240) : « *Caeterum volumus quod procuratores nostri in causis quas nomine nostro duxerint, contra quascumque personas jurent de calumnia sicut praedictae personae : et si contingat eos facere substitutos, illis satisfaciant et non partes adversae : volentes, immo prohibentes expresse ne procuratores nostri de causis alicujus se intromittant, aut literas impetrare praesumant, nisi pro personis conjunctis illud fieri contingat.* »

(1) V. *supra*, p. 5.

(2) Floquet, *Histoire du parlement de Normandie*, I, Rouen, 1840, p. 115.

(3) Varin, *Archives administratives de la ville de Reims*, III, p. 827.

vembre 1552, la cour conseilla à tous les gens du roi indistinctement de renoncer aux consultations privées. Toutefois, le procureur général répondit qu'il ne consultait plus depuis sept ou huit ans (1). Tout porte donc à croire, abstraction faite de quelques dérogations isolées, que le procureur général fut toujours, depuis son institution, le représentant exclusif du roi.

Si nous quittons le parlement pour les autres juridictions, nous constatons également que, malgré certaines infractions, la règle posée en 1302 y resta toujours debout. Les procureurs du roi devaient s'abstenir de plaider et de consulter pour les particuliers. Sous Louis XI, il fut défendu au procureur du roi de la cour des aides de pratiquer pour d'autres que pour le roi (2). En 1494, les procureurs ducaux des quatre plus grandes barres du duché de Bretagne sont privés du droit d'accepter des gages ou de prendre office, charge, bienfait ou pension de tout autre seigneur que du souverain du duché (3). M. Maugis déclare n'avoir trouvé qu'une fois au bailliage d'Amiens le procureur du roi bénéficiaire d'une pension non royale. Il signale d'ailleurs que ce fait suscita de

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1574, f^o 3 v^o, 14 novembre 1552 (Texte cité, *infra*, p. 264, n. 1). — Le procureur général était alors Noël Brulart.

(2) Rapport au grand conseil de Louis XI sur les abus et les scandales de la cour des aides, dans Vaesen, *Bibliothèque de l'école des chartes*, 2^e série, V, p. 64.

(3) Michel Sauvageau, *Coutume de Bretagne*, II, Nantes, 1740, 2^e pagination, pp. 99-101.

suite une mise en demeure d'option, que nous voyons dans les registres du parlement à la date du 5 juillet 1509 (1).

L'évolution que nous allons retracer en montrant comment les avocats du roi ont été de plus en plus exclusivement attachés au service du roi est donc une évolution qui est spéciale aux avocats du roi et qui les concerne uniquement.

Il serait intéressant de connaître en détail la situation qui était faite aux avocats du roi quand ils cessaient leurs fonctions pour reprendre leur ancienne place au barreau. Boutillier, dans sa *Somme rurale*, dans un passage qui vise en première ligne les avocats d'office, mais que l'auteur nous autorise lui-même à étendre aux avocats du roi du parlement, nous enseigne que l'avocat du roi, quand il quittait sa charge, ne recouvrait pas le droit de plaider contre le roi (2).

Ce texte de Boutillier est la seule mention de ce prin-

(1) Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. 57.

(2) Boutillier, *Somme rurale*, II, 2, p. 673 : « Scachez que l'avocat d'office doit estre le premier advocat en la cour du seigneur qu'il représente ; si comme l'avocat du roy ès cours royaux. Et puisque advocat d'office a esté pour aucun seigneur qui a advocat en sa cour à cause d'office, scachez que jamais ne peut estre contre iceluy seigneur en cas de advocacerie, supposé encores qu'il n'eust aucuns gages eus ou pension dudit seigneur. Et toutesfoys veut bien la loi que l'avocat d'office, par le gré et licence au seigneur de qui il est ou a esté advocat, puisque ce ne seroit contre le seigneur ne contre la cause que pour le seigneur eust soustenue autrefoys, puisse être au conseil d'aucun seigneur. Et ainsi le peut-on voir en parlement de l'avocat du roy. »

cipe que nous ayons rencontrée. Nous ne pouvons, pour cette raison, insister davantage sur ce point et nous ignorons comment la règle indiquée par Boutillier s'est constituée et les conditions dans lesquelles elle fut observée par la suite. Nous devons donc nous borner à étudier les restrictions de plus en plus grandes qui furent imposées aux avocats du roi, quand ils étaient encore en exercice, relativement à leur ancienne liberté de continuer à s'occuper d'autres affaires que de celles du roi.

Au premier examen des textes, on aperçoit nettement qu'une fois engagé dans la voie de ces restrictions, on est parvenu plus vite à une prohibition absolue en ce qui concerne les charges et pensions privées qu'en ce qui concerne le simple exercice de la consultation et de la plaidoirie pour les particuliers. Dans les juridictions inférieures, ce n'est même que sur le premier point qu'on aboutit à une interdiction complète. C'est donc d'abord la situation faite aux diverses époques aux avocats du roi vis-à-vis des charges et pensions non royales que nous allons examiner. Nous étudierons ensuite d'une façon plus spéciale l'abstention de plus en plus grande à laquelle ils furent tenus à l'égard des causes privées. Nous serons alors en mesure de rechercher comment, dans l'intérêt supérieur de leurs fonctions, on considéra de plus en plus leur caractère d'officiers publics comme les déliant chaque fois que cela paraissait utile de toutes les obligations contractées par eux avant leur nomination.

§ 1. — Les avocats du roi et les charges
et pensions non royales.

L'évolution qui tendit à rendre les avocats du roi complètement indépendants de toute charge et de toute pension non royale se présente sous deux aspects différents. Si elle consista surtout dans l'établissement d'une interdiction absolue pour les avocats du roi d'accepter ces charges et ces pensions, elle se manifesta, avant que cette interdiction fût proclamée, par une atténuation des inconvénients que ces charges et ces pensions pouvaient avoir pour le service du roi. C'est donc successivement ces deux aspects de la question que nous allons envisager. Après avoir retracé l'évolution qui interdit aux avocats du roi de posséder des charges et des pensions non royales, nous examinerons les conséquences qu'elles pouvaient avoir sur l'accomplissement de leurs fonctions d'avocats du roi.

Parmi les justiciables, dont les avocats du roi purent longtemps recevoir des charges et des pensions, les villes occupent une situation tout à fait spéciale. Cependant, le cumul des fonctions royales et des magistratures municipales se présente pour tous les officiers royaux dans des conditions sensiblement identiques. Nous ne pourrions pour cette raison consacrer au sujet des avocats du roi un développement étendu à une question qui ne leur est pas spéciale. Il suffira ici de mentionner que les avo-

cats du roi ont revêtu fréquemment ces magistratures municipales et qu'on n'eut jamais vis-à-vis d'eux pour ces magistratures la réserve qu'on semble s'être imposée à l'égard du procureur du roi (1).

A la date du 2 juillet 1366, Jean des Marés, avocat du roi au parlement, était échevin de la ville de Paris (2). Les listes dressées par M. Maugis pour le bailliage d'Amiens nous permettent de constater que le cumul de la charge d'avocat du roi et de celle de conseiller de ville y a été une règle à peu près invariable (3). M. Dupont-Ferrier nous a révélé des cas semblables au début du xvi^e siècle dans les sénéchaussées de Périgord et de Limousin (4). L'édit d'Henri II de 1547, qui interdit à tous les officiers royaux d'accepter des magistratures municipales, fut aussi mal observé pour les avocats du roi que pour les autres officiers (5). On se rappelle les débats auxquels donna lieu pendant la Fronde l'élection de Milotet comme maire de Dijon malgré sa qualité d'avocat général au parlement de cette ville (6).

Nous avons dit la raison pour laquelle nous nous en

(1) V. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. 57.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 20, f^{os} 218-221.

(3) Maugis, *op. cit.*, pp. XVIII, XIX, XX, 51.

(4) Dupont-Ferrier, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, p. 163.

(5) V. Charondas le Caron, dans le *Code Henri III*, f^o 430 r^o, n. 1.

(6) De la Cuisine, *Le parlement de Bourgogne*, II, pp. 269, 277, 283.

tiendrons à ces indications. Dans l'étude qui va suivre, nous laisserons complètement de côté les magistratures municipales.

I. — *Comment les charges et les pensions non royales furent interdites aux avocats du roi.*

Jusqu'à la fin du xiv^e siècle, nous ne constatons l'existence d'aucune réserve particulière imposée aux avocats du roi à l'égard des charges et pensions concédées par d'autres que le roi. Non seulement nous voyons les avocats du roi chargés de s'occuper des intérêts des personnes placées sous la curatelle de très puissants seigneurs (1), mais nous voyons encore ceux-ci pensionner les avocats du roi et confier à ces derniers leurs intérêts personnels.

C'est pour les avocats du roi du parlement de Paris que ce cumul de la pension royale et des pensions de ces seigneurs est particulièrement intéressant à relever. Les exemples en sont très abondants. En 1368, Jean des Marés est avocat pensionnaire de Charles le Mauvais, roi de Navarre (2). Deux comptes nous font connaître quels

(1) Huillard-Bréholles, *Titres de la maison ducale de Bourbon*, I, p. 544, n° 3095, 8 mars 1369. — Louis, duc de Bourbonnais, charge Jean des Marés, J. Pastourel, J. d'Ay, Forey et Baucher, de régler ce qui peut concerner la curatelle de Jean, comte de Forez, dont il est le curateur. A cette date, Jean des Marés et Jean Pastourel sont avocats du roi au parlement. — V. Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 363, 371, 389.

(2) Quittance donnée par Jean des Marés, avocat du roi de Navarre, de la somme de 25 francs d'or, montant de sa pension annuelle, *Bibl. nat., dép. des manuscrits, pièces origin.*, vol. 1845,

étaient en 1371 et 1376 les avocats pensionnaires du duc de Bourgogne Philippe le Hardi. Sur le premier, nous lisons les noms des deux avocats du roi d'alors, Jean des Marés et Jean Pastourel (1) ; sur le second, nous retrouvons encore celui de Jean des Marés (2). Jean Canart, qui fut avocat du roi de 1380 à 1385 (3), fut également en même temps avocat pensionnaire du duc de Bourgogne (4). Pendant trois ans, de 1387 à 1390, Jean le Coq cumula sa charge d'avocat du roi avec une pension de Louis d'Orléans (5).

Les avocats du roi du parlement de Paris étaient parfois aussi pensionnés par des municipalités importantes ou de grandes communautés religieuses. En 1346, Pierre de la Forest est au nombre des avocats pensionnés par

n° 42642, pièce 3 (Texte publié par M. Delachenal, *op. cit.*, p. 448) : « Sachent tous que je Jehan des Marés, advocat du roy nostre sire en son parlement, ai eu et receu de messire Jehan [Clémence, trésorier] de monseigneur le Roy de Navarre, en rabat et deduction de ce qui me puet estre deu, à cause de ma pension que je praing [de mon dit seigneur, la] somme de vint et cinq frans d'or, desquieulx je me tieng a bien poié, et en quite mon dit seigneur, et son dit tresorier. [Donné soubz] mon seel, en tesmoing de ce, le XX^e jour de février, l'an mil CCCLX et huit. »

(1) *Arch. de la Côte-d'Or*, B, 1435, f° 36.

(2) *Ibid.*, B, 1441, f° 24 v°.

(3) V. Delachenal, *op. cit.*, p. 342.

(4) Tuetey, *Testaments enregistrés au parlement de Paris*, p. 384.

(5) Jean le Coq fut avocat pensionnaire de Louis d'Orléans de 1381 à 1390 (*Bibl. nat., dép. des ms., pièces origin.*, vol. 848, n° 19002, pièces 3-9). Il fut avocat du roi dès l'an 1387 au plus tard, ainsi que l'atteste le fragment de compte du duché de Bourgogne cité *supra*, p. 39, n. 2.

les échevins de Reims (1), et nous savons aussi par une quittance qui nous est parvenue que Jean des Marés, alors qu'il était avocat du roi, était l'un des avocats pensionnaires du prévôt des marchands et des échevins de la ville de Paris (2). En 1371, Jean des Marés, que nous avons déjà vu la même année recevoir une pension du duc de Bourgogne (3), était en outre l'avocat pensionnaire des religieuses de Poissy (4). Six ans plus tard, une autre pension lui fut concédée par les jurés des monnaies (5).

(1) Varin, *Archives administratives de la ville de Reims*, II, 2, p. 1006 : « Ce sont paiemens de pensions paies par ledit Jehan Bui-ron.... Item, à Maistre Pierre de la Forest, advocat en Parlement, pour sa pension de l'an XLVI, pour ce, XII liv. » Pierre de la Forest est alors avocat du roi (Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, p. 353).

(2) *Bibl. nat., dép. des manuscrits, pièces origin.*, vol. 1845, n° 42642, pièce 5 (Texte publié par M. Delachenal, *op. cit.*, p. 446) : « Sai-chent tuit que nous Jehan des Marés, advocat du roy, nostre sire, et Jehan de Fontaines, Jehan le Coq, Pierre l'Orfèvre, advocas en parlement, et Guillaume de Villeaminou, procureur oudit parlement, confessons avoir eu et receu des prevost des marchans et eschevins de la ville de Paris, par la main de sire Jehan de Fleury, prevost dessusdit, chacun de nous, dix livres parisis, pour noz pensions de cest present parlement ; desquelles sommes nous nous tenons pour contens, et en quittons les diz prevost et eschevins, et tous autres, à qui quittance en appartient. Donné soubz nos seaux ou signéz, le XIII^e jour de novembre et l'an de grâce mil CCC quatre vins et VII » On remarquera que la date de cet acte a dû être mise après-coup. Celui-ci a été dressé longtemps auparavant, puisque Jean des Marés mourut le 28 février 1383 et Jean de Fontaines au mois de mai 1387. — V. sur ce point, Delachenal, *op. cit.*, p. 266, n. 2.

(3) V. *suprà*, p. 193, n. 2.

(4) *Arch. nat.*, X^{1a} 1469, f° 457, 18 juin 1371.

(5) *Arch. nat.*, X^{1a} 1470, f° 253 v^e (22 avril 1377) : «... Et outre

Pour les avocats du roi des autres juridictions, on peut faire des constatations analogues. Au bailliage d'Amiens, Gui Ponche, avocat du roi en 1371, est conseiller du seigneur de Fiennes et de plusieurs autres seigneurs (1). En 1384, Jean Role, que sa qualité d'avocat du roi à la chambre des aides n'empêchait pas de continuer à exercer la profession d'avocat au parlement, recevait une pension de Béatrix de Bourbon, reine de Bohême (2).

Il est à croire que les pensions ainsi concédées par des seigneurs aux avocats du roi ne devaient être bien souvent acceptées par ceux-ci qu'après avoir pris sur ce point l'assentiment du roi. Lorsque Jean des Marés et Jean Canart, avocats du roi au parlement de Paris, furent pressentis en 1381 par le fils aîné de Charles le Mauvais pour faire partie du conseil d'avocats et de procureurs que ce fils cherchait à se constituer, ils voulurent d'abord, suivant d'ailleurs en cela la même ligne de conduite que les simples avocats et les procureurs choisis avec eux, en prendre congé et licence du roi (3).

Fourcy a eu plusieurs empeschemens de sa personne, tielx qu'il n'a peu aucunes fois plaider, et en defect de lui a convenu prandre à pension Marés et Germonville. »

(1) Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. XVIII.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 32, f^{os} 367, 414 v^o-415 v^o.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 30, f^o 54 (18 mars 1381) : « Charles par la grâce de Dieu roy de France a noz amez et feaulx gens tenant nostre present parlement a Paris salut et dilection, comme nostre tres cher et tres amé cousin Charles ainsné fils du roy de Navarre garde et gouverneur de par nous des terres que souloit tenir en nostre royaume

Ce qui est toutefois beaucoup plus remarquable, c'est la façon impérative, dont le parlement transmet indistinctement à tous les avocats choisis, aux avocats du roi comme aux autres, les lettres d'autorisation du roi. En réalité, c'était un ordre formel qui était donné à tous d'accéder au désir du fils de Charles le Mauvais (1). Cet ordre constituait, tant de la part du roi que de celle du parlement, la reconnaissance formelle du droit des avocats du roi d'accepter des charges et pensions d'autres que du roi.

tant en langue d'oïl comme en celle d'oc le dit roy de Navarre son pere ait intention de retenir a son conseil audit parlement pour les causes louchans la garde et gouvernement desdictes terres nos bien amez Jehan des Mares chevalier, maistre Jehan Canart, Oudart de Molins, Pierre l'Orfevre et Jehan de Popaincourt advocas, Maistres Guillaume du Chastel et Guillaume de la Bruyère procureurs en nostredit parlement ou aucuns d'eulx lesquelx n'y ont volu estre sans avoir de nous congié et licence, nous vous mandons que les dessusnommez ou ceulx d'eulx dont vous serez requis de par nostredit cousin vous failes estre au conseil de nostredit cousin pour la deduction desdictes causes et negoces de nostredit cousin et desdictes terres, car aux dessusnommez et chascun d'eulx nous en donnons congié et licence par ces presentes lettres. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 30, f^o 60 (26 avril 1381) : « *Prefata curia nostra praescriptis litteris obtemperando dilectis et fidelibus nostris Joanni de Maresiis utriusque juris professori ac Joanni Canardi consiliariis et in dicta curia parlamenti advocatis nostris nec non dilectis nostris Petro de Fetignaco, Oudardo de Molendinis, Petro Auriabri et Joanni de Popaincuria in dicta curia nostra advocatis, et insuper Guillelmo de Castro ac Guillelmo de Brueria procuratoribus in eadem curia nostra ac in litteris nostris superius insertis nominatis precepit et injunxit ut ipsi et quilibet eorumdem de consilio dicti consanguinei nostri secundum continenciam et tenorem dictarumstrarum litterarum dum et quotiens ex parte ejusdem seu officiariorum aut servitorum vel gentium suarum requisiti fuerint intersint, quibus precepto et injunctiōi iidem advocati et procuratores obtemperarunt et obtemperant per presentes.* »

A la fin du xiv^e siècle et au début du xv^e, nous avons cependant, au parlement et aux juridictions inférieures, des exemples d'avocats du roi qui renoncent à des pensions privées. Pierre l'Orfèvre, avocat du roi au parlement, renonça le 15 avril 1390 à la pension qu'il recevait du sieur de Maillesiers (1). En 1399, Martin Double, avocat du roi au Châtelet, renonce également à une pension (2). A Amiens, en 1403, l'avocat du roi Raoul de Béry se déporte d'une pension de la ville (3).

Rien ne permet de supposer que ces avocats du roi obéissaient ainsi à une règle générale d'apparition récente. Entre ces différentes dates, nous trouvons encore des avocats du roi du parlement de Paris pensionnés par des seigneurs. C'est le cas de Jean le Coq, qui est en 1394 avocat du duc de Bourgogne Philippe le Hardi (4), et de Jean Périer, reçu avocat du roi en 1401 et qui reste néanmoins avocat pensionnaire de la maison d'Orléans (5). Nous rencontrons encore à Amiens en 1407 un avocat du roi conseiller des marchands de guèdes (6).

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1473, f^o 90 (14 avril 1390) : « Le jeudy 14 jour dudict mois d'avril. Ce jour, maistre Pierre Lorphevre advocat du roi nostre sire en parlement a renoncé a la pension du seigneur de Maillesiers en la presence de M. Pierre le Maisne son procureur et a requis qu'il soit enregistré. »

(2) *Arch. nat.*, Y 5221, f^o 68 v^o, 9 février 1399.

(3) V. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. XIX bis.

(4) *Bibl. nat.*, ms. franç., 4603, f^o 3 v^o (1394).

(5) *Bibl. nat.*, dép. des ms., pièces origin., vol. 2233, n^o 50607, pièces 8, 9, 13, 16, 17.

(6) Il s'agit de Trystram de Fontaines, avocat du roi en 1406 et

Néanmoins, nous savons qu'une modification profonde se manifeste à la fin du ^{xiv}^e siècle dans le caractère des avocats du roi. C'est l'époque où de simples avocats pensionnaires qu'ils étaient auparavant, ils deviennent des officiers royaux (1). Nous pensons que dès qu'il en fut ainsi on tendit à restreindre leur liberté antérieure vis-à-vis des charges et pensions non royales. Selon nous, la conduite de Pierre l'Orfèvre et de Martin Double, sans être dictée par un principe déjà absolu, s'explique par une orientation nouvelle nettement restrictive.

On ne tarda même pas à formuler pour les avocats du roi du parlement l'interdiction absolue de recevoir des gages et des pensions d'autres que du roi. On le fit en 1421 lors de la réception de Jean Rapiout et rien ne prouve même que ce soit la première mesure générale qu'on prit en ce sens (2). En 1461, un délai d'un mois fut

encore en 1430 (Maugis, *op. cit.*, p. XVIII bis), et avocat de la ville et des marchands de guèdes le 25 mai 1407. — V. Augustin Thierry, *Recueil des monuments inédits de l'histoire du tiers état*, II, Paris, 1853, p. 26 : « Sur quoi fu pris délay de répondre au vendredi ensuivant XXV^e jour dudit mois, auquel jour de venredi fu respondu audit maistre Raoul, par le bouque de maistre Tristan de Fontaines, advocat et conseiller de la ville et desdis marchans, que... »

(1) V. *supra*, pp. 30-32.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1480, f^o 247 (21 février 1421) : « Ce jour M^e Jean Rapiout qui paravant avoit este l'un des presidens de parlement depuis le vingt cinquiesme jour de juillet mil quatre cens dix huit quand le parlement fut recommancé et renouvelé apres la revocation de tous offices royaux et continuellement depuis avoit exerce ledict office de president jusques environ le mois de janvier mil quatre cens vingt et apres ledit mois de janvier jusques a ce mois present avoit tenu et exercé l'office du bailliage de Sens a este receu

accordé à Guillaume de Ganay pour se décharger de toutes ses pensions (1). En 1497, Guillaume Volant fut également reçu à la condition de n'accepter aucune pension privée (2).

La jurisprudence du parlement était donc nettement fixée dès 1421. Il n'était déjà plus admis à cette époque que les avocats du roi au parlement pussent cumuler leur charge avec des pensions ne venant pas du roi.

Sans doute, on trouve encore au parlement de Paris postérieurement à 1421 des avocats du roi pensionnés par des seigneurs. En 1451, René d'Anjou pensionne

avocat du roy en la cour de ceans a quatre cens livres de gages par ainsy qu'il ne aura ne pourchassera pensions ne gages d'autres que du roy et ne sera en collations ne en consultations ceans ce n'est es causes touchant le roy comme plus a plain est contenu es lettres royaux sur ce faites. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1484, f^o 194 (11 septembre 1461) : « *Similiter magister Guillelmus de Ganay fuit receptus ad officium advocati regis [et] solitum prestitit juramentum, sub condicione quod nemini, preterquam regi, consilium neque [advocacionis] officium prebebit, nec a quoquam, sub umbra consilii vel advocacionis, pecunias, [pensiones], nec aliud equivalens recipiet; ipsi tamen inducie seu terminus, ad se exonerandum [a causis], et processibus, atque pensionibus, de quibus oneratus existit, unius mensis, a data presencium computandus, datus fuit seu date fuerunt.* »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1503, f^o 246 r^o-246 v^o : « Ce fait les gens du roy ont presente lettres-patentes du roy par lesquelles il a donne l'office d'avocat du roy que a tenu par cydevant ledit de Cohardi a M^o Guillaume Volant vacant par la resignation qui en a este faicte par ledit Cohardy au prouffit dudit Volant et ladite matiere mise en deliberation comme dessus a esté ordonne qu'il seroit receu et feroit le serment en tel cas acoustumé a la charge de non prendre ne recevoir de prince ne autre pension gaige ou bien faict et non estre du conseil des parties, a quoy il s'est soubmis. »

Jean Barbin (1). Jean Simon, avocat du roi dès 1452, fut jusqu'à sa mort avocat pensionnaire de la maison d'Orléans (2) et il reçut encore, à partir de 1461, une pension annuelle d'Alain de Coëtivy (3). Cela s'explique certainement par des dispenses obtenues par ces avocats du roi.

Nous avons un exemple de ces dispenses pour Robert Thiboust. Le roi lui permit en lui conférant l'office d'avocat du roi de prendre des pensions privées comme il faisait auparavant, et le parlement, lors de sa réception, confirma cette faveur (4). Il y apporta seulement des réserves sur lesquelles nous aurons plus tard à revenir. Ce fut d'ailleurs peut-être la dernière permission générale

(1) Lecoy de la Marche, *Le roi René*, I, p. 506. Jean Barbin fut avocat du roi de 1436 à 1461 (Aubert, *Histoire du parlement de Paris de l'origine à François I^{er}*, I, p. 393).

(2) Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, p. 179, n. 3.

(3) *Bibl. nat.*, *pièces origin.*, vol. 2707, n° 60142.

(4) *Arch. nat.*, X^{1a} 1490, f° 353 v° (2 août 1483) : « Ce jour, maistre Robert Thiboust licencié en loix a este receu a l'office de conseiller et advocat lay du roy nostre sire en la cour de ceans, el aux gaiges que souloit tenir et avoir feu maistre Guillaume de Gannay, lequel office estoit vaccant par le trespas dudit de Ganay, et a ledit Thiboust fait le serment en tel cas acoustumé, et au surplus en obtemperant par la cour a certaines lettres obtenues du roy nostre dit seigneur par ledit Thiboust par lesquelles ledit seigneur luy permet qu'il puisse postuler pour autrui, et prendre pensions comme il faisoit avant que ledit seigneur luy donnast ledit office. La cour luy a permis et permect ce faire, pourveu qu'il ne patrociner ne plaidera en cas qui touche ou puisse toucher ledit seigneur ne ou son procureur general se vueille adjoindre sinon pour ledit seigneur et en exerçant son dit office. »

qui fut concédée aux avocats du roi du parlement d'accepter des pensions non royales. Nous ne connaissons plus ensuite à la fin du xv^e siècle et dans la première moitié du xvi^e siècle aucun exemple de telles pensions reçues par eux.

Il semble bien que les avocats du roi sont compris dans l'interdiction faite à tous les officiers royaux par l'article 33 de l'ordonnance de 1498 d'accepter des pensions ou offices d'aucun prélat ou seigneur temporel (1). L'interdiction absolue de s'occuper des causes privées, qui résulte, comme nous le verrons, de l'article 34 de la même ordonnance pour les avocats du roi des cours souveraines (2), implique d'ailleurs nécessairement qu'ils sont visés aussi dans la prohibition des pensions et offices de l'article 33 et qu'ils sont dès lors sur ce point assimilés aux autres officiers de ces cours. Bien que ce soit seulement dans l'édit d'érection du parlement de Rouen d'avril 1499 (3) et dans l'édit du mois d'octobre 1535 pour

(1) Ord. de 1498, art. 33 (*Ord.*, XXI, p. 185) : « *Item*, que nos baillifz, seneschaulx, conseillers et presidens de nosdites cours de parlement et autres noz officiers et justiciers ne pourront estre conseillers, pensionnaires, officiaux ou vicaires generaux d'aucun prelat ou seigneur temporel, sur peine de suspension de leurs offices et privation de gaiges, ainsi que par nosdites cours sera advisé. »

(2) V. *infra*, pp. 248-249.

(3) Edit d'érection du parlement de Rouen d'avril 1499, art. 4 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 399) : « Et avons en ce faisant expressément ordonné et ordonnons que nosdits presidens et conseillers, procureur et avocats en icelle cour, ne pourront avoir ne tenir offices, pensions ou gages, dont le ressort soit en ladiè cour, de quelque personne que ce soit autre que de nous. »

le parlement de Provence que l'on rencontre pour la première fois l'interdiction faite par voie d'ordonnance à des avocats du roi du parlement de prendre aucune charge ou pension d'autres que du roi (1), l'ordonnance de 1498 marque donc le terme, en ce qui concerne les avocats du roi des cours souveraines, de l'évolution qui assimila quant à la prohibition d'accepter des charges et pensions non royales les avocats du roi aux autres magistrats.

Nous savons bien par un passage du *Dialogue des avocats* de Loisel que la règle posée par cette ordonnance ne fut pas observée à la lettre. Lorsque Pierre Séguier fut fait président au parlement, il resta au conseil des princes et seigneurs, qui, tels que madame de Ferrare, M. de Nevers et le connétable de Montmorency, l'avaient choisi comme avocat (2). Avant d'être président, Séguier fut avocat du roi (3), et il continua donc pendant les quatre ans qu'il exerça cette charge à recevoir toutes les pensions dont il bénéficiait alors qu'il n'était que simple avocat. Cependant, Loisel nous présente le cas du pré-

(1) Edit de 1535 sur la réformation de la justice et de l'administration en Provence, ch. II, art. 3 (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 448) : « *Item*, avons inhibé et défendu, inhibons et défendons ausdits advocat et procureur en nostre dite cour, qu'ils n'ayent à prendre charge aucune, soit de judicature, pension, d'autres personnes .. »

(2) Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Drépin, I, p. 203.

(3) Pierre Séguier, reçu avocat du roi le 11 juillet 1550 en remplacement de Gilles Lemaistre (*Arch. nat.*, X^{1a} 1567, f° 317 v°), fut fait président en 1554 et remplacé alors dans son office d'avocat général clerc par Denis Riant, auparavant avocat général laïque (*Arch. nat.*, X^{1a} 1579, f° 2 v°, 2 juillet 1554).

sident Séguier comme une nouveauté introduite par lui (1).

Si ce dernier eut des imitateurs, c'est qu'ils avaient comme lui réussi à obtenir des dispenses. Celles-ci sont d'ailleurs sans intérêt en ce qui concerne spécialement les avocats du roi. Elles étaient délivrées indifféremment aux gens du roi ou aux autres membres du parlement. La situation des uns et des autres était identique à ce point de vue (2).

Les ordonnances d'Orléans, article 44 (3), de Moulins, article 19 (4), et de Blois, article 112 (5), qui tentèrent de réprimer ces abus et qui étaient elles-mêmes encore mal observées en 1602, au moment où Loisel composa son *Dialogue* (6), visent les avocats du roi et les procureurs du

(1) Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, I, p. 203 : « Ce fut donc M. le président Séguier qui, le premier de ma connaissance, continua d'être du conseil des princes et seigneurs dont il avoit esté l'avocat. »

(2) Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, I, pp. 202-203 : « ...quand il (l'avocat du roi Dumesnil) vint au Palais, toutes les affaires des princes et seigneurs du royaume passaient par les mains des avocats, jusqu'à estre et prendre qualité de chancelliers de leurs maisons, ...disant que les avocats conseillers des maisons des princes conduisoient et manioient toutes leurs affaires non seulement du palais, mais aussi celles qu'ils avoient au conseil du roy et ailleurs, tant dedans que dehors le royaume. Mais les officiers du roy se sont depuis emparez de cet employ, et s'en entremettent maintenant plus que jamais. »

(3) Ord. d'Orléans, art. 44 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 76).

(4) Ord. de Moulins, art. 19 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 194).

(5) Ord. de Blois de 1579, art. 112 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 409).

(6) Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, I, p. 205 : « Ce qui commençant desja en quelques uns du vivant de feu Monsieur vostre

roi pour la même raison que les autres magistrats. C'est pour tous les officiers du roi que la règle qui leur interdisait d'accepter des charges et pensions privées avait fléchi. Toutefois, l'ordonnance de 1498 avait fait de cette interdiction une règle en principe aussi absolue pour les avocats du roi des cours souveraines que pour les autres magistrats.

Dans les juridictions inférieures, au contraire, si nous avons constaté à la fin du xiv^e siècle et au début du xv^e quelques indices d'une tendance restrictive de la liberté des avocats du roi à l'égard des charges et pensions privées (1), cette tendance, qui, nous l'avons vu, ne tarda pas au parlement à se traduire en une prohibition absolue, fut beaucoup plus longue à produire des effets durables dans les bailliages et sénéchaussées. Pour n'en considérer qu'un seul, on trouve encore à Amiens en 1445, 1446 et 1456 des avocats du roi pensionnaires de la ville (2). En 1479, on y rencontre un avocat du roi, qui cumule cette qualité avec celle de bailli de l'évêque (3).

oncle (l'avocat du roi Dumesnil) fut cause de luy faire adjouster à l'ordonnance les defenses aux conseillers et officiers du roy, de s'entremettre des affaires des seigneurs, laquelle ordonnance neantmoins ne sera jamais gardée, tant que les offices seront venaux, et qu'ils en seront dispensez, comme ils le sont incontinent qu'ils en font la moindre requeste au roy, ou à ceux qui ont du credit auprès de sa majesté. »

(1) V. *supra*, p. 197.

(2) V. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, pp. XIX, XIX bis, 53.

(3) V. Maugis, *op. cit.*, p. XIX.

L'ordonnance de 1498, dans son article 33, visait, comme nous l'avons déjà remarqué, tous les officiers royaux et par conséquent aussi les avocats du roi (1). Néanmoins, en ce qui concerne ces derniers, les textes que nous allons maintenant examiner prouvent que cette ordonnance fut lettre morte à leur égard dans les juridictions inférieures. Il nous est donc permis de n'en pas tenir compte.

Ce n'est qu'à une date assez avancée du xvi^e siècle qu'on voit apparaître pour les juridictions inférieures des principes précis destinés à limiter la liberté d'action des avocats du roi vis-à-vis des charges et pensions non royales. On ne formula pas d'ailleurs tout de suite une prohibition absolue, comme on le fit pour les avocats du roi du parlement. Tout en maintenant le droit des avocats du roi des cours inférieures d'accepter ces charges et pensions, on songea d'abord à remédier aux inconvénients les plus sérieux qu'il était susceptible de causer.

Le plus grand de ces inconvénients se présentait sans contredit quand, comme nous l'avons constaté plusieurs fois au parlement de Paris (2), les deux avocats du roi d'une cour étaient tous les deux pensionnaires d'un même seigneur. Il pouvait en effet arriver que celui-ci se trouvât engagé dans un procès où le procureur du roi était partie principale ou partie jointe. Les deux avocats

(1) V. *supra*, p. 201, n. 1.

(2) V. *supra*, pp. 193, 195.

du roi étant alors, et cela peut-être dans les deux cas, comme nous le verrons, susceptibles de récusation à titre de conseillers de ce seigneur (1), il pouvait donc se produire qu'aucun avocat ne pût soutenir les droits du roi.

C'est à cette situation qu'un arrêt du parlement de Paris rendu pour Amiens le 15 janvier 1538 voulut porter remède. Il y est décidé que les deux avocats du roi ne pourront être ensemble pensionnaires d'un même seigneur, chapitre ou communauté. Si cela se rencontrait, par suite par exemple du hasard d'une nomination nouvelle d'avocat du roi, il était dit que les seigneurs, chapitres ou communautés qui se trouveraient ainsi pensionner en même temps les deux avocats du roi seraient mis en demeure d'opter entre ces derniers (2).

Dans un arrêt des Grands Jours d'Angers rendu l'année d'après, en 1539, pour Poitiers, on reconnaît encore sans aucune réserve aux avocats du roi le droit de rechercher les pensions privées. On y déclare en effet que si l'avocat du roi aura vis-à-vis du procureur du roi le privilège de la plaidoirie dans toutes les affaires où le

(1) V. *infra*, pp. 216-223.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 4907, f^o 198 (15 janvier 1538) : « Et aussy ordonne ladite cour en entherinant la requeste dudict procureur du roy que lesdits deux advocats du roy audit siège d'Amiens ne pourront ensemblement avoir pension d'un mesme seigneur chappitre ou communauté et seront tenus les seigneurs chappitres et communauté eslire lequel il voudront des deux pour estre leur pensionnaire. »

roi sera intéressé, on fait néanmoins exception pour les procès concernant les seigneurs et autres personnes dont l'avocat du roi serait le pensionnaire (1).

Cependant, l'édit de 1540 sur l'administration de la justice en Normandie, dans son article 7, défend aux avocats du roi des juridictions inférieures de prendre ou accepter des charges, des offices, des gages et des pensions des seigneurs dépendant de leur juridiction (2). C'est la première fois que nous rencontrons cette prohibition expresse pour les avocats du roi des juridictions inférieures. L'édit de 1540 ne s'appliquait d'ailleurs qu'à la Normandie.

Le parlement de Paris ne fut pas long néanmoins à faire exécuter cette disposition dans son ressort. A la date

(1) « L'avocat plaideroit toutes matieres concernans les affaires du roy (excepté pour les seigneurs et autres personnes, desquels il estoit pensionnaire)... » (Arrêt des Grands Jours d'Angers du 25 octobre 1539, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et réglemens notables*, I, 2, p. 267).

(2) Edit de 1540 sur l'administration de la justice en Normandie, art. 7 (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 711) : « Et en ampliant les ordonnances anciennes de nos prédécesseurs, par lesquelles est défendu à nos baillifs, vicomtes, advocats, procureurs, et autres nos justiciers et officiers, de prendre ou accepter aucuns estats, charges ou offices, gages-pensions ny autres biens, faits des princes, seigneurs, barons et autres nos vassaux, et seigneurs temporels de leurs juridictions, nous leur défendons en outre de prendre d'eux aucunes de leurs terres, seigneuries, et revenus à ferme, ny autre admodiation, et que si aucunes en tiennent, ils les remettent ès mains de ceux ausquels la disposition en appartient, dedans trois mois après la publication de ces présentes : autrement, à faute de ce faire, nous les avons dès à présent déclarez et déclarons suspendus de leurs offices. »

du 10 avril 1548, nous voyons un arrêt par lequel ce parlement interdit à tous les avocats du roi et procureurs du roi de son ressort d'être officiers ou pensionnaires des seigneurs ressortissants aux sièges où ils sont avocats du roi ou procureurs du roi. La cour les menace de privation de leur charge en cas de contravention à cet arrêt. Elle enjoint également sous la même peine à ceux d'entre eux qui se trouvaient en possession de tels offices ou de telles pensions de s'en démettre immédiatement (1).

Le parlement inaugurerait sans doute ainsi une jurisprudence nouvelle. Par les arrêts précédemment étudiés (2), nous savons en effet que dix ans auparavant, s'il commençait déjà à restreindre la faculté laissée aux avocats du roi des bailliages de recevoir des pensions des seigneurs, il admettait encore cette faculté dans une large mesure. C'est donc seulement en 1548 que le parlement de Paris formula pour les avocats du roi des juridictions inférieures la prohibition absolue des charges et des pensions seigneuriales.

(1) *Arch. nat.* (X^{1a} 1562, f^o 5), 10 avril 1548) : « Ladicte court a ordonné et ordonne que injunction sera faicte generallyment a tous les advocats et procureurs du roy es sieges ressortissans en icelle, sur peine de privation de leurs estats de garder l'ordonnance royalle, par laquelle leur est defendu estre officiers ou pensionnaires des seigneurs subalternes ressortissans es sièges esquels ils sont officiers du roy et leur defend ladicte court sur mesmes peines, si aucuns offices ou pensions ils ont desdicts seigneurs subalternes, de les exercer ou retenir doresnavant directement ou indirectement, ains leur enjoint les laisser incontinent et s'en descharger. »

(2) V. *supra*, pp. 206-207.

Cette prohibition ne devint d'ailleurs générale pour tout le royaume que quelques années plus tard. L'édit de Follembroy de juillet 1552, dans son article 21, ne vise que les procureurs du roi (1). Ce n'est que l'ordonnance de 1554 qui dans son article 27 établit l'interdiction pour tous les avocats du roi des juridictions inférieures d'accepter des charges et des pensions des prélats, communautés et gentilshommes de leur ressort (2).

Cette dernière ordonnance, tout comme l'édit de 1540

(1) Edit de Follembroy de juillet 1552, art. 21 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 986) : « Nous en ensuivant ce qui a esté cy-devant déclaré par nous, avons ordonné et ordonnons... et que nos procureurs esdits sieges presidiaux n'ayent à assister au jugement des procez civils et criminels de leurs sieges, ne tenir offices, estats, ne pensions que de nous, et sans ce qu'ils en puissent estre dispensez cy-après. En revokant toutes dispenses et provisions baillées et à bailler au contraire. »

(2) Ord. de 1554, art. 27 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 65) : « Inhibons et defendons sur pareille peine que dessus à nosdits advocats, procureurs et substituts de prendre et accepter pensions, offices et estats de prelates, communautéz, gentilshommes de leurs ressorts et destroits : mesmes de tenir par eux ne par personnes interposées fermes et amodiations d'eux. Et en cas qu'ils contreviennent à nostre vouloir et ordonnance, nous les avons dès à présent comme pour lors et dès-lors comme pour à présent, privez et privons de leurs estats, que nous declarons vacquans et impetrables. » — Cf. l'art. 44 de l'ordonnance d'Orléans de 1560, dans Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 76 : « Defendons aussi à nos juges, tant ès cours souveraines que subalternes et inférieures et à nos avocats et procureurs, d'accepter gages ou pensions des seigneurs ou dames de ce royaume : prendre bénéfices de leur archevêque ou évêque, des abbez, prieurs ou chapitres qui sont ès sénéchaussées, prévostez et provinces où seront officiers, soit pour eux, leurs enfans, parens ou domestiques ; à peine de privation de leurs états, nonobstant toutes dispenses qu'ils pourroient obtenir au contraire. »

et l'arrêt du parlement de 1548, se bornait encore, on l'a sans doute remarqué, à interdire aux avocats du roi les charges et pensions émanant des seigneurs, prélats et communautés. C'est seulement l'ordonnance de Moulins de 1566 qui étendit cette prohibition aux pensions reçues de tous les justiciables, quelle que fût la qualité de ces derniers (1). Cette ordonnance marque donc pour eux la fin de l'évolution restrictive de leur liberté à l'égard des charges et des pensions non royales. Ils sont désormais relativement à elles dans la situation des autres officiers royaux. L'ordonnance de 1579 n'a déjà plus sur ce point que la valeur d'un rappel de principe et n'offre plus aucun intérêt pour l'évolution à laquelle nous venons d'assister pour les avocats du roi des bailliages et qui est dès lors terminée (2).

(1) Ord. de Moulins de 1566, art. 19 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 194) : « Défendons à tous juges de rien prendre des parties, sinon ce qui leur est permis par nos ordonnances, et de prendre pension, ou tenir estat et offices des sieurs temporels, ecclésiastiques, ou autres, ne s'entremettre de postuler en leurs sièges pour les parties, en quelque cause que ce soit, encore que n'y ayons intérêt, notwithstanding tout usage ou dispense au contraire. » — Art. 20 : « ... Et quant à nos avocats qui seront de présent ès sièges inférieurs, seulement leur est permis postuler, consulter pour les parties ès causes où n'avons intérêt, le surplus des autres défenses susdites tenans en leur regard... »

(2) Ord. de Blois de 1579, art. 112 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 409) : « Avons, suivant les ordonnances des rois nos prédécesseurs, inhibé et defendu, inhibons et défendons à tous présidens, maistres des requestes ordinaires de nostre hostel, conseillers, nos avocats et procureurs et autres officiers de nos cours de parlement, grand conseil, chambre des comptes, généraux de la justice des aydes et généralement à tous autres nos officiers tant des

Avant même qu'elle fût achevée pour les avocats du roi du parlement, les conséquences fâcheuses, qui pouvaient résulter pour les intérêts royaux du cumul fait par les avocats du roi de leur charge avec les pensions privées, avaient reçu de leur côté une sérieuse atténuation.

II. — *Conséquences des charges et des pensions non royales des avocats du roi pour l'exercice de leurs fonctions.*

Ces conséquences se résumaient surtout à l'origine dans des conflits soulevés entre le procureur du roi et les justiciables qui pensionnaient un avocat du roi. Ces conflits se présentaient dans des conditions en tout point identiques à celles où se produisaient d'une façon générale toutes les contestations que pouvait susciter le fait d'un avocat pensionné à la fois par deux plaideurs en procès l'un contre l'autre. Le roi acquit vite à ce point de vue une situation privilégiée. On ne tarda pas en effet à admettre que ces conflits devaient toujours être tranchés en sa faveur.

Cependant, le procureur du roi n'agissait pas toujours comme partie principale. Dans de nombreuses hypothèses, ce n'est que par voie d'adjonction, en joignant son

cours souveraines que subalternes, de prendre charge directement ou indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit, des affaires des seigneurs, chapitres, communautés et autres personnes quelconques : ni pareillement aucuns vicariats d'évêques ou prélats pour le fait du temporel, spirituel, ou collation des bénéfices de leurs évêchez, abbayes et prieurez, et de s'entremettre ou empêcher aucunement des affaires d'autres personnes que de nous, de la reine nostre très honorée dame et mère... »

action à celle d'une autre partie, qu'il était amené à défendre les droits du roi et du public. Si l'avocat du roi était pensionnaire de la partie à laquelle se joignait ainsi le procureur du roi, l'avocat du roi pouvait être récusé par la partie adverse et être mis ainsi dans l'impossibilité de soutenir les réquisitions du procureur du roi. Il est même très possible que les récusations des gens du roi n'aient pas toujours été restreintes aux cas où le procureur du roi était partie jointe et qu'elles se soient étendues aussi aux cas où il était partie principale (1).

C'est donc successivement au point de vue des conflits entre le procureur du roi et une partie pensionnant l'avocat du roi et réclamant son assistance et au point de vue des récusations qu'il nous faut envisager les conséquences que pouvaient avoir sur l'exercice de leur charge les pensions privées reçues par les avocats du roi.

Nous n'examinerons d'ailleurs ici que les effets produits par les pensions concédées aux avocats du roi après leur nomination, réservant pour le moment où nous aborderons les conséquences de leur entrée en charge sur leurs engagements antérieurs l'étude des pensions acceptées par eux avant d'être avocats du roi.

1. — *Dans les procès où le procureur du roi était partie contre des particuliers qui pensionnaient un avocat du roi, cet avocat du roi devait-il assister le particulier qui le pensionnait ou le procureur du roi ?* — La situation des

(1) V. *infra*, pp. 216-223.

avocats du roi pensionnés par des parties privées en procès avec le procureur du roi nous semble au début avoir été des plus confuses. Sans doute, nous savons qu'au milieu du xiv^e siècle, il arrivait au parlement de contraindre un avocat pensionnaire à plaider contre celui qui le pensionnait (1). Il en résulte nécessairement à plus forte raison que le parlement pouvait également contraindre un avocat du roi à plaider pour le roi contre un particulier qui avait pris à pension cet avocat du roi. Cependant, aucun principe formel n'imposait encore cette attitude à la cour.

S'il ressort d'un texte qu'exception était faite en faveur du roi à la règle suivie au parlement d'après laquelle en cas de contestation entre deux plaideurs pensionnant le même avocat on donnait toujours gain de cause à celui des deux plaideurs qui invoquait les droits les plus anciens (2) et s'il en résulte par conséquent que les avocats

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 15, f^o 219-219 v^o (20 janvier 1354 ?) : « *Curia nostra tradidit dicto militi dilectum et fidelem magistrum Reginaldum de Aciaco, advocatum nostrum in dicto parlamento, prout de stilo ejusdem fieri consuevit, non obstante quod diceret se fuisse et esse de consilio et pensione decani et capituli predictorum.* » Selon nous, le fait que cette distribution de conseil vise un avocat du roi n'a aucune importance particulière pour la question qui nous occupe ici. Pour la situation des avocats du roi à l'égard des distributions de conseils, v. *infra*, pp. 228-233.

(2) *Bibl. nat.*, fonds Dupuy, 135, f^o 321 v^o : « *Item est stilus in parlamento quod quando aliquis advocatus habet diversos pensionarios, et aliqui pensionariorum suorum litigant contra alios pensionarios, tunc ipse advocatus debet esse pro illo qui ipsum retinuit primo, et antequam alius (sic), ad suam pensionem, et non pro illo qui ipsum posterius et ultimo retinuit quamcumque (sic) sit magnus dominus vel etiam det ma-*

du roi devaient toujours plaider pour le roi, l'exception qui nous est attestée ainsi ne peut être plus ancienne que la règle. Or, puisque le parlement donnait encore au xiv^e siècle en distribution de conseil des avocats pensionnés par les adversaires de ceux qui requéraient ces distributions, il semble bien qu'il ne se soit pas alors toujours imposé de considérer exclusivement l'ordre des dates en cas de conflits entre deux plaideurs pensionnant le même avocat.

Selon nous, le roi n'acquiesce à une situation de faveur quant aux services de ses avocats que le jour où parut le principe que l'avocat du roi ne pouvait jamais plaider contre le roi. Ce principe est déjà posé par Boutillier à la fin du xiv^e siècle (1). Nous verrons néanmoins qu'il n'était pas alors encore rigoureusement appliqué au parlement de Paris et qu'il ne le fut que bien plus tardivement dans les bailliages et sénéchaussées (2). Il ne s'implanta définitivement dans ces dernières juridictions que par l'ordonnance de 1498 (3). C'est seulement alors que les pensions privées reçues par les avocats du roi des juridictions inférieures cessèrent en principe de pouvoir le priver de leurs services quand il se trouvait en procès avec ceux qui pensionnaient ces officiers.

Au parlement, si l'on peut douter que le principe de

gnam pensionem. Fallit in rege, cujus advocati sine distinctione temporis, an ante vel post, sunt semper pro ipso ».

(1) Boutillier, *Somme rurale*, II, 2, p. 673 (Texte cité *supra*, p. 188, n. 2).

(2) V. *infra*, pp. 237-238, 249.

(3) Ord. de 1498, art. 34 (*Ord.*, XXI, p. 185).

Boutillier ait été, dès l'époque où il le formule, respecté d'une façon absolue, il ne tarda pas à devenir une règle ferme, et l'on peut considérer, abstraction faite peut-être de quelques rares infractions, qu'il était admis dès alors que les pensions reçues par les avocats du roi du parlement ne les autorisaient pas à plaider contre le roi.

Une question de Jean le Coq nous atteste d'ailleurs qu'on ne tira pas de suite la conséquence logique de ce principe en décidant qu'en cas de procès entre le roi et un particulier qui les pensionnait les avocats du roi devraient plaider pour le roi. Dans cette espèce, qui remonte à 1388, il s'agit bien d'une hypothèse analogue, puisqu'il est question de savoir si un avocat du roi, chanoine d'un chapitre, dans un procès entre le roi et ce chapitre, plaiderait pour le roi ou pour le chapitre. Il fut bien dit que l'avocat du roi devrait être du conseil du roi et non du conseil du chapitre, mais il fut dit aussi que l'avocat du roi devrait s'abstenir de plaider pour le roi (1).

Cette contestation prouve déjà par elle-même, ainsi qu'une autre sur le même sujet de 1384 (2), qu'à l'épo-

(1) *Quæstiones Johannis Galli*, CCXXIX, éd. Du Moulin, II, p. 599 : « *Dictum fuit quod Magister Odardus Berthine Advocatus regius, canonicus parisiensis non placitaret pro ecclesia parisiensi contra regem sed esset cum rege, tamen pro rege causam illam non placitaret.* »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1472, f° 70 v° (14 avril 1384) : « Ledit jour 14^e avril audit an, le procureur du roy avant qu'il ait voulu procéder a dict que maistre Jean Canart est advocat du roy, combien qu'il soit chanoine de Paris, et a requis le procureur du roy que ledict M. Jean demeure et soit du conseil du roy en cette cause contre lesdicts doyen et chapitre, et dit que c'est raison, et fut dict par

que où elle eut lieu le privilège que nous avons vu affirmé pour le roi vis-à-vis des particuliers qui pensionnaient ses avocats n'était pas encore au-dessus de tout doute. La façon dont elle fut tranchée est intéressante, car elle nous montre l'une des solutions intermédiaires auxquelles on s'arrêta avant de formuler le principe que les avocats du roi pensionnés par des particuliers en procès avec le roi devraient néanmoins plaider toujours pour le roi. Ce dernier principe fut d'ailleurs souvent battu en brèche par la partie des récusations.

2. — *Des récusations d'avocats du roi causées par les pensions privées qu'ils recevaient.* — Il suffit de se reporter à l'ordonnance de 1535 pour la Provence pour constater que les cours jouissaient à cet égard d'une grande latitude et qu'elles avaient toute liberté pour décider que dans une cause donnée un avocat du roi devrait s'abstenir de la plaidoirie et que le procureur du roi plaiderait lui-même (1). La règle précise que nous rencontrons

arrest en semblable matiere d'un qui estoit chancelier de France, et si estoit tresorier et chanoine de l'église de Laon, dit fut l'an mil trois cens quatorze qu'il demeureroit au conseil ou l'on traictoit d'aucunes besongnes qui touchoyent l'église de Laon. Le procureur desdicts doyen et chapitre dient que M. Jean est chanoine de Paris comme dit est et *res sua agitur*, c'est sa cause, et se il y avoit despens, il en payeroit sa part, et se il estoit contre chapitre, il seroit contre luy mesme qui n'est pas raison, si doit demourer avec eulx en cette cause, non avec le roy. La cour verra l'arrest de l'an trois cens quatorze, et considérera et aura advis a ce que les parties ont dict, et en ordonnera. »

(1) Ord. de 1535, ch. II, art. 13 (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 451) : « *Item*, avons ordonné et ordonnons que nostredit procureur sera

sur les récusations des membres du ministère public au xvii^e siècle et qui n'était pas encore même à cette époque communément acceptée, était probablement totalement inconnue auparavant.

La théorie de Louet qui prévalut reposait sur la distinction des cas où le procureur du roi est partie principale et de ceux où il n'est que partie jointe (1). Cependant, Mornac et Basnage prétendaient encore que les membres du ministère public étaient récusables aussi bien quand ils étaient seuls parties que quand il y avait une autre partie (2). La distinction proposée par Louet n'était d'ailleurs fondée par lui que sur des arrêts rendus dans les premières années du xvii^e siècle (3).

tenu de faire enrooler en chacune audience nos causes, pour estre plaidoyées en chacune audience des premières par nostre advocat. Sans ce que nostredit procureur puisse plaidoyer en présence de nostredit advocat, autrement que par nostredite cour ne soit ordonné, soit en cas de suspicion, récusation ou autrement. »

(1) Brodeau, *Recueil des arrêts de Louet*, lettre P, ch. 39. La même distinction est admise par Leprêtre, *Centuries*, I, ch. 23, n^{os} 6. 8.

(2) Mornac, sur la loi 1, D., *De officio procuratoris Caesaris* ; Basnage, *Coutume de Normandie, Titre de la jurisdiction*, éd. de 1710, p. 12.

(3) Quelques arrêts de la seconde moitié du xvi^e siècle pourraient porter à croire qu'on suivait auparavant pour les récusations des membres du ministère public une pratique plus restrictive. Ces arrêts rapportés par Chenu, *Recueil de règlements notables*, II, tit. 24, ch. 90, décident en effet qu'en matière criminelle le procureur du roi ne peut être récusé par les accusés et qu'il ne peut l'être que par les parties civiles. Cette règle n'était pas cependant suivie d'une façon générale. Les arrêts en question étaient précisément dirigés contre des récusations proposées par des accusés et admises par les cours inférieures. Il ressort d'ailleurs des débats du procès du chancelier Poyet et de ceux du procès des présidents et conseillers du

Cette distinction se forma donc trop tard pour nous aider à délimiter le domaine exact des affaires où les pensions reçues par les avocats du roi des cours souverai-

nement de Provence pour l'affaire de Mérindol que les accusés étaient parfois admis à faire valoir certaines causes de récusation contre les gens du roi. — *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Procès du chancelier Poyet*, f° 284 v°-285, 20 août 1544 : « Ce faict a dict led. chancelier que sur les causes de récusation qu'il entendoit bailler contre lesd. Remon et Bourgeois (procureurs du roi dans la cause) avant que ce faire en vouloit communiquer avec son conseil puis s'est retiré et tost apres Nicolas Carat huissier garde dud. chancelier est venu en lad. cour qui a dict que led. chancelier vouloit communiquer avec son conseil sur quelques causes de recusation qu'il pleust à ladicte cour luy declarer si elle entendoit ladicte communication. Sur quoy la matiere mise en deliberation a esté ordonné que led. chancelier pourroit communiquer avec M^e de Masparavet greffier de Guyenne en presence du greffier en ceste cause et dudict huissier pour par ledit Masparavet scavoir l'avis du conseil dud. chancelier sur lesd. recusations. » *Ibidem*, f° 287 v°, 23 août 1544 : « Ce dict jour a esté faict venir en lad. cour led. chancelier auquel par ledit president Mynard a esté dict qu'il avoit demandé avis sur les recusations desd. Remon et Bourgeois. Ladicte cour l'avoit mandé pour scavoir ce qu'il en vouloit faire. » *Ibidem*, f° 288-288 v° : « A dict led. chancelier que suivant ce qu'il avoit pleu a lad. cour permettre que le greffier de Guyenne en avoit communiqué avec le conseil dudict chancelier et pour toute response dud. conseil ledict greffier de Guyenne avoit baillé aud. chancelier un petit papier qu'il a dict estre escrit de la main dud. greffier dont la teneur ensuit. Messieurs de vostre conseil ne sont d'avis de recuser les gens du roy de peur de reculer vostre affaire combien que vous avez matiere de tenir tous les deux a grandement suspects pour recusations legitimes mesmes Monsieur Bourgeois et devez declarer a Messieurs de la cour que ny voulez entrer de peur de retarder vostre affaire et qu'il semblast au roy et a Messieurs de son conseil privé que voulissiez dilayer vostredict affaire et que fassiez le difficile en toutes vos actions toutesfois sera bon de requerir s'il plaist a Messieurs de la cour *ex officio* de leur dire qu'ils prennent du conseil avec eulx que ce soin en sera mieux... » — Pour l'affaire de Mérindol, v. le texte cité *infra*, p. 290, n. 1. On trou-

nes jusqu'à la fin du xv^e siècle et par les avocats du roi des cours inférieures jusqu'en 1566 pouvaient donner lieu à récusation contre eux. Des recherches spéciales sur ce point concerneraient tous les gens du roi indistinctement et sortiraient du cadre de notre étude. Nous allons nous borner à signaler les indications que nous avons pu recueillir sur les récusations d'avocats du roi causées par le cumul de leur charge avec des pensions privées.

L'arrêt de 1538 pour Amiens, que nous avons déjà cité, fut partiellement suscité par les circonstances d'un procès récent où l'un des avocats du roi avait été récusé à titre de conseiller de l'une des parties. Le parlement fut donc amené à porter son attention sur les hypothèses analogues susceptibles de se produire. Il décida qu'au cas où un avocat du roi serait pensionnaire d'un seigneur, d'un chapitre ou d'une communauté, il y aurait, dans les affaires les concernant, forclusion de la communication contre lui (1). Il se trouvait donc ainsi récusé par le fait même. Le texte ne fait d'ailleurs aucune distinction. Il semble donc que la forclusion dont il parle et que la récusation qui en résulte devaient s'appliquer

vera aussi des renseignements généraux sur cette affaire dans Cabasse, *Essais historiques sur le parlement de Provence*, I, pp. 121-126.

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 4907, f^o 198 (15 janvier 1538) : « Et quant aux causes qui concerneront les seigneurs chappitres et communautés desquels lesdits advocats du roy seront pensionnaires, a ordonne et ordonne ladite cour que l'advocat du roy qui sera pensionnaire se abstiendra de la communication des choses qui seront mises par devers ledict procureur du roy touchant lesdits seigneurs et chapitres et communautés. »

indifféremment dans les procès où ces seigneurs, ces chapitres et ces communautés étaient seuls parties contre le procureur du roi, dans ceux où le procureur du roi s'était joint à leurs adversaires et dans ceux où le procureur du roi s'était joint à eux-mêmes.

L'arrêt des Grands Jours d'Angers du 25 octobre 1539 pour Poitiers n'est pas plus précis. Il déclare que l'avocat du roi plaiderait toutes les matières concernant les affaires du roi, excepté pour les seigneurs et autres personnes desquels il était pensionnaire (1). Cette récusation, sans qu'on puisse l'affirmer d'une façon expresse, paraît bien aussi être des plus générales et s'appliquer indifféremment à toutes les affaires touchant le roi, où ceux qui pensionnent ses avocats figurent à un titre quelconque.

Il est d'ailleurs à remarquer que ce dernier arrêt ne parle que de la plaidoirie et que l'avocat du roi récusé pour des pensions privées doit peut-être uniquement s'abstenir de plaider pour le procureur du roi sans être tenu de rester d'une façon absolue à l'écart de l'affaire. Au milieu du xvi^e siècle, nous voyons le procureur général demander au parlement si un avocat du roi récusé de la plaidoirie dans un procès n'est pas tenu néanmoins d'y conseiller le procureur du roi (2). Dans cette hypo-

(1) Arrêt des Grands Jours d'Angers du 25 octobre 1539 pour Poitiers, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 267 (v. le texte, *supra*, p. 207, n. 4).

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1569, f^o 391-391 v^o (18 juillet 1551) : « Ce jour

thèse, l'avocat du roi n'était pas, il est vrai, récusé à titre de pensionnaire d'une partie, mais la question du procureur général aurait pu être posée à propos de tout cas de récusation. Nous ne savons dans quel sens le parlement y aurait répondu. S'il s'était prononcé pour l'affirmative, il n'aurait fait qu'adopter la solution que nous avons rencontrée dans les questions de Jean le Coq (1).

Quoi qu'il en soit, la façon même dont le procureur général pose cette question prouve que la distinction qu'il propose quant aux récusations des avocats du roi entre la plaidoirie pour le procureur du roi et les simples conseils donnés à celui-ci était loin d'être établie d'une manière ferme. On se rappelle aussi que l'arrêt de 1538 pour Amiens excluait les avocats du roi pension-

d'huy ainsy que l'on vouloit plaider pour le faict de la Tournelle estans M. le president Meigret et Messieurs de la Tournelle es sièges pour ouvrir l'audience M^e Noel Brulart procureur general du roy a dict à la court qu'il avoit prié M^e Pierre Seguyer advocat du roy de le conseiller en l'affaire du faict de Provence et luy a dict ledict Seiguyer qu'il ne pouvoit et qu'il estoit recusé parce qu'il auparaavant sa promotion a l'estat et office d'avocat du roy avoit esté du conseil de l'une des parties et avoit esté sa recusation jugée comme par arrest incontinent apres sadite reception laquelle response oye il avoit cherché et faict chercher au greffe l'arrest et n'en avoit rien trouvé. Si requeroit ou qu'il pleust a la court luy faire bailler ledict arrest ou qu'elle deliberast scavoir si ledict Segulier seroit tenu comme conseiller et serviteur du roy le conseiller aud. affaire de Provence encores bien qu'il fust excuse de la plaidoirye pour le roy audict affaire et sur ce a esté dict audict procureur general que l'on feroit chercher ledict arrest et ou il ne se trouveroit adviseroit la cour sur sa requeste. »

(1) *Quaestiones Johannis Galli*, CCXXIX, éd. Du Moulin, II, p. 599 (v. le texte : *supra*, p. 213, n. 1).

naires des seigneurs, chapitres et communautés de la communication des causes concernant ces seigneurs, ces chapitres et ces communautés (1). Il rejetait par conséquent la distinction proposée en 1551 par le procureur général et écartait les avocats du roi aussi bien des conseils dont le procureur du roi pouvait avoir besoin que de la plaidoirie.

Il est donc évident que le jeu des récusations paralysait bien souvent l'application de la règle qui imposait aux avocats du roi pensionnés par d'autres de plaider toujours pour le roi contre eux. L'inconvénient primitif qui résultait des pensions et des charges non royales reçues par les avocats du roi était seulement atténué en ce que ceux-ci, dès la fin du xiv^e siècle au parlement, depuis seulement la fin du xv^e dans les juridictions inférieures, ne pouvaient plus plaider contre le roi (2). La prohibition des ordonnances postérieures interdisant aux avocats du roi de cumuler leur office avec des charges et des pensions non royales était réclamée par une nécessité impérieuse.

Sans doute, il était moins contraire aux intérêts royaux que les avocats du roi, sans exercer des charges concédées par d'autres et sans en recevoir de pensions, continuassent néanmoins à plaider et consulter pour les particuliers. Le simple exercice de la plaidoirie et de la consultation les rendaient moins dépendants de ceux

(1) V. *supra*, p. 249, n. 1.

(2) V. *infra*, pp. 237-238, 249.

pour qui ils plaidaient et de ceux qu'ils consultaient que les charges et les pensions. Cela nuisait cependant à leur complète indépendance. Il était naturel que l'on tendît également, quand les avocats du roi devinrent des magistrats, à les priver du droit de plaider et de consulter pour les parties privées. Si cette évolution fut plus longue que celle que nous venons de décrire pour les charges et pensions non royales, si surtout elle n'aboutit pas à des résultats aussi complets dans les juridictions inférieures, elle s'imposait avec autant de logique et de nécessité. C'est elle qui fit des avocats du roi des cours souveraines de véritables magistrats. Il va donc être pour nous du plus grand intérêt d'en préciser avec soin tous les détails.

§ 2. — Les avocats du roi et les causes privées.

L'histoire de la formation progressive du principe qui imposa aux avocats du roi du parlement de se tenir à l'écart de la plaidoirie et de la consultation pour les particuliers présente trois périodes très distinctes. Dans la première, qui nous conduit jusqu'à la fin du xiv^e siècle, on arrive seulement à formuler l'interdiction pour les avocats du roi de plaider ou consulter contre le roi.

Dans la deuxième, cette histoire se confond entièrement avec l'évolution que nous avons décrite au sujet des charges et pensions non royales. Le parlement formula pour ses avocats du roi l'interdiction de plaider et

de consulter pour les particuliers en même temps qu'il leur interdit de cumuler leurs fonctions avec des charges et des pensions n'émanant pas du roi. Il parvint à imposer sa jurisprudence pour les plaidoiries et les consultations à la même époque que pour ces charges et ces pensions. Cependant, la question fut rouverte pour les plaidoiries et les consultations au sujet du troisième avocat du roi extraordinaire dès les premières années du xvi^e siècle et malgré les résistances du parlement, elle ne tarda pas à se rouvrir en ce qui concerne les consultations pour les trois avocats du roi indistinctement.

Dans cette troisième période, le mouvement restrictif de la liberté des avocats du roi à l'égard des causes privées se présente donc d'une façon absolument indépendante de celui qui leur interdit d'accepter des charges et des pensions d'autres que du roi. Ce dernier était complètement terminé à la fin du xv^e siècle. Au contraire, en ce qui touche les plaidoiries et les consultations, c'est une évolution nouvelle qui commence avec le xvi^e siècle et qui se prolonge jusqu'à la moitié environ de ce siècle.

L'ordonnance de 1579 n'est pour les avocats du roi du parlement de Paris que la fixation législative d'un principe déjà reconnu dans la pratique. Elle ne fit qu'étendre à toutes les cours souveraines une disposition déjà admise dans un certain nombre d'entre elles.

Il est probable que l'évolution qui interdit aux avocats du roi des parlements de plaider et de consulter pour les particuliers est en grande partie spéciale au parlement

de Paris et qu'elle n'intéresse les parlements provinciaux que dans une bien faible mesure. Ceux-ci, pour la plupart, furent en effet créés à une époque où le parlement de Paris était déjà parvenu à imposer une première fois sa jurisprudence prohibitive. C'est sans doute seulement au *xvi^e* siècle, par suite des tendances de réaction qui se manifestèrent alors, que la question y prit de l'importance. Quant aux juridictions inférieures, on ne parvint jamais à formuler pour elles la prohibition absolue à laquelle on aboutit pour les cours souveraines. L'évolution que nous allons aborder y est incomplète et par suite beaucoup moins intéressante. C'est donc sur le parlement de Paris que nous allons surtout concentrer nos efforts en nous bornant à donner sur les autres cours souveraines et sur les juridictions inférieures les renseignements qui nous paraîtront de quelque intérêt.

Les plaidoiries et les consultations des avocats du roi pour les particuliers ne soulèvent pas les questions que nous avons dû nous poser au sujet des charges et pensions non royales. Elles ne donnaient pas lieu, quand elles survenaient en dehors de toute pension, aux conflits susceptibles de s'élever entre le procureur du roi et ceux qui pensionnaient un avocat du roi. Les seules difficultés qu'elles pouvaient primitivement susciter se ramenaient à la question de savoir si un avocat du roi pouvait plaider pour une partie privée contre le procureur du roi. Elles n'occasionnaient également aucune récusation.

Il nous suffira d'indiquer ici que s'il se produisait dans

les causes où un avocat du roi plaidait pour une partie privée quelque incident sujet à communication, les conclusions sur cet incident ne pouvaient être prises par le même avocat du roi, mais devaient l'être par l'autre avocat du roi ou par le procureur du roi. Il est en outre à peine besoin de rappeler que dans les causes où les avocats du roi plaidaient pour des particuliers, ils durent toujours se mettre à la barre des simples avocats (1).

Nous aurons donc seulement à retracer l'évolution restrictive de la liberté des avocats du roi à l'égard des causes privées. Nous ne nous occuperons d'ailleurs à ce sujet, ni des causes intéressant les pauvres et misérables personnes (2), ni de celles concernant certains corps religieux, tels que par exemple les religieuses de Poissy et le chapitre de la sainte Chapelle de Bourges, dont le roi donnait l'ordre à ses procureurs et à ses avocats de soutenir en justice les droits comme s'il s'agissait de ses

(1) V. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 697.

(2) La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, I, III, ch. III, n° 43, p. 259 : « A Rome, encores ce jourdhuy, il y a des advocats salariés du public, pour la deffence des pauvres et miserables personnes, qu'on appelle les advocats des pauvres, contre l'oppression des grands... Au lieu desquels nous avons en France les advocats et procureur generaux, qui doibvent faire cela en estant requis. » — Cf. Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, I, p. 451. — Par une ordonnance de mai 1451, le duc de Bretagne commandait à ses « procureurs généraux et particuliers, et pareillement aux procureurs des prélats, barons et autres, chacun en sa juridiction », de plaider pour les « povres et misérables personnes » dans les causes n'intéressant pas directement le duc. — V. Sauvageau, *Coutume de Bretagne*, II, 2^e pagination, p. 37.

propres intérêts (1). Ces deux catégories de causes entraient en effet dans leurs fonctions d'avocats du roi et elles n'intéressent en rien la question que nous traitons ici.

I. — XIV^e siècle.

L'étude des pensions privées reçues par les avocats du roi nous a déjà appris par elle-même que, pendant toute la durée du XIV^e siècle, les avocats du roi jouirent à l'égard des causes privées de la plus grande latitude. Il serait inutile de revenir sur les principaux personnages qui pensionnaient les avocats du roi du parlement de Paris et pour lesquels ceux-ci plaidaient. Ce qui est toutefois digne de remarque, c'est que le parlement, que nous verrons tout à l'heure si hostile à cette pratique, loin de la blâmer au début, la favorisait au contraire. Par exemple, nous le voyons décider le 26 août 1378 au profit de

(1) Lettres patentes du 9 avril 1375 (*Ord.*, VI, p. 184) citées, *supra*, p. 30, n. 2. — Déclaration royale de mars 1422 au profit du chapitre de la sainte Chapelle de Bourges (*Arch. nat.*, X^{1a} 8604, f^o 69 v^o (22 août 1424) : « Et en oultre pour la seurete et demene desdictes causes debas et proces touchans les drois franchises libertes possessions revenues de notre dicte chapelle avons ordonne et ordonnons par la teneur de ces presentes que nos advocats et procureurs tant es cours de notre dit parlement et desdictes requestes de notre hostel et de notre dit palays et aussi de Bourges soient tenus d'icelle conduire demener et defendre comme les propres notres et eulx adjoindre avecques eulx mesmement notre dit procureur, sans ce qu'ils cheent en aucune distribution contre lesdits tresorier chanoines chapelains vicaires et clerks touchans les priveleges exemptions drois possessions rente et revenues d'icelle. »

plusieurs avocats parmi lesquels se trouvaient précisément les deux avocats du roi que les diligences ne courront point contre leurs clients chaque fois qu'ils seront occupés à la chambre des comptes par le commandement du roi ou du chancelier (1). Les distributions de conseil sont d'ailleurs à cet égard tout particulièrement intéressantes et nous devons nous y arrêter un peu (2).

Le nombre de ces distributions de conseil où ont figuré des avocats du roi est très élevé. S'il n'apparaît pas tout d'abord, c'est que le plus souvent au début les avocats du roi n'y sont pas désignés par cette qualité et que rien

(1) *Arch. nat.*, X^{1a}, 1471, f^o 93 (26 août 1378): « Ce jour la court a ordené que les diligences ne courront point contre les parties pour lesquelles sont messire Jehan des Mares, Maistre Guillaume de Sens, Maistre Pierre de Fétigny et Maistres Jehan toutesfois qu'il seront occupés en la chambre des comptes du commandement du roy notre seigneur ou de monseigneur le chancelier. » Jean des Marés et Guillaume de Sens sont alors avocats du roi (Delachenal, *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, pp. 363, 381, 389).

(2) Les distributions de conseil sont des désignations d'office des avocats qui doivent assister les parties intéressées. Ces distributions n'avaient lieu que sur la demande des parties. Si elles pouvaient dans certains cas remplir le même rôle que l'assistance judiciaire du droit moderne (V. Lol, *Les frais de justice au XIV^e siècle*, *Bibl. de l'Ecole des chartes*, XXXIV, p. 227), elles n'avaient en principe rien de commun avec elle. Elles servaient surtout à maintenir l'égalité entre les plaideurs en empêchant l'un d'eux d'accaparer à son profit les avocats les plus réputés, à déterminer celle des deux parties qu'un avocat devait assister quand il était pensionné par toutes deux, à dégager la responsabilité de l'avocat qui hésitait à plaider contre le roi, contre un grand personnage, contre son suzerain ou contre une corporation influente. On trouvera une bonne étude des distributions de conseil dans l'ouvrage de M. Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 65-79.

ne les y distingue des autres avocats. Néanmoins, la date de ces divers documents permet d'établir que dans beaucoup d'entre eux on rencontre des avocats du roi. Il y a d'ailleurs aussi un grand nombre de distributions de conseil où les avocats du roi sont désignés par leur qualité. Nous pouvons donc ainsi apprécier la fréquence des distributions de conseil où figurent les avocats du roi, qu'ils soient expressément désignés ou non. Nous en rencontrons en 1348 (1), en 1364 (2), en 1368 (3), en 1373 (4),

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 12, f^o 284, 18 novembre 1348. L'avocat du roi donné en distribution de conseil est Robert le Coq.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1469, f^o 113 v^o (3 février 1364) : « Le duc de Grancy a maistre P. de Fetigny, maistre J. de Bonneuil et maistre J. des Mares, et l'evesque de Coustances a maistre J. Day et maistre G. de Sens par distribution. » — Sur Jean des Marès, très probablement alors avocat du roi, v. *infra*, p. 231, n. 2.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 21, f^o 411 (13 décembre 1368) : « *Petita distribucione consilii per procuratorem ville Rothomagensis contra dilectam et fidelem consanguineam nostram, comitissam Flandrensem, in curia nostra parlamenti, ipsa curia nostra dicte comitisse magistros Petrum de Filignaco, Johannem Furcy et Johannem Day, ac dicte ville magistros Johannem de Maresio, Johannem Rose et Johannem Anchorii, in dicta curia advocatos, per distribucionem tradidit. Actum Parisius in Parlamento nostro, XIII^a die decembris anno LXVIII^o.* » — *Arch. nat.*, X^{1a} 1469, f^o 322 (13 décembre 1368) : « Par distribucion sont donnez au conseil de la ville de Rouan, contre la contesse de Flandres, maistres Jean des Marés, J. Rose et J. Anchet, et à la contesse, maistres P. de Fetigny, Jehan Fourcy et Jehan Day. » On sait que Jean des Marés était alors avocat du roi (Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 363, 389).

(4) *Arch. nat.*, X^{1a} 1470, f^o 23 v^o (4 juillet 1373) : « A la ville de Saint-Quentin sont donnés par distribution maistres Jehan Day, J. Canart, et J. Filleul, et messire J. des Marés si les advocas du roy cheent en distribution contre Berthe du Jardin et autres et a Berthe sont donnés Maistres P. de Fetigny, J. Finaut, G. de Sens, J. le Coq, et J. Pastorel se il chet en distribution, »

en 1375 (1), en 1378 (2), en 1400 (3), en 1407 (4).

Certaines de ces distributions de conseil prennent d'ailleurs une importance toute spéciale par suite des circonstances où elles interviennent. Elles nous attestent en effet que le parlement, loin de songer pendant la plus grande partie du xiv^e siècle à restreindre la liberté des avocats du roi à l'égard des causes privées, les contraignaient parfois, malgré leur résistance, à obéir à ses distributions de conseil et à plaider pour des particuliers.

C'est ainsi que nous voyons le parlement donner en distribution de conseil contre un chapitre l'avocat du roi

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 24, f^o 47 v^o, 30 avril 1375 (Jean d'Ay et Jean des Marés); X^{1a} 24, f^o 65, 25 juin 1375 (Jean d'Ay).

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 27, f^o 60 (1^{er} juillet 1378): « *Karolus, etc. Universis, etc. Notum facimus quod, distribucione consilii in nostra parlamenti curia petita per magistrum Radulphum Droville, procuratorem religiosorum abbatis et conventus monasterii Sancti Jacobi de Pruino, Bonifacii Gasse, baillivi nostri Meldensis, et Ytherii le Buloy, procuratoris nostri in dicta baillivia, actorum, contra decanum et capitulum ecclesie Senonensis, Johannem Rousselli, presbiterum curatum de Moisyaco, Petrum Hiboni et Johannem dictum le Tamastre, servientem nostrum in prepositura nostra Senonensi, se dicentes defensores, ipsa curia nostra eisdem actoribus dilectum et fidelem consiliarium et advocatum nostrum in eadem curia Johannem de Maresiis, magistros Johannem Canardi et Johannem Galli, ac eisdem defensoribus magistros Petrum de Fetigniaco et Oulardum de Molendinis, in dicta curia advocatos, in consiliarios tradidit atque tradit per presentes. Datum Parisius in parlamento nostro, prima die julii, anno LXXVII^o et regni nostri XV^{to}. »*

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 4785, f^o 12, 29 novembre 1400 (Jean Picart). Jean Picart était alors avocat du roi (Delachenal, *op. cit.*, p. 375, n. 3).

(4) *Arch. nat.*, X^{1a} 8301, f^o 183, 5 août 1407.

Regnaut d'Acy, bien que cet avocat du roi dise faire partie du conseil de ce chapitre et être son pensionnaire (1). En 1363, Jean des Marés, alors avocat du roi, donné aussi en distribution de conseil à la ville de Rouen dans un procès entre cette ville et le prévôt des marchands et les échevins de Paris, refusait d'être du conseil de la ville de Rouen parce qu'il n'avait pas reçu la pension qu'elle devait lui fournir. Le parlement lui donna l'ordre, sur les promesses de paiement du procureur de cette ville, d'être de son conseil dans la cause en question (2).

(1) *Arch. nat.*, X^{ta} 45, fo 219 v^o (20 janvier 1354 ?) : «... *Non obstante quod diceret se fuisse et esse de consilio et pensione decani et capituli predictorum.* » Le texte est cité plus complètement *supra*, p. 213, n. 1.

(2) *Arch. nat.*, X^{ta} 48, fo 9 v^o, 6 mars 1363 : « *Cum est dictum, petita in nostra parlamenti curia distribucione consilii per procuratorem Majoris parium et commune ville Rothomagensis contra procuratorem prepositi mercatorum et scabinorum ville parisiensis Magister Joannes de Maresiis in parlamento nostro advocatus fuisset mediante hujus distribucione dicte ville Rothomagensi per dictam curiam nostram datus, verum ex post dicti de Rothomago eidem magistro Johanni suas pensiones minime solvissent ut dicebat, et ob hoc contra dictos prepositum et scabinos ville parisiensis pro dictis de Rothomago ad consilium interesse recusasset nisi primitus solveretur de pensionibus suis a tempore transacto debitis ; notum facimus quod comparentibus in curia nostra die date presentium... et quod procurator dicte ville Rothomagensis obtulit sibi satisfactionem de pensionibus suis pro tempore transacto adeo quod sibi sufficere deberet facere. Ipsa curia nostra injunxit et injungit per presentes preter juramentum eidem Magistro Johanni ut ad consilium dicte ville Rothomagensis intersit de cetero contra villam Parisiensem et prepositum mercatorum et scabinos predictos* ». — Bourquelot, *Jean des Mares, avocat général au parlement de Paris au quatorzième siècle*, *Revue historique de droit franç. et étranger*, 1858, p. 247, prétend que Jean des Marés n'était pas encore avocat du roi en 1366 parce qu'une inscription tumulaire de cette dernière année ne le qualifie encore que

Cette attitude du parlement avait sans aucun doute l'assentiment du roi. On connaît les lettres de Charles VI du 18 mars 1381 par lesquelles il était mandé au parlement de donner comme conseil au fils aîné de Charles le Mauvais les avocats et procureurs choisis par ce prince pour toutes les causes intéressant la garde et le gouvernement que le roi lui avait confiés des terres confisquées sur son père le roi de Navarre (1). On se rappelle aussi qu'au nombre des avocats choisis étaient précisément les deux avocats du roi, Jean des Marés et Jean Canart. Le mandement ainsi adressé au parlement était trop conforme à sa jurisprudence antérieure pour qu'il soulevât des réserves en ce qui concerne les avocats du roi. Nous avons déjà remarqué la forme impérative dans laquelle le parlement transmet indifféremment à tous l'expression de la volonté royale. Les lettres du roi affectaient encore, au moins extérieurement, la forme d'une simple autorisation. La décision de la cour était franchement un ordre (2).

d'avocat au parlement. Les textes cités *supra*, p. 39, n. 2, établissent l'insuffisance de ce raisonnement. D'ailleurs, M. Delachenal, *op. cit.*, p. 363, n. 4, cite un document qui prouve que Jean des Marés était déjà depuis un certain temps avocat du roi en mars 1366. Selon nous, ce ne peut être qu'à ce titre qu'il figure en 1360 parmi les commissaires chargés de conclure et de signer le traité de Brétigny (*Grandes chroniques*, Charles V, ch. CXXII). Le Nain, *Arch. nat.*, U 494, p. 83 ; 495, p. 231, dit que Jean des Marés était avocat du roi en 1363.

(1) V. le texte, *supra*, p. 195, n. 3.

(2) V. le texte, *supra*, p. 196.

Cependant, à la fin du xiv^e siècle, on voit se manifester quelques hésitations au sujet de la possibilité pour les avocats du roi de figurer dans les distributions de conseil. En 1373, nous voyons le parlement faire des réserves dans une distribution de conseil où se trouvent les deux avocats du roi (1). Dans l'ordonnance de 1384 faite au parlement de Beaune pour la Bourgogne, les avocats dux des différentes cours de justice sont formellement exclus des distributions de conseil (2).

La désignation des avocats du roi dans ces distributions de conseil et d'une façon générale la liberté complète, dont ils semblent avoir joui en principe jusqu'à cette époque à l'égard des causes privées, commençaient en effet à paraître incompatibles avec le caractère que les avocats du roi tendaient dès lors à revêtir. Ce n'est néanmoins que dans une mesure très restreinte qu'on songea à l'extrême fin du xiv^e siècle à réduire cette liberté.

On s'en tint seulement au principe formulé par Boutillier dans sa *Somme rurale* (3). L'avocat du roi pouvait plaider et consulter pour d'autres que le roi, mais il ne

(1) *Arch. nat.*, X^{ta} 1470, f^o 23v^o, 4 juillet 1373 (v. le texte, *supra*, p. 229, n. 4).

(2) Ordonnances faictes ou parlement à Beaune... l'an 1384, dans Champeaux, *Les ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du duché*, p. 40 : « Quicunques demandera distribucion de conseil, en aucune de nos dites cours, elle luy sera faicte, excepte un nostre advocat qui plaidoiera pour nostre procureur qui ne cherra point en distribucion. »

(3) Boutillier, *Somme rurale*, l. II, ch. II, p. 673 (v. le texte, *supra*, p. 188, n. 2).

pouvait ni plaider ni consulter contre le roi. Boutillier note même comme un détail intéressant qu'on ne tirait pas en parlement toutes les conséquences logiques de ce principe. On y admettait en effet que les avocats du roi pouvaient soutenir la cause de celui qui faisait appel de la sentence d'un juge royal. En prétendant qu'il avait été mal jugé et bien appelé, l'avocat du roi allait cependant contre les intérêts du roi au profit duquel aurait été prononcée une amende en cas de mal appelé (1).

La règle posée par Boutillier paraît bien être d'ailleurs une règle nouvelle. Sans doute, dès 1352, ce qui semble bien en impliquer l'existence dès alors, nous voyons une autorisation accordée à un avocat du roi de plaider contre le procureur général. Les termes de cette pièce indiquent même que la faveur ainsi concédée était considérée comme tout à fait exceptionnelle. On y fait remarquer qu'elle est consentie « *de gracia speciali* » et on y interdit à l'avocat du roi de recevoir pour cette affaire un salaire

(1) Boutillier, *Somme rurale*, l. II, ch. 2, p. 673 : « Et toutesfoys veut bien la loi que l'advocat d'office, par le gré et licence au seigneur de qui il est ou a esté advocat, puisque ce ne seroit contre le seigneur ne contre la cause que pour le seigneur eust soustenue autrefoys, puisse être au conseil d'aucun seigneur. Et ainsi le peut-on voir en parlement de l'advocat du roy. Si faict-il mesmement une cause d'appel dont il seroit appellé d'un officier royal, si le soustient-il contre l'officier ou juge royal à dire et soustenir mal jugé, et bien appelé, combien que mal avoit appellé le roy auroit LX livres d'amende, pourquoy à merveilles peut sembler comment l'advocat du roy peut estre contre. Et font les advocats du roy souvent pareillement en parlement. »

ou une rémunération quelconque (1). Il semblerait donc qu'on puisse conclure de ce texte qu'il était déjà admis en 1352 que les avocats du roi du parlement ne pouvaient pas plaider contre le procureur du roi.

Ce principe n'était cependant pas encore établi d'une façon absolue à l'époque où écrivait Boutillier. Il était encore incertain en 1384 et en 1388. S'il avait été déjà fixé alors, la question soulevée à ces deux dates devant le parlement n'aurait pu se poser. Aucun conflit ne se serait élevé sur le point de savoir si un avocat du roi chanoine d'un chapitre, dans une cause du roi contre ce chapitre, serait pour le roi ou pour le chapitre (2). Ces contestations nous prouvent que le principe rapporté par Boutillier pouvait encore être mis en doute et qu'on hésitait encore à considérer les avocats du roi du parlement comme privés du droit de plaider contre le roi.

La jurisprudence du parlement était loin alors d'avoir à ce sujet toute la netteté désirable. La décision donnée

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collect. Lenain, Extraits des registres du parlement, XIV, f° 417 v°-418* : « Notum facimus quod nos, de gracia speciali, concessimus dilecto et fideli advocato nostro, magistro Reginaldo de Acyaco, ut ipse possit esse de consilio Huardi de Fleuricuria, prepositi nostri Laudunensis, sine salario aut remuneracione facta, vel in posterum facienda, non obstante quod procurator noster in parlamento dictum Huardum prosequatur. Datum Parisius, decimo octavo die decembris, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo secundo. Per Regem, ad relacionem consilii in quo vos eratis. J. Royer. »

(2) *Arch. nat., X^{1a} 1472, f° 70 v°, 14 avril 1384* ; *Quaestiones Johannis Galli, CCXXIX*, éd. Du Moulin, II, p. 599. — V. ces textes, *supra*, p. 215, n. 1 et n. 2.

en 1388 dans l'une des affaires que nous venons de rapporter semble indiquer que le parlement avait déjà admis que les avocats du roi ne pouvaient pas plaider contre le roi. Cependant, nous trouvons encore après des textes qui établissent que cela n'était pas encore alors pour le parlement une règle ferme et absolue.

Le 18 juin 1390, dans un procès entre le duc de Lorraine et le procureur général, nous voyons la cour donner à des avocats, qui se faisaient probablement un scrupule de plaider contre le procureur du roi, l'ordre d'être du conseil du duc de Lorraine. Parmi les trois avocats en question, nous rencontrons Jean le Coq, qui était à cette date avocat du roi (1). Dans le courant de cette même année 1390, nous voyons encore l'avocat du roi Jean le Coq soutenir contre le procureur du roi les prétentions du baron de Montmorency pour l'exercice sur ses terres du droit de saisir contre indemnité les marchandises qui les traversaient (2).

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1475, f^o 75 (18 juin 1390) : « Ce jour la court a commandé à M^e Jehan le Coq, M^e Jehan de Poupaincourt et Henry de Marle, advocas, et M^e Raoul Drobille, procureur en parlement, qu'ils soient du conseil du duc de Lorraine contre le procureur du roy nostre sire, et il ont respondu qui soit enregistré. » D'après Hauréau, *Jean Lecocq et quelques autres avocats de son temps*, *Le Droit*, 1862, p. 885, col. 2, Jean Lecocq n'aurait été nommé avocat du roi qu'en l'année 1392. Cependant, le 7 mai 1390, Jean Lecocq plaide déjà pour le procureur du roi (*Quaestiones Johannis Galli*, CCVIII, éd. Du Moulin, II, p. 595). Un compte du duché de Bourgogne lui donne le titre d'avocat du roi dès 1387 (*Arch. de la Côte-d'Or*, B 1467, f^o 26 v^o). — V. ce dernier texte, *supra*, p. 39, n. 2.

(2) *Quaestiones Johannis Galli*, CCXIV, éd. Du Moulin, II, p. 596 :

Il faut convenir néanmoins que si la règle de Boutillier n'était pas encore à son époque appliquée avec une rigueur absolue, elle était déjà admise d'une façon générale et tendait à s'imposer de plus en plus complètement. Dans les lettres de 1375 qui accordent aux religieuses de Poissy le privilège d'avoir leurs procès conduits par les avocats et procureurs du roi, exception est faite pour les procès qui s'élèveront entre le roi et les religieuses (1). Les textes de 1390, que nous avons cités, sont à notre connaissance les derniers exemples d'un avocat du roi plaidant au parlement contre le roi. L'opinion de Boutillier ne tarda donc pas à devenir un principe ferme pour le parlement.

On sait d'ailleurs que Boutillier parlait en première ligne des avocats d'office des seigneurs (2). Il est à croire par conséquent que son opinion valait aussi pour les avocats du roi des bailliages et sénéchaussées. Sans doute, on rencontre bien encore après dans ces juridictions des avocats du roi qui plaident contre le roi ou qui défendent des accusés poursuivis en son nom (3). C'est seulement

« *An dominus de Montmorency sit recipiendus ad prisiam faciendam in terra sua, ubi habet altam, mediam, et bassam justitiam, et ad possessiones proponendas super hoc contra regium procuratorem ac procuratorem mercatorum piscium... Arguebam quod sic, ego qui pro ipso hanc causam placitavi rationibus sequentibus...* »

(1) Lettres patentes du 9 avril 1375 (*Ord.*, VI, p. 184) : « ... exceptez les causes et autres faiz qui pourroient estre entre nous et noz successeurs et lesdictes religieuses... »

(2) Boutillier, *Somme rurale*, II, ch. II, p. 673 (V. le texte, *supra*, p. 188, n. 2).

(3) V. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. 51.

l'ordonnance de 1498 qui mettra définitivement fin à ces pratiques. Bien qu'imparfaitement observé, le principe qui interdisait aux avocats du roi de plaider et consulter contre le roi semble bien cependant avoir été posé également pour les bailliages et sénéchaussées à la fin du xiv^e siècle. Dans un document de 1396 relatif à la Bourgogne, nous voyons les conseillers de bailliage, qui se confondent alors à peu près avec les avocats du duc, se plaindre de l'insuffisance de leurs gages. Ceux-ci ne compensaient pas, selon eux, les profits que leur auraient procuré les affaires qu'ils auraient pu plaider contre le procureur du duc s'ils n'avaient été des conseillers ducaux (1).

II. — XV^e siècle.

Il était acquis à la fin du xiv^e siècle, malgré les infractions nombreuses qu'il y eut encore pendant longtemps dans les juridictions inférieures, pour tous les avocats du roi indistinctement qu'ils ne devaient s'occuper des affaires des particuliers que dans la mesure où il ne s'y manifestait aucune opposition avec les intérêts royaux. Là se bornaient encore pour tous les avocats du roi indistinctement les restrictions qu'on avait jugé utile d'apporter

(1) V. Champeaux, *Les ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du duché*, p. CLXV. — Sur l'identité à peu près complète des avocats du duc et des conseillers du duc dans les bailliages, v. Champeaux, *op. cit.*, p. CLXVI, n. 6, p. CLXVIII, n. 1.

à la liberté qui leur était laissée de continuer à exercer la profession d'avocat pour les parties privées. La transformation qui s'était opérée alors dans la situation des avocats du roi exigeait cependant beaucoup plus. Ils étaient déjà des fonctionnaires. Ils devaient par conséquent devenir aussi les mandataires exclusifs du roi.

Vers le quart du xv^e siècle, le parlement entra résolument dans cette voie. Il ne put s'y engager en ce qui concerne les avocats du roi des juridictions inférieures en raison de l'insuffisance de leurs gages. Nous avons vu en effet qu'il y avait encore au milieu du xv^e siècle dans ces juridictions des avocats du roi qui ne touchaient aucuns gages (1). Au parlement, au contraire, les gages des avocats du roi étaient déjà assez élevés aux environs de 1420 pour qu'on puisse leur imposer l'obligation de se consacrer entièrement aux affaires du roi (2). Le parlement, nous le verrons, n'hésita pas à le faire.

Cependant, les gages des avocats du roi n'étaient pas toujours régulièrement payés. D'autre part, le roi, pour éviter des augmentations ou pour se dégager de promesses d'augmentation déjà faites, concéda souvent des dispenses à ses avocats du parlement. Le xv^e siècle va ainsi nous faire assister à une lutte très vive entre le parlement désireux de maintenir sa jurisprudence interdisant d'une façon absolue aux avocats du roi de cette

(1) V. *supra*, pp. 74-75.

(2) V. *supra*, pp. 67-68.

cour de s'occuper des affaires privées et le roi qui prodiguait toujours les dispenses. A la fin du ^{xv}^e siècle, le parlement semblait avoir définitivement triomphé sur ce point comme nous avons vu que cela eut lieu effectivement pour les charges et pensions non royales.

Dans les premières années du ^{xv}^e siècle, on ne constate l'indice d'aucune tendance du parlement à dénier à ses avocats du roi le droit de prendre en main les intérêts des particuliers. Guillaume le Tur plaida pour les parties privées jusqu'à son départ pour le parlement de Poitiers, car dès ses premières séances, à la date du 26 juillet 1418, le parlement anglo-bourguignon décida d'envoyer en l'hôtel de Guillaume le Tur pour recouvrer les procès et exploits de plusieurs personnes pour lesquelles il était chargé de plaider afin de rendre toutes ces pièces aux parties ou à leur procureur (1). Dans le courant de l'année 1420, nous rencontrons au parlement de Poitiers une distribution de conseil dans laquelle

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 4792, f^o 55 r^o (26 juillet 1418) : « La court a commis Jehan Danville a aler en l'ostel maistre Guillaume le Tur pour recouvrer plusieurs procès et exploits de plusieurs personnes pour lesquelles il estoit chargie de plaidoyer et iceulx proces et exploits bailler aux parties ou leurs procureurs a qui il appartient. » — X^{1a} 4792, f^o 57 r^o (29 juillet 1418) : « Ce jour, tous les sacs ou proces qui ont esté trouves en l'ostel de Maistre Guillaume le Tur nagaires advocat du roy par maistre Jehan Choart lieutenant du prevost de Paris, Guillaume du Buymont et Polin du Ru huissiers de parlement ont este portes par l'ordenance de la court dudit parlement en l'ostel de Maistre Jehan Aguenin procureur general du roy. »

figure précisément encore l'avocat du roi Guillaume le Tur (1).

Cependant, l'année suivante, en 1421, lors de la réception de Jean Rapiout, le parlement anglo-bourguignon de Paris affirma l'intention de ne plus tolérer désormais que les avocats du roi s'occupent d'autres affaires que de celles du roi. Nous avons vu que cette décision fixa définitivement la jurisprudence du parlement en ce qui concerne les charges et pensions non royales. Elle la fixa également en ce qui concerne les causes privées. Jean Rapiout est en effet reçu, non seulement à la condition « qu'il ne aura, ne pourchassera pensions, ne gaiges, d'autres que du roy », mais encore à la condition qu'il « ne sera en collacions et consultations céans, se n'est ès causes touchant le roy » (2). Désormais, le parlement ne se départira plus de cette ligne de conduite. Nous le verrons encore dans la suite autoriser expressément des dérogations à la règle nouvelle, mais ce sera toujours sous la pression du pouvoir royal.

L'interdiction faite à Jean Rapiout a été en effet rigou-

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement, Parlement de Poitiers*, t. 2, f° 123 v°, 1^{er} juillet 1420 (v. le texte, *supra*, p. 41, n. 2).

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1480, f° 247, 21 février 1421. — V. sur cet arrêt, La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, l. II, ch. VII, n° 46, p. 99 : « Et (du Luc allègue) finalement un autre arrest, prohibant aux gens du roy de plaider ny consulter pour les parties privées, ny de prendre gages, dons, ny pensions d'autres que du roy, du mois de mars 1421 conformément aux ordonnances royaux cy apres alleguées. »

reusement maintenue. Le 22 février 1431, quand il vint offrir sa démission à la cour avec le procureur général parce que ses gages ainsi que ceux du procureur général n'étaient pas payés, ils insistèrent bien tous deux sur l'obligation où on les mit en entrant en charge de délaissier « tous autres gaiges, toutes autres pensions et pratiques ». Ils firent remarquer aussi qu'ils avaient exercé leurs offices « en ensivant et en obéissant à l'ordonnance et au bon plaisir du roy... par l'espace de dix ans accomplis sans prendre gaiges ou pensions d'autre que du roy (1) ».

Il en était différemment au parlement de Poitiers. Nous y voyons encore en 1426 et en 1427 des avocats du roi donnés en distribution de conseil (2). Cela implique nécessairement que les avocats du roi y ont la liberté de plaider les causes privées en dehors des cas où « la matière d'entre les parties touche le roy », comme le dit une de ces distributions. Même dans ces derniers cas, on reconnaissait aux avocats du roi le droit d'assister les parties sur les points de la cause où le roi n'avait pas d'intérêt (3). Cependant, nous ne rencontrons plus postérieurement à 1427 au parlement de Poitiers des distri-

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1481, f° 50 v°-51 (v. le texte, *supra*, p. 68, n. 3).

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 9193, f°s 154, 227, 281, 27 avril 1426, 13 décembre 1426, 13 juin 1427; X^{1a} 9199, f° 2 v°, 4 décembre 1427.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 9199, f° 2 v° (4 décembre 1427): « ... et quant est de Maistre Jehan Rabateau, *cum sit advocatus regis*, il ne cheet en distribution pour ce que la matiere d'entre les parties touche le roy, mais les parties s'en pourront ayder là où il escherra. »

butions de conseil où figure l'avocat du roi. Une des dernières mentions de l'avocat du roi que nous trouvons dans les distributions de Poitiers est du 27 janvier 1427 et elle se présente d'ailleurs dans des conditions toutes particulières.

Le comte d'Armagnac en procès avec le comte de Foix requérait que l'avocat du roi lui fût donné comme conseil, ce qui suscitait l'opposition de son adversaire. Au lieu de décider entre les deux plaideurs, le parlement leur ordonna de communiquer leurs mémoires au procureur du roi et à l'avocat du roi et il arrêta que ceux-ci se joindraient à celui dont les intérêts se rencontreraient avec ceux du roi. Ce n'était pas une distribution de conseil. C'était une adjonction que le parlement imposait aux gens du roi tout en les laissant libres de se prononcer eux-mêmes sur la partie à laquelle ils se joindraient (1).

Cette décision n'indique l'apparition d'aucune restriction nouvelle au parlement de Poitiers en ce qui concerne la possibilité pour les avocats du roi de figurer dans les distributions de conseil et d'une façon générale de plaider pour les particuliers. Elle s'explique sans aucun doute uniquement par le fait que la cour avait reconnu que le roi était intéressé dans le procès en question. C'était tout simplement une application de la règle en vertu de laquelle les avocats du roi

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement, Parlement de Poitiers, II, f^{os} 503.511.*

ne pouvaient pas plaider contre le roi, règle qui était déjà fixée à la fin du xiv^e siècle. Néanmoins, il est intéressant de noter qu'on n'a plus trace après 1427 des avocats du roi dans les distributions de conseil du parlement de Poitiers.

Il en est de même à Paris pendant toute la durée du parlement anglo-bourguignon et aussi après la réorganisation du parlement. Nous avons vu qu'il fut interdit à Jean Rapiout, l'avocat du roi du parlement anglais de Paris, de plaider et consulter pour les particuliers et que cette interdiction fut obéie (1). Il en fut très probablement ainsi pendant toute la durée de la domination anglaise. Aussi, lors de la reconstitution du parlement royal à Paris, on persévéra dans la prohibition faite aux avocats du roi de s'occuper des causes privées.

Sans doute, nous savons déjà que Jean Simon, avocat du roi dès 1452 et qui occupa cette charge jusqu'à sa mort survenue en 1471, resta jusqu'à cette date avocat pensionnaire de la maison d'Orléans et qu'il fut en outre, à partir du 30 juin 1461, pensionné par Alain de Coëtlivy, cardinal d'Avignon (2). Il faut y voir uniquement la conséquence d'une autorisation expresse du roi. Le parlement ne semble plus en effet s'être départi à l'égard des avocats du roi de la jurisprudence inaugurée en 1421. Nous avons déjà vu en 1461, lors de la réception

(1) V. *supra*, pp. 241-242.

(2) V. *supra*, p. 200.

de Guillaume de Ganay, que le parlement impartit à ce dernier un délai d'un mois pour se décharger de toutes ses pensions. Cette disposition s'appliquait non seulement aux pensions qu'il recevait, mais encore à tous les procès qu'il était chargé de plaider. Le parlement ne l'admettait en effet qu'à la condition de ne conseiller que le roi, de n'exercer l'état d'avocat que pour le roi et de ne recevoir de nul autre pour des conseils ou à titre d'avocat de l'argent, des pensions ou d'autres choses équivalentes (1).

Cependant, si le roi d'Angleterre avait en 1421 appuyé la jurisprudence de son parlement (2), il n'en fut pas de même du roi de France. Après la reconstitution du parlement royal à Paris, un conflit s'éleva entre le parlement et le roi au sujet de l'exercice par les avocats du roi de la profession d'avocat pour les particuliers. Ce conflit dura un demi-siècle environ, pendant lequel le parlement s'efforça de restreindre les concessions royales. Nous ne savons si le parlement résista à l'autorisation donnée à Jean Simon de prendre des pensions d'autres que du roi et de plaider pour les parties privées.

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1484, f^o 194, 11 septembre 1461 (v. le texte, *supra*, p. 199, n. 1).

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1481, f^o 50 v^o-51 (22 février 1431) : « ... et deslors le roy pour les plus astringre et pour les faire entendre et vaquer plus diligemment en ses causes et besoingnes volt et ordena qu'ils delaisassent et deslors delaisserent tous autres gaiges, toutes autres pensions et pratiques, et combien que depuis en ensivant et en obéissant à l'ordenance et au bon plaisir du roy ils eussent... »

Néanmoins, la dispense accordée à Robert Thiboust en 1483 fait ressortir nettement le désaccord qui existait sur ce point entre le roi et le parlement.

Le roi avait en effet accordé à Robert Thiboust une dispense conçue dans les termes les plus larges. Des lettres lui permettaient de postuler pour autrui et de prendre pensions comme il faisait avant que le roi lui ait donné son office. Le 2 août 1483, en procédant à la réception de Robert Thiboust, la cour, tout en s'inclinant, fit bien voir qu'elle ne lui donnait les permissions contenues en ses lettres que pour obtempérer à celles-ci. En outre, elle jugea utile d'y apporter quelques restrictions. Elle crut bon de préciser que l'autorisation consentie à Thiboust de postuler pour les particuliers et de rechercher les pensions privées ne devrait pas lui permettre de patrociner et de plaider pour d'autres que le roi dans les causes qui toucheraient le roi et dans celles où le procureur général voudrait se porter partie jointe (1).

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1490, f^o 353 v^o (2 août 1483) : « Ce jour Maître Robert Thiboust licencié en loix a este receu a l'office de conseiller et advocat lay du roy nostre sire en la cour de ceans, et aux gaiges que souloit tenir et avoir feu Maistre Guillaume de Gannay, lequel office estoit vaccant par le trespas dudit de Ganay, et a ledit Thiboust fait le serment en tel cas acoustumé, et au surplus, en obtemperant par la cour a certaines lettres obtenues du roy nostre dit seigneur par le dit Thiboust par lesquelles ledit seigneur luy permet qu'il puisse postuler pour autrui et prendre pensions comme il faisoit avant que ledit seigneur luy donnast ledit office, la cour luy a permis et pernfect ce faire, pourveu qu'il ne patrociner ne

En 1497, lors de la réception de Guillaume Volant, le parlement renouvelait la prohibition absolue des pensions et des causes privées. Il ne le reçut qu' « à la charge de non prendre ne recevoir de prince ne autre aucune pension, gage ou bienfaict et non estre du conseil des parties » (1).

Le parlement manifestait ainsi la continuité de sa jurisprudence et il semblait effectivement l'avoir fait alors triompher. La dispense accordée à Robert Thiboust en 1483 est la dernière que nous rencontrons au xv^e siècle aussi bien pour les causes privées que pour les pensions privées. Il paraissait acquis à la fin du xv^e siècle que les avocats du roi du parlement ne devaient s'occuper exclusivement que des affaires du roi.

On cite souvent en sens contraire l'ordonnance de 1498 (2). Dans son article 34, cette ordonnance se borne

plaidera en cas qui touche ou puisse toucher ledit seigneur ne ou son procureur general se vueille adjoindre sinon pour ledit seigneur et en exerçant son dit office. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1503, f^o 246-246 v^o (28 août 1497) : « Ce fait, les gens du roy ont presente lettres-patentes du roy, par lesquelles il a donne l'office d'avocat du roy que a tenu par cydevant ledit de Cohardi a M^e Guillaume Volant, vacant par la resignation qui en a este faicte par ledit Cohardy au prouffit dudit Volant et ladite matiere mise en deliberation comme dessus a esté ordonné qu'il seroit receu et feroit le serment en tel cas acoustumé à la charge de non prendre ne recevoir de prince ne autre pension gage ou bien faict et non estre du conseil des parties a quoy il s'est soubmis. »

(2) V. par exemple : Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 176-177 ; Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, VI, p. 343, n. 6.

à défendre aux procureurs du roi et aux avocats du roi de plaider contre le roi et de consulter les parties contre lui. Toutefois, il suffit de lire l'article en entier pour se convaincre que cette disposition ne vise que les procureurs du roi et les avocats du roi des juridictions inférieures (1). Il y est en effet ajouté que le roi prétend maintenir en leur force et vertu les ordonnances de ses prédécesseurs concernant les procureurs du roi et les avocats du roi dans les cours souveraines. Cette addition n'aurait aucun sens s'il n'y avait pas eu pour les avocats du roi des cours souveraines des prescriptions leur interdisant de plaider et consulter pour les parties privées dans une plus grande mesure que celle indiquée par la disposition de l'article en question. Selon nous, il faut voir au contraire dans l'ordonnance de 1498 la sanction de la jurisprudence du parlement relativement à l'interdiction absolue faite aux avocats du roi de cette cour de plaider et consulter pour les particuliers (2).

(1) Cela avait été déjà très bien remarqué par Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, I, pp. 436-437 : « L'ordonnance de Blois, du mois de mars 1498, art. XXXIV, défend aux avocats et procureurs du roi des bailliages et sénéchaussées, de ne plaider ni consulter pour les parties contre le roi, à peine de suspension de leurs offices, et privation de leurs gages ; et au surplus, il est dit que les ordonnances précédentes, touchant les procureurs et avocats du roi ès cours souveraines, demeureront en leur force et vertu. »

(2) Ord. de 1498, art. 34 (*Ord.*, XXI, p. 185) : « *Item*, avons defendu et deffendons pareillement à noz procureurs et avocats de non plaidoyer ne consulter les parties contre nous, sur peine de semblable peine de suspension de leurs offices et privation de gaiges ;

Nous n'aurons pas à insister ici sur la défense faite par notre ordonnance aux procureurs du roi et aux avocats du roi des juridictions inférieures de plaider et de consulter contre le roi. Cette disposition nous apprend seulement que l'évolution restrictive de la liberté des avocats du roi à l'égard des causes privées n'avait fait aucun progrès dans ces juridictions depuis la fin du xiv^e siècle. Ce n'est pas une disposition faisant apparaître un principe nouveau. C'est tout simplement une prescription destinée à mettre fin aux infractions commises par les avocats du roi contrairement à un principe depuis longtemps admis.

La finale de l'article 34 relative aux cours souveraines est beaucoup plus intéressante. Elle nous indique que c'est non seulement au parlement de Paris, mais dans toutes les cours souveraines qu'on avait établi pour les avocats du roi un principe plus rigoureux que celui posé par le début de notre article. Tous les parlements provinciaux qui existaient alors n'avaient été définitivement organisés qu'après 1421, c'est-à-dire après l'apparition

les ordonnances de nos predecesseurs touchant nos procureurs et avocats en nos cours souveraines demeurantes en leur force et vertu. » Il ne faut pas s'étonner de voir dans cette ordonnance les procureurs du roi mentionnés avec les avocats du roi. Sans doute, le principe que les procureurs du roi ne pouvaient s'occuper que des affaires du roi était fixé dès l'an 1302 (v. *supra*, p. 136). Néanmoins, il y eut des dérogations à cette règle jusqu'à la fin de l'ancien régime. Il fut toujours permis aux procureurs du roi des prévôtés de postuler, consulter et écrire pour les parties dans les causes où le roi et le public n'avaient intérêt (v. Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 708). V. aussi *supra*, p. 185.

de la nouvelle jurisprudence du parlement de Paris. La plupart ne l'avaient même été qu'à une époque où cette jurisprudence avait déjà pris une certaine consistance. Il est donc à supposer qu'au moment de leur création il y fut interdit aux avocats du roi de s'occuper des intérêts privés (1).

La question se pose dans les mêmes conditions pour les chambres des comptes et les chambres des aides provinciales et aussi pour la chambre des comptes de Paris qui, nous le savons, n'eut un avocat du roi spécial que vers 1480 (2). Il est donc également très probable que les avocats du roi de ces cours souveraines ne furent pas d'abord autorisés à y plaider et consulter pour d'autres que pour le roi (3).

(1) Il n'est pas sans intérêt à cet égard de remarquer que l'édit d'érection du parlement de Rouen d'avril 1499, dans son article 4, contient la prohibition formelle pour les avocats du roi de cette cour de servir d'avocats aux particuliers. « Et avons en ce faisant expressément ordonné et ordonnons que nosdits presidents et conseillers, procureur et advocats en icelle cour, ne pourront avoir ne tenir offices, pensions ou gages, dont le ressort soit en ladite cour, de quelque personne que ce soit autre que de nous. Ains si aucuns en ont, seront tenus de les laisser, ou eux en descharger dedans un an ensuivant que ladite cour aura commencé à tenir. Et ne pourront aussi patrociner en quelque cour, ne pour quelque personne que ce soit » (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, I, p. 399).

(2) V. *supra*, p. 8.

(3) La question ne se pose même pas, pour ainsi dire, en ce qui concerne les chambres des comptes. Le roi avait directement intérêt dans la plupart des affaires qui s'y jugeaient. Les avocats du roi, en prêtant leur concours à des particuliers, auraient donc été presque toujours contre le roi. Sur l'intérêt du roi dans le plus grand nombre des affaires rentrant dans la compétence des chambres des comptes, v. Guyot, *Répertoire*, III, v. *Chambre des comptes*, p. 47.

Au contraire, nous avons constaté dès la fin du xiv^e siècle la présence d'un avocat du roi à la chambre des aides de Paris. Nous avons vu qu'en 1384, Jean Role, qui était avocat du roi en cette chambre, recevait des pensions privées à titre d'avocat au parlement (1). En 1476, Jacques de Thou, avocat du roi aux aides, cumulait encore cette qualité avec celle d'avocat au parlement (2). Toutefois, il se peut qu'à la fin du xv^e siècle, on ait déjà interdit aux avocats du roi de cette chambre de s'occuper à titre d'avocats des parties des affaires portées devant elle.

L'ordonnance de 1498, par la généralité de ses termes, visait en effet déjà toutes les cours souveraines. Si donc les avocats du roi n'avaient vu limiter dans les juridictions inférieures leur liberté de s'occuper des affaires privées que par l'obligation de ne pas plaider et de ne pas consulter contre le roi, la jurisprudence du parlement de Paris avait prévalu à la fin du xv^e siècle en ce qui concerne les avocats du roi des cours souveraines. Il leur était interdit d'une façon absolue de plaider et consulter pour les particuliers.

III. — XVI^e siècle.

Dès la fin du xv^e siècle, les avocats du roi des cours

(1) V. *supra*, p. 195.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1487, f^{os} 113 v^o, 118, 119, 7 septembre, 11 septembre, 19 octobre 1476.

souveraines étaient devenus les mandataires exclusifs du roi. Il semblerait donc que c'est seulement pour les juridictions inférieures que nous ayons à continuer l'étude de l'évolution que nous retraçons. Cependant, la question de savoir si les avocats du roi des cours souveraines pouvaient plaider et consulter pour les parties privées, qui paraissait définitivement tranchée dans le sens de la négative à la fin du xv^e siècle, se rouvrit de nouveau au xvi^e. Cela n'eut lieu, comme nous le verrons, que par suite de circonstances tout accidentelles. Nous suivrons surtout dans le parlement de Paris la forme nouvelle que revêtit cette question au xvi^e siècle. Dans les autres cours souveraines, le même mouvement se produisit sans doute dans des conditions peu différentes.

Le principe qui interdisait aux avocats du roi des cours souveraines de s'occuper des causes privées resta debout pendant toute la durée du xvi^e siècle et il ne fut jamais complètement écarté. On n'en admit que des dérogations atténuées. Ces dérogations devaient elles-mêmes cesser en même temps que les circonstances qui les avaient suscitées. Dès le milieu du xvi^e siècle, l'interdiction faite aux avocats du roi de se mêler des affaires privées était redevenue absolue pour ceux du parlement de Paris. Cette règle tendait également alors dans les autres cours souveraines à reprendre toute sa vigueur. L'ordonnance de 1579 n'en est donc pour les avocats du roi des cours souveraines que la consécration dernière et cette fois définitive.

Cette ordonnance nous atteste aussi qu'on était alors décidé à étendre cette règle aux avocats du roi des juridictions inférieures. Si on ajourna cette mesure, ce fut aussi uniquement par suite d'une circonstance toute fortuite. Néanmoins, cette situation se prolongea et les avocats du roi des cours inférieures ne furent jamais attachés exclusivement au roi. L'ordonnance de 1579 marque donc pour les avocats du roi des cours inférieures comme pour ceux des cours souveraines la fin de l'évolution restrictive de leur liberté à l'égard des causes privées. Un progrès avait cependant été réalisé sur ce point depuis la fin du xv^e siècle pour les avocats du roi des juridictions inférieures. Il nous faudra donc leur consacrer un développement spécial après avoir retracé l'histoire de la question au xvi^e siècle pour les avocats du roi du parlement de Paris et fourni quelques indications sur les autres cours souveraines.

1. — *Les avocats du roi des cours souveraines et en particulier les avocats du roi du parlement de Paris.* — A aucun moment du xvi^e siècle, le parlement n'abandonna pour les avocats du roi qui exerçaient près de lui la jurisprudence prohibitive qu'il avait adoptée au sujet des causes privées dès le premier quart du xv^e siècle. Quand il y apporta des atténuations, ce fut toujours après une résistance très vive et sur l'ordre formel du roi. La première moitié du xvi^e siècle va donc nous faire assister au renouvellement du conflit que nous avons déjà vu se produire sur ce point au cours du xv^e siècle

entre le roi et le parlement. Nous verrons même que ce conflit se présenta au xvi^e siècle sous un aspect bien plus grave et qu'il devint très aigu. L'ordonnance de 1498 avait en effet, nous l'avons vu, sanctionné la jurisprudence du parlement (1). On comprend aisément l'opposition qu'il manifesta quand la solution qu'il croyait définitivement acquise fut de nouveau remise en question.

Ce fut en 1502 que la première atteinte y fut portée. Le roi, par lettres datées du 1^{er} septembre, avait créé au parlement un office de troisième avocat du roi extraordinaire. Il avait également permis à cet avocat du roi de « patrociner pour les parties, nonobstant ladite charge et office ». Jacques Olivier, le bénéficiaire de ces lettres, les ayant présentées à la cour, celle-ci, le 17 décembre 1502, décida d'écrire au roi pour l'avertir des inconvénients qui pouvaient résulter de la création de cet office extraordinaire et de la permission donnée à cet avocat du roi de patrociner pour les parties (2). Le roi ne tint

(1) V. *supra*, pp. 247-248.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1508, f^o 42-v^o (17 décembre 1502) : « Sur les lettres patentes du roy presentées à la cour par M^e Jacques Olivier advocat en icelle, données à Gennes le premier septembre dernier, par les premieres desquelles ledit seigneur l'a créé et luy donne l'office de son tiers advocat general en ladite cour, et par les autres luy permet et veut qu'il puisse patrociner pour les parties, nonobstant ladite charge et office,... a esté deliberé que la cour escriira audit seigneur l'advertissant du mal et inconvenient qui peut ensuivre par la creation dudit office extraordinaire et par la permission que le roy luy fait de pouvoir patrociner pour les parties. »

pas compte de ces remontrances et délivra de nouvelles lettres. Le 31 décembre 1502, le parlement décida de recevoir Jacques Olivier à l'office de troisième avocat du roi, mais à la condition qu'il ne plaiderait pas et ne consulterait pas pour les parties (1). Le parlement exprimait donc de la façon la plus nette son intention de ne pas céder sur ce point. Cependant, le roi ayant encore délivré de nouvelles lettres, le parlement, le 2 février suivant, se résigna à obéir. Il désira néanmoins marquer sa volonté ferme de persister dans sa jurisprudence antérieure. C'est peut-être déjà pour établir une distinction entre la plaidoirie et la consultation qu'il décida que Jacques Olivier ne pourrait plaider pour d'autres que pour le roi qu'après en avoir fait la demande à la cour et après en avoir obtenu d'elle la permission (2).

La résistance du parlement ne fut pas d'ailleurs sans résultat, car lorsqu'il s'agit en 1510 de pourvoir à l'office d'avocat du roi, le clerc laissé vacant par la mort de Jean

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1508, f^o 34 (31 janvier 1502) : « La matière mise en deliberation, toutes les chambres assemblées, a esté ordonné que ledit M^e Jacques Olivier sera receu audict office de tiers advocat d'iceluy seigneur en ladite cour pourveu qu'il ne plaidera ne consultera pour les parties. »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1508, f^o 34 v^o (2 février 1502) : « ... a esté conclu et deliberé que en obtemperant quant ausdites lettres M^e Jacques Olivier sera receu audit office de tiers advocat general dudit seigneur en ladite cour pour iceluy ensemble des droicts, prerogatives, preeminences, gages, dispenses et facultes a luy octroyés par ledit seigneur jouir et user pourveu toutefois qu'il ne plaidera pour aucunes parties que pour le roy, sinon que de ce faire il ait demandé congé à la cour et qu'elle luy ait permis. »

Lemaistre, Louis XII, dans les lettres de provision qu'il donna à Jean le Lièvre, stipula que celui-ci ne plaiderait et consulterait que pour le roi (1). La jurisprudence du parlement semblait donc triompher et elle s'affirma nettement au témoignage de Rebuffe dans un arrêt de 1523 (2).

Ce n'était pas encore cependant le succès définitif. Un événement imprévu, la pénurie du Trésor, mit François I^{er} dans l'impossibilité de payer à l'avocat du roi Pierre Lizet la pension annuelle de 500 livres qui lui était promise, outre ses gages ordinaires, « à ce qu'il n'allât aux consultations des parties ». Le roi lui donna donc, par des lettres du 30 juillet 1526, l'autorisation de donner des consultations dans toutes les causes où les intérêts royaux n'étaient pas en jeu (3). Le parlement résista

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collect. Lenain, Extraits des mémoriaux de la chambre des comptes*, t. X, f^o 46-47 v^o (Lettres du 7 juillet 1510) : « ... à la charge toutefois qu'il ne plaidera, ne consultera que pour noz affaires, en quelque manière que ce soit. »

(2) Rebuffe, *Les edicts et ordonnances des roys de France*, p. 45, XI, n. a : « *Fuit tamen cautum senatusconsulto, anno 1523 ne advocatus et procurator regis privatorum causas susciperent, etiam in quibus regis nihil interesset : quod postea non fuit observatum.* » — Cf. La Roche-Flavin, *Treize livres des parlements de France*, l. II, ch. VII, n^o 64, p. 102 : « Par l'ordonnance du roy Louis XII de l'an 1499 estoit permis aux advocats et procureur du roy de plaider et consulter pour les parties, es procès esquels le roy n'avoit interest : toutesfois leur fust prohibé par arrest de Paris en l'an 1523 et depuis par ordonnances expresses de Charles IX et Henry III cy après cottées. »

(3) Lettres patentes du 30 juillet 1526 autorisant Pierre Lizet à consulter pour les parties dans les causes où le roi n'a pas d'intérêt (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 273) : « François, etc. Scavoir faisons que nous, considérans les bons, agréables et recommandables services que notre amé et féal conseiller et advocat en nostre cour de

encore de la façon la plus vive. Le 15 mai 1527, il arrêta de prier Lizet de vouloir bien se désister de ses lettres et il décida aussi de faire des remontrances au roi (1). Il procéda bien le lendemain à l'enregistrement des lettres, mais non sans exiger de nombreuses conditions. Lizet dut déclarer qu'il se contenterait de donner des consultations deux heures par jour dans sa propre maison et de manière à ne pas retarder l'expédition des affaires du roi. La cour se réservait en outre, conformément aux lettres royales, de retirer son autorisation dès que Lizet recevrait de nouveau sa pension (2).

parlement à Paris, maistre Pierre Lizet, nous a faits par cy-devant, tant en fait de son office que autrement en maintes manières fait, par chacun jour, et espérons qu'il fera cy-après et mêmement que de la pension de 500 livres tournois par an, que outre ses gages ordinaires lui avions ordonnée en partie, à ce qu'il n'allât aux consultations des parties, ainsi qu'il avoit été fait à ses prédécesseurs, ne lui a été ny n'est continuée pour les grosses affaires qui nous sont survenues, au moyen de quoi il ne sauroit bonnement vivre ni soi entretenir de ses dits gages ordinaires sans aller aux consultations des procès des parties privées qui ne nous touchent et où n'avons aucun intérêt ainsi qu'il se fait en nos autres cours de parlement.

A icelui, pour ces causes et autres justes et raisonnables, à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons de grâce spéciale, par ces présentes, congé, licence et permission de consulter ez matières des parties privées ez quelles n'avons aucun intérêt et qui ne nous toucheront aucunement, sans toutefois laisser et discontinuer les jours, temps et heures qu'il doit besoinier, vaquer et entendre, à cause de son dit office en l'expédition de nos affaires, ainsi qu'il est accoutumé, dont le chargeons en conscience de y faire son devoir, selon que son dit office le requerra et jusques à ce que lui continuons et entretenons ladite pension de 500 livres que lui avons ordonnée outre ses dits gages ordinaires. »

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1530, f^o 241 v^o, 15 mai 1527.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1530, f^o 243 (16 mai 1527): « Ce jour, toutes

C'est ainsi qu'apparaît pour la première fois avec netteté, en ce qui concerne la liberté reconnue aux avocats du roi de s'occuper des causes privées, la distinction, dont la réception de Jacques Olivier en l'office de tiers avocat extraordinaire nous avait peut-être révélé la première trace (1), entre la plaidoirie et la consultation. Jusqu'au jour où le parlement sera parvenu de nouveau à

les chambres assemblées, après ce que en ensuivant la délibération le jour de hier... par la court sur les lettres patentes octroyées par le roy à Amboise le penultime jour de juillet... à M^e Pierre Lizet advocat lay dudit seigneur en ladite court touchant le congé et permission de consulter pour les parties privées ès matières non concernant les affaires du roy a esté remonstré audit Lizet par M^e Charles Guillart président en ladite court qu'il se devoit déporter de poursuivre vérification desdites lettres et que nonobstant lesdites remonstrances après plusieurs raisons par luy alléguées il a persisté à la vérification desdites lettres offrant qu'il n'eust permission de consulter pour les parties privées sinon deux heures pour (*sic*) jour et en sa maison et sans ce que au moyen de ce il discontinuast aucunement l'expédition des affaires du roy et qui concernent le fait de son dit office et jusques à ce qu'il feust par le roy assigné et payé de sa pension de V^c l. seulement et à ce qu'il se peust honnorablement entretenir en sondit estat et office et subvenir à ses urgens affaires et nécessités. La matière mise en délibération. La court a ordonné que lesdites lettres seront vérifiées et sur icelles mis *registrata* soubs les modifications et restrinctions qui s'ensuivent et de son consentement assavoir qu'il ne pourra consulter ès matières qui luy sont permises par lesdites lettres que en sa maison et deux heures au plus pour jour autres que au temps qu'il doit estre au parquet et ès plaidoyries durant que la court siet, sans ce que au moien de ce il délaisse aucunement à besongner ès affaires du roy et autres choses qui luy sont ordonnées par la court pour le fait de son office ni que les expéditions en soient en riens retardées et jusques à ce que sa pension de V^c l. luy soit continuée et entretenue par le roy... S'il contrevient à ce que dit est, la court l'a débouté de l'effect desdites lettres et de son consentement.

(1) V. *supra*, p. 255.

faire valoir sa doctrine d'une façon absolue, il s'en tiendra strictement à cette distinction. Il ne tolérera plus désormais que les avocats du roi plaident pour des particuliers. Il les autorisera seulement à consulter pour les parties privées dans les causes où le roi n'aura aucun intérêt (1).

L'occasion ne se fit pas longtemps attendre pour le parlement d'invoquer cette distinction nouvelle entre la plaidoirie et la consultation. Le 12 janvier 1530, il s'agissait de recevoir Olivier Alligret en qualité de troisième avocat du roi extraordinaire. Le parlement lui ayant déclaré qu'il devait se conduire en son office comme les autres avocats du roi, il requit que la cour s'expliquât avec plus de précision sur ce qu'elle voulait dire par là. Il lui fit remarquer « que ses predecesseurs audict office avoyent acoustumé consulter et plaider pour les parties ès matieres non concernans le fait du Roy ». Le parle-

(1) Cf. Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, I, p. 224 : « Les avocats du roy plaidoient et consultoient aussi pour les parties, lorsque le roy n'y avoit point d'intérêt ; et cela s'est confirmé jusques au temps du roy Louis XII pour le regard de la plaidoirie, et jusques à celui du roy François I^{er} pour le regard des consultations. » Cette distinction faite au xvi^e siècle entre les plaidoiries et les consultations des avocats du roi pour les particuliers n'a pas été aperçue par Boucher d'Argis, *Histoire abrégée de l'ordre des avocats*, éd. Dupin, I, p. 437, mais c'est tout simplement parce qu'il s'est mépris sur le sens exact d'une note de Du Moulin sur une question de Jean Lecoq (*Quaestiones Johannis Galli*, CLX, éd. Du Moulin, II, p. 384). Nous verrons tout à l'heure au sujet de cette note que, contrairement à ce que dit Boucher d'Argis, Poiet ne fut pas autorisé à plaider pour les parties, mais seulement à consulter (V. *infra*, p. 261).

ment répondit « que il se devoit contenter de ne plaider, mais seulement consulter en sa maison, ou autre lieu honneste, pour les parties, où le Roy n'auroit interestz, aux jours des festes, et aux heures où il ne se devera trouver au parquet, et pourveu que les affaires du Roy ne demourassent retardéz. » Trouvant cette autorisation insuffisante, Alligret demanda la permission de consulter en dehors des heures où il devrait se trouver au parquet aux lieux où les autres avocats font leurs consultations. Le parlement répondit à cette demande que les lettres d'Alligret ne disaient rien sur ce point et qu'il devait par conséquent se pourvoir vers le roi (1). La question se trouva d'ailleurs tranchée d'une façon qui donnait au parlement complète satisfaction. Le roi fit en effet dire à Jean Ruzé, alors avocat du roi clerc, de lui envoyer procuration pour

(1) *Arch. nat.*, X¹_a 1533, f^o 55 v^o (12 janvier 1530) : « ... et sur ce qu'il luy a esté remonstré que la court entendoit qu'audict office il se conduist comme font les autres advocats du roy, il a requis que la cour luy declarast ce qu'elle entendoit qu'il fist, parce que ses predecesseurs audict office avoyent acoustumé consulter et plaider pour les parties es matieres non concernans le fait du roy, si luy a esté remonstré qu'il se devoit contenter de ne plaider, mais seulement consulter en sa maison, ou autre lieu honneste pour les parties, où le roy n'auroit interestz, aux jours des festes, et aux heures où il ne se devera trouver au parquet, et pourveu que les affaires du roy ne demourassent retardéz, et parce qu'il a supplié a la court luy permettre consulter pour les parties es matieres qui ne concernent le roy après dix heures du matin que on s'en va du parquet, et autres heures que on ne vient audit parquet es lieux ou les autres advocats ont acoustumé faire leurs consultations, luy a esté respondu que ses lettres n'en portent riens, et par ce, qu'il se pourvoye sur ce par le roy. »

résigner (1) et il donna son office à Olivier Alligret. Dans les lettres de don de cet office, il n'était fait mention d'aucune dispense à l'égard des causes privées. Le parlement obtenait ainsi une solution plus radicale que celle qu'il avait proposée (2).

Cependant, quand il s'agit de donner un successeur à Pierre Lizet en 1531, Guillaume Poyet, qui reçut son office, bénéficia de la même autorisation que lui. Il conserva le droit de consulter pour les particuliers dans les affaires où le roi n'était pas intéressé (3). Il en fut de

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1533, f^o 80 v^o-81 (7 février 1530): « Ce jour, sur les lettres patentes octroyées par le roy par lesquelles ledit seigneur a donné a M^e Jehan Ruzé nagueres son advocat en la court de ceans l'office de conseiller lay vacant par le trespas de feu Maistre Loys Anjorrand, icelles leües, ledit Ruze pour ce mandé, a dit que le roy luy avoit fait dire par M^e Pierre Lizet premier President que ledit seigneur ne se vouloit plus servir de luy audit office d'advocat, et luy avoit mandé qu'il luy envoyast procuracion pour resigner ledit office d'advocat, ce qu'il avoit deliberé faire, mais avant ce faire ledit seigneur luy avoit envoyé lesdites lettres sur lesquelles supplie la court en faire a son bon plaisir, la matiere mise en deliberation, il a esté ordonné toutes les chambres assemblées que ledit Ruzé sera receu audit office de conseiller lay en icelle court en tel ordre qu'il eust esté s'il n'eust jamais laissé son premier office de conseiller. »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1533, f^o 133 v^o (5 mars 1530): « Ce jour, toutes les chambres assemblées Maistre Olivier Alligret nagueres advocat du roy extraordinaire en la court de ceans a présenté a icelle lettres patentes dudit seigneur, par lesquelles il luy a donné l'office de son advocat ordinaire clerc en ladite cour comme vacant par la promotion de M^e Jean Ruze a l'office de conseiller lay en icelle court, aussi a presente lettres patentes dudit seigneur, par lesquelles il a dispensé ledit Alligret tenir ledit office d'advocat clerc combien qu'il soit marié. »

(3) Du Moulin, note sur la question 160 de Jean Lecoq, dans *Œu-*

même en 1532 pour François de Montholon, successeur d'Alligret (1). Si la jurisprudence du parlement de Paris n'avait pas encore triomphé quant aux consultations, il était du moins déjà parvenu à interdire aux avocats du roi l'exercice de la plaidoirie pour les parties privées. Il résulte d'un passage des lettres autorisant Pierre Lizet à consulter que dans les parlements provinciaux les avocats du roi n'étaient également plus autorisés en 1526 qu'à donner des consultations aux parties privées (2). L'article 3 du chapitre II de l'édit de 1535 sur la réformation de la justice et de l'administration en Provence défendait à l'avocat du roi et au procureur du roi du parlement de Provence de plaider d'autres causes, soit en matière civile ou criminelle, que celles qui touchent le

vres, II, p. 384 : « *Nunquam vidi regios advocatos supremæ curiæ pro privatis postulare, sed nec consulere, donec Poietus ille anno 1531 regius advocatus factus frequentiam lucrosam consultanionum continuavit : et reliqui deinde sic fecerunt.* » — Cf. le texte de Loisel cité à la note suivante.

(1) Loisel, *Dialogue des avocats*, éd. Dupin, I, pp. 221-222 : « Et longuement apres Maistre Pierre Lizet, Guillaume Poyet, et François de Montholon, estans faits advocats du roy, furent dispensez de consulter ; ce qui a esté depuis discontinué à cause que leurs gages et pensions ont esté augmentés. » — François de Montholon fut reçu avocat du roi en remplacement d'Alligret le 12 novembre 1532 (*Arch. nat.*, X^{1a} 1536, f^o 2-2 v^o).

(2) Lettres patentes autorisant Pierre Lizet à consulter pour les parties dans les causes où le roi n'a pas d'intérêt (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 273) : « .. au moyen de quoi il ne sauroit bonnement vivre ni soi entretenir de ses dits gages ordinaires sans aller aux consultations des procès des parties privées qui ne nous touchent et où n'avons aucun intérêt ainsi qu'il se fait en nos autres cours de parlement. »

roi ou son procureur (1). Une ordonnance d'Henri II de mars 1551 nous atteste qu'il était alors également interdit aux avocats du roi et aux procureurs du roi en la cour des aides de Paris de plaider, écrire et occuper en cette cour pour les parties privées (2).

En 1552, le parlement de Paris avait réussi à imposer à ses avocats du roi le respect de la prohibition si souvent éludée par des dispenses de s'occuper d'une manière quelconque des intérêts privés. Dans le courant de l'année indiquée, le parlement déclara aux gens du roi qu'ils

(1) Edit sur la réformation de la justice et de l'administration en Provence, ch. II, art. 3 (Isambert, *Anc. lois*, XII, p. 448) : « *Item, avons inhibé et défendu, inhibons et défendons ausdits advocat et procureur en nostredite cour, qu'ils n'ayent à prendre charge aucune, soit de judicature, pension d'autres personnes, plaider, aucunes matières soit civiles ou criminelles, autres que de nos causes qui nous touchent ou peuvent toucher, ou nostre dit procureur, soit civilement ou criminellement, à peine de suspension de leurs offices pour la première fois, et de privation et d'autre peine arbitraire pour la seconde.* »

(2) Edit de mars 1551 sur la cour des aides, art. 11 (Fontanon, *Les édits et ordonnances des rois de France*, II, p. 708) : « *Et outre ayant regard et consideration à ce que noz premier advocat et procureur en nostredite cour des aydes, pour l'augmentation et amplification du ressort et jurisdiction de nostredite cour seront beaucoup plus chargez, empeschez, et occupez qu'ils n'estoient auparavant, à la poursuite, soustenement et defense de noz droicts, n'ayans autre profit et émolument pour leurs vacations et entretenemens que leurs simples gages, sans ce qu'en ladite cour ils puissent plaider, escrire, ny occuper pour les parties, ce qui leur est très expressément prohibé et défendu. Pour ces causes, et autres bonnes et justes considerations à ce nous mouvans, à iceux avons creu et augmenté, croissons et augmentons leursdits gages, jusques à huict cens livres chacun par an, comprins ce qu'ils souloient avoir d'ancienneté.* »

feraient bien de ne pas consulter pour les particuliers. Les avocats du roi répondirent qu'ils avaient cessé de le faire depuis qu'ils avaient reçu le bienfait du roi et qu'ils y renonçaient (1).

Les avocats du roi du parlement de Paris ne devaient donc plus s'occuper des causes privées, aussi bien pour la consultation que pour la plaidoirie. Le parlement était parvenu de nouveau à imposer cette abstention aux avocats du roi de la façon la plus complète. Sa jurisprudence ne subira plus désormais aucun recul. Elle fut définitivement confirmée par l'article 115 de l'ordonnance de Blois de 1579. Pour mettre fin à des pratiques différentes, cet article défend aux avocats du roi des cours souveraines de postuler et consulter pour les parties privées en quelque cause que ce soit, encore que le roi n'y ait aucun intérêt, nonobstant tout usage ou dispense au contraire (2).

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1574, f^o 3 v^o (14 novembre 1552) : « Ce jour, sur la lecture faicte toutes les chambres assemblées aux gens du roy des ordonnances royaulx concernant le reiglement de leurs estats en la manière acoustumée, Monsieur le premier président leur a remonstré qu'ils feroient bien de ne consulter pour les parties privées, et ont respondu, par M^{es} Pierre Séguyer et Denys Riant avocats du roy que depuys qu'ils ont receu le bienfait du roy ils y ont renoncé et renoncent, et quant à Maistre Noel Brullart, procureur general dudict seigneur, il'a dict que si la court le comprenoit en l'advertissement il n'en estoit poinct (sous correction) besoing, car il n'a consulté ne consulte y a plus de sept ou huict ans. »

(2) Ord. de Blois de 1579, art. 115 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 410) : « Avons défendu et défendons à tous juges de s'entremettre de postuler et consulter en leurs sièges, pour les parties, en quelque cause que ce soit, encore que nous n'y ayons intérêt, nonobs-

Cette disposition n'était pas inutile. Nous avons déjà vu en effet que l'avocat du roi Séguier demeura au conseil des seigneurs dont il avait été l'avocat (1). A l'époque du *Dialogue des avocats* de Loisel, en 1602, il y avait encore des officiers du parlement qui s'occupaient des affaires des seigneurs et qui par conséquent leur donnaient des consultations (2). Les dispenses nécessaires n'intéressent plus, nous l'avons déjà remarqué (3), l'histoire des avocats du roi. Dès 1552, ceux du parlement étaient de nouveau pleinement assimilés à ce point de vue aux autres membres de la cour. Il se peut qu'à cette date il n'en ait pas encore été ainsi dans toutes les cours souveraines. Quoi qu'il en soit, l'ordonnance de 1579 fit de l'interdiction absolue pour les avocats du roi de s'occuper des causes privées une règle qui restera ferme jusqu'à la fin de l'ancien régime dans toutes les cours souveraines.

Nous ne rencontrerons plus au parlement de Paris aucune dispense générale de consulter pour les parties privées en faveur des avocats du roi. Si une dispense de cette sorte fut encore accordée par le parlement à Jean Lemaitre en 1589, on n'oubliera pas les circonstances

tant tout usage ou dispense au contraire : ce que pareillement avons défendu à nos avocats et procureurs généraux de nos cours souveraines et leurs substituts ès sièges inférieurs. »

(1) V. *supra*, p. 202.

(2) V. *supra*, p. 203, n. 6.

(3) V. *supra*, p. 203.

toutes particulières dans lesquelles cette dispense intervint. On était pendant la Ligue. Les deux avocats du roi en titre étaient absents. Jean Lemaitre avait été seulement élu par le parlement pour exercer pendant leur absence l'une des deux charges d'avocat du roi. L'autorisation qui lui fut donnée de consulter pour les parties dans les causes où le roi n'avait intérêt s'explique sans aucun doute uniquement par cette raison (1). Elle est sans importance pour l'évolution qui a fait des avocats du roi des cours souveraines les agents exclusifs du roi.

Il suffira aussi de signaler que les avocats du roi de certaines cours souveraines conservèrent peut-être après l'ordonnance de 1579 le droit de plaider dans les juridictions d'un autre ordre que celles où ils étaient attachés. Les termes de l'ordonnance paraissent autoriser cette pratique puisqu'elle interdisait en effet seulement aux avocats du roi des cours souveraines « de postuler et consulter en leurs sièges pour les parties » (2). Nous ne

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 4743, f^o 383 v^o (24 janvier 1589) : « M^e Edoart Molé conseiller en la dicte court par elle esleu et nommé pour l'exercice de l'estat de procureur general du roy pour l'absence de M^e Jacques de la Guesle a remonstré a la court que M^e Jehan le Maistre, advocat en icelle court et esleu aussy et nommé pour exercer l'un des deux estats d'advocat dudict seigneur en icelle court pour l'absence des susdicts advocats dudit seigneur supplie la court luy permettre pouvoir consulter pour les parties es causes ou le roy n'avoit point d'interest ce qui n'estoit sans exemple, retiré, la matiere mise en deliberation, la dicte court a permis et permect audict M^e Jehan le Maistre consulter pour les parties es causes ou le roy n'avoit interest. »

(2) V. *supra*, p. 264, n. 2.

possédons d'ailleurs de renseignements à ce sujet que sur la cour des aides de Paris.

L'ordonnance de 1551 plus haut citée (1) nous témoigne seulement qu'il était alors interdit aux avocats du roi de la cour des aides de plaider, écrire et occuper en cette cour pour les parties. Ce n'est qu'une ordonnance postérieure de 1586 qui leur défendit également de plaider au parlement et dans les autres juridictions (2). Pendant la Ligue, le 21 janvier 1591, le duc de Mayenne autorisa un avocat du roi à la cour des aides de plaider et postuler pour les parties tant au parlement et au grand conseil qu'aux autres cours et compagnies souveraines. C'est probablement une autorisation qui s'explique comme celle donnée par Jean Lemaître par les circonstances politiques d'alors (3).

(1) V. *supra*, p. 263, n. 2.

(2) *Code Henri III*, f^o 434 v^o (Henri III, 1586) : « Nos advocats et procureurs en nostre cour des aydes ne pourront plaider, escrire, ny consulter en ladite cour pour les parties privées : ny pareillement plaider ès cours de parlement, ny ailleurs. » Sans doute, ce texte est suspect comme tous ceux du code Henri III précédés des rubriques : *Henri III, 1585* ; *Henri III, 1586* (v. sur ce point, Viollet, *Histoire du droit civil français*³, p. 203). Cependant, on oublie trop souvent à ce sujet de remarquer que Charondas le Caron signale quand il les rencontre les tribonianismes de Barnabé Brisson (v. par exemple *Code Henri III*, f^o 218 v^o). En tout cas, l'autorisation citée à la note suivante suppose nécessairement que quand elle intervint il était en principe défendu aux avocats du roi de la cour des aides de plaider dans d'autres cours pour les particuliers.

(3) *Arch. nat.*, X^{1a} 1723, f^o 263 v^o-264 (28 février 1592) : « Veu par la court les lettres patentes du sieur duc de Mayenne lieutenant general de l'estat royal et couronne de France données à Paris le vingt ung janvier mil cinq cens quatre vingt onze par lesquelles et pour

Cependant, si les avocats du roi de quelques cours souveraines ont eu peut-être encore quelque temps après l'ordonnance de 1579 la faculté de plaider pour les parties privées dans les juridictions s'occupant de matières différentes, on peut considérer comme terminée d'une façon définitive par cette ordonnance l'évolution qui écarta d'une façon absolue les avocats du roi des cours souveraines des affaires privées. Nous en connaissons maintenant tous les détails.

En même temps que les avocats du roi devinrent des fonctionnaires et des officiers royaux, ceux des cours souveraines tendirent à être attachés exclusivement au roi. Dès la fin du xiv^e siècle, les avocats du roi étaient d'une façon générale devenus des magistrats. Il était admis qu'ils ne devaient plus en aucun cas plaider ou

les causes y contenues ledict sieur permect et veut qu'il soit loisible a maistre Guillaume Aubert advocat du roy en la court des aydes de plaider et postuler pour les parties tant en la court de parlement de Paris grand conseil que autres cours et compagnies souveraines ainsi que faisoient anciennement les autres advocats du roy du temps des rois Loys douze François premier et Henry second sans que luy soit donné aulcun trouble ou empeschement ny que l'on luy puisse alleguer qu'il est advocat du roy en la court des aydes et partant qu'il ne puisse postuler ny plaider pour les parties, dont en tant que besoing seroit il est relevé sans despens, la requeste présentée à ladite court par ledict Aubert tendant à ce que lesdites lettres luy soient entherinees, conclusions du procureur general du roy et tout considere, la court ayant esgard à ladite requeste a permis et permect au suppliant, plaider pour les parties en lad. court ainsi que souloient anciennement faire les advocats du roy ses predecesseurs en la court des aydes et aura sa séance selon l'ordre de sa reception au serment d'avocat en icelle court. »

consulter contre le roi. Le parlement avait même posé en 1421 le principe qui leur interdisait d'une façon absolue de s'occuper des affaires privées. L'évolution était alors achevée. Les avocats du roi du parlement étaient ainsi pleinement assimilés aux autres magistrats. Cependant, les faits devaient encore longtemps tarder à se mettre en accord avec le principe. Les gages des avocats du roi étant insuffisants, le roi leur concédait les dispenses les plus larges de plaider et de consulter pour les particuliers. Le parlement résistait à ces dispenses. A la fin du xv^e siècle, il avait fait prévaloir sa doctrine prohibitive. L'ordonnance de 1498 lui donnait gain de cause aussi bien pour les plaidoiries et consultations que pour les pensions.

Sur ce dernier point, le succès du parlement fut définitif. En ce qui concerne les causes privées, tout fut au contraire remis en question au début du xvi^e siècle par la création d'un troisième avocat du roi extraordinaire qui avait dispense de plaider et consulter. La résistance du parlement d'abord inefficace fit néanmoins sentir ses effets par la suite. La jurisprudence du parlement s'affirme nettement dans un arrêt de 1523 et elle aurait alors définitivement triomphé sans la pénurie du trésor. Les pensions des avocats du roi étant irrégulièrement payées, le roi se vit souvent au cours du xvi^e siècle dans la nécessité de concéder aux avocats du roi du parlement l'autorisation de s'occuper des causes privées. Toutefois, à partir de 1526, ces autorisations se limitent tou-

jours à la consultation. Les avocats du roi peuvent consulter pour les particuliers dans les causes où le roi n'a aucun intérêt, mais ils ne peuvent en aucun cas plaider pour eux. C'était là de toute évidence un avantage sérieux pour la jurisprudence du parlement. Cette solution intermédiaire n'eut d'ailleurs que peu de durée.

Vers 1550, les avocats du roi du parlement de Paris étaient définitivement redevenus les mandataires exclusifs du roi. Il tendait probablement à en être ainsi dans la plupart des cours souveraines. En tout cas, on n'y admettait plus que les avocats du roi puissent plaider pour les parties privées. L'ordonnance de 1579 termina à nouveau cette évolution d'une façon définitive en décidant pour toutes les cours souveraines que les avocats du roi ne pourraient plus ni plaider ni consulter pour les particuliers. Elle ne mit peut-être pas fin d'une façon complète à toutes les pratiques contraires. Néanmoins, elle plaça à cet égard les avocats du roi sur le même pied que les autres magistrats. Le principe désormais sera pour tous aussi absolu. Les avocats du roi des cours souveraines ne doivent plus s'occuper d'autres affaires que de celles du roi.

L'ordonnance de 1579 posait d'ailleurs également ce principe pour les avocats du roi des juridictions inférieures. Toutefois, la question des gages que nous avons vu jouer un rôle si important dans les cours souveraines empêcha les avocats du roi des juridictions inférieures de devenir les agents exclusifs du roi. Nous avons dit

qu'un progrès avait été néanmoins réalisé pour eux à ce dernier point de vue au cours du xvi^e siècle. Nous allons nous efforcer d'en préciser la portée.

2. — *Les avocats du roi des cours inférieures.* — C'est non seulement pour les avocats du roi des cours souveraines, mais aussi pour ceux des juridictions inférieures, que l'ordonnance de 1579 marque le terme de l'évolution restrictive de la liberté des avocats du roi à l'égard des causes privées. Cette ordonnance assimilait d'ailleurs théoriquement pour ces dernières ceux des juridictions inférieures à ceux des cours souveraines. Elle permettait bien aux avocats du roi des sièges inférieurs de postuler et consulter pour les parties privées dans les causes où le roi n'aurait aucun intérêt, mais c'était seulement par provision, et cela devait cesser en même temps que se produirait une augmentation de leurs gages annoncée par l'ordonnance (1). Cette promesse n'ayant pas été tenue, les avocats du roi des cours inférieures purent toujours plaider et consulter pour les particuliers dans les causes où les intérêts du roi n'étaient pas en jeu.

Les tendances qui se manifestent au xvi^e siècle vers l'interdiction complète pour ces avocats du roi de s'occuper des causes privées n'aboutirent jamais à un résul-

(1) Ord. de Blois de 1579, art. 115 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 410) : « Et quant à nos avocats desdits sièges, leur avons permis de postuler, consulter où nous n'aurions aucun intérêt, et ce par provision seulement, jusqu'à ce que par nous leur soit autrement pourvu de gages suffisans. »

tat général et définitif. Nous nous contenterons d'en indiquer les traces. Il sera également inutile d'insister beaucoup sur la prohibition absolue de plaider et consulter pour les particuliers qui résulta accidentellement pour les avocats du roi du cumul de leur charge avec celle de conseiller en leur siège.

Au contraire, la mention rapide que nous venons de faire de l'article 115 de l'ordonnance de 1579 nous a déjà révélé une différence sensible entre ses termes et ceux de l'article 34 de l'ordonnance de 1498. Cette dernière défendait seulement aux avocats du roi des juridictions inférieures de plaider et consulter contre le roi (1). L'ordonnance de 1579 est plus rigoureuse. Elle n'autorise les avocats du roi à postuler et consulter pour les parties privées que dans les causes où le roi n'a pas intérêt. Ce n'est pas seulement une différence de rédaction, mais c'est une différence de principe en réalité très importante. Nous allons donc tout d'abord nous attacher à déterminer la date à laquelle ce changement fut opéré et les conséquences pratiques qui en résultèrent.

Avant de réussir complètement à écarter des causes privées les avocats du roi en exercice près de lui, le parlement de Paris, dès avant l'ordonnance de 1498, avait dépassé pour eux le principe de Boutillier consacré par cette ordonnance pour les avocats du roi des cours inférieures. Ce principe interdisait seulement aux avocats du

(1) Ord. de 1498, art. 34 (*Ord.*, XXI, p. 185).

roi de plaider et consulter contre le roi. Nous avons vu cependant que déjà en 1483, lors de la réception de Robert Thiboust, le parlement, tout en lui concédant la permission de plaider pour les parties privées conformément à la dispense royale obtenue par lui, avait fait des restrictions plus importantes. Non seulement il lui avait défendu de plaider contre le roi, mais encore il ne lui avait pas permis de plaider pour d'autres que pour le roi dans toutes les causes qui toucheraient le roi et dans toutes celles où le procureur général voudrait se porter partie jointe (1). Jamais nous n'avons rencontré après cette date de dispense plus large pour les avocats du roi du parlement.

En ce qui concerne au contraire les avocats du roi des juridictions inférieures, on s'en tint encore longtemps après l'ordonnance de 1498 au principe admis par elle. L'ordonnance de 1507 pour la Normandie se borne à défendre aux avocats du roi de plaider et consulter contre le roi (2). L'arrêt du parlement du 14 janvier 1538 pour Amiens adopte la même règle. Il fait seulement défense aux avocats du roi de « consulter, escrire, bailler aucuns moyens contre le Roy directement ou indirectement en quelque manière que ce soit (3). »

Quelques années plus tard, nous commençons cependant à apercevoir les indices de dispositions plus restric-

(1) V. *supra*, p. 246, n. 1.

(2) Ord. de 1507, art. 97 (Isambert, *Anc. lois.* XI, p. 490).

(3) *Arch. nat.*, X^{1e} 4907, f^o 198.

tives. Deux arrêts du parlement, l'un de 1543 et l'autre de 1549, nous permettent de saisir comment s'est fait le passage du principe reconnu par l'ordonnance de 1498 à celui admis par l'ordonnance de 1579. Ils vont en même temps nous mettre à même d'en préciser la différence.

Dans le premier de ces arrêts rendu le 19 juillet 1543 pour l'avocat du roi en cour d'église au bailliage de Troyes, il est défendu à cet avocat du roi de postuler en quelque manière que ce soit pour les laïcs dans les causes où il devait demander le renvoi devant les juges royaux. Il lui est enjoint d'y plaider toujours pour le roi et d'y soutenir les droits du roi (1). Dans le second arrêt du 1^{er} juillet 1549 pour le siège de Tours, on trouve une disposition des plus intéressantes pour la procédure criminelle. Il y est formellement prescrit aux avocats du roi de ne plaider ou consulter en matière criminelle que pour l'intérêt du roi et la chose publique. Ils ne doivent prêter leur concours ni à la partie civile, ni à l'accusé (2).

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 4919, f^o 407 (19 juillet 1543): « ... et en entérinant la requeste faicte par le procureur general du roy, ladite court a faict inhibitions et deffenses audict advocat du roy en court d'eglise de postuler aucunement pour les parties layes, ès causes esquelles il doibt demander le renvoy par devant les juges royaux. »

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1565, f^o 202 v^o (1^{er} juillet 1549): « ... et sur les mesmes peines defend ladite court aux advocat et procureur du roy audict siege de Tours de plaider ou consulter en aucune maniere es matieres criminelles et extraordinaires pour aucune des parties privées, mesmes pour le prévenu et accusé, ains pour l'interest du roy et la [chose] publique tant seullement. » Pour la mention du procureur du roi dans cet arrêt, on pourra se reporter à l'explication que nous avons présentée *supra*, p. 248, n. 2. — Sur le rôle des avocats en procédure criminelle après l'ordonnance de 1539, v. Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, pp. 231-233, 246-247.

On voit nettement le progrès manifesté par ses arrêts sur la solution de l'ordonnance de 1498. Ils marquent une tendance à interdire aux avocats du roi, non seulement de plaider et consulter contre le roi, mais encore de plaider et consulter pour d'autres que pour le roi dans les causes où l'intérêt royal est en jeu. L'ordonnance de 1498 leur défendait seulement d'y plaider ou consulter contre le roi. Le principe nouveau va leur défendre en outre d'y intervenir autrement que pour soutenir les droits du roi. Dès avant l'ordonnance de 1579, ce principe nouveau était consacré par l'article 20 de l'ordonnance de Moulins de 1566. Ce dernier article permettait en effet seulement aux avocats du roi de postuler et consulter pour les parties dans les causes où le roi n'a aucun intérêt (1).

L'ordonnance de 1579, dans son article 115, maintenait cette permission, nous l'avons déjà vu (2), mais c'était seulement par provision en attendant que les gages des avocats du roi soient devenus suffisants. On peut relever en effet au cours du xvi^e siècle antérieurement à notre ordonnance les indices d'un mouvement vers une prohibition complète pour les avocats du roi de s'occu-

(1) Ord. de Moulins de 1566, art. 20 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 194) : « Et quant à nos avocats qui seront de présent ès sièges inférieurs, seulement leur est permis postuler, consulter pour les parties ès causes où n'avons intérêt, le surplus des autres défenses susdites tenans en leur regard. »

(2) Ord. de Blois de 1579, art. 115 (Isambert, *Anc. lois*, XIV, p. 410).

per des causes privées. C'est ainsi qu'en 1545 le lieutenant général de Sens avait fait défense à l'avocat du roi de plaider pour d'autres que pour le roi. L'avocat du roi fit appel de cette décision, et le parlement lui permit par provision de plaider pour les parties dans les causes où le roi et le public ne seraient pas intéressés (1). Ce-

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1536, f^o 160 v^o (27 août 1545) : « Sur la requeste presentée a la court par Maistre Jacques Godart advocat du roy au bailliage de Sens, par laquelle et pour les causes y contenuës, et attendu que de droict commun et par infinis arrests d'icelle reigles les estats dudit advocats du roy de ce ressort estoit permis aux advocats dudit seigneur es sièges royaux et inferieurs de ladicte court plaider et postuller pour parties privées pourveu que ce ne feust contre le roy, et aussi de tenir pensions es bailliages, que neantmoins maistre Jehan Richer, lieutenant general dudit bailliage de Sens avoit audit suppliant fait defenses de ne plaider pour parties privées et d'opter dedans six sepmaines ledict estat d'avocat du roy ou ses pensions es bailliage sur les peines contenües par son ordonnance, dont il avoit appellé, nonobstant lequel appel iceluy lieutenant auroict ordonné que ses deffences tiendroient ne voulant ouïr ne recevoir ledict suppliant à plaider ses causes qui s'estoyent offertes en l'audience en le depossedant par ce moyen des droicts susdicts au grant scandale de sa personne, il requeroit a ceste cause mesme que l'appel le conservoit en son droict, et qu'il estoit fondé pour le regard desdicts droicts en plusieurs arrests que deffenses feussent faictes audit Richer de n'empescher ledict suppliant en la jouissance et exercice desdites plaidoiries et autres droicts dessus-dits et sur ce oy le procureur general du roy, et veu par ladicte court les arrests par elle données en semblables matieres les quatorze janvier mil cinq cens trente huict et deuxiesme octobre mil cinq cens trente neuf.

Ladicte court ayant egard à ladicte requeste et par maniere de provision, et jusques à ce que les parties oyës sur ladicte cause d'appel aultrement en ait esté ordonné, a permis et permet audit suppliant pouvoir postuler et plaider audit bailliage de Sens pour les parties privées ès causes où le roy ne la chose publique n'auront aucun interest et ce suivant les arrests donnés sur le reglement

pendant, le 15 septembre 1578, nous voyons le parlement, sur une requête du lieutenant du bailli de Berry à Concressaut, interdire sans restriction aux avocats du roi de postuler pour les parties (1).

En raison du mouvement que nous venons de signaler, on comprend très bien que l'ordonnance de 1579 n'ait permis que par provision aux avocats du roi de postuler et consulter pour les parties privées dans les causes où le roi n'aurait aucun intérêt. Un arrêt des Grands Jours de Clermont en Auvergne du 22 novembre 1582 pour le siège présidial de Riom nous prouve même que cette ordonnance eut pour résultat, dans certains bailliages et sénéchaussées, d'entraîner pour les avocats du roi l'interdiction absolue de prêter leur assistance aux particuliers. Cet arrêt fait inhibitions et défenses aux avocats du roi d'écrire, consulter et postuler pour les parties (2). Jousse

d'aucuns advocats du roy es cours inferieures, et faict ladicte court inhibitions et deffenses audict lieutenant general audict Sens de l'empescher, ou bien luy donner aucun trouble ou empeschement à peine d'amende arbitraire par maniere de provision.

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 4661, f^o 177-177 v^o (15 septembre 1578) : « Ladicte cour a ordonné et ordonne que inhibitions et deffences seront faictes et les faict icelle cour auxdits Fortet et Ragu advocat et substitud du procureur general du roy audit Concressault de tenir et d'exercer estats et offices, assister au conseil, prendre gaiges et pensions des seigneurs temporels, ecclesiastiques et autres ayans justice en et auedans dudit ressort de Concressault, ne postuler pour les parties à peine de cinq cens escus d'amende et privation de leurs estats. » Pour le procureur du roi, v. *supra*, p. 248, n. 2.

(2) Arrêt des Grands Jours de Clermont en Auvergne pour Riom du 22 novembre 1582 (Girard et Joly, *Trois livres des offices de France*, II, p. 1260) : « La cour... ordonna que l'ordonnance prohi-

nous apprend également que de son temps on observait la même règle à Orléans (1). Cependant, ce sont là des faits isolés, et les avocats du roi purent toujours en général faire les fonctions d'avocat ordinaire dans les affaires qui n'intéressaient que les particuliers (2).

Cette faculté ne leur fut enlevée que dans les cas où ils cumulaient leur office d'avocat du roi avec un office de conseiller. Un arrêt du parlement du 13 mars 1630 pour Beaufort défend à l'avocat du roi « de playder, escrire et postuler pour les parties, tant et si longuement qu'il sera conseiller audit siège de Beaufort (3). » La déclaration royale du 15 mars 1634, qui portait désunion des offices de conseiller joints à ceux des avocats du roi, donnait pouvoir à ceux qui se démettraient de leur office de conseiller de rentrer en la faculté de plaider, écrire et consulter pour les parties, comme ils faisaient avant l'union desdits offices (4).

La permission provisoire donnée en 1579 aux avocats du roi des sièges inférieurs fut donc en réalité définitive. Ils ne furent jamais tenus comme les avocats du roi des

bitivè de consulter, escrire et postuler, seroit gardee et entretenue au siège de Riom, selon sa forme et teneur ; fit inhibitions et defenses ausdits lieutenans, conseillers et advocats du roy, d'escrire, consulter et postuler pour les parties. »

(1) Jousse, *Traité de l'administration de la justice*, I, p. 697.

(2) Guyot, *Répertoire*, I, v. *Avocat du roi*, p. 802.

(3) Arrêt du parlement du 13 mars 1630 pour Beaufort en Anjou, dans Filleau, *Recueil général des édits, arrêts et règlements notables*, I, 2, p. 307.

(4) Blanchard, *Compilation chronologique des ordonnances*, II, p. 1612.

cours souveraines de s'occuper exclusivement des affaires du roi. Ils devinrent seulement au cours du xvi^e siècle un peu plus étroitement que par le passé attachés au service du roi. L'ordonnance de 1566, sanctionnant un mouvement, dont nous avons indiqué les premières traces et déterminé la portée, ne leur avait permis de postuler et consulter pour les parties privées dans aucune cause où le roi avait intérêt (1). Si l'ordonnance de 1579 n'eut pas en fait pour résultat d'établir pour eux une défense plus large, elle les assimilait au moins théoriquement en ce qui concerne les causes privées aux avocats du roi des cours souveraines. A l'époque de cette ordonnance, les uns et les autres avaient cessé depuis longtemps de pouvoir accepter des charges et pensions d'autres que du roi (2). L'interdiction complète proclamée d'une façon définitive en 1579 pour les avocats du roi des cours souveraines de s'occuper des causes privées avait fait d'eux les mandataires exclusifs du roi. Le même principe avait été posé pour ceux des cours inférieures et s'ils conservèrent en fait le droit de plaider et consulter pour les particuliers, ce fut seulement dans la mesure où cette pratique pouvait le mieux se concilier avec l'exercice de leur charge.

Néanmoins, nous avons laissé de côté jusqu'ici un des aspects de l'évolution qui acheva de transformer les

(1) V. *supra*, p. 275, n. 1.

(2) V. *supra*, pp. 201-202, 209.

avocats du roi en magistrats. Il était nécessaire en effet pour qu'ils aient l'indépendance qu'exigeaient leurs fonctions, non seulement de leur interdire de prendre après leur entrée en charge certains engagements vis-à-vis des parties privées, mais encore de les affranchir de plus en plus des obligations qu'ils avaient pu contracter auparavant. Ce mouvement est d'ailleurs en grande partie solidaire de celui que nous venons d'étudier pour les charges et pensions non royales et pour les causes privées. C'est donc seulement maintenant que nous allons pouvoir essayer de préciser comment les avocats du roi se dégagèrent de plus en plus de leurs liens antérieurs.

§ 3. — Les avocats du roi et leurs engagements antérieurs.

Tant que les avocats du roi ne furent que de simples avocats pensionnaires du roi n'exerçant pas une fonction publique, la prise à pension dont ils étaient l'objet de la part du roi ne pouvait avoir aucun effet sur leurs engagements antérieurs. Quand ils devinrent au contraire des officiers du roi et des fonctionnaires, on sentit la nécessité de les délier le plus possible de tous ces engagements. Cela se fit progressivement, mais ce mouvement était achevé en principe au milieu du xvi^e siècle. Sur bien des points, il se confond avec l'évolution restrictive de la liberté des avocats du roi à l'égard des pensions privées et des causes privées et aussi avec l'évolu-

tion qui atténua les conséquences des pensions privées longtemps cumulées par les avocats du roi avec leur charge. Les détails en sont donc difficiles à saisir, et les documents sont très rares. Le point sur lequel nous avons le plus de renseignements et qui est d'ailleurs le plus important est relatif aux rapports des avocats du roi avec leurs anciens clients. C'est aussi celui que nous allons seul développer. Toutefois, un texte nous fait connaître quelle était au milieu du ^{xiv}^e siècle la situation faite aux avocats du roi vis-à-vis de l'Université de Paris en raison du serment qu'ils avaient pu prêter auparavant à celle-ci. Nous allons de suite lui accorder un moment d'attention.

I. — *Les avocats du roi et le serment universitaire.*

On sait les prétentions que l'Université de Paris voulut pendant longtemps faire valoir vis-à-vis des avocats. Elle prétendait que tous ceux d'entre eux qui avaient été jurés dans l'une de ses facultés ne pouvaient pas plaider contre elle. Le serment universitaire constituait à ses yeux un engagement antérieur et supérieur à tous ceux que les avocats auxquels elle avait conféré des grades pouvaient avoir pris par la suite (1). On trouve encore des traces de ces prétentions de l'Université au cours du ^{xv}^e siècle. Néanmoins, elles étaient alors depuis longtemps déjà dénuées de toute efficacité pratique. Les distributions

(1) V. sur ce point, Delachenal, *Histoire des avocats au parlement de Paris*, pp. 74-75.

de conseil offraient aux avocats un moyen commode d'éviter toute réclamation de la part de l'Université (1). Cependant, encore au milieu du xiv^e siècle, les prétentions de l'Université étaient pour les avocats une véritable gêne. Un témoignage nous est resté, qui nous prouve en effet qu'à cette époque il en était ainsi même pour les avocats du roi au parlement.

En 1354, nous voyons une contestation surgir à ce propos entre l'Université de Paris et Regnaut d'Acy. L'Université lui reprochait d'avoir plaidé pour le roi contre elle sans lui en avoir demandé la permission et sans lui avoir présenté des excuses. L'avocat du roi objecta que le serment prêté à l'Université, comme tout serment prêté à un sujet du roi, exceptait toujours le roi et ses droits.

L'Université demanda que Regnaut d'Acy fût condamné envers elle à une amende pour lui avoir fait cette réponse et à se rétracter.

La thèse de Regnaut d'Acy, difficilement contestable au sujet des avocats du roi s'ils avaient été déjà à cette époque des magistrats, n'était pas encore en ce qui les concerne assez solidement établie. Nous les avons vus en effet, au cours du xiv^e siècle, plaider encore contre le roi (2) et nous verrons bientôt que pendant la plus grande partie du même siècle leur serment au roi laissa

(1) *Arch.nat.*, X^{1a} 4801, f^o 58 (23 février 1445).

(2) V. *supra*, p. 236.

intacts les droits de leurs anciens clients. Aussi l'avocat du roi Regnaut d'Acy regut-il l'ordre du roi de s'excuser auprès de l'Université. Le roi déclara en outre que tout ce qui avait été dit et fait à propos du serment de d'Acy serait tenu pour non dit et non fait. Il laissait à la conscience de chacun le soin de décider ce qu'il devrait faire à l'avenir dans des cas semblables. Le roi défendit bien, il est vrai, à l'Université de poursuivre d'Acy, mais ce fut seulement, dit le texte, « *per modum exhortationis* (1). »

Si intéressante que soit d'ailleurs la question de savoir dans quelle mesure le serment universitaire prêté par les avocats du roi avant leur nomination conservait son efficacité après leur entrée en charge, elle relève plutôt de l'histoire que du droit, et son importance juridique est bien faible. Il n'en est pas de même au contraire de l'étude des conséquences que continuaient à produire pour les avocats du roi les engagements pris avant d'avoir ce titre envers leurs anciens clients.

II. — *Les avocats du roi et leurs anciens clients.*

Ces engagements avaient des effets bien différents selon que les avocats du roi avaient été pensionnés par certaines parties ou selon qu'ils s'étaient bornés à s'occuper pour elles d'un ou de plusieurs procès sans rece-

(1) *Bibl. du Palais-Bourbon, Collection Lenain, Extraits des registres du parlement, Jugés, lettres et arrêts*, t. 4, f^{os} 149-155.

voir une pension périodique. Nous allons successivement envisager ces deux situations.

En ce qui concerne la première, il va sans dire qu'elle n'avait d'intérêt que si les particuliers, qui avaient pensionné un avocat du roi avant sa nomination, continuaient de lui servir une pension après cette nomination. Dans le cas contraire, cette pension reçue antérieurement par un avocat du roi était sans efficacité spéciale. Les obligations que l'avocat du roi pouvait encore dans cette hypothèse conserver vis-à-vis de son client ne découlaient plus directement de cette pension, mais uniquement de la participation qu'il avait prise à la direction des affaires de ce client. Elles se ramenaient par conséquent aux effets qu'entraînait le concours prêté antérieurement à son entrée en charge par un avocat du roi à un particulier, dont il n'était pas pensionnaire, dans une ou plusieurs affaires déterminées.

A s'en tenir aux lettres de provision de Gérard de Montaigu du 24 janvier 1332, on pourrait croire que les avocats du roi étaient déjà à cette époque dans l'intérêt royal dégagés d'une façon complète des engagements résultant pour eux de leurs pensions plus anciennes que celles qu'ils recevaient du roi. Ces lettres déclarent en effet que Gérard de Montaigu fera fonction d'avocat du roi dans toutes les affaires civiles du roi. Elles font seulement exception pour les causes dont il aurait connu les secrets en qualité d'avocat avant d'avoir prêté serment au roi (1). Il

(1) Lettres patentes de Philippe de Valois, par lesquelles il nomme

semblerait donc en résulter que cette dernière circonstance mise à part, aucun conflit n'était déjà plus possible à cette époque entre le roi et un particulier en raison de l'antériorité de la pension faite par celui-ci à un avocat du roi par rapport à celle que ce dernier recevait du roi. Les lettres de provision de Robert le Coq du 17 octobre 1347 ne contiennent même pas de clause relative aux affaires dont il aurait connu les secrets auparavant à titre de conseiller des parties privées (1).

Des textes bien postérieurs s'opposent à ce que l'on conclue de ce silence que la situation des avocats du roi s'était modifiée sur ce point depuis la nomination de Gérard de Montaigu (2). Au contraire, pour les pensions commencées aux avocats du roi avant la pension royale, un document, que nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer (3), nous fait connaître qu'exception était faite en faveur du roi à la règle suivie au parlement d'après laquelle, en cas de contestation entre deux plaideurs pensionnant le même avocat, on donnait toujours la préférence à celui qui le pensionnait depuis plus longtemps. Ce témoignage se trouve concorder avec celui qui découle des lettres de provision de Gérard de Mon-

Gérard de Montaigu son avocat en parlement (*Arch. nat.*, X^{1a} 8845, f^o 201 v^o-202) : « ... *illis causis dumtaxat exceptis, de quibus, ante prestitum juramentum ab eo, pro hujusmodi officio exercendo, secreta et merita noverat, et consiliarius fuerat, patrocinando de ipsis.* »

(1) V. ces lettres *supra*, p. 29, n. 2.

(2) V. *infra*, pp. 289-290.

(3) V. *infra*, p. 213, n. 2.

taigu. Les avocats du roi doivent toujours plaider pour le roi contre ceux qui les pensionnent, quelle que soit l'époque à laquelle ces pensions privées leur aient été commencées, qu'elles l'aient été avant ou après celle du roi.

Cependant, la règle relative aux différends soulevés entre deux plaideurs pensionnant le même avocat et l'exception faite en faveur du roi ne peuvent être antérieurs à la fin du *xiv*^e siècle. Elles sont formulées au milieu d'abrégés d'arrêts du parlement tous rendus durant les années 1384, 1385 et 1386. La règle qui résulte de ces arrêts ne s'est certainement dégagée qu'un peu postérieurement. Il en est de même par contre-coup de l'exception mentionnée dans le même passage. Nous avons en outre fait déjà remarquer que le parlement ne s'imposait pas encore au milieu du *xiv*^e siècle de donner la préférence à celui qui pensionnait un avocat depuis plus longtemps (1). Les contestations que nous avons vues surgir en 1384 et en 1388 entre le roi et des chapitres pour savoir si un avocat du roi chanoine d'un chapitre devait être pour le roi ou pour le chapitre (2) sont une raison de plus pour douter que le roi ait acquis avant la fin du *xiv*^e siècle une situation privilégiée vis-à-vis des particuliers qui pensionnaient ses avocats.

Nous avons déjà dit que le privilège du roi fit seule-

(1) V. *supra*, p. 213.

(2) V. *supra*, pp. 215-216.

ment son apparition avec le principe qui interdit aux avocats du roi de plaider et consulter contre le roi (1). Or, nous savons que ce principe ne s'implanta, même en ce qui concerne les avocats du roi du parlement, qu'à la fin du xiv^e siècle (2). Il est donc à croire que jusqu'à cette date les avocats du roi restèrent tenus des engagements qu'ils avaient pris à raison de leurs anciennes pensions. Ils purent sans doute plaider jusqu'à cette époque pour ceux qui les avaient pris à pension avant le roi, même dans les procès où ceux-ci avaient le roi comme adversaire. On ne peut donc tirer aucune conclusion de ce que la réserve contenue dans les lettres de provision de Gérard de Montaigu se limite aux causes dont il avait su le secret. Tant qu'ils purent plaider contre le roi, les avocats du roi du parlement restèrent toujours aussi étroitement engagés qu'avant leur nomination vis-à-vis des particuliers, qui les avaient pensionnés avant le roi.

Il en fut également de même dans les juridictions inférieures. M. Maugis nous a appris que dans les dernières années du xiv^e siècle les avocats du roi d'Amiens exceptaient encore dans leur serment d'investiture leur sang et leurs premiers patrons. M. Maugis nous apprend également que cette clause s'interprétait, non pas seulement comme permettant l'abstention aux avocats du roi dans les causes intentées par le procureur du roi contre leurs

(1) V. *supra*, p. 214.

(2) V. *supra*, p. 237.

parents ou contre leurs anciens clients, mais comme autorisant les avocats du roi à y plaider pour eux contre le roi (1). On sait en effet que le principe, qui interdisait aux avocats du roi de plaider contre le roi, bien que déjà posé pour les juridictions inférieures à la fin du xiv^e siècle, fut encore pendant longtemps assez peu observé (2).

Le triomphe définitif de ce principe à la fin du xiv^e siècle pour les avocats du roi du parlement (3), à la fin du xv^e pour les avocats du roi des juridictions inférieures (4), n'eut pas cependant pour effet d'affranchir complètement les uns et les autres des engagements contractés par eux en raison de leurs anciennes pensions. Nous avons déjà attiré l'attention sur les récusations auxquelles pouvaient donner lieu pour les avocats du roi les pensions privées qu'ils recevaient (5). L'ancienneté plus ou moins grande de ces pensions n'avait aucune influence sur ces récusations. Nous ne reviendrons pas sur elles. Il nous suffira de signaler ici que ces récusations furent de plus en plus restreintes. Sans doute, on ne peut formuler à cet égard de règles précises. La question se pose d'ailleurs, depuis le moment où les avocats du roi cessent de pouvoir cumuler leur charge avec des pensions non royales, dans

(1) V. Maugis, *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens*, p. 51.

(2) V. *supra*, pp. 237-238, 249.

(3) V. *supra*, p. 237.

(4) V. *supra*, pp. 237-238, 249.

(5) V. *supra*, pp. 216-223.

les mêmes conditions pour eux que pour les juges et les procureurs du roi. Néanmoins, cette restriction des récusations causées par les pensions antérieurement reçues par les avocats du roi résulte *a fortiori* de celle des récusations dans les causes dont l'avocat du roi s'était occupé pour une partie avant sa nomination.

Quand un avocat du roi n'était pas ou n'était plus pensionné par un particulier pour lequel il avait néanmoins été chargé d'une ou de plusieurs affaires avant d'être avocat du roi, la seule question susceptible de se poser était en effet celle de savoir si l'avocat du roi pouvait dans ces mêmes affaires consulter le procureur du roi et plaider pour lui contre son ancien client. Nous remarquerons aussi tout de suite que c'est à cette question que se réduisirent toutes les difficultés causées par les obligations des avocats du roi envers leurs anciens clients quand les avocats du roi perdirent le droit de recevoir des pensions privées.

Les lettres de provision de Gérard de Montaigu nous ont déjà appris que les avocats du roi dans la première moitié du xiv^e siècle exceptait dans leur engagement envers le roi les causes dont ils avaient su le secret à titre d'avocats des parties (1). Bien que nous ne retrouvions pas cette restriction dans les lettres de Robert le Coq (2), un passage des registres du parlement

(1) V. *supra*, p. 284, n. 4.

(2) V. *supra*, p. 29, n. 2.

nous fait connaître encore en 1550, pour l'avocat du roi Pierre Séguier, une récusation fondée sur ce qu'il avait été du conseil des parties avant son entrée en charge (1). Cependant, il était déjà admis alors, malgré certaines hésitations que l'on semblait encore avoir à cet égard, que les avocats du roi pouvaient plaider pour le roi dans les affaires où ils avaient consulté ou écrit comme avocats des parties (2).

(1) *Arch. nat.*, X^{1a} 1567, f^o 494 (14 août 1550) : « Sur la requeste présentée à la court par le procureur général du roy a ce qu'il fust enjoinct a maistre Jehan Maynier et François de la Fonde premier et second présidens au parlement de Provence, et autres parties de bailler par escript dedans demain leurs moyens, si aucuns en avoient pour empescher que Maistre Pierre Segulier advocat du roy ne plaidast en la matière et appellations par ledict procureur général interjetées en la chambre de la Royne touchant le fait de Merindol, et ce qui en dépend, attendu que la difficulté qui s'offroit et que faisoient les parties d'autant que cy devant ledict Segulier avoit esté de leur conseil, avoit esté décidée et jugée par plusieurs arrests, et après que ledict Segulier pour ce mandé en ladite court a déclaré avoir par cy devant, et auparavant sa promotion audict office d'avocat du roy, esté du conseil desdicts premier et second présidens de Provence, et ausdictes parties et se rapportoit néanmoins a la court d'en ordonner, luy retiré et après avoir veu par la court l'arrest mis pardevers elle par ledict procureur general mentionné en sa requeste du quatorziesme jour d'avril mil cinq cens trente six, la matiere mise en deliberation. A esté arresté et ordonné que ledict Segulier s'abstiendra de plaider pour le roy en ladite matiere. » — Cf. *Arch. nat.*, X^{1a} 1567, f^o 556, 26 août 1550.

(2) *Arch. nat.*, X^{1a} 1568, f^o 498 (21 mars 1550) : « ... et apres qu'il luy a esté remonstré que en la court de ceans bien que ung advocat privé ait consulté pour les parties es matieres civiles s'il est apres pourveu en estat de procureur general ou advocat du roy il n'est pour cela exempt ou recusable qui ne doibve plaider pour led. sieur es causes esquelles auparavant comme advocat et conseil de l'une et de l'autre des parties il avoit consulté ou escript... » —

Quand ce dernier principe eut définitivement prévalu, les avocats du roi ne cessèrent pas d'ailleurs de pouvoir être récusés dans certaines catégories d'affaires à titre d'anciens conseillers des parties. Les règles suivies pour ces récusations ont sans doute beaucoup varié jusqu'au moment où s'implanta à ce sujet la distinction si importante des affaires où le procureur général était partie principale et de celles où il n'était que partie jointe (1). Nous n'avons pas à en suivre le détail, puisqu'elles sont communes aux procureurs du roi et aux avocats du roi. Ces récusations n'étaient que de simples atténuations laissant intact le principe admis au milieu du xvi^e siècle que les avocats du roi pouvaient assister le procureur du

Arch. nat., X^{1a} 4948, fo 250 v^o 251 (17 mars 1554) : « ... car il qui parle (Séguier) pense estre des premiers qui ont veu le proces comme advocat et conseil lors de lad^e dame duchesse car le jour que le roy qui a present est fut roy il avoit les sacs du proces pour les veoir et y besongner, et pour ceste raison depuis il a pleu au roy le pourveoir de l'office de son advocat tant qu'il a peu il a sursis et s'est abstenu d'en plus rien cognoistre pour n'estre conseil contre lad. dame pour laquelle auparavant il avoit este conseil et quelque fois qu'il pleust au roy luy parler dudict proces il supplia le roy tres humblement auquel il fist entendre et remonstra qu'il avoit esté du conseil d'icelle dame en ce proces et que son plaisir feust le tenir pour excusé d'en plus avant congnoistre pour son procureur general mais quelque supplication et remonstrance qu'il sceut faire au roy, le roy le jour de la procession generale par luy faite en ceste ville luy dist qu'il vouloit et de faict luy commenda qu'il y feist son devoir nonobstant qu'il eust esté du conseil de lad. dame et ce que depuis il y a faict ce a esté en obéissant au commandement du roy dont il ne se peult excuser veu le commandement du prince et le devoir de son office... »

(1) V. *supra*, pp. 216-219.

roi dans les affaires dont ils s'étaient occupés comme avocats des parties avant d'être avocats du roi.

Ainsi se trouvait rompu le dernier lien qui les rattachait aux parties privées par suite des engagements pris par eux avant leur entrée en charge. Nous savons déjà qu'à cette époque les avocats du roi des cours souveraines avaient cessé depuis longtemps de pouvoir accepter des charges et des pensions non royales, et que la jurisprudence du parlement s'était déjà fixée aussi nettement en ce sens pour les avocats du roi des juridictions inférieures. C'est également à la même époque que les avocats du roi du parlement de Paris et peut-être déjà ceux de beaucoup d'autres cours souveraines perdirent d'une façon définitive le droit de s'occuper en quelque manière que ce soit d'autres causes que de celles du roi (1). Nous connaissons maintenant toutes les faces de l'évolution qui tendit à mettre les avocats du roi dans une indépendance complète à l'égard des justiciables et à en faire les agents exclusifs du roi.

Cette évolution ne s'acheva complètement que pour les avocats du roi des cours souveraines, mais pour ceux des cours inférieures, nous avons vu que c'est à une cause purement fortuite qu'il faut attribuer son échec partiel (2). Nous croyons avoir démontré en outre que cette évolution était déjà accomplie dans ses grandes lignes pour les avocats du roi des cours souveraines bien

(1) V. *supra*, pp. 263-265.

(2) V. *supra*, p. 271.

avant l'époque où l'on en place habituellement le terme.

Dès la fin du xiv^e siècle, ces avocats du roi étaient des magistrats. On en déduisit tout de suite qu'ils ne devaient pas s'occuper d'autres affaires que de celles du roi. Avant la fin du xv^e siècle, on semblait parvenu sur ce point à un résultat définitif (1). Nous avons déterminé les causes purement accidentelles qui déterminèrent ensuite un recul et qui ajournèrent jusqu'à l'ordonnance de Blois de 1579 l'assimilation complète sur ce point des avocats du roi des cours souveraines aux autres magistrats (2).

(1) V. *supra*, p. 247.

(2) V. *supra*, pp. 253-271.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. ESMEIN.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	1
 CHAPITRE PREMIER. — Histoire générale des avocats du roi.	 3
§ 1. — <i>Date d'apparition des avocats du roi dans les diverses juridictions.</i>	3
§ 2. — <i>Du titre porté par les avocats du roi.</i>	11
§ 3. — <i>Du nombre des avocats du roi dans les diverses juridictions et de la façon dont étaient réglées entre eux la préséance et la répartition des affaires</i>	17
§ 4. — <i>Nomination des avocats du roi</i>	23
§ 5. — <i>Caractère des avocats du roi.</i>	27
I. — <i>Comment la charge d'avocat du roi devint un office vénal et héréditaire.</i>	28
II. — <i>Les avocats du roi et les juges.</i>	35
III. — <i>Les avocats du roi et les avocats</i>	39
IV. — <i>Serment des avocats du roi.</i>	46
V. — <i>Place des avocats du roi à l'audience.</i>	50
VI. — <i>Recrutement des avocats du roi</i>	53
VII. — <i>Carrière des avocats du roi</i>	54
§ 6. — <i>Conditions d'admission des avocats du roi.</i>	57

§ 7. — Réception des avocats du roi.	59
§ 8. — Compatibilités et incompatibilités que comportait la charge d'avocat du roi.	61
§ 9. — Gages des avocats du roi.	64
§ 10. — Fonctions des avocats du roi.	76
I. — Fonctions judiciaires des avocats du roi.	77
1. — De l'assiduité imposée aux avocats du roi.	79
2. — De la participation des avocats du roi à l'adminis- tration judiciaire	81
II. — Fonctions extrajudiciaires des avocats du roi	85
1. — Des commissions administratives confiées par le roi aux avocats généraux.	86
2. — Des commissions politiques confiées par le roi aux avocats généraux	87
3. — Les avocats généraux au conseil du roi.	89
 CHAPITRE II. — Les avocats du roi et les procureurs du roi.	 93
§ 1. — De la subordination primitivement absolue des avocats du roi à l'égard des procureurs du roi	94
§ 2. — Des atténuations successivement apportées à la subordi- nation des avocats du roi à l'égard des procureurs du roi	100
I. — Atténuations de fait.	101
1. — Situation des avocats du roi vis-à-vis du roi et des cours.	104
2. — De la responsabilité solidaire reconnue par les or- donnances aux avocats du roi et aux procureurs du roi.	106
3. — Des empiètements des avocats du roi sur le droit de signature des procureurs du roi.	106
4. — Rapports directs des avocats du roi avec les greffes et avec les parties	113

5. — De la participation des avocats du roi à la nomination des substitués	115
6. — Des limitations pratiques du droit du procureur du roi d'avouer et de désavouer les avocats du roi.	121
II. — Atténuations de droit	126
1. — De la préséance entre les avocats du roi et les procureurs du roi.	128
2. — Comment les procureurs du roi devinrent progressivement tenus de consulter les avocats du roi pour toutes les affaires importantes et d'y agir en communauté d'opinions.	139
3. — Comment les avocats du roi acquirent pour la parole un droit à peu près exclusif.	158
a) Affaires judiciaires	160
b) Affaires publiques.	164
4. — Formation et développement de la liberté de parole des avocats du roi	170
§ 3. — <i>Ce qui resta jusqu'à la fin de la subordination des avocats du roi à l'égard des procureurs du roi.</i>	179
 CHAPITRE III. — Les avocats du roi et les justiciables.	 182
§ 1. — <i>Les avocats du roi et les charges et pensions non royales.</i>	190
I. — Comment les charges et les pensions non royales furent interdites aux avocats du roi.	192
II. — Conséquences des charges et des pensions non royales des avocats du roi pour l'exercice de leurs fonctions.	211
1. — Dans les procès où le procureur du roi était partie contre des particuliers qui pensionnaient un avocat du roi, cet avocat du roi devait-il assister le particulier qui le pensionnait ou le procureur du roi ?	212
2. — Des récusations d'avocats du roi causées par les pensions privées qu'ils recevaient.	216

§ 2. — <i>Les avocats du roi et les causes privées.</i>	223
I. — xiv ^e siècle	227
II. — xv ^e siècle.	238
III. — xvi ^e siècle	251
1. — Les avocats du roi des cours souveraines et en particulier les avocats du roi du parlement de Paris.	253
2. — Les avocats du roi des cours inférieures.	271
§ 3. — <i>Les avocats du roi et leurs engagements antérieurs.</i>	280
I. — Les avocats du roi et le serment universitaire	281
II. — Les avocats du roi et leurs anciens clients.	283

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
